Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 5 novembre 2018 à 19 h

6767, chemin de la Côte-des-Neiges

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 5 novembre 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 9 octobre 2018 à 17 h et de la séance ordinaire du 9 octobre à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Commentaires

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1187413002

Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185302004

Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le Centre communautaire Le 6767 et la Bibliothèque interculturelle (bâtiment numéro 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

20.03 Immeuble - Location

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1175941005

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie locative de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, pour des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour une période initiale de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail. Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

20.04 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185265015

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 2 400 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Cafétéria communautaire Multicaf 3600, avenue Barclay, bureau 320 Montréal (Québec) H3S 1K5 a/s M. Jean-Sébastien Patrice, directeur	Afin d'appuyer l'organisation d'une activité contre la violence faite aux femmes qui aura lieu le 5 décembre 2018. Cette activité est organisée annuellement dans le cadre de la journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.	**TOTAL : 400 $** Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 300 $
Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, Carré Cummings, bureau 216 Montréal (Québec) H3W 1M6 a/s M. Jacques Saada, président	Pour le Festival Sefarad de Montréal qui aura lieu du 27 octobre au 11 novembre 2018.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 400 $
Ordre des chevaliers de Rizal | *Order of the Knights of Rizal* 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Gerry Danzil, président	Pour soutenir les activités de volleyball offertes à la communauté philippine de CDN-NDG.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $

Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ) 5850, avenue de Monkland, bureau 101 Montréal (Québec) H4A 1G1 a/s Mme Corazon Diaz Abdon Présidente	Afin de souligner le 26e anniversaire de l'Association et la Semaine internationale des infirmières et infirmiers.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $
Club de basketball Marquis Montréal 5803, avenue Wentworth Côte Saint-Luc (Québec) H4W 2S5 C.P. 255 , Succursale Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H4V 2Y4 a/s M. Edgardo Tupaz, président	Afin de permettre à un groupe de jeunes joueurs de basketball d'élite de bien représenter notre arrondissement dans plusieurs tournois locaux et régionaux	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Directive / Procédure / Calendrier

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570009

Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

30.02 Recours judiciaires et règlement de litiges

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1183219013

Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710, chemin de la Côte-Saint-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 uniquement en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710, chemin de la Côte-Saint-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558054

Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 13 novembre et le 20 décembre 2018 et abrogeant l'ordonnance OCA18 17047.

40.02 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570008

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement RCA17 17285 sur les subventions aux sociétés de développement commercial (exercice financier 2018) et déposer le projet de règlement.

40.03 Règlement - Avis de motion

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1182703008

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 et déposer le projet de règlement.

40.04 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1186954004

Adopter, tel que soumis, le règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

40.05 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1187078002

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2020-2021, un règlement autorisant un emprunt de 2 763 000 $ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation et déposer le projet de règlement.

40.06 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558039

Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn (demande de permis de démolition 3001423025) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

40.07 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558031

Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) pour l'émission du permis visant l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800, chemin de la Côte-des-Neiges - Grande propriété à caractère institutionnel - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.

40.08 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558053

Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre, en façade au 4300, avenue Rosedale - demande de permis 3003001444917.

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558046

Adopter le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-106 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.10 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570007

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance du conseil d'arrondissement ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) et déposer le projet de règlement.

40.11 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558055

Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-103, pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment sis aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges - secteur significatif à normes - demandes de permis numéros 3001422372 et 3001463211.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1183930007

Renouveler le mandat du président, des présidents substituts ainsi que d'une membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme et procéder à la nomination d'une membre suppléante.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184535013

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018.

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1183571021

Motion visant l'interdiction de fumer dans les parcs et les espaces verts de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2018/11/05 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 9 octobre 2018 à 17 h et de la séance ordinaire du 9 octobre à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ :

Que les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 9 octobre 2018 à 17 h et de la séance ordinaire du 9 octobre à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce soient approuvés tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versés aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève Reeves

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le mardi 9 octobre 2018 à 17 h au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Magda Popeanu, conseiller du district de Côte-des-Neiges;
Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur d'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Hélène Brousseau, chef de division – ressources financières et matérielles;
Patricia Arcand, conseillère en gestion des ressources financières;
Muy-Heak Tang Tongsomsong, agente en gestion des ressources financières;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 17 h.

RÉSOLUTION CA18 170258

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 9 octobre 2018 à 17 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

• Sue Montgomery	Indique que le budget 2019 reflète réellement les priorités de l'administration, souligne que les finances de l'arrondissement se portent bien et détaille quelques priorités, notamment l'embauche de personnel, l'indexation du financement des groupes communautaires, la modification des tarifs des vignettes de stationnement et l'investissement dans le transport actif.
• Lionel Perez	Réserve ses commentaires au moment de la mise aux voix des dossiers d'adoption du budget et du programme triennal d'immobilisation.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Alex Montagano	S'enquiert de la formule sur laquelle est basée le financement des arrondissements, rappelle que l'arrondissement reçoit le moins d'argent per capita, demande à avoir accès à la nouvelle formule qui sera applicable l'année prochaine ainsi que des précisions sur l'augmentation du budget par rapport à l'augmentation des taxes.
• Line Bonneau	Souhaite s'assurer que le budget pour l'éradication de l'herbe à poux sera récurrent et demande des précisions sur le mode d'octroi de contrat et l'accès au bilan.
• Kevin Copps	Déplore le manque de services dans l'arrondissement, notamment en matière de propreté, ainsi que l'iniquité liée au mode de financement des arrondissements.
• Sharon Sweeney	S'enquiert du coût pour l'ouverture d'une heure supplémentaire des bibliothèques et rappelle l'importance de ces installations pour la communauté.
• Christopher Deehy	À titre de président de l'Association communautaire de Glenmount, demande si une entente a eu lieu avec la Ville de Mont-Royal pour les résidents du secteur Glenmount et le détail de ce qui est actuellement négocié.
• Mathieu Rinaldi	Demande s'il est possible de prévoir une réserve dans le budget afin d'assurer qu'une entente avec la Ville de Mont-Royal soit possible et s'enquiert des impacts de la négociation sur les coûts des activités pour les résidents.
• Joël Coppieters	S'enquiert des priorités de l'administration si la question financière n'était pas un enjeu.

La période de questions et de demandes du public de 30 minutes est maintenant terminée.

RÉSOLUTION CA18 170259

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

De prolonger pour une durée de 7 minutes la période de questions et de demandes du public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.07

• Alex Montagano	Demande des précisions sur les informations incluses à la présentation du budget.

La prolongation de 7 minutes de la période de questions et de demandes du public est maintenant terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

• Marvin Rotrand	Demande si les commerçants ont été avisés du changement de réglementation concernant les équipements de réfrigération et de climatisation et, étant donné les coûts associés à ce changement, si un programme de subvention sera mis sur pied pour les petites entreprises. Rappelle recevoir de nombreux appels concernant la disponibilité d'espaces pour les groupes communautaires et demande si une portion du budget pourrait être réservée pour accroître les services et répondre aux besoins de ces groupes. Demande des précisions concernant la mention, à la page 5 du budget, d'un montant de 300 000 $ pour le maintien des heures de bibliothèque et souhaite en connaître les impacts. Suggère le remplacement des panneaux indiquant le nom des rues par des panneaux avec le logo de l'arrondissement et s'enquiert du coût pour un tel projet. Rappelle la diversité culturelle de l'arrondissement et s'enquiert des mesures incluses dans le budget permettant de refléter cette réalité.
• Magda Popeanu	Rappelle que la Ville centre soutient des mesures pour refléter cette diversité via des programmes du Service de la diversité et des sports et du BINAM.
• Lionel Perez	Demande des précisions concernant le nombre de postes et le type de poste qui seront ajoutés avec le 1 M$ indiqué à la page 6 de la présentation. S'enquiert du taux sur lequel s'est basé la Ville pour le calcul du taux d'inflation.
• Marvin Rotrand	Rappelle que la Ville avait calculé le taux d'inflation trop haut l'année dernière et l'importance de calculer le bon taux puisque cela affecte le taux de taxe.

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance n'est déposée.



RÉSOLUTION CA18 170260

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour l'exercice financier 2019.

Un débat s'engage.

Madame la mairesse Sue Montgomery, la conseillère Magda Popeanu et les conseillers Marvin Rotrand, Peter McQueen et Christian Arseneault votent en faveur de la proposition.

Le conseiller Lionel Perez vote contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

30.01 1186954006

RÉSOLUTION CA18 170261

PTI 2019-2020-2021

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver la liste des projets qui constituent le programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement, de même que les montants d'investissements et les sources de financement prévues pour ces projets en 2019, 2020 et 2021 et d'en approuver la transmission au comité exécutif de la Ville de Montréal.

D'autoriser le lancement des appels d'offres pour lesdits projets.

D'approuver l'affectation d'une somme de 387 300 $ à même les surplus de gestion de l'arrondissement, afin de prolonger pour l'année 2019, quatre postes capitalisables liés à la réalisation du Programme triennal d'immobilisations.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1187078001



L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 18 h 55.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA18 170258 à CA18 170261 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le mardi 9 octobre 2018 à 19 h au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur d'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h 05.

RÉSOLUTION CA18 170262

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 9 octobre 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA18 170263

APPROBATION - PROCÈS-VERBAUX

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Peter McQueen

D'approuver les procès-verbaux de la séance ordinaire du 4 septembre 2018 à 19 h et de la séance extraordinaire du 26 septembre 2018 à 18 h 30 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery

Félicite les trois députés provinciaux élus de l'arrondissement et rappelle que le droit au travail est garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés* et qu'elle le défendra pour les citoyens de l'arrondissement.

Annonce qu'une consultation pour l'élaboration du Plan de développement durable de l'arrondissement se tiendra le 23 octobre 2018.

Annonce la tenue de deux 5 à 7 d'information et de discussion avec la mairesse, les 24 et 25 octobre prochains, respectivement au chalet du parc Notre-Dame-de-Grâce et à la maison de la culture Côte-des-Neiges, afin de stimuler la participation des jeunes pendant la période de candidature pour le Conseil jeunesse de l'arrondissement.

- Marvin Rotrand

Félicite les trois membres de l'Assemblée nationale qui ont des circonscriptions dans l'arrondissement de leur réélection.

Souligne l'adoption, à la Chambre des communes, d'une motion en seconde lecture visant à déclarer le mois de juin « Mois du patrimoine philippin » et indique que la députée à l'initiative de cette motion a fait référence à la motion du conseil d'arrondissement de février 2018.

Annonce que les travaux de réfection du chemin Queen-Mary ont débuté et se poursuivront au cours des prochaines semaines et réitère sa demande pour la revitalisation des artères commerciales sur cette artère, à l'est du boulevard Décarie et la sécurisation des intersections aux abords de la station de métro Snowdon.

Indique que le gouvernement du Canada a retiré la citoyenneté honorifique à Aung San Suu Kyi, geste que le conseil d'arrondissement avait demandé dans une motion adoptée en septembre 2018.

Dépose des documents concernant l'interdiction de fumer dans les parcs de plusieurs villes américaines et canadiennes, indique qu'il déposera une motion à la prochaine séance afin d'interdire de fumer dans les parcs de l'arrondissement, tant la cigarette que le cannabis, et rappelle que les villes voisines de l'arrondissement ont déjà emboité le pas en ce sens.

En lien avec la volonté du nouveau gouvernement du Québec d'adopter une loi visant à interdire l'accès aux personnes portant des signes religieux à des postes d'autorité, rappelle que la *Charte canadienne des droits et libertés* doit être interprétée dans un esprit de multiculturalisme et qu'on ne pourrait utiliser la clause nonobstant pour passer outre ce fait.



- Christian Arseneault

Ajoute sa voix pour féliciter les trois députés provinciaux réélus.

Rappelle l'adoption du budget et du programme triennal d'immobilisation et en cite les grandes lignes.

A reçu plusieurs commentaires quant à la coordination des travaux de réfection routière et indique que les plaintes des citoyens ont été transmises aux instances compétentes.

Explique les délais accordés aux entrepreneurs pour la réalisation des travaux de réfection routière, est conscient des inconvénients pour les citoyens et indique qu'il demandera à la Direction des travaux publics d'évaluer la possibilité d'inclure aux documents contractuels l'obligation de transmettre de l'information aux citoyens concernant leur durée et de réduire les délais de réalisation sur une même rue.

Étant donné l'importance du budget pour l'implantation de mesures d'apaisement de la circulation, invite les résidents de son secteur à communiquer avec lui pour déterminer les principales problématiques et les mesures à implanter.

- Magda Popeanu

Invite les citoyens à participer à une rencontre concernant le Plan local de développement, le 23 octobre 2018 au bureau d'arrondissement et indique que ce plan est indissociable de l'élaboration d'un Plan de déplacement local.

Est heureuse de voir l'implantation de mesures d'apaisement de la circulation dans le secteur de Côte-des-Neiges.

Souligne que le 10 octobre est la Journée mondiale de la santé mentale et indique que l'administration est prête à prendre des actions pour améliorer les conditions de vie des résidents.

Affirme que l'administration va défendre le droit à l'emploi de tous les Montréalais et Montréalaises puisque le milieu du travail est un excellent moyen de s'intégrer à la société d'accueil.

- Peter McQueen

Félicite les députés provinciaux de leur réélection et indique certains dossiers prioritaires, notamment la réalisation de la dalle :

En lien avec la dalle-parc, mentionne les dates des consultations et la date limite pour le dépôt d'un mémoire à l'OCPM.

Mentionne avoir participé à une rencontre de la Commission sur la sécurité publique le 24 septembre 2018 sur la délivrance de constats d'infraction aux piétons et cyclistes par la police.

Souligne le succès du concert Montréal vs Racisme et de l'événement *Hip hop you don't stop* au parc Notre-Dame-de-Grâce et remercie les services de leur collaboration.

- Lionel Perez

Souligne la présence de M. David Torjdman, conseiller municipal de la Ville de Côte-Saint-Luc.

Félicite les députés réélus dans les circonscriptions qui touchent l'arrondissement.

Rappelle la mise en application de la *Loi sur le cannabis* le 17 octobre 2018, mentionne les impacts de celle-ci sur les services publics, indique que dans les arrondissements contrôlés par Ensemble Montréal, les conseils ont pris des mesures pour encadrer davantage sa consommation, notamment dans les parcs et souhaite déposer une motion pour demander aux services d'ajuster la réglementation pour protéger les enfants à cet égard.



Mentionne la motion à l'ordre du jour pour le renouvellement de l'entente actuelle avec Ville Mont-Royal concernant l'utilisation des installations culturelles et sportives par les résidents du secteur de Glenmount.

Remercie les citoyens de leur patience pendant les travaux d'infrastructure, ainsi que les services de leur travail.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Jeremy Goldschmidt	Déplore la fermeture du parc-école Bedford en raison de son manque d'entretien et encourage la Ville à entrer en contact avec la commission scolaire pour réactiver l'entente.
• Hossein Pourshafiey	Annonce une lecture publique en l'honneur de feu M. Warren Allmand, invite les citoyens à y participer. Demande quelles actions ont été prises par l'administration pour remédier à la problématique de propreté de la rue Saint-Jacques, déplore la lenteur de l'arrondissement pour la modification de zonage de ce secteur et se questionne sur l'avantage d'effectuer les réparations nécessaires à son bâtiment alors qu'il y a une réserve foncière sur celui-ci.
• Christopher Deehy	Indique que les frais d'accès aux activités de la Ville de Mont-Royal pour les résidents montréalais pourraient représenter une augmentation de près de 50 % par rapport à ce qui était prévu à l'entente du secteur Glenmount.
• Françoise Taub	Demande à ce que le débarcadère réservé au transport adapté face à sa résidence soit accessible en tout temps.
• Zainab Alsmade	Souhaiterait que les modules de jeux dans les parcs de l'arrondissement soient davantage adaptés pour les enfants à mobilité réduite.
• Josée Desmarais/Lindi Cohen	**Dépose une pétition** demandant à l'arrondissement d'améliorer la signalisation et l'éclairage, d'augmenter la patrouille policière et d'émettre des constats pour les véhicules stationnés illégalement dans le secteur du chemin Westover et de la rue Robert-Burns.
• Évelyne Rivet	Déplore l'état des bâtiments du côté sud du chemin Queen-Mary, entre le boulevard Décarie et le chemin Circle, et demande ce qui sera fait pour assurer la vitalité de ce tronçon.
• Michael Shafter	Fait des suggestions pour encadrer la consommation de cannabis et demande aux élus de commenter.
Point d'ordre de M. Rotrand eu égard au temps pris par les conseillers pour débattre de la question lors de la période de question du public.	
• Steve Winkelman	À titre de membre de l'Association des piétons et cyclistes de NDG, demande sur quelles artères seront implantées des pistes cyclables protégées et si l'arrondissement peut prendre des mesures temporaires telles l'installation de bornes de protection pour améliorer la sécurité des cyclistes.
• Andrée Ouellet	Déplore le bris du bac de recyclage de son immeuble lors d'une collecte ainsi que l'endroit où la Ville a planté un arbre.



• Rachel Michie	À titre de membre de l'Association des piétons et cyclistes de NDG, déplore la signalisation pour les cyclistes à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Claremont et demande un moratoire concernant l'émission de constats d'infraction à cette intersection jusqu'à ce que la Ville de Westmount modifie la signalisation et que l'arrondissement communique avec cette dernière pour trouver une solution à cette problématique.
• Michael Tessler	Demande à ce qu'un feu piéton simultané dans les quatre sens soit ajouté à l'intersection de la rue Sherbrooke et de l'avenue Girouard et fonctionnel en dehors de l'heure de pointe, et que l'arrondissement fasse une étude de circulation pour cette intersection.
• Laurian Ionita	Mentionne que le cannabis est dangereux pour la santé, demande à ce que l'arrondissement en bannisse totalement la consommation dans les lieux publics et s'exprime sur les problématiques de respect du *Code de la sécurité routière*.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

RÉSOLUTION CA18 170264

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

De prolonger pour une durée de 15 minutes la période de questions et de demandes du public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ
10.08

• Youssef Benzouine	À titre de coordonnateur de Projet Genèse, déplore le fait qu'il n'y ait pas de logements sociaux inclus au projet présenté au point 40.08 et demande quand l'arrondissement compte compenser ou prévoir davantage de logements sociaux.
• Line Bonneau	Demande à ce que l'arrondissement revoit la durabilité de ses pratiques en matière de contrôle des pollens allergènes et suggère que celui-ci dépose une demande de subvention à la Société québécoise de réduction des pollens allergènes. Souhaite que l'arrondissement entame une réflexion pour interdire le type d'aménagement minéralisé face aux bâtiments, de manière à réduire les îlots de chaleur.
• Aurélie Legras	Fait état d'une problématique de visibilité pour les automobilistes des rues perpendiculaires à la rue Sherbrooke et suggère que des miroirs de visibilité soient installés aux intersections, à l'instar de ce qui se fait en Europe.
• Joël Coppieters	Entend beaucoup de peur des citoyens de l'arrondissement à la suite du débat sur l'immigration et la laïcité ayant eu cours lors de la dernière élection, souhaite que l'arrondissement appuie publiquement la préséance de la liberté de religion et de travail et demande quelles mesures tangibles et concrètes l'arrondissement prendra pour se prononcer.



La prolongation de 15 minutes de la période de questions et de demandes du public est maintenant terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

- Peter McQueen — Demande des précisions sur les constats d'infraction délivrés aux cyclistes à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Claremont et s'enquiert des plaintes reçues par le poste de quartier 11 à cet égard.

- Marvin Rotrand — Demande si l'arrondissement est consulté pour déterminer les endroits où sont installées des bornes de recharge électrique pour voitures.

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose une pétition de M. Peter Frantzeskos concernant le dossier de démolition du 4775, avenue Roslyn (appel de la décision du comité de démolition).

RÉSOLUTION CA18 170265

CONTRAT - ENTRETIEN MANA INC. - 2140, AVENUE MADISON

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'accorder à Entretien Mana inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 142 416,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17171.

D'autoriser une dépense à cette fin de 142 416,64 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 7 120,83 $ (incluant les taxes) à titre de budget de contingences.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1180235003

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170266

DÉPENSE ADDITIONNELLE - CARDIN RAMIREZ JULIEN INC. - PARC DE LA SAVANE ET TRAVERSE LINÉAIRE (LE TRIANGLE)

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser à Cardin Ramirez Julien inc. une dépense additionnelle de 192 102,56 $, incluant les taxes, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle (résolution CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60$ à 989 569,16 $ incluant les taxes (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 17-16018.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1173558023

RÉSOLUTION CA18 170267

CONTRAT - ÉMONDAGE PLUS INC. - TRAVAUX D'ESSOUCHEMENT

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Lionel Perez
Christian Arseneault

D'accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

D'autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1180235001



RÉSOLUTION CA18 170268

CONTRAT - CONSTRUCTION GENFOR LTÉE - PARC DE LA SAVANE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder à Construction Genfor inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 486 474,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-053 (3 soumissionnaires).

D'autoriser une dépense à cette fin de 2 486 474,64 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 198 917,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 74 594,24 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1184921002

RÉSOLUTION CA18 170269

CONTRAT - CONSTRUCTION EMCON INC. - PARC LE TRIANGLE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder à Construction Emcon inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la construction d'un chalet et l'aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 289 329,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-031 (2 soumissionnaires).

D'autoriser une dépense à cette fin de 5 289 329,45 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 793 399,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 264 466,47 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1184921003

RÉSOLUTION CA18 170270

CONTRAT - VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES - PARC LE TRIANGLE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture des modules de jeu d'eau pour le nouveau parc du secteur du Triangle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 85 008,48 $ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres sur invitation numéro CDN–NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 85 008,48 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense de 2 153,49 $ (incluant les taxes) à titre de budget de contingences.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1184921004

RÉSOLUTION CA18 170271

CONTRAT - ARCHIPEL ARCHITECTURE INC. - CENTRE COMMUNAUTAIRE MONKLAND

ATTENDU la vérification selon laquelle le Cocontractant n'est pas une personne avec laquelle l'arrondissement a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 du *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) depuis moins de 90 jours, ni une personne avec laquelle l'arrondissement a conclu un contrat de gré à gré en vertu de ce même article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours.

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Peter McQueen

D'accorder à Archipel Architecture inc., un contrat de gré à gré au montant de 40 034,29 $, taxes incluses, pour services professionnels en architecture et en ingénierie.



D'autoriser une dépense additionnelle de 4 003,43 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 2 201,89 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 46 239,61 $, incluant toutes les taxes, les contingences et les incidences, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

D'approuver le projet de convention à cette fin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1185956003

RÉSOLUTION CA18 170272

FINANCEMENT TEMPORAIRE - LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1183558009

RÉSOLUTION CA18 170273

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 14 ORGANISMES

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.



Organisme	Justification	Montant et Donateur
Native Immigrant 5442, chemin de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 2C5 a/s Mme Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour apporter notre soutien aux ateliers offerts dans le cadre du vernissage international de « Tionnhehkwen visions de sémences » du 30 septembre au 14 octobre 2018 à l'Atelier d'art Métèque à Notre-Dame-de-Grâce. Il s'agit d'un concept Mohawk qui existe depuis 2013. 32 artistes participent à cet événement.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 250 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Bureau 204 Montréal (Québec) a/s Mme Sharon Sweeney M. Paul Cargnello	Pour assurer le succès d'un concert gratuit organisé dans le parc Girouard par le musicien Paul Cargnello.	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 250 $
Fondation RÉA 6300, av. de Darlington Montréal (Québec) H3S 2J4 a/s M. Daniel H. Lanteigne Directeur général	Afin d'aider la Fondation qui organise un cocktail-bénéfice « RÉAGIR » le 5 novembre 2018. La Fondation apporte son soutien aux usagers ayant une blessure médullaire (tétraplégie), surdité, AVC, TCC, etc. Cet événement permettra, entre autres, de renouveler de matériel de formation de la langue des signes québécoise (LSQ).	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 500 $
L'Association culturelle des Guyannais de Montréal 5950, boul. Cousineau CP 29640 Saint-Hubert (Québec) J3Y 9A9 a/s Mme Yvonne Sam, vice-présidente	Pour faciliter l'organisation de la célébration du Mois des Noirs en 2019. Cette activité aura lieu à l'Église anglicane Saint-Paul dans le district de CDN.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 300 $ Magda Popeanu 100 $
L'Association St-Vincent et Grenadines de Montréal inc. Case postale 396, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T3 a/s M. Alfred Dear, président	Pour faciliter l'organisation de ses nombreuses activités annuelles dans l'arrondissement.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Chevaliers de Rizal et dames des Chevaliers de Rizal - Chapitre central de Mackenzie (M.C.C.) 6664, avenue McLynn Montréal (Québec) H3X 2R6 a/s M. Ramon Posadas, commandant	Pour aider cet organisme à poursuivre ses programmes et activités auprès de la communauté philippine de CDN–NDG.	**TOTAL : 383 $** Marvin Rotrand 383 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

L'Association Pagasinan du Québec inc. | *Pangasinan Association of Quebec Inc.* 5130, avenue Trenholme Montréal (Québec) H4V 1Y5 a/s Mme Estelle Tablas, présidente	Pour assurer le succès du gala organisé par cet organisme.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc./ **The Antigua and Barbuda Association of Montreal inc.** 183, succursale Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Mme Erene Anthony Responsable des relations publiques	Pour faciliter la préparation du gala qui célébrera le 37e anniversaire de l'indépendance d'Antigua-et-Barbuda.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Patrimoine Philippin Montréal **Filipino Heritage Montréal** 5355, av. Cumberland Montréal (Québec) H3W 1H7 a/s M. Al Abdon, coordonnateur a/s M. Bert Abiera, administrateur	Pour la planification du mois de l'Héritage philippin en 2019.	**TOTAL : 250 $** Marvin Rotrand 250 $
P.A.A.L. Partageons le monde 3-4610, Grand Boulevard Montréal (Québec) H4B 2X9 a/s M. Rafael Benitez Directeur artistique	Pour venir en aide au développement du projet #diademuertosNDG 2018 dans l'arrondissement organisé dans le cadre de la fête connue sous le nom de « Jour des morts ». #diademuertosNDG est une exposition collective des autels mexicains le Jour des Morts qui seront préparés par des familles mexicaines invitées à collaborer à cet événement qui aura lieu le 3 novembre 2018 à l'école Rudolf Steiner. L'objectif principal de #diademuertosNDG est que des acteurs communautaires locaux et participants dialoguent entre eux pour découvrir les similitudes concernant leur différentes traditions d'honorer leurs défunts.	**TOTAL : 100 $** Christian Arseneault 100 $
La Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2 a/s M. Dan Philip, président	Pour aider cet organisme à poursuivre sa mission de défendre les droits de la communauté noire, contre le profilage racial et la discrimination, surtout au niveau de la justice et de l'emploi.	**TOTAL : 1 200 $** Sue Montgomery 400 $ Magda Popeanu 400 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $
Balconfête/*Porchfest* a/s Mme Aurora Robinson et Mme Sara Ring **Fiduciaire :** Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/*Porchfest* dans NDG.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 500 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1185265014

RÉSOLUTION CA18 170274

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - SOCENV - GESTION DE PRODUITS D'HYGIÈNE DURABLES

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

D'approuver une convention de contribution financière à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1185284005

RÉSOLUTION CA18 170275

ORDONNANCE - STATION DE MÉTRO VENDÔME

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Marvin Rotrand

D'édicter, en vertu de l'article 20 *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M, c.B-3) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, l'ordonnance numéro OCA18 17051 autorisant le bruit pendant l'exécution des travaux de construction du nouvel édicule de la station de métro Vendôme situé sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, pour la période s'échelonnant du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019 inclusivement ainsi que deux longues fins de semaine de 3 jours incluses pendant cette période.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1183558052



RÉSOLUTION CA18 170276

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - OCTOBRE 2018

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17052, OCA18 17053 et OCA18 17054 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1187838003

RÉSOLUTION CA18 170277

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019, dont présentation du projet est faite à même le sommaire décisionnel, et dépose le projet de règlement.

40.03 1186954004

RÉSOLUTION CA18 170278

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA18 17303

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA18 17303 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle) a été précédé d'un avis de motion et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 août 2018;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA18 17303 a été tenue le 20 septembre 2018, conformément à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le Règlement RCA18 17303 ne contient aucune disposition propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire, conformément à l'article 123.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ. c. A-19.1);



ATTENDU QUE des copies du Règlement RCA18 17303 sont mises à la disposition du public conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'adopter, sans changement, le Règlement RCA18 17303 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1183558037

RÉSOLUTION CA18 170279

PIIA - REFUS DES PLANS - 5250, BOULEVARD CAVENDISH

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Sue Montgomery

De refuser les plans, en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), en tenant compte des critères proposés aux articles 579 et 668, pour la délivrance d'un permis de transformation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish tel que présenté au plan P-1 et estampillé le 5 septembre 2018 à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - dossier relatif à la demande de permis 3001449609.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1183558051

RÉSOLUTION CA18 170280

PIIA - 7485, BOULEVARD DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Sue Montgomery

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'approuver, conformément aux dispositions de PIIA incluses au projet particulier PP-75, les travaux visant à la construction du premier immeuble résidentiel, qui comprendra aussi deux autres phases à venir, sur l'ancien site du motel Raphaël, au 7485, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue (lot 6 220 805 du cadastre du Québec), le tout, tel que présenté sur les plans préparés par la firme Campanella et associés, tel qu'estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, en date du 18 septembre 2018, joints en annexe (demande de permis 3001398608).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1183558024

RÉSOLUTION CA18 170281

PIIA - 2500, CHEMIN DE POLYTECHNIQUE

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) formulé lors de la séance du 27 juin 2018 et de l'avis défavorable du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) formulé le 27 août 2018;

CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant l'ajout d'équipements mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique, sont conformes aux articles 118.1 et 668 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276);

CONSIDÉRANT que le Ministère de la culture et des communications du Québec a autorisé cette demande le 10 août 2018 (SSP-D-2017-0623-06).

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver les travaux proposés aux plans préparés par la firme d'architecture DMA Architectes, numérotés PF-001 à PF-005, estampillés le 24 août 2018, joints au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001350173, pour laquelle l'approbation du conseil est requise, en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 118.1 et 668).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1183558048

RÉSOLUTION CA18 170282

PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-106

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery



D’adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-106 visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d’un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d’arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d’une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu’il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d’application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d’un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l’article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l’égard de l’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d’autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.



SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d'un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d'accéder aux logements situés sur l'étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 70 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT



16. Aucune aire de stationnement extérieure n’est autorisée.

17. Aucun abri temporaire pour automobiles n’est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D’UNE VOIE FERRÉE

18. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

19. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d’un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D’AMÉNAGEMENT, D’ARCHITECTURE ET DE DESIGN

20. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l’aménagement du terrain est assujettie à l’approbation d’un plan d’implantation et d’intégration architecturale par le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d’un bâtiment d’architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d’atteindre l’objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l’utilisation de matériaux de revêtement d’un toit et d’un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d’une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s’il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l’impact de cette construction;



6° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l'utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l'aménagement d'unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 3 sont :

1° la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l'élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l'utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage de fenestration bien calibré, l'utilisation d'un isolant phonique en sous-face d'un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.



Critère

Le critère permettant d'atteindre l'objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

21. En plus des documents exigés à l'article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l'objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **«** Territoire d'application »

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1183558046

RÉSOLUTION CA18 170283

NOMINATION - MAIRE SUPPLÉANT

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

De nommer M. Christian Arseneault, conseiller du district Loyola, maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de novembre 2018 à avril 2019 inclusivement.



_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1184570010

RÉSOLUTION CA18 170284

DÉPÔT - ÉVOLUTION BUDGÉTAIRE

Mme Sue Montgomery dépose l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.

60.01 1186954005

RÉSOLUTION CA18 170285

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - AOÛT 2018

Mme Sue Montgomery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

60.02 1184535012

RÉSOLUTION CA18 170286

MOTION - ENTENTE AVEC VILLE MONT-ROYAL

ATTENDU QUE Glenmount est un secteur résidentiel triangulaire d'environ 30 hectares se situant dans la partie nord-est de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (« CDN-NDG ») frontalier avec Ville Mont-Royal (« VMR ») où habitent plus de 1 800 résidents montréalais;

ATTENDU QUE le secteur Glenmount est un territoire enclavé par VMR au nord, à l'est et à l'ouest ainsi que de la rue Jean-Talon et la voie ferrée du CP, au sud, qui est une barrière physique dangereusement franchissable pour les enfants;

ATTENDU QUE depuis sa création, les résidents de Glenmount ont par affinité et nécessité participé à la même vie sociale, communautaire et scolaire de VMR;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QU'à la suite de la création de la nouvelle ville de Montréal, Glenmount a été intégré dans l'arrondissement de Mont-Royal et que depuis la défusion de VMR, Glenmount a été réintégré dans le territoire de CDN-NDG;

ATTENDU QU'à la suite de la défusion de VMR en 2006, une entente est intervenue entre CDN-NDG et VMR permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR;

ATTENDU QUE depuis 2006, ladite entente a été renouvelée à plusieurs reprises par le conseil d'arrondissement de CDN-NDG et VMR;

ATTENDU QUE les résidents de Glenmount, en raison de leur situation géographique, ont toujours fait partie intégrante de la communauté et des activités de VMR;

ATTENDU QUE Glenmount est une enclave montréalaise unique où l'histoire et la géographie particulière favorisent une certaine appartenance à VMR et à sa vie de quartier;

ATTENDU QU'avec l'adoption de la résolution CA18 170023, le conseil d'arrondissement de CDN-NDG a déjà reconnu la situation unique de Glenmount;

ATTENDU QU'en raison de sa géographie, sa localité et son enclavement, le non renouvellement de l'entente aura un impact direct sur le développement durable, le transport actif et la qualité de vie des résidents, familles et enfants du secteur Glenmount;

ATTENDU QUE l'entente actuelle permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR vient à échéance le 31 décembre prochain;

ATTENDU QUE l'Association Communautaire de Glenmount a manifesté l'intérêt de ses membres de renouveler l'entente entre CDN-NDG et VMR.

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

Que le conseil d'arrondissement affirme sa volonté de renouveler l'entente entre CDN–NDG et VMR permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR.

Que le conseil d'arrondissement mandate le directeur d'arrondissement de négocier le renouvellement de ladite entente afin que le conseil d'arrondissement puisse autoriser le renouvellement de l'entente avant la fin de l'année courante.

Un débat s'engage.

Les conseillers Lionel Perez et Marvin Rotrand votent en faveur de la proposition.

Madame la mairesse Sue Montgomery, la conseillère Magda Popeanu et les conseillers Peter McQueen et Christian Arseneault votent contre la proposition.

REJETÉE À LA MAJORITÉ

65.01 1183571017



L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 15.

Sue Montgomery La mairesse d'arrondissement	Geneviève Reeves La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA18 170262 à CA18 170286 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

D'autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:14

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187413002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

CONTENU

CONTEXTE

La Division voirie et parcs requiert les services de location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour un total approximatif de huit cent soixante (860) heures dans le cadre de la plantation d'arbres publics et de l'entretien des parcs de l'arrondissement et du Plan de gestion de la forêt urbaine (Plan Canopée).
L'objectif de plantation pour l'année 2019 est de sept cents (700) arbres. Cette location permettra d'atteindre l'objectif défini de plantations d'arbres liées notamment, à l'abattage et à la replantation des arbres, suite aux infestations des frênes par l'agrile du frêne sur le territoire de l'arrondissement.

La Division ne possédant pas de rétrocaveuse, elle fait donc appel à une location externe pour réaliser les objectifs de plantation. De plus, la location de cette rétrocaveuse est aussi nécessaire à l'extraction de certaines souches d'arbres qui ne peuvent être déchiquetées, à la manipulation des charges (mobilier urbain, matériaux en vrac, végétaux, palettes), au remplissage de véhicules lourds, à la pose de sable et de copeaux de bois dans les aires de jeux, à la réfection des terrains de baseball ainsi qu'au déplacement du mobilier urbain.

Le contrat actuel de la firme Location Guay (9154-6937 Québec inc.) se termine le 16 décembre 2018.

Tel que prévu à l'appel d'offres numéro 18-16477, les parties peuvent convenir d'une prolongation de contrat pour l'année 2019 pour assurer la continuité des services de location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs pour l'arrondissement .

Ce dossier décisionnel consiste donc à faire approuver la prolongation du contrat pour l'année 2019 et faire autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $, taxes incluses

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 24 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

514-872-9390
Tél :
Télécop. : 514-872-1670

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

Lettre de prolongation 18-16477.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 10 octobre 2018.

Bertrand Guay
Propriétaire
9154-6937 Québec inc. (Location Guay inc.)
235 chemin cité des jeunes
Saint-Clet, Québec, J0P 1S0

Courriel : locationguay@hotmail.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 18-16477
A59 – Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour la plantation d'arbre et l'entretien des parcs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - 2018

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 15 avril 2019 au 13 décembre 2019 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à frederik.gendron@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le** 11 décembre 2018. afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec Frédérik Gendron, Agent technique en horticulture et arboriculture.

Veuillez agréer, M. Guay, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : BERTRAND GUAY _____ 11/10/18
Nom en majuscules et signature — Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au montant de 2 771.35 $.

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Frédérik Gendron
Agent technique en horticulture et arboriculture
Courriel : frederik.gendron@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-9390

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Location Guay (9154-6937 Québec inc.), une prolongation de contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 65 001,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-16477.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187413002 Addenda - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières

Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-29

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1187413002 Addenda

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	56 535.53 $	2 826.78 $	5 639.42 $	65 001.73 $	5 646.49 $	59 355.24 $
Total des dépenses	**56 535.53 $**	**2 826.78 $**	**5 639.42 $**	**65 001.73 $**	**5 646.49 $**	**59 355.24 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	59 355.24 $	100.0%

PROVENANCE - IMPUTATION	2019
2406.0010000.300717.03001.55205.0.0.0.0.0.0.	59 355.24 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	
Centre de responsabilité : CDN - Espaces vert	
Activité : Entretien et aménagement des parcs et terrains de jeux	
Objet : Serv. Tech - Équipement et matériel roulant	
S-Objet : Équipements et matériel roulant avec opérateur	
Total de la disponibilité	**59 355.24 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1185302004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle (bâtiment no. 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment au centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle, pour une somme maximale de 3 554 833,61 $ (montant de la soumission excluant le budget de contingences), incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

D'autoriser une dépense à cette fin de 3 554 833,61 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 533 225,04 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 98 499,08 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 13:40

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185302004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle (bâtiment no. 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à accorder au Groupe Axino inc, le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et la bibliothèque interculturelle, situés dans le district de Darlington de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

En novembre 2000, la Ville a fait l'acquisition de l'immeuble construit en 1976 et comprenant six (6) étages et un (1) sous-sol. En 2004, la Ville a réaménagé l'intérieur de l'édifice pour y loger une bibliothèque et un centre communautaire. La bibliothèque occupe environ la moitié du rez-de-chaussée ainsi que les deuxième et troisième étages. Le centre communautaire regroupe dix-neuf (19) organismes-occupants permanents et plus de cinq cent (500) occupants ponctuels annuels autorisés par l'arrondissement et répartis dans le reste du bâtiment, soit dans l'autre moitié du rez-de-chaussée ainsi qu'aux quatrième, cinquième et sixième étages.

L'enveloppe verticale du centre communautaire et de la bibliothèque démontre un grave problème d'infiltration d'eau et de condensation affectant la fenestration, les finis intérieurs, les panneaux de béton préfabriqués et donc, le confort général des usagers.

Selon un rapport d'expert-conseil en enveloppe du bâtiment, ce problème est le résultat de la piètre qualité de construction d'origine et se traduit par plusieurs défectuosités, dont le manque d'étanchéité, la faible résistance thermique, l'absence de pare-vapeur, l'absence de continuité pare-air, l'absence de compartimentation entre les étages et la fin de vie utile de la fenestration.

Afin d'apporter les correctifs à ces défectuosités en repensant l'ensemble de l'enveloppe, l'arrondissement a décidé de procéder aux travaux de réhabilitation complète des façades de ce bâtiment.

La Direction des services administratifs et du greffe a procédé, le 15 août 2018, à un appel d'offres public portant le numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022 publié dans le Devoir et sur le SÉAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 19 octobre 2018 à 11 heures au bureau de l'arrondissement en présence de quatre représentants des soumissionnaires, de deux représentants de la Division du greffe, d'un représentant du groupe d'aménagement des parcs — actifs immobiliers de l'arrondissement et d'un représentant de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (voir le procès-verbal d'ouverture en pièce jointe). Les soumissions sont valides pour une période de 120 jours à partir de la date de dépôt des soumissions. Huit addenda ont été émis par l'arrondissement durant la période d'appel d'offres qui a duré 64 jours calendrier.

Une période des travaux de construction répartie sur environ 15 mois est prévue entre le printemps 2019 et le début de l'été 2020.

Afin d'apporter les correctifs nécessaires, la Ville a décidé de procéder aux travaux de réhabilitation de l'enveloppe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 17 170119- 1er mai 2017: Accorder à la firme Affleck de la Riva architectes, un contrat de services professionnels au montant de 257 423,28 $, taxes incluses, pour la réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment au centre communautaire et bibliothèque interculturels et autoriser une dépense à cette fin de 324 780,52 $, incluant toutes les taxes applicables et les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-021. Approuver un projet de convention à cette fin.
CA16 170063 - 7 mars 2016: Résilier le contrat de services professionnels numéro CDN-NDG-13-AOP-DAI-043 avec la firme MDA architectes dans le cadre du projet de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment au centre communautaire et bibliothèque interculturels, résolution numéro CA14 170108.

CA14 170108 - 8 avril 2014: Approuver un projet de convention par lequel la firme MDA architectes, ayant obtenu le plus haut pointage, s'engage à fournir à l'arrondissement les services professionnels requis pour la réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment au centre communautaire et bibliothèque interculturels aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-13-AOP-DAI-043, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention. Autoriser une dépense à cette fin de 226 500,75 $, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à octroyer le contrat à un entrepreneur général en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment situé au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges.

L'entrepreneur aura à fournir tous les matériaux nécessaires, ainsi que la main-d'œuvre qualifiée pour assurer la bonne exécution des travaux décrits aux plans et devis de l'appel d'offres.

Les services à rendre par l'entrepreneur général dans le cadre de ce contrat portent notamment sur :

Architecture :

- Étanchéité de la face intérieure du parapet
- Solinage sur parapet

- Rejointoiement au scellant des panneaux préfabriqués en béton
- Solinage sur panneaux préfabriqués en béton aux coins inférieurs
- Nouvelle fenestration par système type mur-rideau aluminium
- Solinage en aluminium en appuis de fenêtres
- Remplacement des portes d'entrée de l'accès principal sur le chemin de la Côte-des-Neiges
- Reconstruction à neuf des compositions intérieures des murs de façade et jonctions aux cloisons et plafonds
- Fourniture et installation de nouveaux stores
- Maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais.

Structure :

- Réparation des panneaux préfabriqués en béton aux façades intérieures et extérieures.

Mécanique :

- Enlèvement et réinstallation des conduits de ventilation pour le remplacement de fenêtres
- Relocalisation des éléments du système de ventilation
- Protection du réseau de gicleur.

Électricité :

- Relocalisation des installations électriques
- Modification des installations pour permettre le remplacement des portes principales
- Fourniture et installation de l’éclairage temporaire lors des travaux

Environnement :

- Dispositifs de contrôle des contaminants en phases de démolitions et décontamination des éléments conservés.

JUSTIFICATION

Il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges dont quatre (4) ont remis une soumission. Parmi les douze (12) entreprises, deux sont des sous-traitants ce qui explique l'absence d'offres déposées à la Ville. Quant à L'ACQ, c'est une association offrant un service de salle de plans à ses membres pour la préparation des soumissions de sous-traitant. Tous les autres, soit neuf (9) firmes, sont des entrepreneurs généraux. Les raisons des désistements reçues sont indiquées dans l’intervention de la Division du greffe. Toutes les soumissions reçues ont été jugées conformes.

Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	**Prix forfaitaire de base (taxes incuses*[1])**	**Prix forfaitaire séparés exclus (taxes incuses*[1])**	**Total des prix forfaitaires (taxes incuses*[1])**

Groupe Axino Inc.	3 330 000,00 $	224 833,61 $	3 554 833,61 $
Procova Inc.	3 375 666,00 $	219 525,22 $	3 595 191,22 $
St-Denis Thomson inc.	3 465 306,26 $	200 495,70 $	3 665 801,96 $
XO Construction Inc	3 940 341,57 $	208 506,01 $(*²)	4 148 847,58 $
Estimation des coûts	**3 394 230,00 $**	**181 895,00 $**	**3 576 125,00 $**
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			3 741 168,59 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,24 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			594 013,97 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			16,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 21 291,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-0,60 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			40 357,60 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1,14 %

(*¹)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

(*²) petite erreur de calcul, l'entrepreneur a inscrit un montant total de 208 471,72 $ soit 34,29 $ de moins que la somme réelle des items de sa soumission.

Analyse du tableau :

Les écarts de coûts entre les soumissions reçues sont minimes. En effet, les soumissionnaires forment un groupe homogène, l'écart entre la moyenne et la plus basse des soumissions conformes est de 5,24 %.

De plus, le prix du plus bas soumissionnaire, le Groupe Axino Inc. à 3 554 833,61 $ taxes incluses est inférieur d'environ 0,06 % à l'estimation des coûts de 3 576 125,00 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 21 291,53 $ taxes incluses.

L'homogénéité des coûts entre les trois plus basses soumissions et l'estimation des coûts permet une base comparative suffisante pour constater que la plus basse soumission conforme est représentative du marché actuel.

Prix de base :

La firme Groupe Axino Inc., plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base (avant les contingences) de 3 330 000,00 $ taxes incluses. Sa soumission est jugée conforme.

Prix séparés exclus :

Un prix séparé exclu est prévu aux documents d'appel d'offres et la Ville peut, à sa discrétion, octroyer le contrat avec ou sans cet item en maintenant le principe de la plus basse soumission conforme.

Les travaux identifiés au prix séparé exclu sont retenus au présent contrat. Ce prix sera adjugé avec la soumission de base de la firme Groupe Axino Inc. Ainsi un montant de 224 833,61 $ taxes incluses, sera ajouté au montant de soumission de base pour payer les coûts des travaux identifiés en prix séparé exclus.

Dépenses additionnelles :

- **Contingences :**

  En accord avec les nouvelles directives en matière contractuelle de la Ville de Montréal, aucun montant pour de travaux contingents n'a été demandé aux documents d'appel d'offres. Toutefois, la Ville a prévu ajouter des contingences de 15 % au montant de la plus basse soumission conforme. L'inscription sera faite directement sur le bon de commande.

  Un montant maximal de 15%, soit 533 225,04 $ taxes incluses, de la soumission acceptée de l'entrepreneur, sera autorisé et ajouté au bon de commande de l'adjudicataire pour couvrir les frais résultant de conditions du chantier.

- **Incidences :**

  Une provision de 98 499,08 $ taxes incluses est recommandée pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer les services suivants exécutés par des tiers dans le cadre de ce projet:

  - Test in-situ (deux tests thermographie et un test d'infiltrométrie) __ 34 492,50 $
  - Déménagements des organismes _____ 62 281,96 $
  - Remplacement de serrures en lien aux déménagements _____ 1 724,62 $

Conclusion et recommandation :

Les vérifications relatives à la conformité des quatre soumissionnaires quant aux Registres des personnes non admissibles du Secrétariat du Conseil du Trésor (RENA), de la RBQ et de la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Bien que ce contrat ne soit pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics,* le Groupe Axino inc. a remis une copie de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Cette copie est présentée dans la section « Pièces jointes » du présent dossier, elle est datée du 17 mai 2017 et elle est valide jusqu'au 22 mai 2020.

Une attestation valide délivrée le 13 août 2018 par Revenu Québec au Groupe Axino inc. accompagne sa soumission (voir section «Pièces jointes»). Cette attestation est valide jusqu'au 30 novembre 2018. Son numéro de licence RBQ est le 5618-5044-01.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat

de travaux au Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 3 555 606,57 $ avant taxes mais incluant les contingences, soit un montant total de 4 088 058,65 $ incluant toutes les taxes et les contingences.

La dépense totale à autoriser est de 3 641 276,57 $, avant taxes, pour un total de 4 186 557,73 $, toutes incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme totale à autoriser est de **3 822 885,24 $** (net de ristournes). Ce projet est financé à 100% par l'arrondissement selon les provenances suivantes :
par le PTI de l'arrondissement au règlement RCA18 17293 pour un montant total de 2 189 873 $, de manière suivante:

- PTI reporté de 2013 à 2016, pour un montant total non utilisé de 1 339 873 $
- PTI 2018, pour un montant de 400 000 $
- PTI 2019, pour un montant de 450 000 $

par le surplus 2010 affecté de l'arrondissement (CA11 170215) pour un montant total de 1 633 013 $, de manière suivante:

- Surplus affecté 2010, pour un montant de 633 013 $ pour la réfection des façades du centre communautaire CDN
- Surplus affecté 2010, pour un montant de 1 000 000 $ pour un fonds de mise à niveau pour le centre communautaire NDG

La certification des fonds et les informations relatives au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réhabilitation de l'enveloppe verticale doit être réalisée selon la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal (sans certification LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada). De par la nature des travaux, les quatre mesures environnementales suivantes sont applicables à ce type de projet;

a) Gestion des déchets de construction;

b) Choix des matériaux de construction et des équipements avec des procédures durables dans le respect de l'environnement.

c) Contrôle de la qualité d'air et des bruits durant le chantier;

d) Réaliser les travaux en minimisant les inconvénients pour les citoyens et les usagers des rues adjacentes qui demeureront ouvertes pour la durée du chantier

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de réhabilitation doivent permettre la mise aux normes de tous les éléments existants non conformes au niveau de l'enveloppe verticale du bâtiment afin d'assurer la pérennité de cet édifice.

Afin de maintenir le centre et la bibliothèque fonctionnels pour toute la durée des travaux, le projet sera réalisé en quatre phases. Ces phases correspondent plus ou moins à chacune des façades. Une nouvelle phase ne pourra pas débuter tant et aussi longtemps que la phase précédente ne sera pas entièrement complétée et livrée à la Ville pour qu'elle puisse relocaliser les locataires de la phase qui sera terminée et déménager les locataires de la phase suivante.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens pour les travaux du côté de la bibliothèque et la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social fera le suivi relatif à la communication pour les groupes et les partenaires touchés directement par les travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat pour les travaux : CA du 5 novembre 2018;

- Réunion de démarrage, approbation et commande du matériel : mi-novembre 2018 à mars 2019;
- Mobilisation sur le chantier : avril 2019;
- Fin des travaux : fin juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission se trouve en-deça du seuil de 5 M $ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 30 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-23

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185302004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle (bâtiment no. 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

Tableau_des_coûts.pdf AMF.pdf Bordereau_prix_separés_exclus.pdf Revenu_Quebec.pdf

Sommaire_soumission_forfait_basse.pdf RÉSULTATS corr.pdf

Récapitulatif PV erreur corrigée.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

Projet :	**CDN-NDG 17-AOP-DAI-022** **Centre communautaire et bibliothèque interculturels de la Côte-des-Neiges, bâtiment 0142** **Travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment** **révision 2018-10-22**					
			Tps **5,0%**		**Tvq** **9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**$**				
	Prix forfaitaire de base	**2 896 281,80**	144 814,09		**288 904,11**	**3 330 000,00**
	Prix séparé exclu forfaitaire	**195 550,00**	9 777,50		**19 506,11**	**224 833,61**
	Sous-total :	**3 091 831,80**	**154 591,59**		**308 410,22**	**3 554 833,61**
	Contingences 15%	463 774,77	23 188,74		46 261,53	533 225,04
	Total - Contrat :	**3 555 606,57**	**177 780,33**		**354 671,75**	**4 088 058,65**
Incidences :	Dépenses générales	85 670,00	**4 283,50**		8 545,58	98 499,08
	Total - Incidences :	**85 670,00**	**4 283,50**		**8 545,58**	**98 499,08**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**3 641 276,57**	**182 063,83**		**363 217,33**	**4 186 557,73**
Ristournes :	Tps 100,00%					182 063,83
	Tvq 50,0%					181 608,66
	Coût net après ristoune					**3 822 885,24**

préparé par Brigitte Lemay

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 mai 2017

GROUPE AXINO INC.
A/S MONSIEUR MAXIME LORRAIN
8600, RUE SAMUEL-HATT
CHAMBLY (QC) J3L 6W4

N° de décision : 2017-CPSM-1030886
N° de client : 3000214740

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AXINO GROUP INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE AXINO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Section D - Bordereau prix séparés exclus

DESCRIPTION DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE	MONTANT
CHAPITRE 02 - CONDITIONS EXISTANTES			
02-820002 Travaux en présence de contaminants-amiante, risque faible et moisissures, niveau II: Décontamination fongique de surface de béton supplémentaire	1 m² x	275,00 $ (1)	275,00 $
02-820003 Travaux en présence de contaminants-amiante, risque faible et moisissures, niveau III: Décontamination fongique de surface de béton supplémentaire	1 m² x	275,00 $ (2)	275,00 $
TOTAL CHAPITRE 02 - CONDITIONS EXISTANTES (À NE PAS REPORTER AU SOMMAIRE)		(3)	**550,00 $**
CHAPITRE 12 - AMEUBLEMENT			
12-501 Stores vénitiens :			
Toiles à enroulement manuel avec coffret		(4)	160 000,00 $
Toiles à enroulement motorisé avec coffret		(5)	35 000,00 $
TOTAL CHAPITRE 12 - AMEUBLEMENT (À NE PAS REPORTER AU SOMMAIRE)		(6)	**195 000,00 $**
T.P.S 5%		(7)	9 777,50 $
T.V.Q. 9,975 %		(8)	19 506,11 $
TOTAL DES PRIX SÉPARÉS EXCLUS AVEC TAXES (3) + (6) + (7) + (8)		(9)	**224 833,61 $**

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

GROUPE AXINO INC.
8600, RUE SAMUEL-HATT
CHAMBLY (QUEBEC) J3L 6W4

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166787185

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 819152-CFWC-0504329
Date et heure de délivrance de l'attestation : 13 août 2018 à 16 h 43 min 41 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 novembre 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-17-AOP-DAI-022

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	**bureau accès Montréal, bureau 100** **5160, boulevard Décarie,** **Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11 h 00**
15	**8**	**2018**	**19**	**10**	**2018**	

Travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment / Centre communautaire et bibliothèque interculturels de la Côte-des-Neiges

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment : travaux d'architecture, structure, mécanique et électricité	
Montant total avant taxes :	2 896 281,80 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	144 814,09 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	288 904,11 $
Montant total :	**3 330 000,00 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166787185

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Groupe Axino Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

8600 Samuel-Hatt, Chmbly, Qc, J3L 6W4

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	450-658-1888	
Philippe Salicco ing. Estimateur	Télécopieur :	450-658-1188	
	Courriel :	psalicco@axino.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	19	10	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 15 août 2018
Date d'ouverture : 19 octobre 2018

CDN-NDG-17-AOP-DAI-022
Travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment /Centre communautaire et bibliothèque interculturels de la Côte-des-Neiges

SOUMISSIONS		MONTANT	PRIX SÉPARÉS EXCLUS
1	GROUPE AXINO INC.	3 330 000,00 $	224 833, 61 $
2	ST-DENIS THOMPSON INC.	3 465 306,26 $	200 495,70 $
3	XO CONSTRUCTION INC.	3 940 341,57 $	208 506,01 $*
4	PROCOVA INC.	3 375 666,00 $	219 525,22 $

* après correction d'une erreur de calcul

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	ACQ - PROVINCIAL
2	CANDEV CONSTRUCTION INC.
3	CÉLEB CONSTRUCTION LTÉE
4	CONSTRUCTION HESTIA INC.
5	CONSTRUCTION AXINO INC.
6	HONEYWELL LTÉE
7	LES CONSTRUCTIONS AGLP INC.
8	PROCOVA INC.
9	PRODUITS DÉCORATIFS OMNI-EMPIRE INC.
10	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CONSTRUCTION BPF INC.
11	ST-DENIS THOMPSON INC.
12	XO CONSTRUCTION INC.

Préparé le 19 octobre 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-17-AOP-DAI-022

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 19 octobre 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Brigitte Lemay	Gestionnaire immobilier	Division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Stéphane Livernoche	Agent de développement	Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
• Nadine Champagne	Technicienne en documents et archives	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues **CDN-NDG-17-AOP-DAI-022 Travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment /Centre communautaire et bibliothèque interculturels de la Côte-des-Neiges** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	PRIX	PRIX SÉPARÉS EXCLUS
GROUPE AXINO INC.	3 330 000,00 $	224 833, 61 $
ST-DENIS THOMPSON INC.	3 465 306,26 $	200 495,70 $
XO CONSTRUCTION INC.	3 940 341,57 $	208 506,01 $*
PROCOVA INC.	3 375 666,00 $	219 525,22 $

* après correction d'une erreur de calcul

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 15 août 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle (bâtiment no. 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions 17-AOP-DAI-022.pdf

Validation du processus - CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste
Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-24

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-17-AOP-DAI-022**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
GROUPE AXINO INC.	1166787185	OK	OK	OK	S/O	S/O	OK	OK	OK	OK	Échéance de l'attestation fiscale : 30 novembre 2018	OK
PROCOVA INC.	1143985894	OK	OK	OK	S/O	S/O	OK	OK	OK	OK	Échéance de l'attestation fiscale : 31 décembre 2018	OK
ST-DENIS THOMPSON INC.	1144491694	OK	OK	OK	S/O	S/O	OK	OK	OK	OK*	Échéance de l'attestation fiscale : 30 novembre 2018	OK*
XO CONSTRUCTION INC.	1170413984	OK	OK	OK	S/O	S/O	OK	OK	OK	OK	Échéance de l'attestation fiscale : 30 novembre 2018	OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2019-10-19**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-19**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-19**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2018-10-19.**

** L'assureur inscrit n'est pas inscrit sur le site de l'AMF comme étant autorisé à faire affaire au Québec : Il s'agit plutôt d'un courtier en assurance. Pour que la soumission soit jugée conforme, le soumissionnaire devrait corriger ce défaut. Dans le présent cas, cela n'est pas pertinent puisqu'il ne s'agit pas du plus bas soumissionnaire.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-DAI-022

No du GDD : 1185302004

Titre de l'appel d'offres : Centre Le 6767 et Bibliothèque interculturelle - Travaux de réhabilitaion de l'enveloppe verticale du bâtiment

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 8 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 3 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 19 - 10 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 8

Date du dernier addenda émis : 16 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 64 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 33

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 2 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Axino inc.	3 330 000,00 $	√	1
	224 833,61 $		2
Procova inc.	3 375 666,00 $		1
	219 525,22 $		2
St-Denis Thompson inc.	3 465 306,26 $		1
	200 495,70 $		2
XO Construction inc.	3 940 341,57 $		1
	208 506,01 $		2*

Information additionnelle

Désistements : un preneur a mentionné être une association dans le domaine de la construction (1), un preneur a indiqué les délais de paiement trop longs (1), un preneur a mentionné la spécificité d'un produit exigé (1), un preneur a indiqué les remises de la date de dépôt des soumissions et le carnet de commande qui s'est rempli (1), un preneur a indiqué avoir un carnet de commandes rempli (1), un preneur indique être un sous-traitant (1).

* Une erreur de calcul a été corrigée pour le prix du lot 2 pour XO Construction inc.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 24 - 10 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au Groupe Axino inc, au montant de 3 554 833,61 $, incluant les taxes, pour les travaux de réhabilitation de l'enveloppe verticale du bâtiment abritant le centre communautaire Le 6767 et bibliothèque interculturelle (bâtiment no. 0142), et autoriser une dépense à cette fin de 4 186 557,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Fichier des infos budg. et compt. - TRAVAUX - Groupe Axino inc. - Réhabilitation de l'enveloppe verticale du 6767 CDN - G.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2018

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	3 091 831,80
TPS 5%	154 591,59
TVQ 9,975%	308 410,22
Contrat →	**3 554 833,61**
Ristourne TPS à 100%	(154 591,59)
Ristourne TVQ à 50%	(154 205,11)
Dépense →	**3 246 036,91**

Contingences	Avec taxes
Montant avant taxes	463 774,77
TPS 5%	23 188,74
TVQ 9,975%	46 261,53
Contingences →	**533 225,04**
Ristourne TPS à 100%	(23 188,74)
Ristourne TVQ à 50%	(23 130,77)
Dépense →	**486 905,54**

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	85 670,00
TPS 5%	4 283,50
TVQ 9,975%	8 545,58
Incidences →	**98 499,08**
Ristourne TPS à 100%	(4 283,50)
Ristourne TVQ à 50%	(4 272,79)
Dépense →	**89 942,79**

TOTAL imputable	**3 822 885,24**

Ristourne 2018 - ***1,049875***

GDD1185302004 - TRAVAUX - Groupe Axino inc. - Réhabilitation de l'enveloppe verticale du 6767 Côte-des-Neiges

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part CORPO**	**Quote-part ARRON 100%**
Contrat	3 091 831,80	154 591,59	308 410,22	3 554 833,61	3 246 036,91	0,00	3 246 036,91
Contingents	463 774,77	23 188,74	46 261,53	533 225,04	486 905,54	0,00	486 905,54
S-total	***3 555 606,57***	***177 780,33***	***354 671,75***	***4 088 058,65***	***3 732 942,45***	***0,00***	***3 732 942,46***
Incidences	85 670,00	4 283,50	8 545,58	98 499,08	89 942,79	0,00	89 942,79
Total projet	***3 641 276,57***	***182 063,83***	***363 217,33***	***4 186 557,74***	***3 822 885,24***	***0,00***	***3 822 885,24***

DOSSIER	:	1185302004
Estimation du coût du projet	:	
Contrat (travaux et contingences)	:	3 555 606,57 $
Incidences	:	85 670,00
Moins ristourne (TPS)	:	(158 875,08)
Moins ristourne (TVQ)	:	(158 477,90)
Coût total net du projet	=	3 822 885,24 $
Portion Arron		3 822 885,24 $

PROVENANCE 1

Règlement d'emprunt	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1767851003
Projet SIMON:	164674
Montant :	400 000,00 $

PROVENANCE 2

Règlement d'emprunt	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1967851002
Projet SIMON:	175399
Montant :	450 000,00 $

PROVENANCE 3

Report PTI 2013	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1467851 002
Projet SIMON:	148340
Montant :	333 000,00 $

PROVENANCE 4

Report PTI 2014	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1467851 006
Projet SIMON:	152366
Montant :	153 000,00 $

PROVENANCE 5

Report PTI 2015	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1567851003
Projet SIMON:	154249
Montant :	600 000,00 $

PROVENANCE 6

Report PTI 2016	RCA18 17293
Source:	0618017
Sous-projet:	1567851003
Projet SIMON:	154249
Montant :	253 872,24 $

PROVENANCE 8

Surplus arron 2010 affecté	CA11 170215	Centre comm. 6767 CDN - réfection des façades
Objet:	31025	
Montant :	633 013,00 $	

PROVENANCE 9

Surplus arron 2010 affecté	CA11 170215	Fonds de mise à niveau - Centre comm. NDG
Objet:	31025	
Montant :	1 000 000,00 $	

IMPUTATION

Requérant	:	59-00
Projet	:	67851
Sous-projet	:	176851 00 4
Exécutant	:	59-00
Projet SIMON	:	167800

Budget au net au PTI - 2018-2020	:	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
Prévision de la dépense						
Brut	:	0	0	1911	1912	3823
Autre	:	0	0	0	0	0
BF		0	0	816	817	1633
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	0	0	1095	1095	2190
Écart	:	0	0	816	817	1633

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : NOV Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018-11-05 Nom d'écriture : 181105udesjvc TRAVAUX. Réhabilitation de l'enveloppe vertical du 6767 Côte-des-Neiges - Groupe Axino inc.- GDI

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	1 633 013,00		Surplus 2010 affecté
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	167800	000000	22015	00000		1 633 013,00	
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**1 633 013,00**	**1 633 013,00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de virement de crédits

Période : 05-Nov

Saisie par:

Téléphone : 514-868-5140 **Initial:** **Confirmation # :**

Service/Arrondissement : **CDN NDG**

Description du virement : 181105udesjvc TRAVAUX. Réhabilitation de l'enveloppe vertical du 6767 Côte-des-Neiges - Gr

*(Exemple: 140308udechna - Description) **Le code U doit être celui du demandeur*

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur	arrondi au $ près À (DT)	De (CT)	Description
1	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		400 000,00	PTI 2018
2	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	400 000,00		Travaux
	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		450 000,00	PTI 2019
3	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	450 000,00		Travaux
4	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		333 000,00	Report PTI 2013
5	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	333 000,00		Travaux
6	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		153 000,00	Report PTI 2014
7	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	153 000,00		Travaux
8	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		253 873,00	Report PTI 2016
9	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	253 873,00		Travaux
10	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		600 000,00	Report PTI 2015
11	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	23 151,67		Travaux
12	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	012130	22015	00000	486 905,54		Contingences
13	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	012079	22015	00000	89 942,79		Incidences
14														
15	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	167800	000000	22015	00000		633 013,00	Surplus 2010 - 6767 cdn
16	6406	9500998	800250	01909	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	633 013,00		Travaux
17	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	167800	000000	22015	00000		1 000 000,00	Surplus 2010 - C.comm. NDG
18	6406	9500998	800250	01909	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000	1 000 000,00		Travaux
19														
											Total de l'écriture	**3 822 886,00**	**3 822 886,00**	

Remarques

Approbation: _____ Date: _____

Report : _____ _____ _____
(V.90) (Signature) (Date) (Confirmation #)

Approbation Directeur d'Arrondissement	
Stéphane Plante	Date

Catégorie de virement : V.10 ☐ V.20 ☐ V.90 ☒

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre à la personne qui a le pouvoir de faire la saisie dans SIMON.
Si vous effectuez la saisie pour une personne autorisée en vertu du règlement de délégation, veuillez transmettre la copie signée à Nathalie Dechamps

oupe Axino inc.- GDD 1185302004

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : CDN - NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	22015	00000
2	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000
3	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	012079	22015	00000
4	6406	0618017	800250	07211	57201	000000	0000	167800	012130	22015	00000
5	6406	9500998	800250	01909	57201	000000	0000	167800	000000	22015	00000
6	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	167800	000000	22015	00000
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.9500998.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.22015.00000
2	6406.0618017.800250.07211.57201.000000.0000.167800.000000.22015.00000
3	6406.0618017.800250.07211.57201.000000.0000.167800.012079.22015.00000
4	6406.0618017.800250.07211.57201.000000.0000.167800.012130.22015.00000
5	6406.9500998.800250.01909.57201.000000.0000.167800.000000.22015.00000
6	6406.9500998.800250.41000.71120.000000.0000.167800.000000.22015.00000
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!

18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1175941005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail . Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

ATTENDU QUE les locaux de l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, sont loués depuis janvier 2002 à des fins de bureau d'arrondissement;

ATTENDU QUE le bail en cours viendra à échéance le 31 décembre 2018 et que l'Arrondissement souhaite conclure un nouveau bail à long terme qui inclurait une prolongation du bail en cours à court terme;

ATTENDU QU'il est prévu, à même le projet de bail, que le propriétaire se chargera des travaux d'aménagement, lesquels permettront de consolider l'espace et d'intégrer une nouvelle salle du conseil et un nouveau BAM (Bureau Accès Montréal);

ATTENDU QUE les travaux de consolidation, conjugués avec le déplacement de certains services, permettront de réduire l'espace occupé d'environ 21 %, entraînant une réduction substantielle des coûts de loyer;

ATTENDU QUE les travaux d'aménagement, dans leur ensemble, peuvent être considérés comme des modifications substantielles au bâtiment au sens de l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes.*

IL EST RECOMMANDÉ :

D'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des

locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail;

D'autoriser la dépense additionnelle de 1 281 605,63 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement et les contingences;

D'autoriser la dépense additionnelle de 499 466,07 $, taxes incluses, en incidences, incluant l'embauche d'une ressource temporaire à l'interne afin de gérer ce projet;

D''imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel;

De soumettre le projet de bail à l'approbation des personnes habiles à voter selon la procédure prévue pour les règlements d'emprunt, conformément à l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes.*

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 17:17

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1175941005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail . Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (l'Arrondissement) occupe des locaux au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux d'arrondissement depuis le 1er janvier 2002. Le bail en cours a été conclu avec le propriétaire actuel (2946-8980 Québec inc.) pour une période débutant le 1er janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2017. Ce bail a été prolongé d'un an pour se terminer le 31 décembre 2018. L'Arrondissement souhaite poursuivre ses activités dans cet édifice à long terme, en consolidant les espaces et en intégrant une nouvelle salle du conseil et un nouveau Bureau Accès Montréal (BAM). Des travaux d'aménagement sont prévus principalement pour la réalisation de la nouvelle salle du conseil et du nouveau BAM. Ces travaux d'aménagement, conjugués avec le déplacement de certains services, permettront de réduire l'espace occupé d'environ 21 %, entraînant une réduction substantielle des coûts de loyer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170288 : Prolongation de bail pour un terme de 1 an se terminant le 31 décembre 2018;
CE08 0162 - 6 février 2008 et CA07 170086-11 avril 2007 : Bail pour un terme de 10 ans à compter du 1er janvier 2008;

CM16 0356 - mars 2016 : Autoriser le Service des finances, conjointement avec le SGPI, à accorder aux arrondissements les crédits nécessaires pour procéder aux aménagements requis par la mise en œuvre du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (RDE) dans les BAM.

DESCRIPTION

Il s'agit d'un nouveau bail préparé par le SGPI avec l'étroite collaboration de l'Arrondissement. La durée proposée est de 12 ans, débutant le 1er novembre 2019 et se terminant le 31 octobre 2031, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune, dont l'exercice est sujet, pour chaque option, à l'approbation des autorités municipales. Le bail comporte par ailleurs une clause prolongeant le bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019 puis partiellement jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870).
Les lieux loués aux termes du nouveau bail intègrent une nouvelle salle du conseil et un nouveau BAM. De plus, une consolidation des espaces permet de libérer des locaux excédentaires. Au total, les lieux loués occuperont une superficie de 33 140 pi² plutôt que la superficie actuelle de 41 720 pi². Les locaux du BAM qui sont présentement localisés au RDC-1 seront réaménagés au RDC-2 occupant toutefois une superficie beaucoup moindre.

Le propriétaire est 2946-8980 Québec inc., une société par actions constituée en 1992 en vertu de la *Loi sur les compagnies partie* 1A, dont l'actionnaire majoritaire est Hydro-Québec à titre de fiduciaire de la caisse de retraite d'Hydro-Québec. Le gestionnaire de l'immeuble est Société de gestion Cogir, s.e.n.c.

Le bail proposé est joint au présent sommaire décisionnel.

Le bail proposé n'a pas à être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, à moins que le conseil d'arrondissement ne juge nécessaire de l'y soumettre. La résolution que pourrait adopter le conseil d'arrondissement dans le cadre de ce dossier sera toutefois soumise aux personnes habiles à voter conformément à l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes* en raison du fait que les modifications apportées aux lieux loués peuvent être considérées comme substantielles au sens de l'article en question.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement est satisfait des conditions d'occupation au 5160, boulevard Décarie;

- La Localisation du site est idéale situé au centre de l'Arrondissement et à proximité de la station de métro Snowdon, facilitant ainsi l'accès pour les citoyens et les employés;
- La nouvelle salle du conseil polyvalente au rez-de-chaussée de l'édifice facilitera la tenue des conseils d'arrondissement et d'autres activités municipales qui se déroulaient jusqu'à maintenant à l'extérieur des bureaux de l'Arrondissement;
- Le projet de réaménagement complet du BAM permettra d'accueillir les nouvelles technologies, d'améliorer l'ergonomie, l'organisation du travail et l'expérience-client;
- Le comptoir d'accueil des permis et des inspections et le BAM seront maintenant intégrés au rez-de-chaussée de l'édifice améliorant de façon notable le service à la clientèle et l'accessibilité;
- La consolidation des espaces occupés par l'Arrondissement dans un espace moindre (33 140 pi²) que dans le bail en cours (41 720 pi²) permet une diminution de 21 % de la superficie locative;
- L'Arrondissement a évalué que le projet est rentable. Des économies nettes de loyer de 4,1 M$ sont anticipées jusqu'en 2031. Donc, malgré un coût des travaux d'aménagement de 1,6 M$ net, des gains nets de 2,5 M$ sont prévus en 12 ans;
- L'Arrondissement a évalué que des économies additionnelles de 1 M$ sont envisageables advenant que les espaces loués au 7^{e} étage (3 081 pi²) soient remis au propriétaire tel que le permet le bail;
- L'Arrondissement a évalué un retour sur investissement maximal de 5 ans et 10 mois;
- Selon l'Arrondissement, l'amortissement des coûts d'aménagement pour une durée minimum de 12 ans (durée initiale) pourrait s'étendre à 17 et même 22 ans si les options de renouvellement sont exercées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la durée du bail, incluant le loyer, le coût des travaux d'aménagement, les incidences et les contingences est de 17 733 018,74$, TPS et TVQ incluses. Cette dépense est entièrement prise en charge par l'Arrondissement à même son budget de fonctionnement 2019-2031 et sera prise en compte lors de la confection budgétaire des 12 prochaines années. La dépense nette pour les Travaux d'aménagement sera financée à hauteur de 300 000 $ par le budget de fonctionnement 2018 de l'Arrondissement et à hauteur de 1 336 693,70 $ par le surplus libre de l'Arrondissement. Le tout, conformément aux informations financières inscrites à la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe de l'Arrondissement.

Coût du loyer :

	2018 Bail en cours	2019 Prolongation du bail précédent et nouveau bail	2020 Nouveau bail 33140 pi.ca.	2021 à 2031 Nouveau bail	Total 2019-2031
Loyer annuel	980 002,80 $	922 540,24 $	793 546,40 $	9 720 640,37 $	11 436 727,01 $
Taxes foncières	236 552,40 $	222 269,98 $	187 206,55 $	2 028 070,90 $	2 437 547,43 $
Sous-Total	1 216 555,20 $	1 144 810,22 $	980 752,95 $	11 748 711,27 $	13 874 274,44 $
TPS (5 %)	60 827,76 $	57 240,51 $	49 037,65 $	587 435,56 $	693 713,72 $
TVQ (9,975 %)	121 351,38 $	114 194,82 $	97 830,10 $	1 171 933,96 $	1 383 958,88 $
Total avec taxes	**1 398 734,34 $**	**1 316 245,55 $**	**1 127 620,70 $**	**13 508 080,79 $**	**15 951 947,04 $**
Ristourne TPS	(60 827,76)$	(57 240,51)$	(49 037,65)$	(587 435,56)$	(693 713,72)$
Ristourne TVQ	(60 675,69)$	(57 097,41)$	(48 915,05)$	(585 966,98)$	(691 979,44)$
Loyer total	1 277 230,89 $	1 201 907,63 $	1 029 668,00 $	12 334 678,25 $	14 566 253,88 $

Notes :

- Le loyer (excluant les taxes foncières) est payable mensuellement et augmenté de 2 % annuellement, à la date anniversaire du bail;
- Le loyer total comprend le loyer de base ainsi que les frais d'exploitation et une estimation des taxes foncières, lesquelles sont toutefois ajustées annuellement au coût réel;
- Le taux du loyer de la première année du nouveau bail est de 29,63 $/pi²;
- Le taux du loyer de base est de 12,54 $/pi² la première année. Le taux du loyer de base, tenant compte de l'augmentation annuelle de 2 %, dépasse légèrement (1,82 %) la fourchette de valeur locative effective établie par la Division des analyses immobilières du SGPI;
- Les détails du loyer annuel pour le terme initial et la prolongation de bail apparaissent au document joint.

Coût des travaux d'aménagement :

Le tableau suivant présente les dépenses reliées aux travaux d'aménagement des lieux

loués :

Coût des travaux d'aménagement (1)	1 611 231,00 $
Allocation incitative du propriétaire	(496 549,00)$
TPS 5 %	55 734,10 $
TVQ 9,975 %	111 189,53 $
Coût total des travaux	**1 281 605,63 $**
Contingences (2)	0,00 $
Incidences (3)	330 912,00 $
TPS 5 %	16 545,60 $
TVQ 9,975 %	33 008,47 $
Incidences (4) (non taxables)	**119 000,00 $**
Coût total des incidences et des contingences	**499 466,07 $**
Total	**1 781 071,70 $**
Recouvrement de TPS	(72 279,70)$
Recouvrement de TVQ	(72 099,00)$
Déboursé total net des travaux	**1 636 693,70 $**

(1) Le coût des travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels représente un montant forfaitaire de 1 281 605,63 $, incluant la TPS et la TVQ .
(2) L'Arrondissement est d'avis qu'il n'est pas requis de prévoir des contingences pour ce projet.
(3) Les incidences sont prévues notamment pour les télécommunications, le branchement du système anti-intrusion, l'achat de mobilier et d'équipements, les frais de déménagement.
(4) Une incidence additionnelle est prévue pour l'embauche temporaire d'un gestionnaire immobilier qui sera affecté majoritairement à ce projet.

L'Arrondissement prévoit soumettre une demande en vue d'obtenir un crédit estimé à 150 000 $ provenant de la Ville-centre pour le projet d'aménagement du BAM qui fait partie du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (voir GDD 1166004001), une fois que le Projet de nouveau BAM aura été réalisé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le bail comprend le devis d'entretien écologique. Suivant les conditions du bail, le propriétaire est requis d'obtenir la certification BOMA BEST niveau 1 avant le 31 janvier 2021.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettrait la mise en place du projet de bail à long terme comprenant un nouveau BAM et une nouvelle salle du conseil et la réduction des espaces loués. Le report de ce dossier risque d'entraîner la survenance d'enjeux qui pourraient mettre en péril sa réalisation, telles que la disponibilité des locaux requis et l'augmentation des coûts. Le refus d'approuver ce dossier entraînerait une reprise du processus en vue de négocier une prolongation additionnelle pour une durée à déterminer, sans projet d'un nouveau BAM et d'une nouvelle salle du conseil. Par ailleurs, le projet de bail prévoit que s'il n'est pas signé par la Ville avec copies remises au Locateur au plus tard le 30 novembre prochain, le bail sera alors nul.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 5 novembre 2018 : Dossier soumis pour approbation par le conseil d'arrondissement.
Novembre 2018: Ouverture du registre des signatures des personnes habiles à voter selon la procédure prévue pour les règlements d'emprunt conformément à l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes.*

26-30 novembre 2018: Signature du bail par les parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Brigitte B LEMAY, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Guylaine GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nathalie BLANCHARD, Service des communications

Lecture :

Guylaine GAUDREAULT, 1er novembre 2018
Geneviève REEVES, 28 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-25

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-872-3774
Télécop. : 514-872-8350

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-11-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-11-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1175941005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail . Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

05-7560-04planA.pdf 05-7560-04planP.pdf Reg des entreprises.pdf

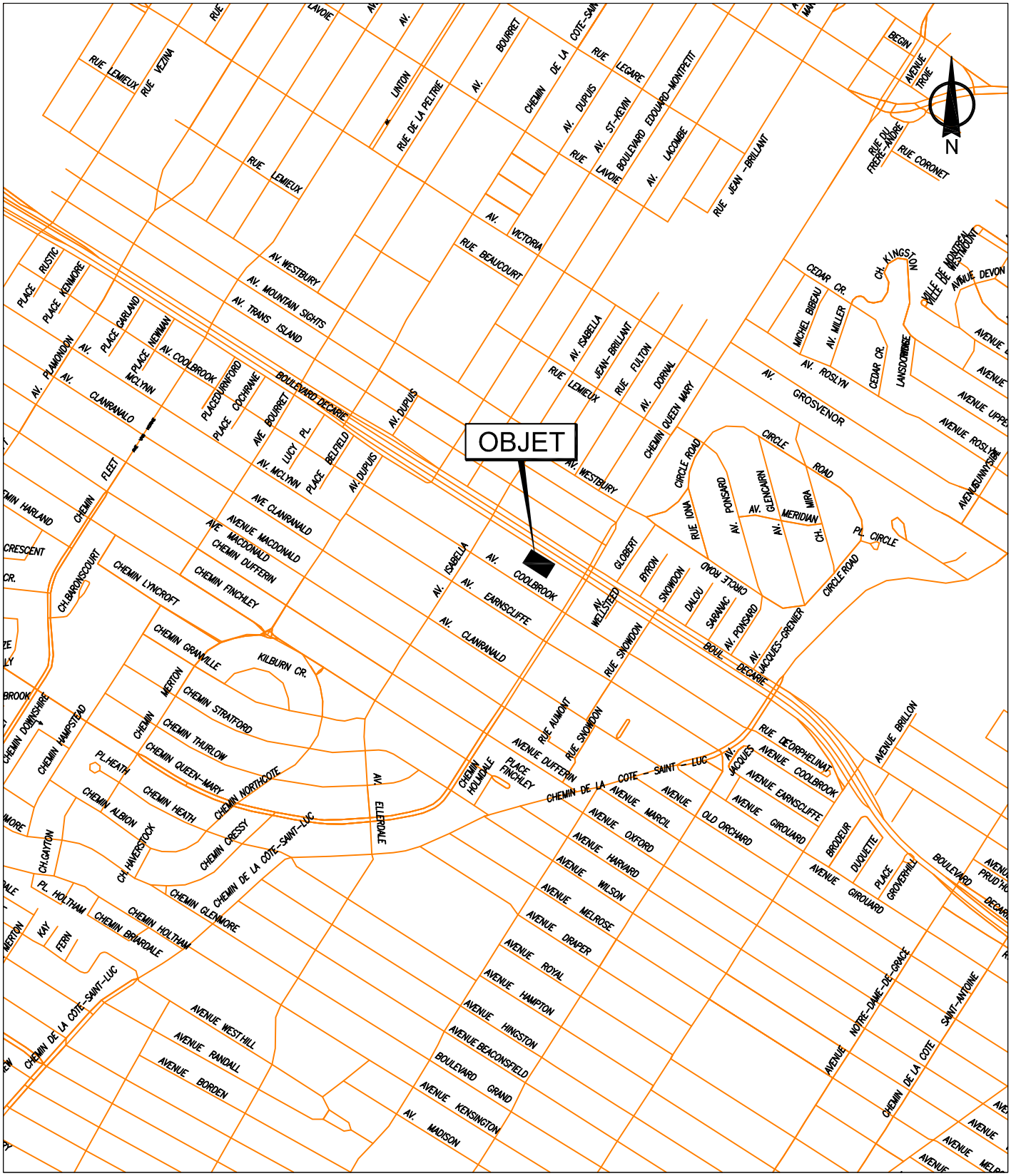
Détail du Loyer 2019-2031-5160 Décarie v.1er oct 2018.xls

Annexes ABCDEFG au bail 8064.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-3774
Télécop. : 514-872-8350



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES LOCATIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7560-04
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 10-07-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES LOCATIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7560-04
Dessinateur: JR
Échelle: 1:600
Date: 10-07-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2017-07-05 09:01:23

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142451005
Nom	2946-8980 QUÉBEC INC.

Adresse du domicile

Adresse	75, BOUL RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 6E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Z1A4

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	ISABELLE BOUCHER
Adresse	75, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O 21E ÉTAGE MONTRÉAL QC H2Z1A4

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-02-09
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-02-09
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	1992-01-03 Constitution

Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2017-02-17
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2017-02-17 2016
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2017	2018-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2016	2017-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7214
Activité	Sociétés d'investissement
Précisions (facultatives)	Placements immobiliers qu'un régime de retraite peut faire

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	HYDRO-QUÉBEC À TITRE DE FIDUCIAIRE DE LA CAISSE DE RETRAITE D'HYDRO- QUÉBEC
Adresse	5E ÉTAGE 75, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Z1A4

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	LAFLEUR, JEAN-HUGUES
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	47 rue des Fauvettes Montréal (Québec) H3E1X4 Canada

Nom de famille	CHARPENTIER
Prénom	SYLVAIN
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	9005 crois. Roussin Brossard (Québec) J4X2K2 Canada

Nom de famille	TELLIER
Prénom	RÉGIS
Date du début de la charge	2017-01-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	11 rue du Huart Saint-Basile-le-Grand (Québec) J3N1P9 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom	LENEY, STELLA
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	3057 av. Lacombe Montréal (Québec) H3T1L5

Nom de famille	Grenier
Prénom	David
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur général
Adresse	918 rue De La Pérouse Boucherville (Québec) J4B7S5 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-02-17
Déclaration de mise à jour courante	2016-09-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-05-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-05-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-03-19
Déclaration annuelle 2010	2011-04-29
Déclaration modificative	2010-12-29
Déclaration modificative	2010-11-09
État et déclaration de renseignements 2009	2010-03-10
Déclaration modificative	2009-09-16
Déclaration annuelle 2008	2009-05-28
Déclaration modificative	2008-10-06
Déclaration annuelle 2007	2008-10-01
État et déclaration de renseignements 2006	2008-01-10
Déclaration modificative	2006-09-07
Déclaration annuelle 2005	2006-01-17

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration modificative	2005-08-23
Déclaration annuelle 2004	2005-02-15
Déclaration annuelle 2003	2004-01-21
Déclaration modificative	2003-08-12
Déclaration annuelle 2002	2003-01-11
Déclaration annuelle 2001	2002-01-23
Déclaration modificative	2001-06-28
Déclaration annuelle 2000	2001-01-05
Déclaration annuelle 1999	2000-01-20
Déclaration modificative	1999-07-22
Déclaration modificative	1999-06-21
Déclaration annuelle 1998	1999-03-22
Certificat de modification	1998-11-13
Déclaration modificative	1998-08-12
Déclaration annuelle 1997	1998-03-04
Déclaration annuelle 1996	1997-01-17
Certificat de modification	1996-10-11
Déclaration annuelle 1995	1996-03-05
Déclaration d'immatriculation	1995-02-09

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1992-01-03

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
2946-8980 QUÉBEC INC.		1992-01-03		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

SGPI-Division des locations
8064
5160 boul. Décarie, arr. CDN-NDG

Détail du loyer annuel pour le terme de 12 ans incluant prolongation du bail 2018 jusqu'au 31 octobre 2019 puis partiellement jusqu'au 31 janvier 2020

révisé le 1er octobre 2018

	2018 Bail en cours	**2019 Prolongation du bail précédent et nouveau bail**	**2020 Nouveau bail- 33140 pi.ca. À partir du 1er février 2020**	**2021 Nouveau bail**	**2022 Nouveau bail**	**2023 Nouveau bail**	**2024 Nouveau bail**	**2025 Nouveau bail**	**2026 Nouveau bail**	**2027 Nouveau bail**	**2028 Nouveau bail**	**2029 Nouveau bail**	**2030 Nouveau bail**	**2031 du 1er janvier au 31 octobre 2031**	**Total**
Loyer annuel (sans taxes foncières)	980 002.80 $	922 540.24 $	793 546.40 $	812 614.80 $	828 867.10 $	845 444.44 $	862 353.33 $	879 600.40 $	897 192.41 $	915 136.25 $	933 438.98 $	952 107.76 $	971 149.91 $	822 734.98 $	11 436 727.01 $
Taxes foncières: estimation 5.67$/pi²	236 552.40 $	222 269.98 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	187 206.55 $	156 005.45 $	2 437 547.43 $
TPS (5%)	60 827.76 $	57 240.51 $	49 037.65 $	49 991.07 $	50 803.68 $	51 632.55 $	52 477.99 $	53 340.35 $	54 219.95 $	55 117.14 $	56 032.28 $	56 965.72 $	57 917.82 $	48 937.02 $	693 713.72 $
TVQ (9,975%)	121 351.38 $	114 194.82 $	97 830.11 $	99 732.18 $	101 353.35 $	103 006.94 $	104 693.60 $	106 413.99 $	108 168.80 $	109 958.69 $	111 784.39 $	113 646.60 $	115 546.06 $	97 629.36 $	1 383 958.88 $
Total incluant les taxes	1 398 734.34 $	1 316 245.55 $	1 127 620.70 $	1 149 544.60 $	1 168 230.67 $	1 187 290.47 $	1 206 731.47 $	1 226 561.28 $	1 246 787.69 $	1 267 418.63 $	1 288 462.19 $	1 309 926.62 $	1 331 820.34 $	1 125 306.81 $	15 951 947.04 $
Ristourne TPS (5%)	-60 827.76 $	(57 240.51) $	(49 037.65) $	(49 991.07) $	(50 803.68) $	(51 632.55) $	(52 477.99) $	(53 340.35) $	(54 219.95) $	(55 117.14) $	(56 032.28) $	(56 965.72) $	(57 917.82) $	(48 937.02) $	(693 713.72) $
Ristourne TVQ (50 %)	-60 675.69 $	(57 097.41) $	(48 915.05) $	(49 866.09) $	(50 676.67) $	(51 503.47) $	(52 346.80) $	(53 207.00) $	(54 084.40) $	(54 979.35) $	(55 892.20) $	(56 823.30) $	(57 773.03) $	(48 814.68) $	(691 979.44) $
Loyer Total	1 277 230.89 $	1 201 907.63 $	1 029 668.00 $	1 049 687.44 $	1 066 750.32 $	1 084 154.46 $	1 101 906.68 $	1 120 013.94 $	1 138 483.35 $	1 157 322.15 $	1 176 537.72 $	1 196 137.61 $	1 216 129.49 $	1 027 555.11 $	14 566 253.88 $

Note 1: Les conditions financières applicables à la prolongation de bail 2018 pour 2019 sont les mêmes que les conditions financières applicables en 2018, sans augmentation des taux, pour les superficies déjà occupées, et ce, jusqu'à la fin des travaux

Note 2: Les taxes foncières sont estimées pour la durée à 5,67$/an/pi² soit le même taux qu'en 2018. Rajustement en fin d'année au réel

Note 3: Le loyer de 2019 et 2020 est basé sur l'échéancier des travaux suivant: prolongation aux mêmes conditions du 1er janvier au 31 octobre 2019 (soit 41 720 p^2), occupation aux mêmes conditions jusqu'au 31 janvier 2020 au 8e étage et occupation aux nouvelles conditions de tout le 6e (21 145 p^2), du 7e (3 081 p^2) et du RDC 2 (ancien BAM= 4 705 p^2), donc de 28 931 p^2 au 1er novembre 2019, avec l'ajout par la suite du RCD 1 aux nouvelles conditions (nouveau BAM = 4 209 p^2) le 1er février 2020, en même temps que la cession du 8eme étage, soit 33 140 p^2, et ce, jusqu'à la fin du bail.

Le loyer 2019 et 2020 prend en compte l'économie à la période d'emménagement de 15 jours, pendant laquelle, selon l'article 5.6 du bail, le locataire ne paiera aucun loyer

Département technique
Société de gestion Cogir
7260 Boulevard Taschereau,
Brossard, QC J4W 1M9

mercredi, 24 octobre 2018

ANNEXE A

PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE
-BUREAUX D'ARRONDISSEMENT-
CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE

Immeuble : 5160 Boulevard Décarie, Montréal, QC H3X 2H9

cogir
SOCIÉTÉ DE GESTION
MANAGEMENT CORPORATION

Bâtiment 8064 (Ville de Montréal)
5160, boul. Décarie, Montréal

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE 4
Chapitre 1 / énoncé du projet 4
1.1 Description du projet : 4
1.2 Objectif 5
1.2.1 Objectifs de développement durable : 5
1.3 Mandat : 5
1.4 Infrastructure de réseautique et câblage informatique : 5
1.5 Équipe de projet du locateur 5
1.5.1 Architecture / Design 5
1.5.2 Ingénierie 6
1.6.- La coordination du projet et approbation des documents : 7
1.7 – La conformité aux lois et règlements : 7
1.8. – Déménagement : 7
1.9 – Mobilier : 7
1.10 – Appareils électroménagers : 8
1.11 – Échéancier : 8
Chapitre 2 / Prescription technique et générale 8
2.1 Généralités : 8
2.1.1- Portée des travaux 8
2.1.2- Performances générales 8
2.2 Certification du bâtiment : 8
2.2.1 Certification Boma BESt, Niveau 1 8
2.2.2 – Implantation de différents programmes de gestion environnementale 9
2.2.3 Outils de gestion environnementale 9
2.3 Bâtiment et son environnement 9
2.3.1 – Entrée principale 9
2.3.2 Accessibilité universelle 10
2.4 – Éléments de construction : 10
2.4.1 Enveloppe du bâtiment : 10
2.4.2 Démolition générale 11

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.4.3 Planchers 11
2.4.4 Plafond 11
2.4.5 Ouvertures au périmètre du local 12
2.4.6 Portes et cadres 12
2.4.6.1 Fenêtres 12
2.5 Systèmes mécaniques 13
2.5.1 Plomberie 13
2.5.2 Conditions climatiques 14
2.5.3 Climatisation / Ventilation / Chauffage 14
2.5.4 Protection incendie 15
2.6 Systèmes électriques 16
2.6.1 Considérations générales 16
2.6.2 Alimentation 17
2.6.3 Distribution 17
2.6.4 Système d'urgence 17
2.6.5 Niveaux d'éclairement 17
2.6.6 Types d'éclairage 18
2.6.6.1 Environnement de travail (RDC-1, 6e et 7e étage) 18
2.6.6.2 Rez-de-chaussée 2 / BAM 18
2.6.7 Contrôle de l'éclairage 18
2.6.8 Prises de courant 19
2.6.9 Réseaux téléphonique et informatique 20
2.6.10 Système de contrôle d'accès (carte d'accès) 22
CHAPITRE 3 / PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT 22
3.1 Généralité 22
3.1.1 Portée 22
3.1.2 Description des travaux d'aménagement 23
3.1.3 Performances générales 23
3.2 Éléments de construction 23
3.2.1 Acoustique des espaces aménagés 24
3.2.2 Planchers 25

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.3 Peinture 27
3.2.4 Plafonds 28
3.2.5 Portes intérieures 28
3.2.5.1 Portes battantes intérieures 28
3.2.5.2 Portes vitrées intérieures 28
3.2.5.3 Portes montantes intérieures 28
3.2.6 Contrôle des accès 30
3.2.7 Tableau des finis intérieurs 31
CHAPITRE 4 / EXIGENCES FONCTIONNELLES RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES ESPACES 32
4.1 Généralités 32
4.1.1 Portée 32
4.1.2 Principes d'aménagement et critères de conception 32
4.2 Description des besoins 33
4.2.1 Salles de réunion 33
4.2.2 Le local d'équipement de télécommunication 33
4.2.3 Salle de détente/repas 33
4.2.4 Salle d'archive – voûte 33
4.2.5 Postes en aire ouverte 34
4.3 Aménagements particuliers et accessoires 34
4.3.1 Support et fond de clouage 34
4.4 Signalisation 34
ANNEXE 1 / PLANS D'AMÉNAGEMENT PRÉLIMINAIRES 35
ANNEXE 2 / DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT 40

Paraphes	
Locateur	Locataire

PRÉAMBULE

Ce programme fonctionnel et technique vise à établir les contraintes, les exigences et les besoins auxquels devra répondre le projet de de réorganisation des espaces dédiés aux divers services de l'arrondissement au 5160 Décarie au RDC1, RDC2, 6ième et 7ième étage. Ce document est divisé en 4 chapitres :

- *Le chapitre 1* : L'ÉNONCÉ DU PROJET - décrit brièvement les travaux à effectuer, les objectifs, définit certains termes utilisés dans le programme et présente les intervenants impliqués dans la réalisation et la gestion de ce projet.
- *Le chapitre 2* : PRESCRIPTION TECHNIQUE ET GÉNÉRALE
- *Le chapitre 3* : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPÉCIFIQUES AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT– établit les besoins techniques pour répondre aux performances exigées du projet.
- *Chapitre 4* : EXIGENCES FONCTIONNELLES RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES;

Lorsqu'il y a différence entre deux exigences ou normes identifiées, la plus sévère (restrictive) s'applique.

CHAPITRE 1 / ÉNONCÉ DU PROJET

1.1 Description du projet :

Ce projet a comme objectif de réaménager la grande majorité des espaces loués par la Ville de Montréal situé au 5160 boul. Décarie. La réalisation de ce projet permettra à la ville de regrouper ses services pour mieux optimisés les espaces actuellement occupés. Par la même occasion, le projet permettra d'aménager une salle du conseil transformable en salles de conférences multifonctionnelles. Le projet devra être réalisé par le Locateur clé en main pour le Locataire, sur la base de la description des travaux énoncés au présent Projet.

La superficie totale est inscrite au bail (article 2.2 de l'entente locative).

La réalisation du projet par le locateur inclut, entre autres, le relevé des espaces, la production des esquisses, des plans préliminaires, des plans et devis d'exécution, des plans d'aménagement du mobilier et des cloisons acoustiques, la surveillance des travaux par les professionnels du locateur, ainsi que la rédaction des comptes rendus de réunions de chantier, l'établissement des listes de déficiences, l'émission des certificats et du parachèvement final des travaux ainsi que les documents s'y rattachant. (Voir 1.5.1)

Le locateur doit faire confirmer par ses professionnels, au chargé de projet de la Ville, que les parcours des issues à partir des lieux loués jusqu'à l'extérieur sont conformes aux codes présentement en vigueur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.2 Objectif

Ce projet de consolidation vise les objectifs suivants en rapport avec l'aménagement des nouveaux locaux pour desservir les services visés par le présent programme, l'ensemble des intervenants du projet doit atteindre les objectifs suivants :

- Réaliser les objectifs des plans d'aménagement préliminaires conformément aux plans et à la description des travaux d'aménagement joints comme Annexe 1 et Annexe 2;
- Mettre tout en œuvre afin de réaliser dans le délai prescrit le processus d'appel d'offres, d'aménagement des locaux et de regroupement des équipes de travail dans leur nouvel aménagement;
- La conception devra répondre clairement aux exigences des occupants par une organisation fonctionnelle des locaux;
- Offrir un milieu de travail agréable et flexible pour toutes les personnes qui y travaillent en permanence et ceux qui sont appelés à s'y rendre;
- Favoriser un aménagement fonctionnel des locaux qui permettra aux occupants de fonctionner et d'accueillir efficacement le personnel et les visiteurs qui auraient à s'y rendre.
- Concevoir un environnement basé sur des principes de développement durable (qualité de l'air, matériaux sans C.O.V, etc.)

1.2.1 Objectifs de développement durable :

Le projet devra être réalisé conformément à la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal adoptée en 2009. À cet égard, le projet d'aménagement pour une location dans un édifice existant devra être réalisé de manière à atteindre les critères d'entretien écologique des lieux.

1.3 Mandat :

Les scénarios des nouveaux aménagements au 5160 boulevard Décarie, au rez-de-chaussée 1 et 2, au 6ième et 7ième étage seront développés au fur et à mesure selon l'avancement du projet.

1.4 Infrastructure de réseautique et câblage informatique :

Outre les obligations identifiées au bail, la Ville de Montréal aura la responsabilité de :

- Fournir et assembler le mobilier modulaire non intégré décrit à l'article 1.9;
- Fournir les équipements reliés au réseau de câblage informatique et téléphonique au bâtiment.

Pour les espaces sécurisés sur contrôle d'accès, le propriétaire fournira les services et équipements requis de même que les droits d'accès aux occupants. (Ex. : stationnement, accès aux locaux ou dépôt situé ailleurs dans le bâtiment).

1.5 Équipe de projet du locateur

1.5.1 Architecture / Design

L'élaboration des documents pour l'aménagement des suites doit être faite et supervisée, avec soin et assiduité, par les professionnels (architectes, ingénieurs) du Locateur, chacun dans leurs champs de compétence. L'ensemble des documents et la réalisation des travaux doivent

Paraphes	
Locateur	Locataire

répondre aux exigences les plus sévères des codes et normes en vigueur. La prestation de service au mandat de l'architecte doit être complète et inclure les services de spécialistes en aménagement de bureaux (designers). Sans être limitative, ces services doivent inclure, en autre :

- L'analyse des besoins et du programme et la préparation de solution d'aménagement intégrant l'ensemble des contraintes et des besoins pour la réalisation d'aménagement esthétique, fonctionnel, sécuritaire et conforme à la réglementation.
- La réalisation et la signature des plans, devis préliminaires et d'exécution et de toutes les pièces fermées et du relevé des cloisons acoustiques[1], les détails de construction et de mobilier intégré;
- La présentation d'au moins trois (3) propositions de couleurs pour les nouveaux finis;
- La confirmation que les parcours des différents locaux jusqu'aux issues de secours sont conformes ainsi que l'analyse de la réglementation[2];
- La coordination du processus d'appel d'offres auprès des soumissionnaires et du processus de réalisation des travaux.
- La rédaction de tous les comptes rendus des réunions d'aménagement auxquelles il doit être présent;
- Le suivi des travaux, l'élaboration des listes de déficiences et l'émission du parachèvement final, certificat de fin de travaux incluant les plans tels que construits et confirmation écrite que les travaux ont été réalisés conformément aux plans et devis approuvés par le Locataire.

1.5.2 Ingénierie

La prestation de service au mandat des ingénieurs doit être complète. Sans être limitative, ces services doivent inclure, en autre :

- La réalisation et la signature des plans, devis préliminaires et d'exécution en électromécanique, en protection incendie, en système de sécurité et électronique (télécommunication, audiovisuel, systèmes de sécurité et d'alarme intrusion, etc.) ainsi qu'en structure et génie civil si requis;
- Le suivi des travaux, l'élaboration de la liste de déficiences et l'émission du parachèvement final, incluant les plans tels que construits et confirmation écrite que les travaux ont été réalisés conformément aux plans et devis approuvés par le Locataire.
- L'approbation de tous les rapports et certificats spécifiques pour le confort et la sécurité des lieux (ex : certificat de fin de travaux, balancement, système de ventilation, fonctionnement – système sécurité incendie, etc.)[3] ainsi que l'analyse de la règlementation[4].

[1] Les plans d'aménagement doivent inclure le nom de la pièce ou espace dessiné et la superficie intérieure.

[2] L'analyse de la conformité à la réglementation, notamment au CCQ2010, doit être inscrite sur les dessins (superficie, issues, résistance au feu, séparations coupe-feu, distance de parcours, etc.)

[3] Les besoins devront être définis en phase préliminaire (voir l'échéancier en annexe au bail).

[4] L'analyse de la conformité à la réglementation, notamment au CCQ2010 pour les éléments relevant de la compétence des ingénieurs, doit être inscrite sur les dessins (calcul de charges, débit d'air, distribution, etc.)

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.6.- La coordination du projet et approbation des documents :

Une rencontre entre le propriétaire (locateur) et le représentant de la Ville doit avoir lieu au début de la planification du projet pour revenir sur les paramètres du projet, confirmer la compréhension des besoins avant de poursuivre le travail de planification.
Le propriétaire (locateur) devra soumettre, préalablement à cette rencontre, une proposition couvrant l'ensemble des besoins et présentant un blocage d'espace pour approbation. Le propriétaire (locateur) devra sur réception des commentaires du locataire effectuer les modifications requises à la proposition et soumettre un nouveau blocage d'espace. Le locataire peut demander jusqu'à trois (3) propositions sans frais supplémentaires.
L'élaboration des documents pour les travaux d'aménagement nécessaires doit être faite et supervisée par les professionnels (architecte/designer et ingénieurs) du Locateur. L'ensemble des documents doit répondre aux codes et normes en vigueur. Le gestionnaire immobilier agit en tant que représentant de l'arrondissement. Il reçoit et valide les documents déposés par le locateur du projet dans le but de s'assurer que les objectifs du programme soient respectés, en termes de qualité, de coûts et d'échéancier.

De plus, lors de l'avancement des travaux, des visites du chantier doivent être organisées en présence de tous les intervenants : les professionnels (architecte, designer et ingénieurs), le représentant du Locateur et les représentants de la Ville pour prendre connaissance de l'avancement des travaux et planifier le déménagement des occupants.

1.7 – La conformité aux lois et règlements :

L'immeuble et les travaux faisant l'objet de ce projet devront être en tous points conformes aux lois, règlements municipaux, provinciaux et fédéraux et codes les plus restrictifs et pertinents à ce type d'établissement au moment de la délivrance des permis requis pour réaliser ce projet et le demeurer pour toute la durée de l'occupation des lieux. Ils devront notamment répondre aux normes de sécurité pour les bâtiments publics. Le Bailleur portera une attention particulière à la réglementation propre à l'arrondissement où les locaux sont situés. Il devra faire exécuter toutes les études nécessaires et tous les travaux requis pour se conformer.

Les documents émis par la Ville de Montréal ne dégagent en rien les professionnels de leurs obligations eu égard **aux lois, codes, normes et règlements les plus restrictifs applicables au moment de leur exécution.**

1.8. – Déménagement :

La Ville sera responsable du déménagement du mobilier existant, des contenants de déménagement, de l'équipement (ordinateur, écran, clavier, imprimante, photocopieur, moniteur, etc.) et des râteliers relatifs à ce projet. La Ville devra respecter l'échéancier afin de disposer du mobilier existant des espaces prévus aux travaux.

1.9 – Mobilier :

Le mobilier (bureaux, classeurs, fauteuils, etc.) sera fourni par la Ville. Tout le mobilier intégré des bureaux en aire ouverte et le mobilier autoportant des bureaux fermés seront fournis et installés par le locataire. Un inventaire du mobilier existant devra être effectué par le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire et cet inventaire devra être communiqué au responsable de projet du Locateur, de même que les spécifications techniques du mobilier, afin que le Locateur puisse effectuer les plans d'aménagement intégrant le mobilier. Les professionnels du Locateur devront fournir les plans d'aménagement spécifiant la localisation exacte des composantes de mobilier et les équipements. La Ville coordonnera les installations avec ses fournisseurs.

Tout mobilier intégré, dans les cuisinettes et la cafétéria, sera fourni et installé par le locateur. Dans le BAM, toutes les tables de type permanent pour les élus et les directeurs, localisées dans le BAM, seront fournies et installées par le locateur.

Le Locateur devra fournir la distribution électrique et informatique (Data) requise par le locataire pour les nouveaux bureaux. Le locataire sera responsable de brancher son filage sur l'infrastructure de son réseau afin de mettre en service leur installation.

1.10 – Appareils électroménagers :

Les appareils électroménagers (réfrigérateurs, fours micro-ondes) devront être fournis par le Locataire.

1.11 – Échéancier :

Un calendrier détaillé, tenant compte des différentes étapes d'approbation définies dans le bail, doit être soumis par les professionnels au chargé de projet désigné par la Ville.

CHAPITRE 2 / PRESCRIPTION TECHNIQUE ET GÉNÉRALE

2.1 Généralités :

2.1.1- Portée des travaux

L'objectif de ce chapitre est de stipuler les exigences ou performances minimales à respecter dans le cadre de ce projet d'améliorations locatives et ne peut entrer en conflit avec les exigences du bail. En cas de dichotomie, les clauses du bail ont préséance.

2.1.2- Performances générales

L'élaboration et la réalisation des documents pour l'aménagement des locaux doivent être faites et supervisées par des professionnels membres en règle d'un ordre professionnel. La réalisation du projet inclut entre autres : les esquisses, les plans préliminaires, les plans d'exécution, la surveillance des travaux par les professionnels, la rédaction des comptes rendus de réunion de chantier, ainsi que l'émission des certificats de parachèvement des travaux et les documents s'y rattachant.

2.2 Certification du bâtiment :

2.2.1 Certification Boma BESt, Niveau 1

Le Locateur doit mettre en place les outils et processus nécessaires à l'atteinte d'objectifs de performance et gestion environnementale de son bâtiment. Le niveau minimal à

Paraphes	
Locateur	Locataire

atteindre indique que l'immeuble satisfait à toutes les exigences des meilleures pratiques, telles qu'établies par BOMA Canada.

Le Locateur devra se conformer aux exigences BOMA BESt qui s'articulent en six (6) thèmes, à savoir : énergie, eau, réduction des déchets et sites, émissions et effluents, environnement intérieur, et systèmes de gestion environnementale.

Le locateur devra réaliser des audits de performance, implanter différents programmes affectant l'ensemble de l'immeuble ainsi qu'établir différents outils de gestion permettant d'atteindre les objectifs identifiés aux meilleures pratiques environnementales.

Le Locateur s'engage à obtenir au plus tard le 31 janvier 2021 la certification environnementale Boma Best Niveau 1.

2.2.1.1 – Audits environnementaux Boma BESt

Dans le cadre d'une bonne gestion de l'immeuble, le Locateur devra procéder à un audit sur la consommation de l'eau dans l'immeuble, audit qui doit également être produit pour les trois années, une copie desdits rapports devra être soumise au Locataire pour information.

2.2.2 – Implantation de différents programmes de gestion environnementale

Le Locateur doit implanter un programme de recyclage, un programme de gestion sur les substances appauvrissant la couche d'ozone SACO ainsi qu'un programme de gestion des produits contrôlés. De plus, il devra mettre en place un système de communication concernant les pratiques de gestion environnementale affectant l'édifice.

Copies de chacun de ces programmes doivent être fournies au Locataire, et ce, dans les 12 mois suivants l'entrée en vigueur du bail.

2.2.3 Outils de gestion environnementale

Le Locateur est responsable de la production et du suivi des éléments suivants :

- Programme de gestion énergétique (réduction)
- Programme de maintenance préventive pour les CVC
- Politique sur la conservation de l'eau
- Politique sur les déchets de construction
- Plan d'élimination progressive des SACO
- Enquête interne sur les matières dangereuses
- Registre et gestion des plaintes relatives à la qualité de l'air
- Politique sur les matériaux de construction.

2.3 Bâtiment et son environnement

2.3.1 – Entrée principale

L'entrée principale doit être attrayante et permettre une identification facile du nom et de l'adresse de l'édifice. Une signalisation directionnelle intérieure dirigera les visiteurs dès l'entrée vers les locaux de la Ville de Montréal.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.3.2 Accessibilité universelle

La Ville a adopté une politique d'accessibilité universelle. Le bâtiment et ses locaux doivent être accessibles, fonctionnels et sécuritaires pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrice, visuelle, auditive, cognitive et intellectuelle). Ces dernières doivent avoir, au minimum :

- Un accès par l'entrée principale et sans obstacle à partir de la voie publique ou du stationnement jusqu'aux locaux loués;
- Les indications doivent être claires et intuitives;
- Les salles de toilettes devront être adaptées;
- Les ascenseurs et les stationnements doivent également être aménagés de manière à être accessibles et bien indiqués;
- Une plateforme élévatrice permettant aux personnes à mobilité réduite de passer du RDC1 au RDC 2
- Des barres paniques ou systèmes d'ouverture pour les issues extérieures des locaux.

Une attention particulière devra être accordée aux largeurs et orientations des portes, aux hauteurs de la quincaillerie permettant l'accessibilité aux locaux ainsi qu'aux seuils.

2.4 – Éléments de construction :

La liste détaillée des travaux du bailleur sera déterminée une fois la conception finale réalisée. Les aménagements existants conservés par le locataire ne subiront pas de modifications en matière de revêtement de plancher et plafond (tuiles acoustiques).

Dans les nouveaux espaces aménagés (RDC1, RDC2 et 6^{e} étage), tous les finis, tels que les recouvrements de plancher, les plafonds, les murs, etc., doivent être neufs. La finition des murs et des cloisons doit être en gypse peint.

Dans le cas présent, la conservation de finis, d'équipements ou de tout autre élément de construction existant doit être acceptée par le Directeur ou son représentant avant la signature du bail.

Si certaines cloisons existantes doivent être retirées et les revêtements considérés désuets impactés aux démolitions, notamment le tapis, ils seront enlevés. Les éléments adjacents à la démolition qui ont subi l'impact de démolition devront faire l'objet d'un ragréage adéquat avant ou pendant les travaux de construction.

2.4.1 Enveloppe du bâtiment :

Les planchers, les murs extérieurs, la fenestration et la toiture doivent être parfaitement étanches pour empêcher toute infiltration d'eau et d'air pouvant affecter le confort des occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.4.2 Démolition générale

Toutes les cloisons, les finis de planchers, les composantes de ventilation, les composantes en électricité ou tout autre service désuet, devront être démolis ou retirés pour permettre l'installation du nouvel aménagement projeté.

Les débris seront évacués du site par conteneurs à déchets. Les zones de circulations doivent être nettoyées pour permettre aux espaces communs de rester sains et sécuritaires.

2.4.2.1 – Surcharge d'affectation des planchers

Les endroits où les charges pourraient être plus élevées que la normale, des renforcements structuraux pourraient être nécessaires, le tout selon les spécifications d'un ingénieur en structure.

2.4.2.3. Murs et cloisons au périmètre du local :

Les murs et les cloisons au périmètre des espaces locatifs doivent être constitués de matériaux durs et résistants aux chocs dans les aires de circulation, et construits dalle à dalle.

2.4.3 Planchers

2.4.3.1 Généralités

Les planchers devront être stables (sans oscillation), présenter une surface lisse, de niveau et uniforme avec une tolérance d'imperfection de 8 mm dans 3m.

2.4.3.2 Revêtement

Ils doivent être de couleur et de fini uniformes. Tous les revêtements de plancher (tapis et autres revêtements de sol) doivent être neufs dans les nouveaux espaces aménagés. Le Locataire se réserve le choix de la couleur. Les planchers seront en tuiles de vinyle, en tapis, en peinture époxy ou en céramique, selon les plans d'aménagements préliminaires du locataire.

2.4.4 Plafond

2.4.4.1 Généralités

De façon générale, les plafonds dans les espaces à bureaux, salles de conférence, etc. doivent être constitués de matériaux acoustiques ignifuges ou en panneaux de Placoplatre et suffisamment rigides pour éviter toute ondulation. Ils doivent être conçus pour permettre un accès facile aux systèmes de distribution mécanique et électrique du bâtiment, sinon des trappes d'accès doivent être installées. Le type de revêtement sera choisi en fonction des plans d'aménagements préliminaires du locataire.

Le dégagement entre la dalle et ces plafonds doit permettre l'installation de luminaires (suspendus ou selon le concept proposé) et l'intégration des réseaux (entrée-sortie) électriques, mécaniques, de communication, d'informatique, de contrôle et de protection-incendie.

2.4.4.2 Type

Lorsque le plafond suspendu est en carreaux acoustiques, celles-ci doivent être neuves ou conservées de l'existant (6e étage), selon les plans d'aménagements préliminaires du locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.4.4.3 Hauteur libre minimale et maximale

A moins d'indications contraires indiquées au chapitre 4, la hauteur libre minimale doit être de 2 750 mm. La hauteur réelle peut-être variable selon les étages.

2.4.5 Ouvertures au périmètre du local

2.4.5.1 Section administrative des bureaux et du BAM

L'accès principal à la section administrative des bureaux (RDC-1, RDC-2 6 e et 7 e) se fera par accès sécurisé avec lecteur de cartes, lequel déclenchera une gâche. L'accès aux bureaux pour les employés sera le même que celui utilisé par les visiteurs, qui eux devront s'identifier au moyen d'un interphone situé à la porte, puisqu'il n'y aura pas de poste d'accueil. Si d'autres portes sont requises pour les besoins opérationnels ou pour se conformer aux exigences du CCQ 2010, elles seront en mode sortie seulement à moins qu'elles soient nécessaires pour l'accès des employés ou pour les opérations de l'unité d'affaire.

2.4.6 Portes et cadres

Les portes d'entrée principale doivent être en verre trempé clair. Les portes de devanture vitrée existantes qui pourraient être conservées seront préservées étant donné qu'elles respectent le critère de qualité.

Les entrées secondaires et les portes d'issue doivent être des portes en acier à âme de nid d'abeille, pendue sur cadre en acier. Ces dernières doivent inclure une surface minimale de regard vitré, selon la norme applicable.

2.4.6.1 Fenêtres

Fournir des dispositifs permettant de rediriger la lumière naturelle et/ou des dispositifs de protection contre l'éblouissement pour assurer l'efficacité de l'éclairage naturel. Obtenir un facteur d'éclairage naturel d'au moins 2% (excluant tout l'ensoleillement direct).

Dans les espaces aménagés au RDC-1, les cloisons divisant les bureaux fermés seront composées de gypse avec une insertion de verre.

2.4.6.1.1 Garnitures au RDC1

Concernant le traitement de la fenestration du RDC 1, une pellicule de givrage, de type doublé d'une protection solaire 3M, sera fournie et installée par le locateur. Le choix de couleur sera approuvé par le locataire. Toute paroi vitrée devra être munie d'une pellicule de givrage afin d'assurer la confidentialité des occupants.

2.4.6.2 Circulations principales

Les circulations principales doivent avoir une largeur minimale de 1 100 mm, conforme au CCQ 2010 et au Code de sécurité du Québec 2013, Chapitre VIII. Idéalement, les circulations principales seront larges et amples afin de permettre l'installation de classeurs, de mobiliers ou tout simplement pour dégager les circulations.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.4.6.3 Circulations secondaires

Les circulations secondaires doivent avoir une largeur minimale de 915 mm et ne pas comporter d'impasse au-delà des exigences applicables conformément au CCQ 2010 et Code de sécurité du Québec 2013, Chapitre VIII. Si possible, ces circulations seront le plus larges possible. Les circulations secondaires sont généralement perpendiculaires aux fenêtres et aux murs des noyaux, elles créent des liens entre la circulation principale et périphérique.

2.5 Systèmes mécaniques

Les professionnels doivent prévoir des systèmes de mécanique aptes à répondre aux besoins spécifiques des aménagements de la Ville, de capacités adéquates et conformes aux normes et codes actuels. De plus, toute infrastructure existante réutilisée dans le cadre des travaux devra être remise à neuf, nettoyée, selon les normes en vigueur.

L'homologation des appareils de plomberie, de chauffage, de ventilation ainsi que la robinetterie et la protection incendie doit être selon CSA (Acnor), UL, ULC, FM, AMCA, ARI.

Le bâtiment existant est un bâtiment scellé pour préserver son intégrité dans le cas d'émanations toxiques pouvant provenir des installations avoisinantes. Les travaux qui devront être réalisés dans le cadre du présent projet devront maintenir cette caractéristique.

Les équipements contrôlant soit la consommation énergétique, soit la consommation de l'eau domestique devront être munis de systèmes appropriés de limitation ou de mitigation aux usages de chacune des fonctions identifiées et sans en réduire le confort.

Les spécifications qui suivent devront être adaptées selon les systèmes et équipements existants qui seront conservés.

2.5.1 Plomberie

L'édifice doit pouvoir fournir les services d'eau froide et chaude domestique selon les besoins des utilisateurs tout en présentant les caractéristiques liées à une consommation d'eau réduite. Les locaux doivent être munis d'un système de drainage sanitaire et pluvial adéquat et en bon état d'opération, respectant les codes et normes en vigueur.

Si tel n'est pas le cas actuellement, le bailleur doit se conformer et prévoir la tuyauterie en vue de l'installation d'un compteur d'eau et d'un dispositif anti-refoulement selon la réglementation municipale RCG 07-031 en vigueur. Se référer au site internet de la Ville pour l'information et obtenir les formulaires à compléter.

Les appareils de plomberie seront de type commercial. La robinetterie et la chasse d'eau seront activées par un système de détection automatique.

2.5.1.1 Appareils

Le nombre d'appareils sanitaires requis dans les salles de toilettes doit être conforme au plus exigeant des règlements suivant : Règlement de plomberie de la Ville de Montréal

Paraphes	
Locateur	Locataire

(règlement 7359 et ses amendements), le Code de Plomberie du Québec, le règlement sur la Santé et Sécurité du Travail et le CCQ 2010.

Dans les espaces du Locataire, des robinets de lavabo doivent être alimentés en eau froide et en eau chaude instantanément à (40o C) au point d'utilisation et être munis d'un bec verseur unique avec aérateur. Les réservoirs ou chauffe-eau doivent maintenir l'eau à 60o C.

2.5.1.2 Salles de toilettes

Tout en respectant les critères d'accessibilité universelle, il faudra modifier les salles existantes pour répondre aux nouveaux aménagements du locataire.

2.5.1.3 Salles de douches

Il faudra installer deux nouvelles salles de douches dans le RDC 2 (Annexe 1).

2.5.2 Conditions climatiques

Tous les locaux loués doivent être entièrement chauffés, climatisés et ventilés selon les codes et les normes en vigueur. L'intégration de bonnes pratiques doit être favorisée de manière pour atteindre les objectifs environnementaux du projet.

Durant les heures d'occupation, les conditions climatiques, mesurées à 1,4 m du plancher et à plus de 0,6 m d'un mur extérieur et de 0,3 m de tout autre mur, doivent respecter les limites suivantes :

- Température ambiante : 21oC et 24oC (Hiver / Été). La température doit être uniforme et stable sur toute l'aire du plancher afin d'éviter tout inconvénient aux occupants, fluctuation maximale 2o C / h.
- Température minimale du plancher : 18oC (mesurée à 0,6 m du mur extérieur) et 0,25 m du plancher.
- Humidité relative :
- Minimum 25 % (Hiver), donc humidificateurs centraux nécessaires. Seuls les humidificateurs à vapeur du type « à injection sous pression » sont tolérés;
- Maximum 55 % (Été).

Pour les besoins du présent article, l'été est réputé commencer au 15 mai et se terminer au 15 septembre de chaque année.

2.5.3 Climatisation / Ventilation / Chauffage

Durant toute la durée des travaux, les systèmes de CVCA devront être protégés de telle sorte que les poussières ne puissent contaminer les conduits existants ou à être posés. La capacité des systèmes de ventilations existants desservant les locaux déjà loués par la Ville devra être considérée comme suffisante et adéquate pour les besoins du locataire.

La capacité totale de climatisation pour le RDC2 par l'ensemble des unités de CVCA devrait être aux alentours de 20 tonnes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.5.3.1 Contrôles

Chaque nouvelle pièce fermée doit, en plus des exigences minimales permettre un contrôle individuel au moyen d'un thermostat mural.

Le Locateur devra fournir et installer la quantité de thermostats muraux nécessaires pour respecter ce zonage. Les thermostats incorporés aux plinthes électriques sont interdits.

Les aires ouvertes en périphérie du bâtiment doivent être contrôlées individuellement à tous les 15 mètres de longueur (sans déborder sur les faces adjacentes) sur une largeur maximale de 4,5 mètres.

Les aires ouvertes centrales doivent être contrôlées à raison d'un thermostat par 225 m2. Le chauffage en périphérie doit être préférablement localisé sous les fenêtres.

2.5.3.2 Humidificateurs

Seuls les humidificateurs installés sur les systèmes centraux de distribution d'air sont acceptés. Ils seront du type « à injection de vapeur ». Cependant, les humidificateurs de type « laveur d'air » sont acceptés si le Locateur peut démontrer qu'ils sont entretenus de façon impeccable et de façon à éviter toute contamination du réseau d'air.

2.5.3.3 Filtration de l'air :

Le Locateur doit installer pour chaque unité d'alimentation d'air, les filtres requis. Le système de purification ou de filtration de l'air doit :

- Assurer une efficacité de filtration MERV 13 (ASHRAE 52.2). Ils seront du type American Air filtre ou équivalent approuvé.
- Être monté en amont des humidificateurs, refroidisseurs évaporateurs, batteries de chauffage et de refroidissement et échangeurs de chaleur à tubes ailettes, à travers lesquels l'air est soufflé.

2.5.4 Protection incendie

Le bâtiment doit être pourvu d'équipements de protection contre les incendies, conformes à la plus récente version du Code national de prévention des incendies, entre autres.

Les professionnels ont la responsabilité de s'assurer que le bâtiment sera pourvu d'équipements de protection contre les incendies, conformes, lorsque requis par les règlements, notamment;

- Un réseau avertisseur d'incendie
- Un réseau de gicleurs
- Un certificat d'inspection des systèmes
- Des plans d'évacuation
- Des extincteurs automatiques

Paraphes	
Locateur	Locataire

Tout au long de la réalisation du projet, les ajustements nécessaires aux dispositifs de prévention et de détection des incendies devront être effectués afin de s'assurer la conformité du bâtiment au code.

2.5.6.1 Réseau avertisseur d'incendie

Un réseau avertisseur incendie muni d'une source d'urgence pour le maintenir en opération lors d'une panne électrique. Ce système doit être opérable par déclencheurs manuels et comporter des détecteurs thermiques, des détecteurs de produits de combustion et une signalisation adéquate.

Fournir au Locataire un certificat d'inspection accompagné du registre d'inspection selon la norme CAN/ULC-S536-M86 pour chaque année d'occupation;

2.5.6.2 Réseau de gicleurs

Si un réseau de gicleurs est installé ou est requis de par la réglementation, il faudra fournir au Locataire un certificat d'inspection accompagné du registre d'inspection selon la norme NFPA-13 pour chaque année d'occupation.

2.5.6.3 Plans d'évacuation d'urgence

Des plans d'évacuation d'urgence en nombre suffisant seront situés à chaque étage, aux endroits appropriés et devront être installés au plus tard à la date de la réception provisoire des travaux.

2.5.6.4 Extincteurs portatifs

En plus de respecter les codes, lois et règlements en vigueur, le Locateur doit fournir, installer et maintenir en bon état des extincteurs portatifs de classe ABC, de 5 kilos de capacité et en nombre requis, près des issues, équipements de cuisson, salles d'informatique, etc., notamment selon la norme NFPA. La vérification périodique relève de sa responsabilité.

2.6 Systèmes électriques

2.6.1 Considérations générales

Le présent chapitre décrit les prescriptions techniques concernant l'électricité, notamment les niveaux d'éclairement, les distributions des circuits électriques, informatiques et des télécommunications requis pour les différentes fonctions.

Il est entendu que tout doit se faire conformément aux lois, codes et règlements en vigueur dans ce domaine.

Les professionnels devront prévoir tout conduit, filage et connexion, pour tous les réseaux électriques, informatiques et téléphoniques, de télécommunications, d'intercommunications et d'éclairage.

L'alimentation extérieure jusqu'au distributeur doit être coordonnée par Hydro-Québec, les autres entreprises de services publics, dont les entreprises de télécommunication et la Ville de Montréal.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.6.2 Alimentation

La capacité de l'entrée électrique doit être suffisante pour satisfaire les besoins actuels du Locataire et devra pouvoir répondre à un accroissement de 20 % de ses besoins pendant la durée du bail.

2.6.3 Distribution

La distribution électrique doit comprendre des panneaux de distribution et de dérivation du type à disjoncteurs en quantité et de capacité suffisante pour satisfaire les besoins actuels du Locataire, et devra pouvoir répondre à un accroissement de 20 % de ses besoins pendant la durée du bail.

La distribution doit pouvoir fournir la puissance à 347/600 V, 120/208 V ou 120/240 V selon les besoins du Locataire.

Tous les panneaux desservant le réseau des prises de courant doivent être munis d'un conditionneur-filtreur pour la protection de l'équipement de micro-informatique contre les surtensions transitoires, avec filtration des bruits, parasites et atténuation des hautes fréquences. Le conditionneur doit être conforme aux catégories A3, B3, C1 pour tout mode de protection (L-L, L-N, L-G, N-G) et pouvoir soutenir des pointes de courant de 75 kA répétitives par phase, sans destruction. Le conditionneur doit être muni d'une lampe indicatrice sur chaque phase et être conforme aux normes UL 1449, UL 1283, IEEE C62.41.1991 et IEEE C62.45.1992.

2.6.4 Système d'urgence

La capacité de l'alimentation d'urgence doit être en mesure de prévoir le maintien des opérations du centre d'appels ainsi qu'un niveau d'éclairage de 10 lux en cas de panne électrique dans les aires administratives, aires publiques, aires de circulation et aires d'évacuation des locaux et de maintenir en opération les indications lumineuses de sorties et autres équipements requis afin de répondre également aux besoins de sécurité exprimés.

2.6.5 Niveaux d'éclairement

Le locateur devra fournir et installer un nouveau système d'éclairage standard ou au LED dans les nouveaux locaux de la Ville de Montréal.

Il est important que l'éclairage utilisé soit régulier et non éblouissant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'aménagement des espaces doit voir à exploiter au maximum les possibilités de la lumière naturelle en veillant toutefois à éviter l'éblouissement ou la création de zones de chaleur intense qui empêcherait le contrôle de la température ambiante d'être efficace. Prévoir des circuits d'alimentation de l'éclairage indépendants pour le périmètre du bâtiment.

Les systèmes d'éclairage prévus devront satisfaire aux recommandations de l'I.E.S. Aussi, le niveau d'éclairement sera maintenu uniforme lorsque mesuré à 750 mm du plancher et à plus de 0,3 m d'un mur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le niveau d'éclairage général intégré au plafond suspendu - excluant les niveaux d'éclairage des bureaux fermés, des salles de réunions, de formation, des enclaves, des salles de support (télécopie, photocopie, rangement, etc.) et des postes à aires ouvertes - doit être d'au moins 300 lux.

Sur toute la superficie des plans de travail, il faudra assurer un niveau d'éclairage minimum de 500 lux maintenu. Des appareils d'éclairage additionnels rendront les espaces de circulation, de rassemblement et des postes de travail conformes aux normes d'éclairement précité.

2.6.6 Types d'éclairage

2.6.6.1 Environnement de travail (RDC-1, 6e et 7e étage)

De façon générale, les nouveaux luminaires seront au DEL (diode électroluminescente), selon le standard du bâtiment.

L'utilisation d'appareil d'éclairage incandescent est à proscrire. Des appareils à haute efficacité énergétique seront privilégiés.

Lorsque l'éclairage fluorescent est utilisé dans les salles de télécommunications, les appareils doivent être placés à plus de 305mm des échelles de câbles et des câbles électroniques. Un éclairage d'appoint sera également prévu afin de délimiter certaines zones comme les voies d'issues, les jonctions des corridors, les panneaux de signalisation et tout autre point d'intérêt. L'éclairage devra favoriser l'orientation des personnes ayant une déficience visuelle.

2.6.6.2 Rez-de-chaussée 2 / BAM

Les décisions relatives au type d'éclairage seront effectuées lors de la production des plans et devis des futurs aménagements de la Ville. Les choix pourront différer du standard établi dans les espaces de travail de bureau (RDC1, 6e et 7e étage) tout en respectant le budget de la Ville.

2.6.7 Contrôle de l'éclairage

Les contrôles d'éclairage doivent être en tous les cas inaccessibles au public. Le système de contrôle doit être à basse intensité avec ajustement des plages horaires et système de balayage pour mise hors-circuit (Détecteur de présence assurant que les appareils d'éclairage s'éteignent lorsque les lieux sont inoccupés seulement pour les nouveaux espaces construits).

Prévoir des contrôles par cellules photoélectriques pour assurer la fermeture des systèmes d'éclairage du périmètre lorsque la lumière naturelle est suffisante.

Dans les pièces fermées, l'éclairage doit être contrôlé par un interrupteur individuel. Les interrupteurs d'éclairage doivent être situés à 1 050 mm du plancher (adapté pour les personnes en chaises roulantes). Prévoir de la détection de présence dans tous les locaux fermés à vocation sporadique, ex. : salles de toilette, salle de réunion, entreposage, etc. Assurer dans les salles de toilette l'éclairage pour un minimum de 30 minutes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.6.8 Prises de courant

Généralement, le réseau entier de la distribution doit être fait par l'entre plafond afin d'avoir toute la flexibilité d'aménagement possible pour que l'installation puisse permettre d'avoir en général une prise 5-15R par 15 m2. Plus spécifiquement, prévoir le nombre de prises de courant selon le nombre d'espaces de travail. Chaque poste de travail doit être adéquatement alimenté en prises électriques/data.

Cette distribution dans l'entre plafonds doit avoir une boîte de jonction par 70 m2 munis de quatre câbles « BX » de 5 m de long, terminés chacun par une prise de courant double de 15A-120V pour le raccordement des colonnettes de service, pour un maximum de quatre prises par circuit.

La distribution au plancher, est tolérée pourvu que toute la surface du plancher offre une disposition par monuments de plancher aussi flexible que la distribution dans l'entre plafonds ci-haut mentionnés. Dans ce cas, le locateur s'engage à effectuer les percements pour le nouvel aménagement lors des travaux. Toutes modifications ou nouveau percements devra être aux frais du locataire.

Toutes les prises de courant doivent être séparées des circuits d'éclairage et être du type DUPLEX 5-15R, de première qualité.

Dans les aires de bureaux fermés, la distribution doit permettre le filage et l'installation d'une sortie téléphonique et informatique par 5 m linéaires de mur.

Toutes les aires de bureaux doivent avoir une prise double 15A-120V par 5000 mm linéaires de murs et selon les besoins exprimés pour un maximum de six (6) prises par circuit. Prévoir qu'un circuit peut alimenter un maximum de deux postes de travail équipés d'appareils de micro-informatique.

Dans les aires ouvertes de bureaux, on doit pouvoir raccorder une colonnette de service par 15 m2 si la distribution est au plancher. Dans les corridors, les prises devront être de type 5-20 RA.

Les cloisons du mobilier sont électrifiées. Lorsqu'il y a nécessité d'avoir des colonnettes (fourni par le locateur), elles doivent être en aluminium fini brossé, et comporter deux compartiments dont un téléphonique et informatique pour quatre sorties et un électrique pour trois (3) prises doubles 5-15R avec couvercle amovible et raccordé par un cordon souple excédant la colonnette de 3 m, avec fiche.

Dans les autres espaces, tels que : salle de réunion, salle de repos/repas, entrepôt, etc., la distribution doit permettre le filage et l'installation d'au moins deux sorties téléphoniques et informatiques. Plus spécifiquement dans les salles de réunions, des prises électriques permettant le branchement électrique au centre des tables doit être prévu.

Dans les espaces techniques, il doit y avoir au moins une prise double 15A-120V par 5 m linéaires de mur, chacune raccordée sur un circuit séparé.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Toutes les prises de courant requises, dans la salle informatique, pour le raccordement de l'appareillage d'informatique, reliées à la centrale informatique de la Ville et tel que précisé au chapitre 4, doivent être du type 5-15R et être raccordées sur circuits dédiés avec neutre isolé jusqu'au panneau électrique selon la norme T527-94 (mise à la terre).

Pour les raccordements de l'appareillage spécifique, tels que réfrigérateurs, four à micro-ondes, distributrices, photocopieurs, imprimantes laser, etc., des prises de capacité requise doivent être installées selon les besoins spécifiques et raccordées sur un circuit séparé pour chaque appareil (éviter le 240V autant que possible).

2.6.9 Réseaux téléphonique et informatique

Le Locateur est responsable de la distribution des infrastructures informatiques et téléphonique (data et analogique si nécessaire). Par infrastructure informatique et téléphonique, nous entendons l'installation du câblage de la salle de télécommunication de la Ville de Montréal aux espaces de travail cités dans le présent document. Le Locateur doit aménager les espaces et systèmes requis (ex : conduits inter-étages, conduits EMT voir 2.6.9.2.) pour recevoir le câblage. Le Locataire s'engage à donner accès aux lieux sécurisés nécessitant la mise en œuvre de l'infrastructure informatique.

D'ordre général, dans la conception des systèmes, le Locateur doit prévoir les éléments suivants:

- Toute la distribution informatique doit être dissimulée dans les murs et les entre-plafonds et être réalisée à partir des placards d'équipements informatiques, avec des câblages avec gaine de type FT-5.
- La distribution principale doit comprendre une salle fermée de dimensions suffisantes permettant l'aménagement des accessoires requis.
- Le mode de distribution téléphonique et informatique doit être le même que pour les prises de courant, soit murale dans le cas ci-présent (voir art. 2.6.8).
- Dans les aires ouvertes de bureaux, la distribution doit permettre, de façon minimale, l'installation d'une sortie téléphonique et d'une sortie informatique par 10 m2, et que la distribution soit faite par colonnette ou autrement (voir les besoins fonctionnels au chapitre 4). Chaque poste de travail doit être adéquatement alimenté en prises électriques/data.
- La distribution doit comprendre l'accès aux réseaux internet et intranet sans fil haute vitesse pour les occupants et à un réseau internet sans fil pour les visiteurs.

2.6.9.1 Salle de télécommunication

Les lieux doivent comprendre une salle de télécommunication située à chaque étage à l'usage exclusif de la Ville de Montréal. Cette salle devra être aménagée afin de recevoir les équipements informatiques, téléphoniques et de sécurité:

- Le concepteur doit prévoir les conduits et en manchons;
- Une prise de courant duplex reliée à un circuit dédié de 15 ampères;

Paraphes	
Locateur	Locataire

- Plusieurs prises de courant supplémentaire pour le système avertisseur intrusion et autres;
- Un panneau de contre-plaqué de type ignifuge LHC sur un mur espacé de 100 mm pour le passage des fils;
- Une borne de mise à la terre, branchée sur la mise à la terre principale de l'édifice;
- Aucun câble de haute tension, tuyau d'eau ou drain ne doit traverser la salle;
- Installation de conduits (Norme de câblage réseau catégorie 6e. Toute prise réseau ou téléphonique doit être installé à l'intérieur de conduits)
- Deux conduits 76mn entre la salle de télécommunications et la salle principale du bâtiment au niveau du sous-sol (où ailleurs si tel est le cas) pour desservir la téléphonie et le réseau téléphonique centrex;
- Un conduit du bâtiment vers l'extérieur afin de relier le bâtiment au réseau de fibre optique de Bell. (si requis vérifié avec la commission des services électriques de Montréal).
- La relocalisation de celles-ci pourrait être nécessaire pour le nouvel aménagement des bureaux.

Il faudra prévoir les équipements nécessaires pour adapter les installations aux pannes d'alimentation électrique :

- Sortie 30 AMP dans la salle de télécommunication
- Prise électrique « twis lock» mma 30 AMP.
- Système d'alimentation de relève UPS pour une heure (1hr)

Les salles de télécommunication et de batteries devront être adaptées aux besoins de consolidation des bureaux de l'arrondissement.

Les caractéristiques physiques des salles de télécommunication seront à établir plus en détail pendant les processus de développement de ce projet.

2.6.9.2 Conduits rigides

Le trajet du chemin de câbles informatique et téléphonique devra obligatoirement être établi avec le représentant du fournisseur de service en télécommunication de la Ville de Montréal et ses représentants.

Le Locateur doit prévoir tous les conduits, boîtes électriques, boîtes de raccordement de système, boîtes de tirage, manchons, raccords et cordes de tirage nécessaires au câblage de tous les systèmes. L'usage des conduits doit être identifié à tous les 3 mètres.

2.6.9.3 Garantie

Tous les raccordements doivent être faits selon la norme TIA/EIA-568-B et répondre aux tests de performance de catégorie 5e (100 Mhz) ou catégorie 6 (250 Mhz) respectivement. Il faudra fournir une certification du câblage, l'installation devra être garantie pour une période d'un an après l'acceptation des travaux.

Paraphes	
Locateur	Locataire

À la fin de travaux, il faudra fournir au chargé externe immobilier un plan détaillé de l'emplacement des prises avec leurs numéros. Le standard de numérotation de la ville est l'étage + numéro de prise dans le format suivant :

01-1001 Étage 1 connecteur 1 _____Connexion réseau série de 1001-1999

01-3001 Étage 1 connecteur 1 _____ Connexion téléphonie série de 3001-3999

2.6.9.4 Fibre Bell

La capacité des installations de fibre Bell existante doit être validée auprès du fournisseur et selon les besoin des nouveaux aménagements. Cette évaluation ainsi que les démarches seront la responsabilité du locataire. Les informations pertinentes relatives à ce service devront être transmises au Locataire lors de l'élaboration des plans et devis définitifs pour fins de coordination et de soumission. Dans le cas contraire, les informations seront traitées comme des frais supplémentaires aux travaux de base.

2.6.10 Système de contrôle d'accès (carte d'accès)

Toute la distribution du système de contrôle d'accès doit être dissimulée dans les murs et entre plafonds et protégée par un réseau de conduits de diamètre approprié réalisé à partir de la salle informatique principale.

Un système de contrôle d'accès permettra de gérer les accès à l'immeuble en période occupée et inoccupée. En tout temps, la programmation identifiera et gèrera la présence d'un utilisateur.

La mise en place du système de contrôle devra être coordonnée avec le représentant de la Ville à l'étape des plans et devis définitifs et en cours de réalisation des travaux, afin de positionner l'ensemble des lecteurs de cartes requis pour l'étage concerné par le projet.

La programmation des horaires, des accès et des utilisateurs sera gérée par le locataire et le locateur selon les termes du bail et les responsabilités respectives pour chaque espace (locaux de la ville ou espaces communs du bâtiment).

Des informations complémentaires en matière de contrôle d'accès sont décrites à l'article 3.2

CHAPITRE 3 / PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT

3.1 Généralité

3.1.1 Portée

L'objectif de ce chapitre est de stipuler les exigences ou performances minimales à respecter durant les travaux et présente certaines exigences spécifiques liées aux aménagements. Elles s'ajoutent à celles décrites au chapitre 2.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.1.2 Description des travaux d'aménagement

Dans le présent contexte, les travaux d'aménagement visent l'adaptation de l'espace aux besoins spécifiques du client pour lequel les locaux seront aménagés tout en tirant avantage du caractère commercial du bâtiment et concernent généralement, mais sans s'y limiter, les points suivants :

- Travaux relatifs au cloisonnement (ossature et finis des cloisons) requis pour le fonctionnement de l'occupant, excluant les murs délimitant l'ensemble du local loué;
- Travaux relatifs aux ouvertures (portes, fenêtres, etc.) requises dans les cloisons à l'intérieur du local pour le fonctionnement de l'occupant;
- Modifications aux ouvertures (portes, fenêtres, etc.) dans les murs délimitant le local si ces modifications ne visent pas la mise aux normes du local;
- Le mobilier intégré requis par l'occupant;
- La fourniture et l'installation d'équipements spécifiques;
- La fourniture et l'installation de la signalisation des locaux (voir article 4.4);
- Les ajouts et modifications aux systèmes de contrôle, chauffage, ventilation, climatisation et éclairage requis en fonction du nouveau cloisonnement ou de la présence d'équipements spécifiques à l'occupant;
- Les ajouts et modifications aux systèmes électrique, téléphonique, informatique et/ou des appareils spéciaux requis par l'occupant;
- La fourniture et installations des éléments spéciaux dans le RDC2 (BAM) et le RDC1 (incluant le mobilier permanent du BAM).
- Et autres.

3.1.3 Performances générales

Tous les travaux d'aménagement doivent être en tous points conformes aux règles de l'art, aux lois, règlements, codes ou normes les plus restrictives applicables au moment de leur exécution.

Tous les éléments doivent être de qualité permettant un usage intensif et choisi en fonction de leur résistance et leur facilité d'entretien sans pour autant négliger l'importance accordée au développement durable.

3.2 Éléments de construction

Les professionnels choisiront les matériaux employés en tenant compte des critères suivants :

- Qualité en accord avec la durabilité de l'ensemble bâti;
- Composition liée au développement durable
- Résistance en accord avec l'usage public des aménagements;
- Concept architectural du bâtiment

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.1 Acoustique des espaces aménagés

Dans le but de contrôler le bruit aérien, les cloisons, plafonds et planchers des pièces fermées doivent être construits avec soin, en utilisant des matériaux adéquats et selon des méthodes reconnues de façon à assurer les performances acoustiques décrites au tableau ci-dessous. Selon l'entente locative et l'échéancier préliminaire, tous les nouveaux locaux (RDC1, RDC2 et 6e étage) seront modifiés en fonction des plans et devis finaux.

Espace	**Valeur d'isolation sonore minimale STC**
Nouvelle salles de de réunion et nouvel espace à dîner (cafétéria)	STC 36 à 41[5]
Nouveaux bureaux des élus (Mairie, 6e étage)	STC 36 à 41[6]

Tel que représenté à l'annexe 1 (uniquement dans les nouveaux environnements de travail), les barrières acoustiques verticales sont toute pleine hauteur et compartimentées dans l'entre-plafond. Les dispositifs appropriés seront installés afin de rendre les compartiments hermétiques.

Dans les pièces fermées où l'air de retour est transféré dans l'entre-plafond (plénum), on doit prévoir des gaines de transfert d'air insonorisées (silencieux) de façon à ce que l'ensemble respecte la classe de transmission sonore. Il est requis d'insonoriser les cabinets de ventilation installés en périphérie du local lorsque ceux-ci affectent la performance acoustique (insonorisation) de la cloison, du plancher ou du plafond.

Lorsque requis, dans une salle de réunion par exemple, des matériaux poreux et absorbant les sons doivent être installés aux murs et aux plafonds pour assurer la qualité d'écoute adéquate à l'usage prévu tel qu'exigé par le Locataire, et afin d'assurer le contrôle de la réverbération naturelle du son.

3.2.1.2 Cloisons principales au périmètre du local et mitoyennes

Tel que les cloisons mitoyennes, les cloisons principales au périmètre du local seront aménagées avec des cloisons standards.

[5] Le Locateur s'engage à fournir une acoustique pour les lieux visés dans le présent tableau avec une valeur d'isolation sonore entre STC 36 et 41. Le choix du type d'isolation se fera notamment de façon à ne pas impacter l'échéancier des travaux et de livraison des locaux en vertu du bail.

[6] Le Locateur s'engage à fournir une acoustique pour les lieux visés dans le présent tableau avec une valeur d'isolation sonore entre STC 36 et 41. Le choix du type d'isolation se fera notamment de façon à ne pas impacter l'échéancier des travaux et de livraison des locaux en vertu du bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.1.3 Autres requis acoustiques

Une attention particulière doit être portée à l'acoustique de l'aire de plancher ouverte, compte tenu des contraintes attribuables à ce type d'aménagement.

De plus, les conditions suivantes doivent être respectées :

- Les barrières acoustiques appropriées (scellant acoustique, scellement des ponts sonores, aucun percement de part et d'autre d'une cloison vis-à-vis, etc.) doivent être prévues afin d'assurer que les espaces soient le plus hermétiques possible. Les percements (gaines/gicleur, systèmes électriques ou électroniques) ne doivent pas affaiblir ces barrières.

De plus, les mesures suivantes doivent être considérées :

- La cloison vitrée, si exigée, devra être constituée d'une même qualité d'assemblage acoustique semblable à la cloison à laquelle elle se rattache, avec les mêmes valeurs d'isolation sonore.
- Une attention particulière devra être portée à l'aménagement des salles de support, tels les espaces d'impression et salles techniques afin d'assurer un confort acoustique minimal décrit ci-dessus dans les espaces adjacents.

3.2.2 Planchers

3.2.2.1 Capacité portante

La capacité portante de la dalle des planchers devra être évaluée et certifiée par un ingénieur afin de confirmer que le bâtiment peut supporter les installations requises pour les opérations du service pour lequel l'étage est destiné.

3.2.2.2 Finis de plancher

Les recouvrements de plancher neufs proposés par les professionnels doivent rencontrer les exigences suivantes :

- National Building Code of Canada 1980 – section 9.31.5; CSA A146 – 1965 (ou version plus récente) «Produit linoléum» calibre «standard»
- Programme Green Label plus du Carpet and Rug Institut ou de la norme FloorScore et des exigences du SCAQMD, selon le type de revêtement choisi.
- Assurer un environnement sain tant en ce qui concerne l'entretien et l'hygiène qu'en ce qui concerne les composés organiques volatils (C.O.V.) les colles, etc.

Des échantillons des produits suggérés devront être présentés au Locataire pour approbation du motif et des couleurs.

Les systèmes de tapis doivent se conformer ou dépasser les exigences d'essais émises dans le cadre du programme Green Label Plus du Carpet and Rug Institute (USA)

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le tapis doit répondre aux normes émises par le Bureau de normalisation du Québec, portant le titre provisoire des tapis et moquettes utilisés dans les édifices commerciaux et publics, classe 1, à usage commercial.

Le produit doit être :

- Tapis antistatique, usage intensif, masse du velours de 950g/m2 en fibres de nylon à 100%, bouclé uniforme (minimum 4mm, maximum 6mm) à teinture dans la masse.
- Une garantie écrite de la qualité doit être fournie par le manufacturier pour la durée minimale du bail.
- Plinthe de 100mm en tapis de même couleur ou en vinyle.
- Pour les types en carreaux, ceux-ci doivent avoir un tapis d'au moins 678 g/m2 et être munis d'un support caoutchouté comportant 40% et plus de matière recyclée.
- résistance des touffes supérieures à la norme CGSB 4-GP-129 (30N ou 6lbs);
- contrôle antistatique permanent (moins de 3 kV à 20% HR et 21ºC);
- résistance à la combustion : selon 4-GP-129;
- résistance à la lumière : L-5.

Les carreaux de Composition vinyle doivent être :

- d'usage commercial
- plinthe de 100 mm en vinyle avec coins pré-moulés concaves ou convexes selon le cas.
- couleur au choix du locataire

La céramique doit être :

- D'usage commercial, fini antidérapant et de couleur dans la masse.
- Les matériaux et carreaux de céramique au plancher doivent être conformes à la norme CAN 2-75.1.
- Le carrelage doit être installé conformément au manuel intitulé «Installation Manual 200-10979, Ceramic Tile» publié par l'Association canadienne de terrazzo, tuile et marbre ACTTM.

Le linoléum (Revêtement en rouleau de linoléum) : conforme à la norme ACNOR A146, constitué d'ingrédients naturels, mélangés et calandrés au dossier de jute ayant les caractéristiques suivantes:

- Épaisseur: minimale 2,5 mm
- d'usage commercial
- couleurs et motifs dans la masse
- insoluble à l'eau et résistant à la lumière (anti-décoloration) et aux agents de nettoyage, aux produits chimiques, aux bactéries et dérapage.
- doit résister au poinçonnement
- devra résister aux brûlures de cigarette
- doit offrir une réduction du son par impact de 6 décibels

Paraphes	
Locateur	Locataire

- Composantes à base d'huile de lin oxydée combinée avec des résines, farine de bois, matières de remplissage inorganique, craie, pigments naturels, finis E.T.C
- Surface protégée par deux couches de fini E.T.C. appliqué en usine.
- Résistant à la décoloration à la lumière testée DIN 53389 et BS 1006
- Motif: marbré
- Joints soudés: tige de P.V.C. conçue à cet effet pour soudure à chaud des joints par le fabricant du couvre-plancher, couleur en harmonie avec le couvre-plancher.

Aura les classifications suivantes pour la fumée et le feu :

- ASTM-E-662 Fumée – 450 ou moins (ou version récente) ;
- ASTM-E648 (ou version plus récente) Fluctuation radiante critique 0,45 watts/cm2 classe 1 ;
- ASTM-E648 NFPA 253 (ou version plus récente)
- CAN/ULC-S102.1-M88 Évaluation propagation des flammes et de la fumée.

La préparation des surfaces, l'installation et la finition de protection devront être conformes à la recommandation du fabricant. Un joint de scellant de latex devra être apposé à la jonction du linoléum et des murs avant la pose de la plinthe.

Béton fini/scellé: Lorsque le fini de plancher est spécifié au béton, il faut que la dalle de béton soit finie au durcisseur liquide avec pigment dans la masse.

3.2.2.3 Seuil

Installer un seuil lors de la rencontre de 2 recouvrements différents (exemple : entre le tapis et la céramique). La transition aux seuils dans les circulations ne doit pas réduire l'accessibilité aux personnes ayant des limitations fonctionnelles.

3.2.3 Peinture

Le local doit être peint à neuf. La couleur sera au choix du locataire et précisé dans les plans et devis finaux. Tout le gypse sera peint.

- Surfaces à peindre : Surfaces neuves.

Application d'une (1) couche d'apprêt et de deux (2) couches de peinture d'intérieure au latex, fini « perle » et de couleur uniforme.

- Surfaces déjà peintes :

Sur les surfaces déjà peintes application d'une (1) couche d'apprêt et de deux (2) couches de peinture d'intérieure au latex, fini « perle » et de couleur uniforme.

La préparation des surfaces doit être conforme à la norme ONGC-1-GP et la peinture conforme aux normes ONGC-85-GP applicables.

La peinture sélectionnée doit être sans composés organiques volatile (C.O.V.).

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.4 Plafonds

Les plafonds feront l'objet d'un soin particulier dans les aires ouvertes afin de s'assurer de minimiser le bruit ambiant et de rejoindre des critères acoustiques adéquats favorisant le confort des occupants. Les plafonds représentés dans les plans et devis définitifs seront ceux des nouveaux espaces de bureaux, excluant les locaux déjà occupés.

Si un plafond suspendu est requis, il appartient aux professionnels d'en suggérer le modèle, la trame et le type en fonction de leur concept d'aménagement pour appuyer et marquer la division des sections administratives dans l'aire ouverte. Un plan des plafonds réfléchis doit être fourni avec les dessins pour communiquer l'articulation du concept d'aménagement.

Si un plafond de gypse est requis, ce dernier doit être peint comme exiger pour les surfaces peintes. Les éléments électromécaniques tels que l'éclairage fluorescent et fluo-compact, grille de ventilation et de climatisation doivent être intégrés au plafond suspendu.

L'aménagement et le choix du plafond du RDC2 (BAM) sera précisé en plans et devis définitifs. Ce dernier pourra être modifié seulement et s'il respecte le budget initialement établi.

3.2.5 Portes intérieures

3.2.5.1 Portes battantes intérieures

Tous les espaces cloisonnés doivent être munis de portes avec la quincaillerie ou le système de contrôle d'accès approprié (cartes magnétiques, serrures avec clés, etc.) Les professionnels mandatés par le bailleur devront valider avec le client l'emplacement exact et le type de contrôle d'accès pour chaque porte. Les plans émis pour construction devront identifier clairement ces informations.

Les portes doivent être de manipulation facile, pouvant être opérées par des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

3.2.5.2 Portes vitrées intérieures

Les entrées de devanture du BAM et du 6^{e} étage (Mairie et DAUSE) devront être aménagées convenablement (porte d'entrée). Les plans émis pour construction devront identifier clairement ces informations.

3.2.5.3 Portes montantes intérieures

La porte de garage montant dans l'entre plafond avec système automatique et la porte d'issue intégrée devront être aménagée convenablement. Les plans émis pour construction devront identifier clairement ces informations.

3.2.5.4 Portes coulissantes intérieures

Ce type de porte devra être aménagé dans les espaces du RDC1 et RDC2 tel qu'indiqué aux plans d'aménagement préliminaires en annexe. Les plans émis pour construction devront identifier clairement ces informations.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locateur devra présenter un tableau des portes pour les différents types d'espaces.

Matériaux	Toutes les portes à l'intérieur des locaux administratifs doivent être en bois à âme pleine, pendue sur cadre de bois, ou en tout autre matériel à faire approuver
Finis des portes	**Finis des portes** Toutes les surfaces de portes doivent être peintes ou teintes et le fini choisi devra répondre aux exigences LEED QEI pour les matériaux à faibles émissions et la directive #1 émise par la Ville en matière de développement durable.
Vitrage	Les locaux fermés (bureaux fermés et salles dédiées aux usagers (enclaves, etc.) auront une section de verre (verre trempé et scellé[7]) attenante à la porte pour favoriser la pénétration de la lumière et le contact avec l'extérieur. Les baies vitrées seront constituées d'une unité scellée en verre trempé[8]. Dans l'impossibilité d'installer des baies vitrées adjacentes, les portes devront être munies de vitres de même type que celles prévues pour la baie et dont les dimensions seront de 450 mm de largeur par 1450 de hauteur. Un givrage d'intimité sera élaboré en phase de plan et devis.
Quincaillerie	Les portes doivent être équipées de toute la quincaillerie nécessaire à la fonction ou le type d'occupation de la pièce ou du secteur concerné. La quincaillerie doit être de type commercial à usage intensif pour ouverture alésée et assemblée conformes à la norme AINSI-A-156.2, série 4000, classe 1 et de fini uniforme en acier inoxydable.

[7] Le choix et la composition du verre se fera notamment de façon à ne pas impacter l'échéancier des travaux et de livraison des locaux en vertu du bail. Dans la mesure du possible, le choix et la composition du verre avec la meilleure valeur acoustique seront priorisés afin de respecter les délais de livraison.

[8] Le choix et la composition du verre se fera notamment de façon à ne pas impacter l'échéancier des travaux et de livraison des locaux en vertu du bail. Dans la mesure du possible, le choix et la composition du verre avec la meilleure valeur acoustique seront priorisés afin de respecter les délais de livraison.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.6 Contrôle des accès

3.2.6.1 Portes principales d'accès et services communs

Étroitement lié à l'article 2.6.10, il faudra munir les accès principaux et les portes suivantes d'un système de contrôle d'accès par carte magnétique:

- Les portes d'accès principales;
- L'accès aux stationnements souterrains;

Pour les accès des espaces situés en dehors des suites aménagées sur les étages (par exemple, l'accès au sous-sol en vélo le matin et le soir), les accès contrôlés doivent être possibles de l'intérieur et de l'extérieur en respectant les trajets usuels et quotidiens des usagers pour une performance fonctionnelle optimale. Les professionnels mandatés par le bailleur doivent valider avec le locataire et indiquer clairement sur plan l'emplacement de chaque point d'accès par carte.

3.2.6.2 Chemin de Clé

Les portes doivent respecter les chemins de clé suivants :

- Les serrures existantes conservées dans l'aménagement devront être reproduites en deux copies (remises au locataire).
- Les serrures des bureaux fermés doivent être sur des chemins de clé différents;
- Les serrures des rangements et dépôts doivent être sur des chemins de clé différents;
- Les serrures des salles de réunion et les enclaves doivent être sur un même chemin de clé;
- Toutes les serrures des nouvelles pièces fermées devront s'ouvrir avec une clé maîtresse.
- Toutes les serrures du bureau de la Mairie doivent être sur un chemin de clé différent.

3.2.6.3 Installation

La quincaillerie doit être installée conformément aux recommandations du manufacturier en respectant également les hauteurs d'installation prescrites. Le Locateur devra faire tous les ajustements nécessaires à toutes les pièces mobiles, selon les besoins, afin d'obtenir une opération aisée et silencieuse.

Le sous-traitant en quincaillerie détermine le type de serrures et/ou cylindres requis aux portes spécifiées, selon les exigences de la Ville, ainsi que la quantité requise. Il doit identifier le type de serrure et/ou cylindres qui correspondent à chacune des portes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2.7 Tableau des finis intérieurs

TYPE D'ESPACE	PLANCHER	MURS	PLAFONDS
Espaces de bureaux existants (6e étage)	Tapis conservé, nettoyage en profondeur	Gypse existant peint, cadre de bois teint/peint (selon client)	Suspendu, tuiles acoustiques existantes conservées
Tous les nouveaux espaces de bureaux, les salles de réunion, de formation et de conférence (RDC1 et 6e étage)	Tapis ou vinyle.	Gypse peint ou similaire, et modules vitrés	Suspendu, tuiles acoustiques
RDC2 (BAM)	Béton époxy antidérapant ou équivalent	Gypse et autre (voir annexe 1)	Tuile de plafond 3D (inspiration Atena en Italie) et/ou gypse tel qu'indiqué dans les plans préliminaires (voir annexe 1)
Salle d'archives (7e étage)	Revêtement de sol existant	Gypse pour mur périmétrique dalle-à-dalle (résistance au feu de 2 heures)	Sans tuile de plafond (système de gicleurs apparent)
Locaux d'entretien ménager	Tuile à composante Vinyle ciré	Bloc de béton peint ou gypse peint	N/A
Salle de repas/détente, papeterie, salle reprographie et salle de reprographie, de rangement,	Tuile Vinyle ciré	Gypse peint	Suspendus, tuiles acoustiques ou gypse peint
Salle de toilette	Céramique	Céramique à mi-hauteur et gypse contre les moisissures peint	Gypse peint

Paraphes	
Locateur	Locataire

TYPE D'ESPACE	PLANCHER	MURS	PLAFONDS
Espaces de circulation du locataire	tapis ou vinyle	Gypse	Tuile de plafond

Le professionnel doit préparer au moins trois (3) propositions d'échantillons de finis harmonisés et choisis pour chaque type d'espace. Cette présentation sera faite sur carton et sera remis en deux exemplaires (1 chargé externe immobilier / 1 Locataire). Chaque proposition sera rassemblée sur le panneau et dûment identifiée avec des échantillons de chaque fini, les marques et les numéros de produits.

Les nouveaux finis seront soumis au représentant de la Ville de Montréal pour revue et approbation.

CHAPITRE 4 / EXIGENCES FONCTIONNELLES RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES ESPACES

4.1 Généralités

Les professionnels mandatés par le locateur auront, entre autres à :

S'assurer d'avoir des plans «tel que construit » des professionnels remis à l'entrepreneur général afin de remettre à la Ville un CD avec les plans sous format Autocad par spécialité et sans rattachements entre eux (XREF). Les plans en format «PDF » devront comporter le sceau des professionnels.

4.1.1 Portée

Le présent chapitre décrit principalement les exigences fonctionnelles, spécifiques aux espaces à être occupés. Ces exigences s'ajoutent aux exigences techniques décrites aux chapitres 2 et 3 du présent programme et s'ajoutent à ces dernières ou viennent les modifier selon le cas.

4.1.2 Principes d'aménagement et critères de conception

Concernant les principes d'aménagement du projet, les plans d'aménagement préliminaires sont annexés à ce présent document.

À condition d'être en mesure de respecter le nombre de poste à aménager, certains espaces de support, tel que les salles de photocopieur, peuvent s'insérer dans cette grille afin de procurer une flexibilité au schéma d'aménagement pour des adaptations futures.

Aux endroits où la grille d'aménagement de 6 m.c. ou l'aménagement des locaux fermés vont interférer avec les éléments de charpente, la récupération fonctionnelle de ces espaces devra être évaluée pour des fonctions de support en locaux fermés (salle de photocopieur, salle

Paraphes	
Locateur	Locataire

de télécommunication, rangement d'équipement informatique ou enclave). Si possible, les salles de photocopieur seront installées dans des salles fermées situées autour du noyau central afin de desservir l'ensemble des employés.

Lorsque c'est possible, les espaces fermés doivent être conçus de manière à permettre une pénétration maximale de la lumière naturelle tout en assurant un degré satisfaisant d'intimité visuelle et une insonorisation conforme aux critères de performances.

Des espaces interactifs et autres salles de support sont distribués sur les aires de plancher de façon à maximiser la luminosité pour les postes en aire ouverte et offrir des espaces de formation, d'échange interactifs et de détente nécessaire dans le cadre du travail particulier qui est souhaité.

4.2 Description des besoins

La liste des besoins indiquée dans cette section devra être mise à jour pendant la conception définitive du projet. Tout ajout supplémentaire sera aux frais du Locataire.

4.2.1 Salles de réunion

Le locateur s'engage à fournir et installer de l'éclairage standard pour les nouvelles salles de réunions. Le bailleur s'engage à fournir et installer les équipements suivants :

1. Au moins deux prises réseau au mur pour le travail sur ordinateur portable;
2. Une prise au centre de la table (responsabilité du locataire; sauf pour le mobilier permanent du BAM);
3. Une prise réseau et une prise HDMI pour brancher un portable sur un moniteur au mur;
4. Une prise réseau et une prise HDMI au mur pour l'écran/moniteur téléviseur;
5. Une prise électrique au mur pour un écran/moniteur;
6. Une prise réseau et HDMI l'alimentation électrique intégrée dans le mobilier (responsabilité du locataire; sauf pour le mobilier permanent du BAM);
7. Une surface murale peinte permettant d'écrire et faire des présentations à partir d'un portable.
8. Les salles collaboratives servent de support aux postes de travail en aire ouverte et permettent de réunir minimalement de quatre à cinq personnes (4/5) personnes à la fois.

4.2.2 Le local d'équipement de télécommunication

Le Locateur devra fournir et installer des locaux d'équipements de télécommunication, si nécessaires, aux endroits demandés par le locataire.

4.2.3 Salle de détente/repas

Le Locateur devra fournir et installer le mobilier intégré dans les coins repas, tel qu'indiqué dans les plans d'aménagement préliminaire du locataire.

4.2.4 Salle d'archive – voûte

Le Locateur devra prévoir l'aménagement d'une salle d'archive/voûte sécurisée par un lecteur de carte existant et construite selon les normes sécurité incendie pour ce type de salles

Paraphes	
Locateur	Locataire

dans le cas où le système de classement mobile n'était pas de type « anti-feu ». Cet espace implique plusieurs conditions existantes de l'aménagement, soit un local sans tuile acoustique avec système de gicleurs apparents, aucun revêtement des finis muraux, aucun ragréage du revêtement de sol (discontinuité dans les tuiles de plancher et surface de béton) et éclairage existant suspendu par des chaînettes. En matière d'électricité, aucun ajout électrique ne sera effectué. Malgré la dimension et la configuration choisie, l'espace devra répondre aux exigences du Code du Bâtiment.

4.2.5 Postes en aire ouverte

Le Locateur devra prévoir l'aménagement des postes à aire ouverte tel que montré dans les plans d'aménagement préliminaires du locataire (voir annexe). Des modifications peuvent être requises en cours de production de plans et devis finaux.

4.3 Aménagements particuliers et accessoires

4.3.1 Support et fond de clouage

À chaque endroit où des équipements sont prévus aux murs ou aux plafonds, le locateur doit prévoir les fonds de clouage efficients sur toute la surface requise pour ajuster facilement l'emplacement des équipements lors de l'installation. Le bailleur doit coordonner et indiquer clairement leurs emplacements sur les plans, selon les demandes du locataire. Par ailleurs, le locataire s'engage à indiquer précisément les emplacements en cours de rédaction du plan et devis définitifs. Toute information complémentaire et/ou supplémentaire transmises après l'émission des plans et devis définitifs sera aux frais du Locataire. L'acquisition d'équipements d'affichage (mode lecture et écriture) et leur installation reste la responsabilité du locataire.

4.4 Signalisation

La signalisation dans les lieux communs du bâtiment (hall d'ascenseurs, porte d'entrée principale des locaux) sera fournie par le Locateur. Le Locateur doit réaliser et installer la signalisation pour l'identification extérieure des lieux loués selon les exigences du Locataire. Elle devra être uniforme, autant visuelle que tactile, partout dans le bâtiment, de manière à ce qu'elle soit facile à lire, à comprendre et repérer en favorisant les informations simples, brèves, claires et cohérentes. Celle-ci sera de type mural, suspendu ou autres en fonction des aménagements. Toute signalisation identifiant les postes de travail ou fonction dans les locaux aménagés sera la responsabilité du Locataire.

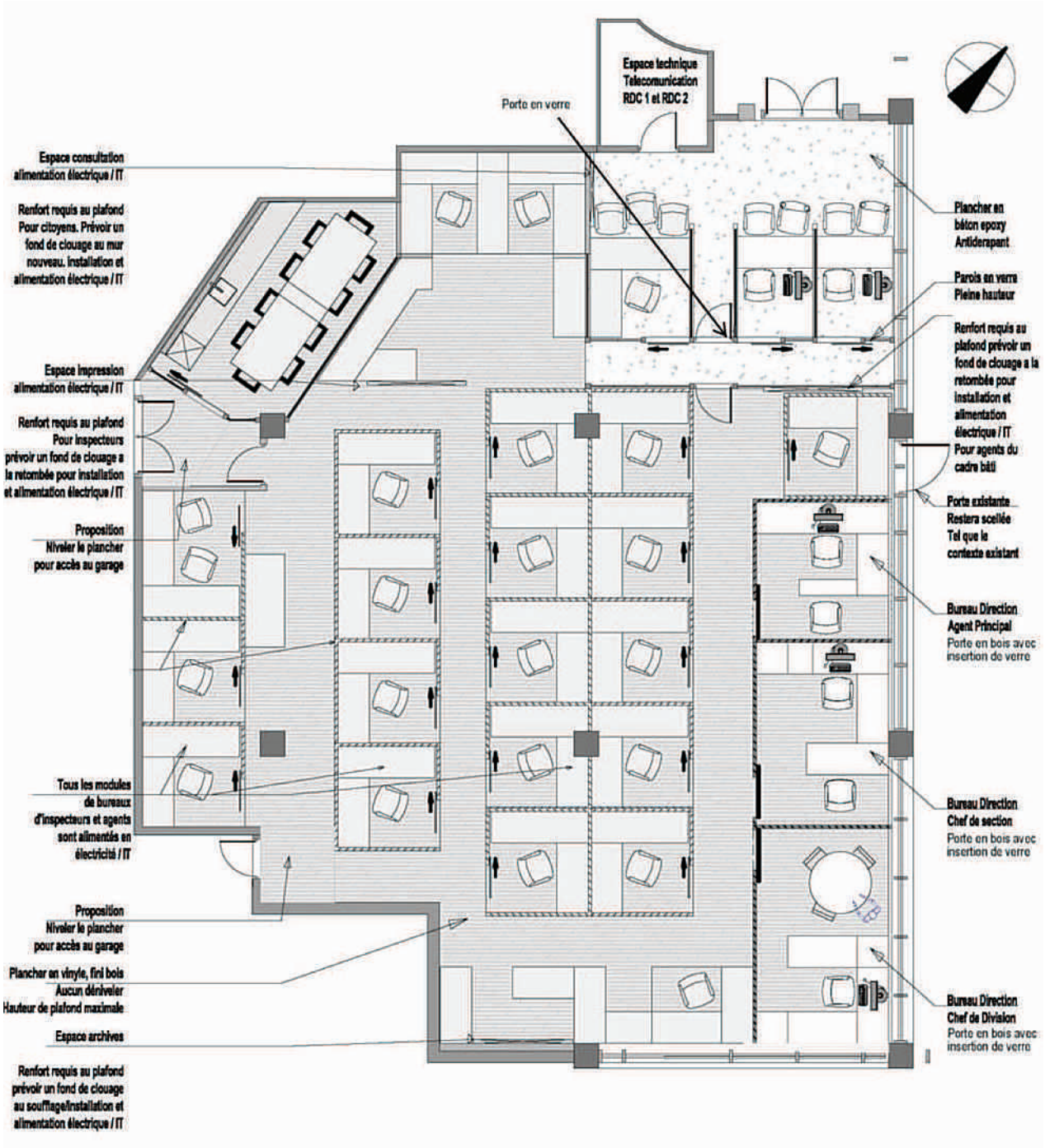
Paraphes	
Locateur	Locataire

Département technique
Société de gestion Cogir
7260 Boulevard Taschereau,
Brossard, QC J4W 1M9

ANNEXE 1 / PLANS D'AMÉNAGEMENT PRÉLIMINAIRES

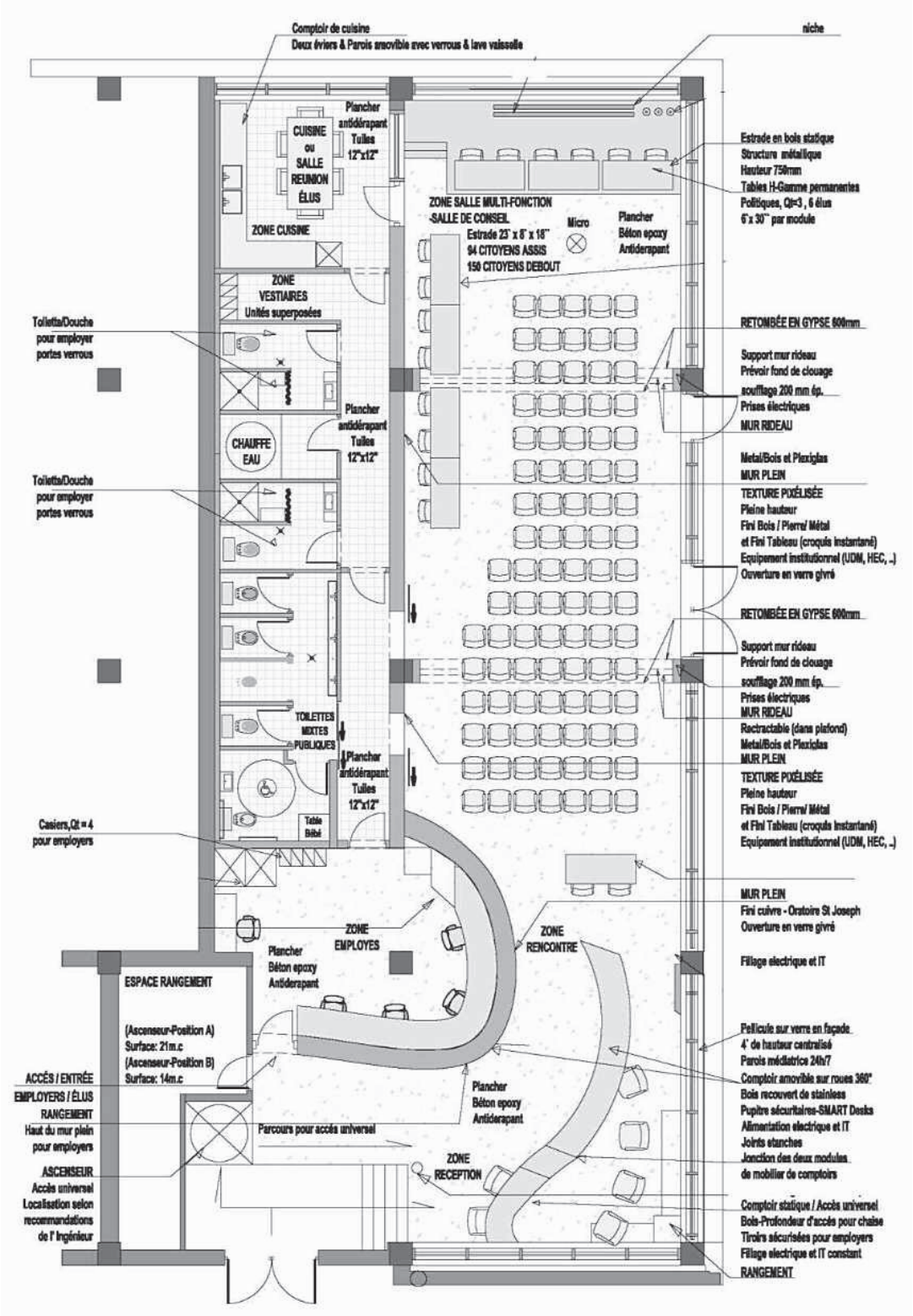
Paraphes	
Locateur	Locataire

Figure 1 : Plan du rez-de-chaussée 1



Paraphes	
Locateur	Locataire

Figure 2 : Plan du rez-de-chaussée 2 (BAM)



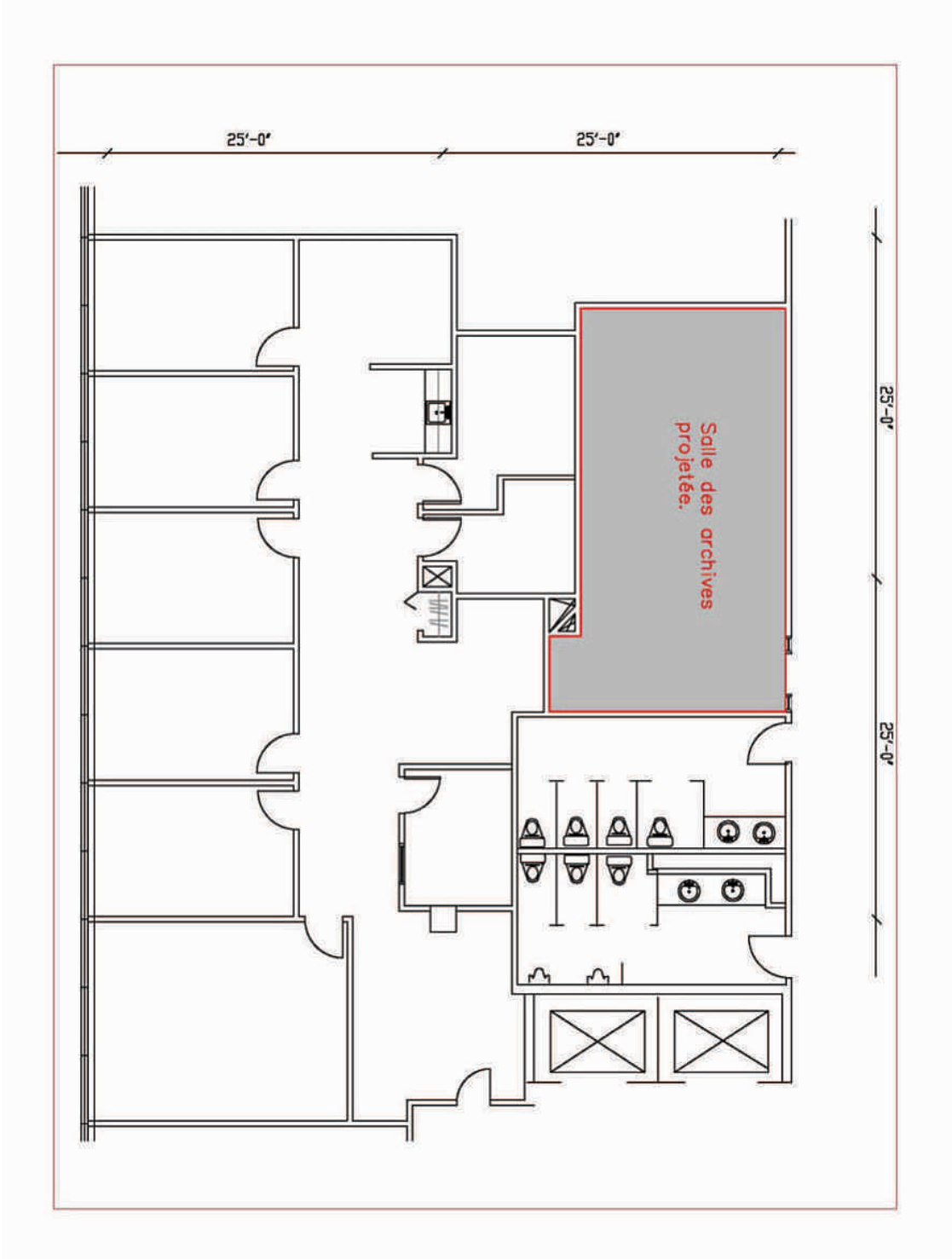
Paraphes	
Locateur	Locataire

Figure 3 : Plan du 6e étage



Paraphes	
Locateur	Locataire

Figure 4 : Plan du 7e étage (Salle d'archives)



Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE 2 / DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Zone	Élément	Commentaires
TOUT	Conteneurs à déchets	Disposer des rebuts de démolition pour l'ensemble du projet
TOUT	Nettoyage progressif	Nettoyage et entretien du chantier
TOUT	Nettoyage final	Nettoyage final du chantier
TOUT	Copies de plans	Copies de plans
TOTAL DE LA DIVISION 01 : EXIGENCES GÉNÉRALES		
RDC2	Démolition système intérieur	BAM - Démolition des murs et plafonds du RDC 2
RDC1	Démolir toilette	RDC 1 - Retirer les toilettes désuètes.
RDC1	Démolir lavabo	RDC 1 - Retirer les lavabos désuets.
RDC1	Démolir porte	RDC 1 - Retirer les portes désuètes.
RDC1	Démolition système intérieur	RDC 1 - Démolir les cloisons désuètes.
RDC1	Démolition mobilier intégré bois	RDC 1 - Démolir les mobiliers intégrés.
RDC1	Démolir tapis	RDC 1 - Retirer les tapis désuets.
RDC1	Démolir plafond suspendu	RDC 1 - Démolir le plafond suspendu désuet.
RDC1	Meulage (surfaçage de dalle)	RDC 1 - Rendre la dalle prête à recevoir une nouvelle finition.
6ième	Démolition système intérieur	6 - Démolir les cloisons désuètes
6ième	Démolir porte	6 - Retirer les portes désuètes
6ième	Démolir plafond suspendu	6 - Démolir le plafond suspendu pour la construction des nouvelles cloisons dalle à dalle
RDC2	Meulage (surfaçage de dalle)	BAM - Meulage pour rendre la dalle lisse pour recevoir une nouvelle finition
RDC2	Démolir tuiles en vinyle	BAM - Retirer la finition de plancher existante.
RDC1	Démolition ventilation	RDC 1 - Retirer la distribution de la ventilation désuète.
RDC2	Démolition ventilation	BAM - Retirer la distribution de la ventilation désuète.
TOUT	Démolir électricité	Ménage électrique de l'ensemble des locaux
TOUT	Démolir plafond suspendu	Retirer le plafond suspendu existant
7ième	Démolir porte	Retirer les deux portes désuètes
7ième	Démolition de cloison	Retirer les cloisons désuètes
TOTAL DE LA DIVISION 02 : CONDITIONS EXISTANTES		
RDC2	Renforcement	Travaux de renforcement structuraux pour la dalle pour le coffre-fort et la distribution du câblage IT (Conditionnel à ce que les coffres forts soient placés près d'une colonne)

Paraphes	
Locateur	Locataire

TOTAL DE LA DIVISION 03 : BÉTON		
RDC2	Garde-Corps et clôture	BAM - Garde-corps pour le palier
TOTAL DE LA DIVISION 05 : MÉTAUX		
RDC2	Charpenterie/ébénisterie corridor	BAM - Allocation pour le podium fixe
RDC2	Charpenterie/ébénisterie corridor	BAM - Garde-robes
RDC2	Mobilier permanent BAM	Fournir et installer de nouvelles tables permanentes dans le BAM
TOTAL DE LA DIVISION 06 : BOIS, PLASTIQUES ET COMPOSITES		
RDC1	Porte vitrée	RDC 1 - Porte battante en verre
RDC1	Portes en bois	RDC 1 - Portes battantes en bois avec insertion de verre
RDC1	Insertion Fenêtre Bureaux	RDC 1 - Fenestration de la salle des employés
RDC2	Porte en bois	BAM - Nouvelles portes en bois
RDC2	Pocket door | Porte coulissante	BAM - Porte coulissante extérieure du mur pixélisé, insérée dans le plafond, au-dessus du niveau des canalisations des gicleurs et ventilation
6ième	Insertion Fenêtre Bureaux	6 - Vitrage des bureaux des élus
6ième	Porte en bois	6 - Nouvelles portes en bois
TOUT	Accessibilité universelle	Modification de portes existantes pour faciliter les accès universels (barres paniques et système d'ouvertures)
TOTAL DE LA DIVISION 08 : OSSATURE ET FERMETURE		
RDC2	Plafond suspendu	RDC 2 (espace publics) et BAM - Installer un plafond suspendu 3D - Le plafond doit être fabriqué au Canada et distribué au canada. - Inclut les sorties de ventilation et luminaires aux looks spécifiques pour le plafond sélectionné. - Conception intégrant des gicleurs, équipement de ventilation, les luminaires et haut-parleurs
RDC1	Tuiles vinyle composite	RDC 1 - Fournir et installer le nouveau couvre-sol du rez-de-chaussée 1 antidérapant
RDC1	Cloison en verre	RDC 1 - Nouvelles cloisons en verre pour l'accueil des permis (agent et visiteurs)
RDC1	Systèmes intérieurs	RDC 1 – Nouvelle cloison en gypse avec insertion de vitrage
RDC1	Systèmes intérieurs	RDC 1 - Construction d'un muret (cloison de 60 pouces de hauteur)
RDC1	Systèmes intérieurs	RDC 1 - Cloison dalle-plafond
RDC1	Systèmes intérieurs	RDC 1 - Cloison salle des employés
RDC1	Givrage de fenêtres	RDC 1 - Givrer les fenêtres du mur rideau
RDC1	Peinture	RDC 1 - Surface des cloisons existantes à repeindre
RDC1	Peinture	RDC 1 - Nouvelles cloisons à repeindre

Paraphes	
Locateur	Locataire

RDC1	Peindre une nouvelle porte	RDC 1 - Peindre les nouvelles portes
RDC2	Peinture époxy	BAM - Peinture époxy et béton poli pour le plancher avec finit antidérapant
RDC2	Peinture	BAM - Peinture des murs existants
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - Cloison mobile derrière le comptoir amovible
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - Soufflage de mur section Basse
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - Nouvelles cloisons
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM- MUR COURBÉ Cloison courbée avec une surface métallique (comme un fini cuivre); vitrage (20% de la paroi); 20 lumière LED encastrées; branchement IT et électrique (incluant le câblage pour le multimédia).
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - MUR PIXÉLISÉ Cloison standard insonorisée avec des multiples textures (vitrage, placage de bois, fini ardoise) uniquement sur le côté de salle de conférence.
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - MUR RÉTRACTABLE PLEXIGLAS (PORTES DE GARAGE) Porte encastrable dans le plafond : composition de plexiglass, quincaillerie, ouvre-porte motorisée, option de peinture, raccordement électrique. Un ajustement des services adjacents sera nécessaire pour l'installation de la porte dans le plafond tels que la ventilation, la distribution de l'électricité, le système de gicleurs et le câblage IT (incluant le câblage pour le multimédia).
RDC2	Systèmes intérieurs	BAM - Retombée en gypse et renfort pour le mur rideau
RDC2	Peinture	BAM - Peinture des nouvelles cloisons
RDC2	Peindre une nouvelle porte	BAM - Peindre les portes
6ième	Couvre-sol (tapis)	Nouvelle finition de plancher
6ième	Tuiles vinyle composite	Nouveau finit de vinyle
6ième	Couvre-sol (tapis)	Couvre plancher dans l'agrandissement - excluant les bureaux fermés
6ième	Systèmes intérieurs	Cloison dalle à dalle
6ième	Systèmes intérieurs	Cloison dalle à plafond
6ième	Peinture	Peinture des cloisons
6ième	Peindre une nouvelle porte	Peinturer les portes
6ième	Peinture	Retouche des murs rideaux
6ième	Plafond suspendu	Nouveau plafond suspendu dans les nouveaux locaux à occuper
RDC 2	Plinthes	BAM - Plinthes
RDC 1	Plinthe de vinyle	RDC 1 - Plinthe De Vinyle
6ième	Plinthe de vinyle	Plinthe de Vinyle

Paraphes	
Locateur	Locataire

TOUT	Plâtrer et primer	Allocation sur l'ensemble pour diverses réparations en plâtre
6ième	Couvre-sol (tapis)	Nettoyage des tapis conservés en profondeur dans les locaux existants
RDC2	Céramique	BAM - Céramique pour les sections hors salles de conférences du BAM du futur - Finit antidérapant
RDC1	Structure de plancher	RDC 1 - Modification de la configuration du plancher IT surélevé.
RDC1	Peinture époxy	RDC 1 - Peinture époxy à l'entrée du local, fini antidérapant
RDC1	Plafond suspendu	Plafond suspendu standard RDC1
7ième	Nouvelle composition de mur	Refaire la composition des murs périmétriques de la salle d'archives pour qu'ils soient dalle à dalle et résistant au feu 2 heures.
TOTAL DE LA DIVISION 09 : REVÊTEMENT DE FINITION		
RDC 1	Accessoires de salles de toilettes, de salle de bains et buanderies	RDC 1 - Accessoires cuisine (Distributrices de papier ou savon)
RDC 2	Cloisons métalliques pour salles de toilettes	BAM - Cloisons pour salles de toilettes
RDC 2	Accessoires de salles de toilettes, de salle de bains et buanderies	BAM - Accessoires nouvelle salle de bain et douches
TOUT	Contrôle d'accès par carte magnétique	Fournir et installer un système par carte magnétique sur les portes désignées par l'architecte
RDC 1	Mobilier	RDC 1 - Comptoir de cuisine avec panneaux et serrures pour fermeture lors de réunion
RDC 2	Mobilier	BAM - Comptoir de cuisine
RDC 2	Mobilier	BAM – COMPTOIR STATIQUE D'ACCUEIL Comptoir d'accueil courbé épousant le Mur Courbé du BAM et prolongeant le comptoir d'accueil mobile, composé de bois recouvert d'une surface d'acier inoxydable. Comptoir intégrant la distribution électrique et IT ainsi que des compartiments destinés aux ordinateurs portables.
RDC 2	Mobilier	BAM - COMPTOIR D'ACCUEIL MOBILE Comptoir d'accueil courbé épousant le Mur Courbé du BAM composé de bois recouvert d'une surface d'acier inoxydable. Mobilier intégrant la distribution électrique et IT ainsi qu'un système de manutention avec un mécanisme de retenue (freins)
RDC 2	Mobilier	BAM - COMPTOIR SALLE DES EMPLOYÉS Planches de bois traitées et sciées avec la courbe du mur, le tout vernit.
RDC 2	Mobilier	BAM - Casiers RDC 2
RDC 2	Mobilier	BAM - Accessoires de toilettes
6ième	Mobilier	Trois (3) comptoirs e la cuisine (armoire sous le comptoir) dans trois locaux (cafétéria et deux salles à dîner)

Paraphes	
Locateur	Locataire

RDC 2	Ascenseurs	BAM - Plateforme accès universel -Position avantageuse pour maximisation de l'espace de rangement. Renforcement structurale requise.
RDC2	Ascenseurs	BAM - Renforcement structural (Fibre de carbone) - Relocalisation ou ajustement des services dans la section du renforcement tels que le système de gicleurs, tuyauterie de drainage et conduits de ventilation. -La faisabilité de cette ligne budgétaire doit être étudiée par un ingénieur en mécanique et un ingénieur en structure.
TOUT	Gicleurs (ajustement)	Ajustement des gicleurs en fonction des nouveaux plafonds et des nouvelles configurations
TOUT	Alarme incendie Base Building	Ajustement des composantes en alarme incendie.
TOUT	Ajustement des composants d'alarme à incendie	Allocation pour ajustement des composantes d'alarme à incendie dans la salle d'archives au 7ième étage
TOTAL DE LA DIVISION 21 : PROTECTION INCENDIE		
RDC 1	Appareils de plomberie (finition)	RDC 1 - Installer évier de cuisine avec raccordement.
RDC 2	Appareils de plomberie (finition)	BAM -Nouvelles toilettes
RDC 2	Plomberie nouvelle salle de toilettes	BAM - Raccordement des salles de toilettes et douches, avec drains de planchers
RDC 2	Appareils de plomberie (finition)	BAM - Douches
6ième	Appareils de plomberie (finition)	Nouvel évier dans la dinette (allocation - pas de plomberie dans les environs)
RDC 2	Appareils de plomberie (finition)	BAM - Lavabos linéaire pour salle de toilettes mixtes
RDC1	Ventilation	RDC 1 - Distribution de la ventilation en fonction de la nouvelle configuration
RDC2	Ventilation	BAM - Distribution en fonction de la nouvelle configuration
RDC2	Unité CVAC	BAM - Travaux pour avoir une capacité de 20 tonnes de HVAC pour RDC 2
RDC2	Ventilation	BAM - Allocation pour la division des zones dans le BAM
6ième	Ventilation	Travaux de ventilation pour le 6e étage
RDC2	Ventilation	BAM - Travaux de relocalisation de l'unité HVAC au plafond du RDC 2
7ième	Ventilation	Ajustement des composantes de ventilation
TOTAL DE LA DIVISION 23 : CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION		
RDC1	Électricité	RDC 1 - Ensemble des travaux électriques - éclairage par zones
RDC2	Électricité	BAM - Ensemble des travaux Électriques, éclairage par zones

Paraphes	
Locateur	Locataire

6ième	Électricité	Ensemble des travaux électriques
TOUT	Salles de télécom	Relocalisation de 2 salles de télécom
TOUT	Distribution des services IT	RDC 2 et RDC 1 - Faire les percements pour distribuer le câblage dans la dalle + branchements pour les tables IT, connecteurs magnétiques et multifonction (Sous l'approbation d'un ingénieur en structure), fournir et installer des colonnettes pour le RDC1 (IT et électricité) dans les aires ouverts
6ième	Distribution des services IT	Distribution du IT
TOTAL DE LA DIVISION 26 : ÉLECTRICITÉ		
6ième	Télécommunication	Installer un intercom à l'accueil des bureaux de la Mairie (1X)

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «A-1»

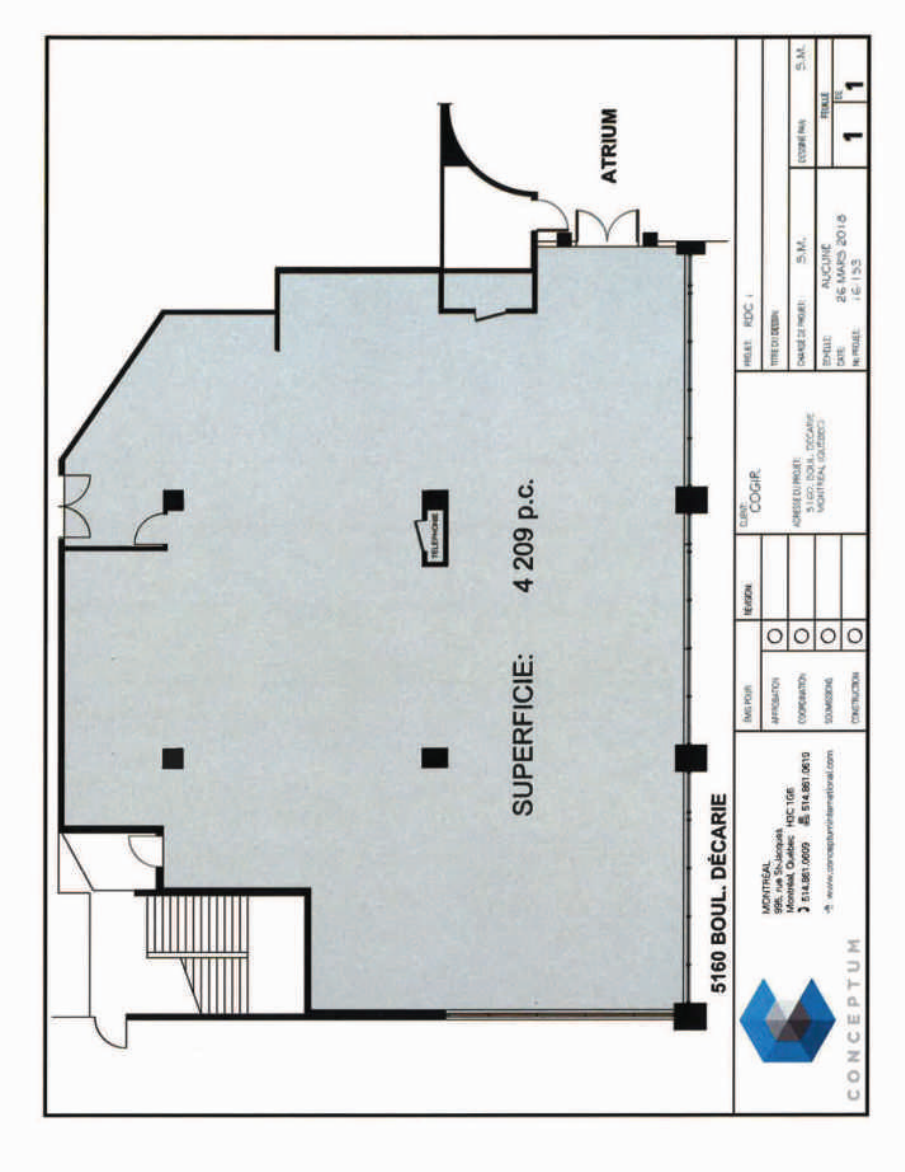
ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

1. PHASE I – NÉGOCIATION DU BAIL	CALENDRIER	ACTION
1.1 Signature du nouveau Bail par le locataire	30 novembre 2018	Cogir/Arrondissement
2. PHASE II – EXÉCUTION PLANS ET DEVIS		
2.1 Plans et devis pour appel d'offres	Décembre 2018 à Mai 2019	Cogir
3. PHASE – APPEL D'OFFRES, CONSTRUCTION ET DÉMÉNAGEMENT		
3.1 Période d'appel offres – Entrepreneurs	Mai-Juin 2019	Cogir
3.2 Déménagement du Laboratoire du RDC-2	90 jours après avis	Cogir
3.3 Déménagement des avocats du 6e étage	60 jours après avis	Cogir
3.4 Travaux au RDC-2 pour construire le nouveau BAM, travaux au 6e étage pour aménager la Mairie, la DAUSE et la Direction sports-loisirs	Juin au 31 octobre 2019	Cogir
3.5 Déménagement du BAM du RDC1 au RDC2	1er novembre 2019	Arrondissement
3.6 Déménagement de la Mairie du 7e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.7 Travaux de transformation salle de réunion en salle d'archives	Mai au 31 octobre 2019	Cogir
3.8 Déménagement de la division de la culture du 4e au 7e pour 1 an	1er novembre 2019	Arrondissement
3.9 Déménagement des archives du 4e vers le 7e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.10 Déménagement de la DAUSE du 4e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.11 Déménagement du de la Direction sports-loisirs du 4e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.12 Démolition et travaux au RDC-1 pour construire les nouveaux bureaux des permis et inspections	Du 1er novembre au 31 janvier 2020	Cogir
3.13 Déménagement des permis et inspections du 8e vers le RDC-1	1 février 2020	Arrondissement

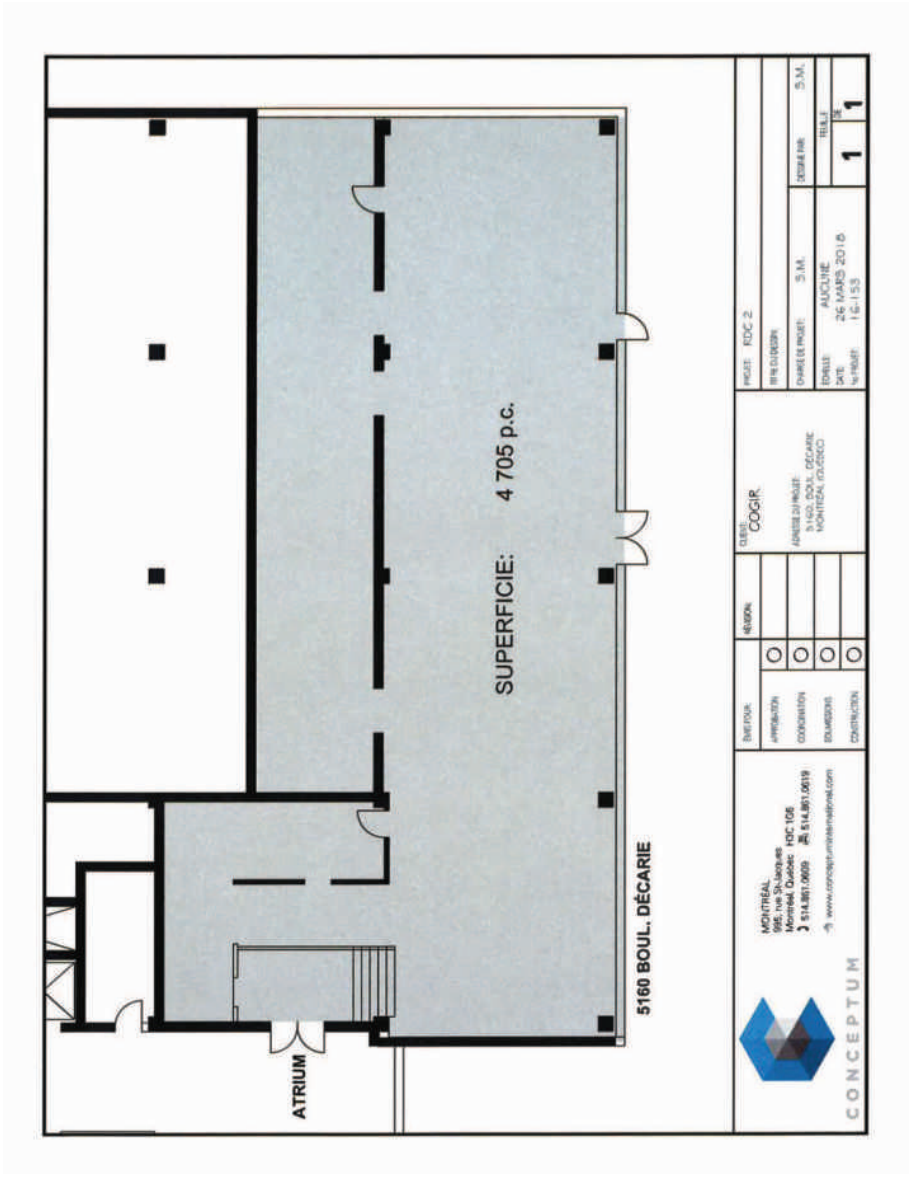
* Les congés relatifs aux fériés de la construction seront considérés lors de la planification détaillée des travaux de construction. Ces données pourraient influencées le présent échéancier. Préparé en collaboration avec la Ville de Montréal

ANNEXE «B»

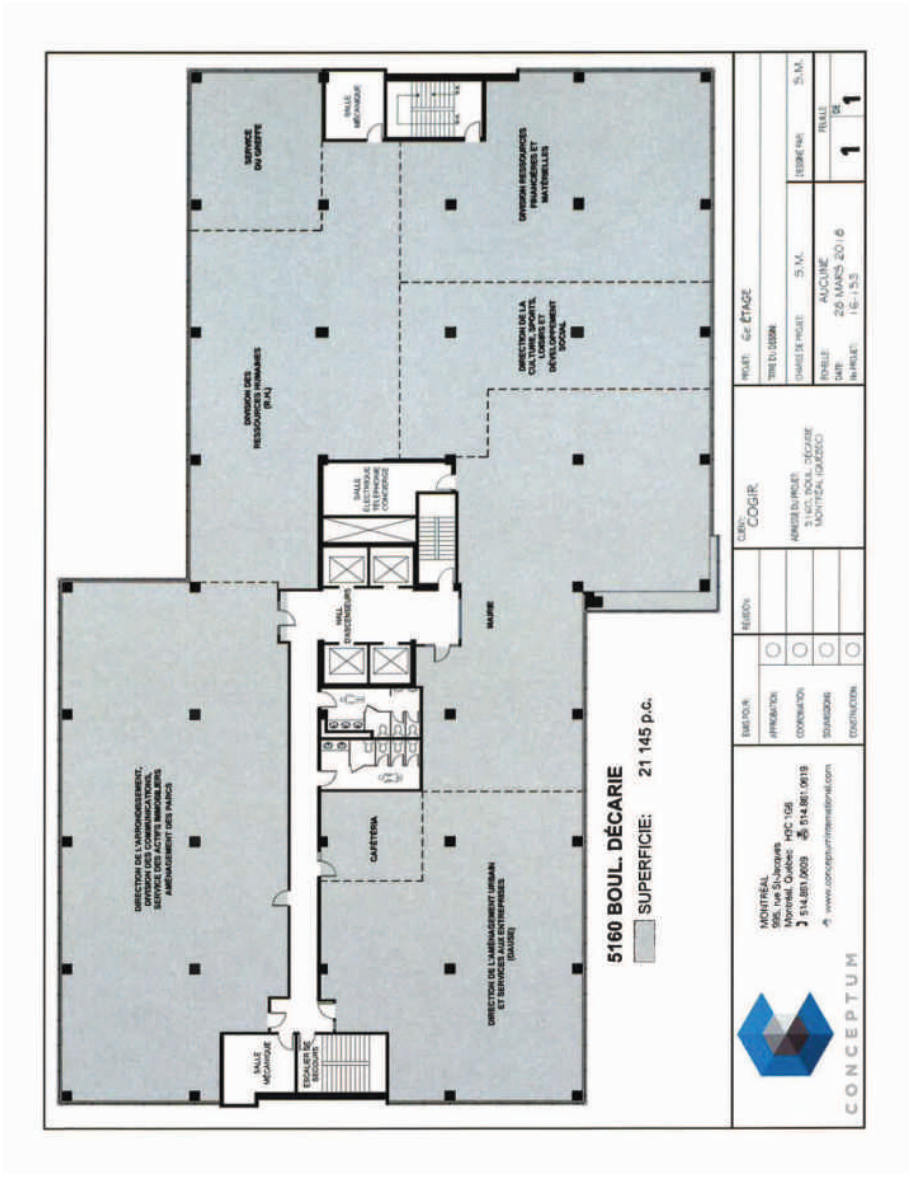
PLAN DES LIEUX LOUÉS



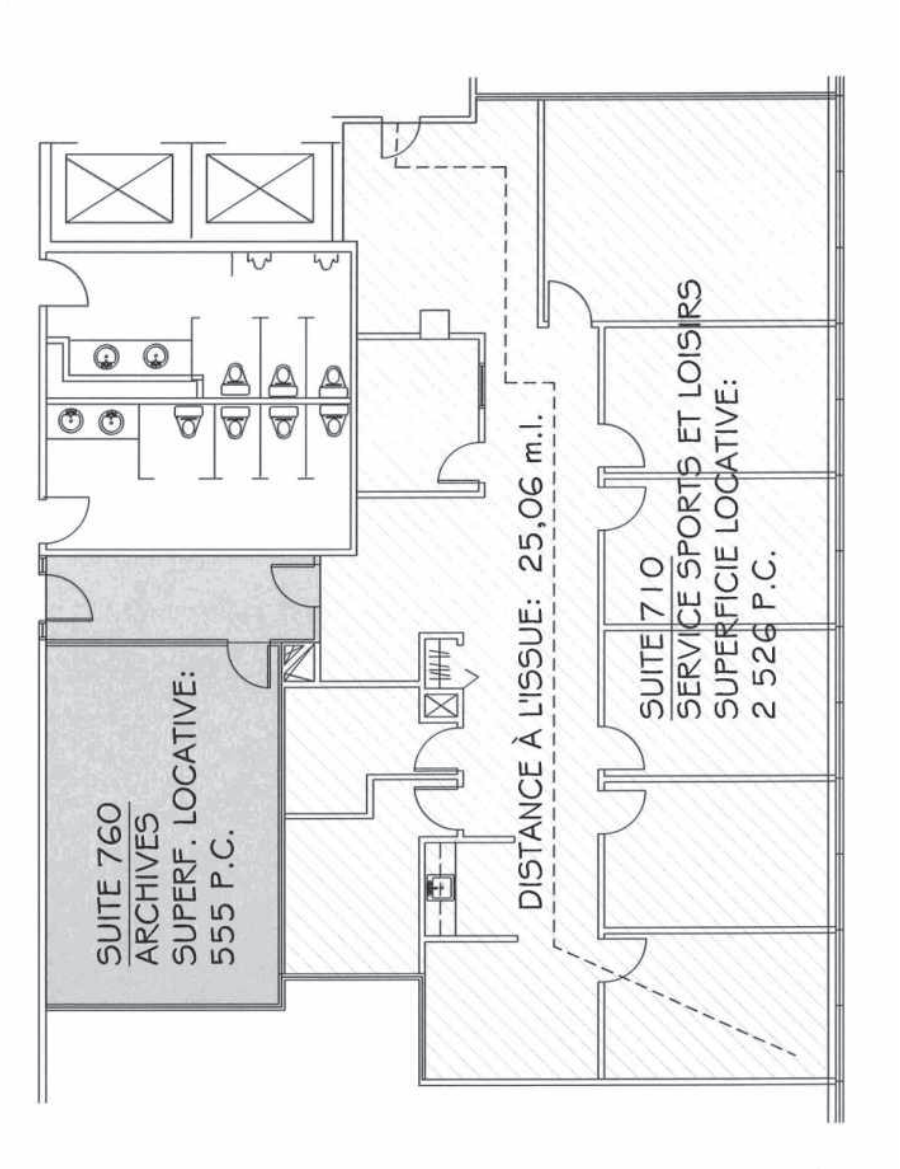
Paraphes	
Locateur	Locataire



Paraphes	
Locateur	Locataire



Paraphes	
Locateur	Locataire



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe C

DEVIS DES TRAVAUX D'ENTRETIEN MÉNAGER

ÉCOLOGIQUE

Bâtiment 8064 (Ville de Montréal)
5160, boul. Décarie, Montréal

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

6.1 GÉNÉRALITÉS
- 6.1.1 PORTÉE
- 6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
- 6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
- 6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
- 6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES
- 6.2.1 DISPOSITION DES ORDURES / GESTION DES DECHETS
- 6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
- 6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER
- 6.2.4 ENTRÉES
- 6.2.5 STATIONNEMENT

6.3 TRAVAUX
- 6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN
- 6.3.2 LUMINAIRES
- 6.3.3 FOURNITURES
- 6.3.4 POLITIQUE D'ENTRETIEN À FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL
- 6.3.5 PLANCHERS
- 6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES
- 6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES
- 6.3.8 MAINTIEN DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTERIEUR
- 6.3.9 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR
- 6.4.1 LISTE
- 6.4.2 FRÉQUENCE

6.5 TÂCHES DU CLIENT

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé
- sa date de naissance

6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier et une collecte de compost dans les cafétérias et cafés.

Mettre en place et gérer un programme de recyclage et de tri des déchets. À cette fin, effectuer un audit des déchets de manière à déterminer la nature et les volumes des types de déchets générés dans le bâtiment. Caractériser au minimum le papier, le carton, le verre, le plastique le métal. Mettre en place un système permettant d'effectuer le tri de ces déchets à la source, d'identifier des filières de recyclage ainsi qu'un système de mesure de la performance atteinte sur une période de deux mois.

Mettre en place et gérer un programme de compostage (utilisant les bacs en place dans les salles de repos et cafés) incluant l'éducation et la sensibilisation des usagers du bâtiment (ex : ateliers, affiches explicatives à proximité des bacs, personne ressource). Pour ce, effectuer un audit des déchets de manière à déterminer la nature et les volumes des déchets organiques compostables générés dans le bâtiment. Cette évaluation validera les dimensions et la quantité de bacs requis et déterminera la fréquence de collecte appropriée.

Exécuter le transfert du contenu des bacs en place dans les salles de repos et cafés au lieu central de compostage, soit sur le terrain dans un composteur à grand volume. Le transfert du contenu des contenants locaux doit se faire de façon à éviter odeurs et dégâts. Ces contenants doivent être bien nettoyés avec un savon antibactérien biodégradable après chaque transfert.

Trouver une filière d'utilisation pour le compost récolté. Favoriser la réutilisation locale (ex : pour les plantes ou paysage du bâtiment, le rendre disponible aux occupants/personnel pour leurs propres jardins, le fournir à un jardin communautaire en proximité).

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires. Ces frais seront partie des frais d'exploitation du Locataire.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumenheure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps; ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1r novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1r novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plies), désinfectant,
miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

Tous les produits papier (papier hygiénique, des gobelets de papier, les essuie-mains)

Auront un contenu recyclé d'au moins 30% post-consommation.

Pour tout urinoir non pourvu d'une chasse d'eau automatique, un désinfectant solide doit être continuellement maintenu. Le remplacement des sacs de papier des réceptacles de serviettes sanitaires doit être effectué chaque jour.

Tous les produits d'entretien, notamment ceux utilisés pour le détachage, doivent être conformes à la norme GS-37. La norme se retrouve au :

http://www.greenseal.org/standards/industrialcleaners.htm.

Les produits qui ne sont pas couverts par cette norme (e.g. : les nettoyants de tapis, les finis et décapants à finis de plancher) doivent être conformes aux limites VOC décrites dans le document « Regulation for Reducing VOC Emissions from Consumer Products » du « California Air Resource Board ». Il est disponible sur l'Internet au :

http://www.arb.ca.gov/consprod/regs/cp.pdf .

6.3.4 POLITIQUE D'ENTRETIEN À FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Les aspirateurs utilisés doivent rencontrer les normes du programme « Green label testing Program » du « Carpet and Rug Institute » et retenir 96 % des particules dont la dimensions est de .3 microns. Le fonctionnement de l'appareil ne doit pas générer de bruit supérieur à 70dba.

Les processus humides de nettoyage en profondeur des tapis devront permettre le séchage complet de ceux-ci en moins de 24 heures.

Les équipements mécanisés d'entretien (polisseuses, laveuses automatiques, etc.) doivent être munis de garde, de système d'aspiration et être en mesure de retenir les particules fines. Le fonctionnement de ces appareils ne doit pas générer de bruit supérieur à 70 DBA. Les laveuses automatiques doivent être munies de dispositifs d'alimentation des liquides de nettoyage à vitesse variable.

Les équipements au propane doivent être du type à haute efficacité et à émissions faibles.

Les outils et équipements fonctionnant à pile doivent utiliser des piles à gel ou d'autres piles à faible impact environnemental.

Lorsqu'applicable, la technologie des micros fibres actives doit mise en œuvre pour réduire la consommation de produits chimiques et prolonger la durée des brosses.

Les équipements d'entretien doivent être conçus ergonomiquement de manière à minimiser les vibrations le bruit et la fatigue des opérateurs. Ils doivent aussi être munis de pare-chocs afin de réduire les dommages potentiels à l'immeuble.

Un programme d'entretien préventif des équipements de nettoyage doit être mis en œuvre, lequel devra comprendre un registre des équipements, ou figurera la date d'achat, la fiche technique de l'équipement et le calendrier mis à jour de leur entretien.

6.3.5 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle

Etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

6.3.8 MAINTIEN DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTERIEUR

Développer et mettre en place un programme continu de gestion de la qualité de l'air intérieur du bâtiment basé sur le document « Building Air Quality : A Guide for Building Owners and Facility Managers, » numéro de référence de l'« Environmental Protection Agency (EPA) » 402-F-91-102, publié en décembre 1991. Cette norme est disponible au site Internet de l'EPA : www.epa.gov/iaq/largebldgs/graphics/iaq.pdf.

6.3.9 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

6.3.9.1 Politique de nettoyage à faible impact environnemental

Mettre en place et maintenir une Politique de nettoyage à faible impact environnemental qui adresse :

- des systèmes d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits concentrés chimiques et les systèmes de dillution appropriés ;
- la formation du personnel d'entretien pour les dangers, l'utilisation, l'entretien et l'évacuation des produits d'entretien chimiques, des distributrices et de leurs emballages ;
- l'utilisation de savons à mains qui ne contiennent aucun agent antimicrobes, sauf ou requis par des normes de Santé ou autre réglementation (e.g. exigences restauration et secteur de santé) ;
- l'utilisation d'équipement d'entretien qui réduit les effets sur la qualité d'air intérieur.

6.3.9.2 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE	
J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	2 fois par année (aux 6 mois)

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1. PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouillage humide - lavage et rinçage - cirage - polissage - décapage, cirage et polissage	J+B J+B 2A
2. ESCALIERS - rampes pour handicapés	- vadrouillage - rampes pour handicapés	
3. PLANCHERS AVEC TAPIS - aires de circulation - aires de bureaux	- nettoyage à la machine - aspiration au complet - aspiration au complet	2A J 2S

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	J B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC	- nettoyage	S+B
6. PLAFOND	- nettoyage ou détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois, placoplâtre - fini brique	- époussetage et lavage - détachage - aspiration	1A B M
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	B 1A M
9. VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres: - vitres intérieures - vitres extérieures - cloisons vitrées de sécurité - rez-de-chaussée extérieures	 - lavage - lavage - lavage (mai et octobre) - lavage (mai, août, octobre) - nettoyage - lavage	 S 2S+B 2A 3A S+B M
10. FENÊTRES - appui et rebord	- nettoyage - époussetage	M M
11. STORES - verticaux - horizontaux	 - nettoyage - nettoyage	 1A 2A
12. PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M+B
13. SALLES - polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)	-entretien et nettoyage régulier	J
14. CUISINES - AIRES DE REPOS - planchers - murs - mobilier (comptoir) - céramique - papier, serviettes - savon - compost	 - lavage - époussetage et détachage - lavage - lavage - lavage - approvisionnement - approvisionnement - vider les contenants dans le bac à compost central	 J+B B J J S+B J J J

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
15. SALLES DE TOILETTES		
- planchers	- lavage et balayage	J+B
	- décapage	M
- murs (céramique)	- lavage	J
- cloisons (intér.)	- détachage	B
	- lavage complet	s
- cloisons (ext.)	- lavage	s
- murs	- lavage	s
- urinoirs	- lavage et désinfection	J
- cuvettes et sièges	- lavage et désinfection	J
- éviers et douches	- lavage et désinfection	J
- miroirs	- lavage	J
- réceptacle à savon	- lavage	J
- séchoirs à main	- lavage	J
- poubelles + accès.	- désinfection	J
- sacs de plastique	- remplacement	J
- papier et serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- désinfectant	- approvisionnement	J
16. ASCENSEURS		
- planchers, mains courantes	- nettoyage	J
- intérieur	- nettoyage complet	S
- rainures de portes	- nettoyage complet	S
- portes et encadrement	- nettoyage où requis	J
- plafond	- nettoyage complet	1A
17. ESCALIERS MÉCANIQUES		
- rainures, mains courantes	- nettoyage et aspiration	J
- panneaux métalliques	- nettoyage	S
18. MONTE-CHARGE		
- planchers	- nettoyage	J
- cabine	- nettoyage	S
19. MOBILIER		
- chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre	- lavage	4A
- tissus	- aspiration	1A
	- détachage	B
- bureaux, tables, classeurs et étagères	- époussetage	S
	- détachage	B
- bureaux, tables,	- lavage	1A
20. FONTAINES À BOIRE	- nettoyage	J
	- désinfection	2S
21. CENDRIERS	- vider et nettoyer	J
	- changer le sable	M
- corbeilles à rebuts	- vider et nettoyer	J
- poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer	J
	- désinfecter	J

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
22. BACS DE RÉCUPÉRATION		
- aux postes (papier)	- vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment	J
- du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J
23. TÉLÉPHONES		
- appareils de bureau	- nettoyage	M
- appareils dans la salle multiservice	- nettoyage en profondeur	s
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- nettoyage	J
	- lavage	J
25. BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
26. EXTINCTEURS	- époussetage	M
	- lavage	1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage	1A
	- lavage	1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION		
- (interne)	- époussetage	2A
- (externe)	- lavage	2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage	s
	- nettoyage	2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	- lavage du plancher	B+2A
	- nettoyage des murs	1A
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes)	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURES, STATIONNEMENT	- nettoyage	B
34. BACS DE COMPOSTAGE		
- dans les cafés des départements, dans les salles de repos	- vidé dans le bac de compostage central du bâtiment., nettoyer les contenants locaux	J
	- entretenir le bac à compost central et assurer son fonctionnement	B
	- récolter le compost du bac central et le distribué selon les directives du programme retenu.	B

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.5 TÂCHES DU PROPRIÉTAIRE

6.5.1 AJUSTER LES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Une fois l'audit des déchets est complétée, ajuster les politiques d'approvisionnement pour répondre aux résultats en réduisant la quantité de déchets de l'édifice le plus possible à la source (ex. choisir des produits avec un emballage recyclable, ou sans emballage).

6.5.2 FORMATION DES USAGERS DU BÂTIMENT

Mettre en place et gérer un programme d'éducation et de sensibilisation des usagers au programme de recyclage et tri des déchets du bâtiment. S'assurer que les bacs locaux de recyclage (par étage ou département) sont clairement identifiés et accessibles aux usagers.

Annexe D

Devis d’entretien électromécanique

Bâtiment 8064 (Ville de Montréal)
5160, boul. Décarie, Montréal

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

7.1 GÉNÉRALITÉS
- 7.1.1 PORTÉE
- 7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
- 7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
- 7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
- 7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

7.2 TRAVAUX
- 7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
- 7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
- 7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Paraphes	
Locateur	Locataire

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Paraphes	
Locateur	Locataire

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe E

Plan stratégique de développement durable

Bâtiment 8064 (Ville de Montréal)
5160, boul. Décarie, Montréal

Paraphes	
Locateur	Locataire

Directive # 01
Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Paraphes	
Locateur	Locataire

Directive # 04
Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Paraphes	
Locateur	Locataire

Directive # 05
Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

3. DÉFINITIONS

Déchets de CRD : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

Valorisation des déchets de CRD : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

Paraphes	
Locateur	Locataire

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

Réutilisation : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Déconstruction sélective : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

Filière d'élimination : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

Séparation à la source : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

Métaux non-ferreux : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

Paraphes	
Locateur	Locataire

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

Paraphes	
Locateur	Locataire

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

7. RÉFÉRENCES INTERNET

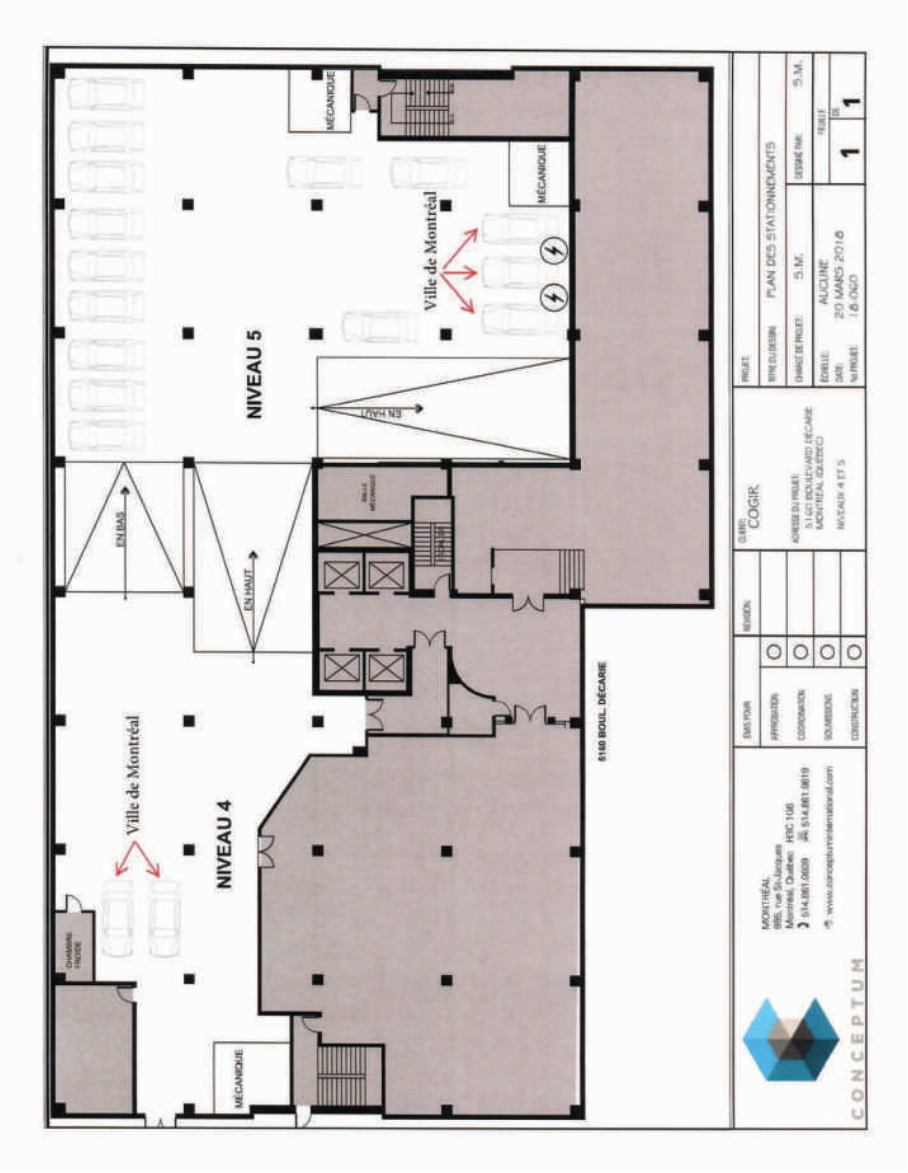
SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
Écocentres, guide de gestion :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

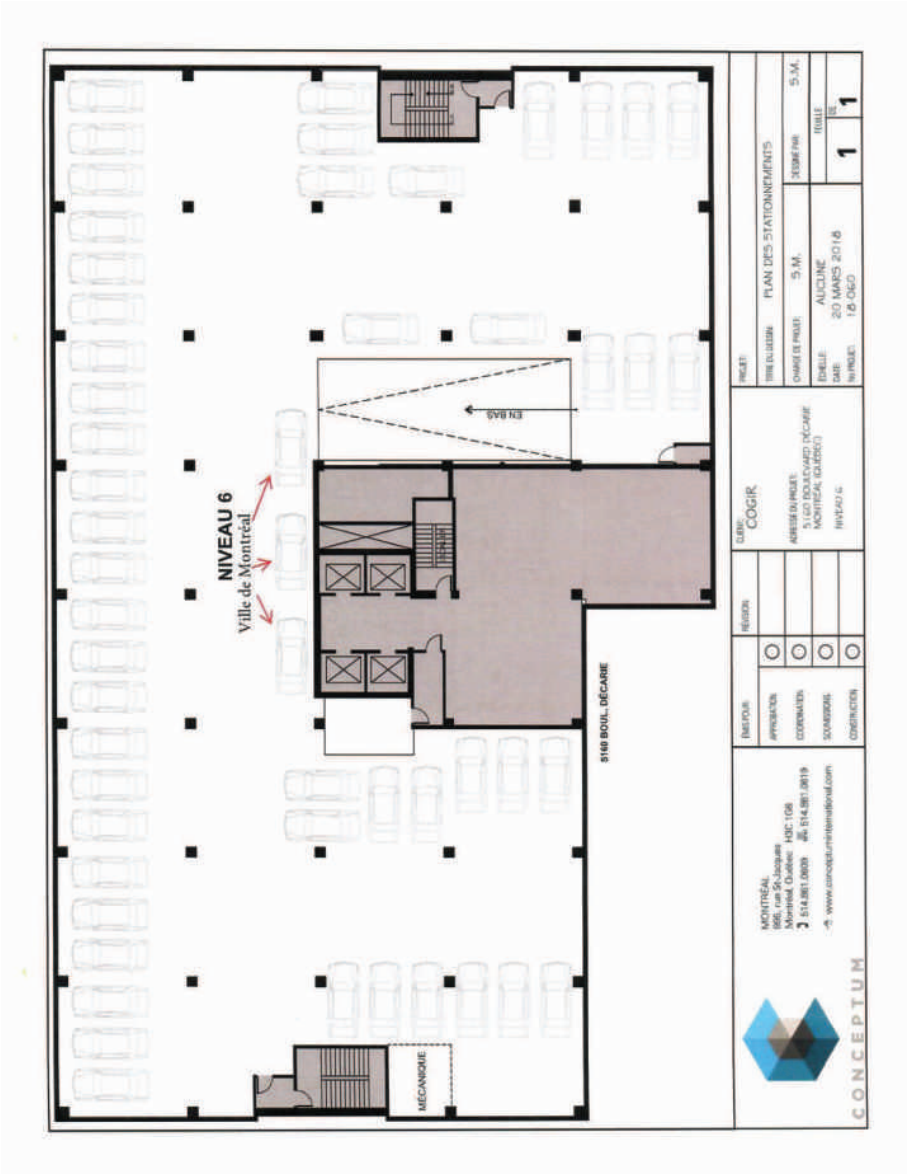
SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Recyc-Québec : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Mélimax : www.mélimax.com
Multi Recyclage S.D. : www.multirecyclage.com
Éco-réno : www.ecoreno.com
Boytech Démolition : www.boytechdemolition.com
Habitat pour l'Humanité / Re Store : www.habitatmontreal.qc.ca

ANNEXE «F»

PLAN DU STATIONNEMENT





Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «G»

RÈGLEMENTS DU LOCATEUR

Qualité de vie:

R.1 Le Locataire ne devra accomplir ni permettre que soient accomplis des actes ou tolérées des pratiques qui pourraient endommager les Lieux loués ou constituer un inconvénient ou une menace pour les autres locataires, ni faire ou permettre que soient faits des bruits indésirables dans l'Immeuble, ni faire permettre ou tolérer des dommages, des pertes ou des dégradations aux Lieux loués ou à leurs modifications et améliorations, ni permettre ou tolérer que les planchers des Lieux loués soient surchargés ni qu'il y soient placés un coffre-fort, de l'équipement commercial lourd ou d'autres articles lourds sans le consentement écrit préalable du Locateur, ni permettre ou utiliser toute partie des Lieux loués pour les fins d'un commerce ou d'une entreprise dangereuse, nocive ou indésirable et il devra immédiatement, sur demande du Locateur, cesser tout acte ou pratique qui est en violation de cette clause et réparer tout dommage qui en résulterait aux Lieux loués.

R.2 Il est interdit d'apporter ou de garder des animaux dans ou autour de l'Immeuble.

R.3 La sollicitation et le colportage sont prohibés dans l'Immeuble et le Locataire devra coopérer afin de prévenir de telles activités.

Respect de la propriété:

R.4 Le Locataire ne devra pas causer de travaux inutiles ou superflus en raison de son insouciance et de son indifférence à la préservation du bon ordre et de la propreté dans les Lieux loués et dans l'Immeuble.

R.5 Le Locataire ne devra mutiler ou marquer aucune partie de l'Immeuble ni permettre que des trous soient percés ou que des clous, vis, chevilles ou crochets soient fixés aux murs, portes, ou planchers intérieurs ou dans les pierres ou la brique de l'Immeuble ou de ses accessoires sans consentement écrit du Locateur.

R.6 Le Locataire ne devra pas poser de couvre-planchers en linoléum caoutchouc, liège ou autres substances, de sorte qu'ils soient en contact direct avec le plancher et si le Locataire désire utiliser de tels couvre-planchers, un sous-plancher en feutre industriel devra être préalablement fixé au plancher au moyen d'une colle ou autre adhésif dissoluble à l'eau.

R.7 Les toilettes, éviers et les urinoirs, ne devront être utilisés pour aucune fin autre que celles pour lesquelles ils ont été construits, et les frais occasionnés par le bris, l'obstruction et les dommages résultant d'une violation de cette règle par le Locataire, ses employés, ses agents, visiteurs ou concessionnaires seront à la charge du Locataire.

R.8 Le Locateur aura le pouvoir de déterminer le poids et l'emplacement des coffres-forts et des autres pièces d'équipements lourds, lesquels devront être placés et installés sur tels planches ou supports que le Locateur pourra prescrire afin de distribuer le poids convenablement. Tous dommages causés à l'Immeuble par l'entrée ou la sortie d'un coffre-fort ou d'une autre pièce de l'équipement du Locataire ou par sa présence dans les Lieux Loués devront être réparés aux frais du Locataire. Le déménagement des coffres-forts et autres équipements très lourds ne devra avoir lieu que pendant les heures prescrites de temps à autre par le Locateur et sur préavis à ce dernier, et les personnes employées à déménager les coffres-forts et autres équipements très lourds à l'intérieur et à l'extérieur de l'Immeuble devront être acceptables au Locateur. Les coffres-forts et autres équipements très lourds devront être déplacés dans les entrées et corridors seulement au moyen de plaque d'appui en acier. Il est interdit de recevoir des marchandises ou des objets lourds de toute nature dans l'Immeuble ou de les transporter dans les ascenseurs sauf pendant les heures approuvées

par le Locateur.

Prévention et sécurité:

R.9 Les trottoirs, entrées, corridors, ascenseurs et escaliers ne devront pas être encombrés ou utilisés par le Locataire, ses employés, agents, visiteurs ou ceux dont il est légalement responsable pour des fins autres que celle d'entrer et de sortir des bureaux. Aucun objet ne devra être jeté par le Locataire, ses employés, agents, visiteurs ou ceux dont il est légalement responsable, des fenêtres ou des portes, ou dans les entrées, corridors, ascenseurs ou escalier de l'Immeuble. Le Locateur se réserve le droit de contrôler les trottoirs, entrées, ascenseurs, escaliers et corridors qui ne font pas expressément partie, et aura le droit d'y effectuer les réparations, changements, modifications, additions, décorations et améliorations qu'il juge appropriés et pourra y placer des enseignes et appareils dans la mesure où il l'estime nécessaire, sous réserve toutefois qu'il n'empêche pas indûment l'entrée et la sortie des Lieux loués.

R.10 Si le Locataire doit obtenir un permis préalablement à l'utilisation ou à l'installation par lui d'un appareil, le Locataire devra remettre une copie de tel permis au Locateur.

R.11 Toutes les personnes qui entrent ou sortent de l'Immeuble hors des Heures d'ouverture pendant les jours ouvrables et toutes les personnes qui y entrent ou en sortent les samedis, dimanches et jours fériés devront s'enregistrer, le cas échéant, dans les livres conservés par le Locateur à l'entrée de nuit ou près de cet endroit.

R.12 Le Locataire s'engage à observer toutes les règlements raisonnables ayant trait à la sécurité et la protection de l'Immeuble et de ses Locataires.

R.13 Le Locataire devra se conformer et participer à tous exercices de feu ou autres manœuvres similaires faits ou arrangés par les autorités municipales, le département des incendies ou le Locateur, pour les fins de sécurité et de protection de l'Immeuble ou des locataires.

R.14 Il est interdit à quiconque de cuisiner dans les Lieux loués à moins d'avoir obtenu le consentement explicite et écrit du Locateur.

Image de marque:

R.15 Le Locateur aura le droit d'interdire au Locataire de faire de la publicité qui, de l'avis du Locateur, tend à diminuer la réputation de l'Immeuble ou son attrait comme Immeuble à bureaux ou pour des institutions financières, des compagnies d'assurance ou des autres institutions ou commerces de semblable nature. Sur avis écrit du Locateur, le Locataire s'abstiendra ou cessera de faire telle publicité.

R.16 Le Locataire ne devra peindre, exhiber, inscrire, placer ou fixer une enseigne, image, annonce, avis ou du lettrage ou des inscriptions dans les fenêtres ou dans toute partie extérieure de l'Immeuble ou dans tout endroit visible de l'extérieur de l'Immeuble. Le Locateur prescrira des normes uniformes pour les enseignes d'identification des locataires, à être placées à l'extérieur des portes conduisant aux lieux loués des locataires et, hormis des enseignes d'identifications, le Locataire ne devra peindre, exhiber, placer ou fixer, des enseignes, images, publicité, avis lettrage, ou instructions à l'extérieur des Lieux loués, ou ailleurs dans l'Immeuble sans le consentement écrit du Locateur.

R.17 Le Locataire convient de ne pas désigner l'Immeuble autrement que par le nom prescrit de temps à autre par le Locateur, et le Locataire utilisera le nom de l'Immeuble uniquement pour les fins d'identifier son adresse d'affaires.

Confort physique:

R.18 Les coulisses des fenêtres, portes coulissantes, fenêtres, portes vitrées, lumière et puits de lumière qui reflètent ou laissent pénétrer la lumière dans les entrées,

Paraphes	
Locateur	Locataire

ou autres endroits de l'Immeuble ne devront pas être recouverts ou encombrés et il est interdit de placer sur ou de suspendre au dessus des rebords de fenêtres quelques objets que ce soient, tels des livres, colis, pots de fleurs ou autres articles.

R.19 Le Locataire doit en tout temps garder les fenêtres extérieures fermées et, pendant le cycle de refroidissement, garder baissés les stores de toutes les fenêtres exposées au soleil; de plus, le Locataire doit garder toutes les bouches d'air entièrement dégagées de façon à permettre à l'air d'en sortir et de circuler normalement.

R.20 La densité humaine dans les lieux loués ne doit pas dépasser une personne par cent (100) pieds carrés de surface.

Confort visuel:

R.21 Le Locataire ne devra pas installer de stores d'une couleur autre que les couleurs uniformes approuvées de temps à autre par le Locateur. Le Locataire ne devra pas installer de rideaux ou vénitiennes sans l'approbation du Locateur.

Pratiques écologiques:

R.22 Il est l'intention du Locateur d'encourager l'économie d'eau et d'énergie, la réduction des déchets, la récupération, le recyclage, l'emploi de matériaux sains pour l'environnement et à éviter l'utilisation de matières dangereuses afin de soutenir et de favoriser les pratiques écologiques en milieu de travail. Pour ce faire, le Locateur entend prendre certaines mesures et émettre, de temps à autre, des directives à cet effet. Le Locataire s'engage donc à coopérer dans cette démarche et à se conformer aux programmes mis en place par le Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175941005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail . Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175941005 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Coût annuel de location

Le coût annuel de location couvrant le projet de bail de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement jusqu'au 31 janvier 2019 pour un loyer total de 15 951 947,04 $ taxes incluses sera prévu aux budgets de fonctionnement 2019 à 2031 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Le loyer sera imputé, en 2019, dans les comptes suivants:

	Année 2019
Direction de l'arrondissement 2406.0010000.300700.01301.55201.014700	**1 201 907.63 $**
Direction des services administratifs et du greffe 2406.0010000.300711.01301.55201.014700	
Direction de la culture, sports, loisirs et développement social 2406.0010000.300727.07001.55201.014700	
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises 2406.0010000.300750.06001.55201.014700	

Le loyer sera par la suite ajusté selon les ententes prévues au bail.

GDD 1175941005

Calcul de la dépense liée aux travaux d'aménagement

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés (au dollar près)
Travaux de réaménagement (projet clé en main)	1 611 231.00 $	80 561.55 $	160 720.29 $	1 852 512.84 $	160 921.70 $	1 691 591.15 $	1 691 592.00 $
Allocation incitative (en réduction du coût de réaménagement)	(496 549.00) $	(24 827.45) $	(49 530.76) $	(570 907.21) $	(49 592.83) $	(521 314.38) $	(521 314.00) $
Total - paiement à COGIR	**1 114 682.00 $**	**55 734.10 $**	**111 189.53 $**	**1 281 605.63 $**	**111 328.87 $**	**1 170 276.77 $**	**1 170 278.00 $**
Incidences	449 912.00 $	16 545.60 $	33 008.47 $	499 466.07 $	33 049.84 $	466 416.24 $	466 417.00 $
Total des dépenses	**1 564 594.00 $**	**72 279.70 $**	**144 198.00 $**	**1 781 071.70 $**	**144 378.70 $**	**1 636 693.00 $**	**1 636 695.00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	1 636 695.00 $	100.0%

La dépense sera payée ainsi:	300 000.00 $	Budget fonctionnement 2018
	1 336 695.00 $	Surplus libre d'arrondissement

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Information budgétaire:

Provenance	**Surplus libre**
objet:	31025
Montant :	1 336 695.00 $

Provenance	**Budget de fonctionnement**
Direction:	Direction des services administratifs et du greffe
Montant :	300 000.00 $

Imputation	**PTI 2018**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	1867851 008
Projet Simon :	**174535**
Montant :	1 636 695.00 $

	2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2018-2020	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Prévision de la dépense					
Brut	**0**	**1637**	**0**	**0**	**1637**
BF	**0**	**300**	**0**	**0**	**300**
Autre	**0**	**1337**	**0**	**0**	**1337**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Date : 02/11/2018 8:27 AM

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : NOV Année : 2018 **NOV-18** Description de l'écriture : 05112018uarca93 - Réaménagement 5160 Décarie (bail 10 ans). GDD 1175941005

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1175941005

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	25010	00000		1 170 278.00	Provenance surplus libre
2	6406	9500998	800250	01301	57201	000000	0000	174535	000000	25010	00000	1 170 278.00		Travaux clés en main
3	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	40010	00000		47 417.00	Provenance surplus libre
4	6406	9500998	800250	01301	54590	000000	0000	174535	012079	40010	00000	47 417.00		Incidences
5	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	176735	000000	25010	00000		119 000.00	Incidences
6	6406	9500998	800250	01301	51101	050150	9950	176735	012079	25010	00000	94 000.00		MOD interne - projet bail - salaire
8	6406	9500998	800250	01301	51240	050150	9950	176735	012079	25010	00000	24 000.00		MOD interne - projet bail - charges sociales
9	6406	9500998	800250	01301	52100	050150	9950	176735	012079	25010	00000	1 000.00		MOD interne - projet bail - maladies
10	6406	9500998	800250	01301	49400	000000	0000	174535	000000	40010	00000		300 000.00	Paiement au comptant en prov. du BF
11	6406	9500998	800250	01301	54590	000000	0000	174535	012079	40010	00000	300 000.00		Incidences
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**1 636 695.00**	**1 636 695.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : NOV Année : 2018 **NOV-18** Description de l'écriture : 05112018uarca93 - Réaménagement 5160 Décarie (bail 12 ans). GDD 1175941005

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1175941005

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0010000	300702	41000	78100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	300 000.00		affectation de BF au PTI
2	2406	0010000	300702	01819	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000		300 000.00	compte de provenance au BF
3														
4														
5														
6														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**300 000.00**	**300 000.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : NOV Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018/11/05 Nom d'écriture : 1181105uarca93 - Réaménagement 5160 Décarie (bail 12 ans). GDD 1175941005

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	1 336 695.00		GDD1175941005 Surplus libre
2	2406	0010000	300702	41000	78100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	300 000.00		GDD1175941005 Budget fonctionneme
3	6406	9500998	800250	01301	49400	000000	0000	174535	000000	40010	00000		300 000.00	GDD1175941005
4	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	21025	00000		1 170 278.00	GDD1175941005 affectation surplus
5	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	40010	00000		47 417.00	GDD1175941005 affectation surplus
6	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	176735	000000	25010	00000		119 000.00	GDD1175941005 MOD interne
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**1 636 695.00**	**1 636 695.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	25010	00000
2	6406	9500998	800250	01301	57201	000000	0000	174535	000000	25010	00000
3	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	174535	000000	40010	00000
4	6406	9500998	800250	01301	54590	000000	0000	174535	012079	40010	00000
5	6406	9500998	800250	01301	49400	000000	0000	174535	000000	40010	00000
6	6406	9500998	800250	01301	54590	000000	0000	174535	012079	40010	00000
7	6406	9500998	800250	01301	51101	050150	9950	176735	012079	25010	00000
8	6406	9500998	800250	01301	51240	050150	9950	176735	012079	25010	00000
9	6406	9500998	800250	01301	52100	050150	9950	176735	012079	25010	00000
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.9500998.800250.4100071120.000000.0000.174535.000000.25010.00000
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.0614243.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0.00	1 170 278.00
2	6406.0614243.800250.03103.57401.000000.0000.161337.000000.32010.00000	1 170 278.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1175941005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 2946-8980 Québec inc. des locaux d'une superficie de 33 140 pi², dans l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, à des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 12 ans, à compter du 1er novembre 2019, avec 2 options de renouvellement de 5 ans chacune et avec prolongation du bail en cours, du 1er janvier 2019 au 31 octobre 2019, puis partiellement, jusqu'au 31 janvier 2020 (local 870) pour un loyer total de 15 951 947,04 $, taxes incluses. Le tout selon les termes et conditions du projet de bail . Dépense totale pour ce projet de 17 733 018,74 $, incluant les travaux d'aménagement, les incidences et les taxes. Bâtiment 8064-001.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le bail ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Bail approuvé le 31 oct. 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-01

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
31 OCT 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

30 octobre 2018

BAIL
2019-2029/2034/2039

8064-001

Re : 5160, boulevard Décarie, arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

ENTRE: **2946-8980 Québec inc.** le « Locateur »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL** le « Locataire »

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Relocalisation
2.6 Stationnement
2.7 Droit à réduction des Locaux 710 et 760 des Lieux loués du 7e étage

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Prolongation
3.3 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer et Taxes foncières
4.3 Augmentation du loyer
4.4 Loyer échu

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Échéancier
5.3 Fin des travaux
5.4 Acceptation provisoire
5.5 Acceptation définitive
5.6 Période d'emménagement
5.7 Retard
5.8 Pénalité
5.9 Paiement des Travaux d'aménagement
5.10 Remise en état

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Respect des exigences
7.3 Entretien ménager
7.4 Entretien intérieur
7.5 Entretien extérieur
7.6 Bris de vitres
7.7 Température
7.8 Air frais
7.9 Eau
7.10 Éclairage
7.11 Électricité
7.12 Assurance
7.13 Sécurité incendie
7.14 Développement durable
7.15 Voies d'accès
7.16 Drapeau et signalisation
7.17 Affichage
7.18 Désignation de responsables et remise des clés
7.19 Transformations
7.20 Stationnement
7.21 Peinture
7.22 Sous-location et cession
7.23 Certifications

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle des Lieux loués
9.2 Destruction totale des Lieux loués
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables

ARTICLE 14 – ANNEXES

14.1 Énumération
14.2 Interprétation

ARTICLE 15 – ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 Adresses
15.2 Modification
15.3 Avis

ARTICLE 16 – AUTRES CONDITIONS

16.1 Convention de prolongation de bail
16.2 Déménagement
16.3 Commission
16.4 Règlements
16.5 Délai de signature

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE :

2946-8980 Québec inc. *société régie par la Loi sur les sociétés par actions du Québec*, ayant son siège social au 75, boul. René-Lévesque Ouest, 6e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Z 1A4, représentée et agissant aux présentes par _____, _____, et _____, président, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de résolutions du conseil d'administration datées du ____ juillet 2018 ;

TPS : 133 149 484 RT 0001
TVQ : 1011 850 754 TQ0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160 boulevard Décarie, bureau 600, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044);

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QU'en vertu d'un bail signé le 18 avril 2007, le Locataire a loué du Locateur des locaux situés au rez-de-chaussée et aux quatrième, sixième, septième et huitième étages, sous les numéros RDC, 400, 600, 710 et 870, d'une superficie locative approximative de 41 720 pieds carrés (suivant certificat de mesurage), de l'immeuble situé au 5160 boulevard Décarie à Montréal, province de Québec, pour une durée de dix (10) ans débutant le 1er janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2017;

ATTENDU QU'en vertu d'une convention de prolongation de bail signée le 27 novembre 2017 (la « Convention de prolongation de bail) »), le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le bail relaté ci-dessus pour une durée d'un (1) an, se terminant le 31 décembre 2018, et que les parties désirent amender le terme de prolongation de la Convention de prolongation de bail pour une durée de dix (10) mois, pour se terminer le 31 octobre 2019, sauf pour le local 870 dont la location sera prolongée jusqu'au 31 janvier 2020;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont convenu de mettre en place un nouveau bail comportant un réaménagement de locaux, d'une durée de douze (12) ans avec deux (2) options de renouvellement de cinq (5) ans chacune, débutant le 1ernovembre 2019;

ATTENDU QUE la résolution qui autorise le Locataire à conclure le présent Bail doit, sous peine de nullité, être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter selon la procédure prévue pour les règlements d'emprunt, conformément à l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, qui, pendant la durée de ce Bail, sont destinés à l'utilisation commune ou au bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, leurs employés, clients ou visiteurs, incluant notamment les stationnements intérieur et extérieur, qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de tout système architectural, structural, de fenêtres, du toit ou de tout système mécanique ou électrique, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment sis au 5160, boulevard Décarie, à Montréal, province de Québec, H3X 2X9 et dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2, incluant les Aires et installations communes.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur et qui est qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus, avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, laquelle approbation devra être communiquée au Locateur dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, certains biens, tels que des fournitures, les contrats de service généralement rendus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, les frais de gestion, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières attribuables aux Lieux loués, ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.6.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques du Locataire, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe A, et réalisés par le Locateur, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement pour rencontrer les exigences du « Programme fonctionnel et technique » ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés au RDC-1 et au RDC-2, au 6e étage et au 7e étage, Suites 710 et 760, y compris tous les aménagements fournis par le Locateur, tout l'équipement et toutes les améliorations locatives qui y sont installés ou le seront au cours de ce Bail, par le Locateur ou par le Locataire, de l'Édifice, tel que montrés et délimités aux plans joints au Bail comme Annexe B. Ces locaux font partie d'un emplacement connu et désigné comme étant le lot 2 087 235 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La superficie locative des Lieux loués est fixée, pour les locaux situés au RDC-1, RDC-2, au 6e étage, Suite 710 et Suite 760, à trente et trois mille cent quarante pieds carrés (33 140 pi²), détaillée de la façon suivante entre les locaux :

Local	**Superficie** (pi²)
RDC 1	4 209
RDC-2	4 705
6e Étage	21 145
Suite 710	2 526
Suite 760	555

2.3 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à cent trente-trois mille trois cent quatre-vingt-quatre pieds carrés (133 384 pi²).

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à vingt-quatre pour cent et quatre-vingt-cinq centièmes (24,85 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

2.5 **Relocalisation** : Le Locateur se réserve le droit en tout temps à compter du 1er mars 2020 et durant le reste de la durée établie à l'article 3 ci-après et nonobstant toute disposition à l'effet contraire des présentes, de relocaliser toute partie des Lieux loués localisés au 7e étage et utilisés à des fins d'archivage du Locataire dans d'autres locaux situés dans l'Immeuble, aux frais du Locateur, sur préavis d'au moins trois (3) mois au Locataire, pourvu que les nouveaux locaux soient de dimension et de condition comparables et soient acceptables pour le Locataire, agissant raisonnablement. Le Locateur proposera à ses frais, des Travaux d'aménagement semblables et de même qualité que ceux prévus dans le « Programme fonctionnel et technique » pour les nouveaux lieux d'archivage du Locataire. Cette relocalisation n'affectera en rien la validité des autres clauses et conditions du présent Bail et ne donne droit au Locataire à aucune forme de compensation ou dédommagement. À compter de la date de relocalisation, les nouveaux locaux sont réputés faire partie des Lieux loués pour toutes les fins du

Paraphes	
Locateur	Locataire

présent Bail et le loyer, dans la mesure où il est touché par un changement de superficie, devra être rajusté en conséquence à compter du premier jour du mois suivant la fin des Travaux d'aménagement des nouveaux lieux d'archivage.

2.6 **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser dix-huit (18) espaces de stationnement intérieurs rattachés à l'Immeuble, sans frais additionnels, dont dix (10) espaces non réservés ni exclusifs, huit (8) espaces réservés et exclusifs, dont un minimum de trois (3) pour véhicules électriques, lesquels sont montrés au plan de stationnement joint au Bail comme Annexe F. Les frais d'électricité seront à la charge du Locataire. Le Locateur doit aussi permettre au Locataire d'utiliser vingt-deux (22) espaces de stationnement intérieurs additionnels, non réservés ni exclusifs, au taux de 110$/mois chacun, plus taxes applicables. Le coût de ces vingt-deux (22) espaces de stationnement seront sujet à augmentation chaque année, à la date anniversaire du Bail, au taux du marché alors applicable et en vigueur dans l'Édifice qui ne pourra en toutes circonstances dépasser 5 %.

2.7 **Droit à réduction des Locaux 710 et 760 des Lieux loués du 7e étage :** Sur envoi d'un préavis écrit d'au moins neuf (9) mois adressé au Locateur, le Locataire pourra à compter du 1er novembre 2021, remettre au Locateur la totalité des Locaux 710 et 760 au 7e étage tels que ces lieux sont identifiés au Plan des Lieux loués (Annexe B). Le loyer payable des Lieux Loués restants sera ajusté au prorata de la nouvelle superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter de la date de remise de cette superficie par le Locataire. Le Locataire devra remettre les Suites 710 et 760 dans un bon état, sauf pour l'usure normale, avec les améliorations locatives qui y sont contenues au moment de la remise et tous travaux nécessaires à la location de celle-ci à un nouveau locataire seront assumés par le Locateur à l'entière exonération du Locataire.

Le présent droit de résiliation est un droit personnel au Locataire et ne pourra être cédé ou transféré par le Locataire à tout sous-locataire.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de douze (12) ans, commençant le 1er novembre 2019 pour les locaux situés au RDC-2, au 6e étage, Suite 710 et Suite 760 et le 1er février 2020 pour les locaux situés au RDC-1 et se terminant pour l'ensemble des Lieux loués le 31 octobre 2031 sans autre avis.

Local	**Durée**
RDC-2	Du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2031
6e Étage	Du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2031
Suite 710	Du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2031
Suite 760	Du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2031
RDC 1	Du 1er février 2020 au 31 octobre 2031

3.2 **Prolongation**. Dans la mesure où:

a) le Bail n'a pas été antérieurement résilié; et

b) le Locataire n'est pas en défaut à l'égard de ses engagements ou obligations en vertu du Bail,

le Locateur accorde au Locataire l'option de prolonger le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf que (a) le Locataire acceptera les Lieux loués dans l'état

Paraphes	
Locateur	Locataire

où ils se trouvent au moment en cause sans aucune indemnité ni allocation, sous réserve des dispositions de l'article 7.21 concernant la peinture (b) le Locataire ne bénéficiera d'aucune option de prolongation additionnelle (c) le Locataire n'aura droit au versement d'aucune prime d'incitation, somme ou paiement de quelque nature de la part du Locateur et (d) le loyer de base et les Frais d'exploitation applicable durant la Prolongation sur le premier terme additionnel sera augmenté de 2 % par année alors que le loyer de base et les Frais d'exploitation applicables durant la Prolongation sur le deuxième terme additionnel seront à négocier et devront être convenus entre les parties, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de la prolongation.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins douze (12) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Dans l'éventualité où le Locataire exerce sa deuxième (2e) option de prolongation dans le délai et de la façon prévus aux présentes, les parties disposeront d'un délai de 90 jours suivant réception par le Locateur de l'avis d'exercice de la deuxième (2e) option de prolongation du Locataire pour négocier et signer une entente concernant le loyer applicable durant la seconde Prolongation. Si pour quelque raison que ce soit, aucune entente n'est intervenue entre les parties à l'intérieur dudit délai, l'exercice par le Locataire de sa seconde option de prolongation prévue dans le présent paragraphe sera considérée comme nulle et d'aucun effet.

À défaut d'avis de prolongation du Locataire dans le délai et de la façon prévus aux présentes, l'option de prolongation alors en vigueur deviendra nulle et non avenue et d'aucun effet.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de prolongation dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de prolongation et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** :

Le Bail est consenti en considération d'un loyer au taux annuel de 29,63$ par pied carré de superficie locative des Lieux loués.

Du 1er novembre 2019 au 31 janvier 2020, le Locataire paiera un loyer de 214 306.38 $ pour la période, en fonction d'une superficie de 28 931 pi² payable d'avance comme suit : un versement de 71 435.46$ le premier jour des mois de novembre et de décembre 2019 et janvier 2020.

Du 1er février 2020 au 31 octobre 2020, le Locataire paiera un loyer sur une base annuelle de 981 938.20 $ en fonction d'une superficie de 33 140 pi², payable d'avance comme suit : des versements mensuels égaux et consécutifs de 81 828.18 $ payables le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er février 2020. À compter du 1er novembre 2020, le loyer payé pour l'année écoulée sera majoré conformément à l'article 4.3.

Au loyer s'ajoutent les Taxes de vente applicables.

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.2 **Loyer et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts suivants :

► Loyer de base	12,54 $/pi^2
► Frais d'exploitation	11,42 $/pi^2
► Taxes foncières	5,67 $/pi^2
► Entretien ménager	inclus
► Frais d'administration et de gestion	inclus
Total :	29,63 $/pi^2

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locateur consentira un crédit au Locataire pour un montant équivalent, jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail à la suite d'une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.3 **Augmentation du loyer** : Chaque date anniversaire du Bail, soit le premier novembre, le loyer annuel payable au Locateur, sera augmenté de deux pour cent (2 %) en soustrayant toutefois les Taxes foncières qui sont payées au réel suivant le mécanisme prévu ci-dessus.

4.4 **Loyer échu**. Tout versement de loyer non payé à l'échéance portera intérêt à compter de sa date d'échéance jusqu'à parfait paiement au taux préférentiel («prime rate») de l'institution financière du Locateur relativement à des prêts commerciaux à demande plus quatre pour cent (4 %) l'an, et tel intérêt deviendra dû et payable à titre de loyer additionnel.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au « Programme fonctionnel et technique » produit sous l'Annexe A, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes, lesquels travaux seront payés par le Locateur et remboursés par le Locataire au Locateur selon les termes de l'article 5.9 des présentes :

5.1.1. Les plans préliminaires qui seront préparés par un Expert devront être approuvés par le Locataire et serviront de base aux plans d'exécution à être exécutés par un Expert.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.1.2. Les plans d'exécution finaux devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus dans le « Programme fonctionnel et technique » produit sous l'Annexe A.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun travail additionnel ne pourra être requis par le Locataire sans un accord préalable écrit du Locateur et du Locataire quant aux coûts de ces travaux et qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé par le Locataire sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite par ce dernier. Les plans d'exécution finaux contiendront les coûts d'exécution des Travaux d'aménagement.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes au « Programme fonctionnel et technique » produit sous l'Annexe A et aux plans d'exécution et qui n'auraient pas été subséquemment approuvés par écrit par le Locataire, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

5.1.6. L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste de maximum trois (3) entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables et rencontrent les exigences du Locateur. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

5.1.7. Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.8. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

5.1.9. Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. Le Locataire s'engage toutefois à ne pas nuire ou entraver de quelque façon les Travaux d'aménagement du Locateur.

5.1.10. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.2 **Échéancier**. Les Travaux d'aménagement seront exécutés par le Locateur selon l'échéancier prévu à l'Annexe A-1. Cet échéancier notamment prévoit les dates auxquelles le Locataire devra avoir libéré certains locaux et il est essentiel, aux fins du respect des échéanciers et la livraison des Lieux loués, que le Locataire respecte et se conforme à ces délais. Notamment, il est prévu que :

5.2.1 advenant que le Locateur désire reprendre le local 400 pour y aménager un autre locataire, à l'intérieur d'un délai de trente (30) jours suivant la réception par le Locataire d'un avis à cet effet du Locateur, le Locataire devra avoir libéré son local 400 pour permettre au Locateur d'y faire des travaux d'aménagement pour le Locataire, qui y aménagera;

5.2.2 le Locateur donnera un avis préalable de trente (30) jours de la date à laquelle les Travaux d'aménagement du local RDC-2 seront complétés et le Locataire devra libérer le local RDC-1 dans les sept (7) jours suivant telle date afin de permettre au Locateur d'y faire les Travaux d'aménagement qui y sont prévus.

5.2.3 les travaux de peinture et de nettoyage de tapis prévus dans les locaux du 6e étage déjà occupés par le Locataire seront exécutés de soir, après les heures de travail du Locataire, et ces locaux seront protégés de la poussière pendant l'exécution des autres Travaux d'aménagement des locaux du 6e étage à être occupés par le Locataire. Le Locataire devra tolérer les bruits et inconvénients des Travaux d'aménagement du 6e étage.

5.3 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement devront être substantiellement terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.4 au plus tard le 15 octobre 2019 pour les travaux qui concernent le RDC-2, au 6e étage, Suite 710 et Suite 760, pour occupation le 1er novembre 2019, et pour les locaux du RDC-1 ils devront faire l'objet d'une acceptation provisoire au plus tard le 15 janvier 2020 pour occupation le 1er février 2020.

5.4 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront substantiellement terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux d'aménagement, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long, lequel sera convenu conjointement par le Locataire et le Locateur.

5.5 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, telle que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.6 **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, le Locateur devra confirmer par écrit au Locataire les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à

Paraphes	
Locateur	Locataire

MCV

l'article 3.1 et tous les termes et conditions du Bail commenceront à s'appliquer à compter de la première journée du Bail, incluant le paiement du loyer.

5.7 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date d'occupation prévue à l'article 5.3, à moins que le retard soit dû à un acte, des demandes ou à une faute du Locataire ou à des circonstances de force majeure, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, alors le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion et sur avis écrit au Locateur, exercer l'une ou l'autre des options suivantes:

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

5.8 **Pénalité** : Le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités directs qu'il aura subis ou encourus compte tenu de l'exercice de l'option prévue à l'article 5.7.

5.9 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, représente un montant forfaitaire de un million six cent onze mille deux cent trente-et-un dollars (1 611 231 $), excluant les Taxes de vente, le coût de tous les permis nécessaires, ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire et du Locateur au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant.

Le coût des Travaux d'aménagement sera payé de la façon suivante. Le Locateur consent au Locataire une allocation d'un montant maximum de quatre cent quatre-vingt-seize mille cinq cent quarante-neuf dollars (496 549 $) plus taxes qui sera utilisée pour payer une partie des Travaux d'aménagement. Cette allocation sera payée directement par le Locateur, pour et au nom du Locataire, à l'entrepreneur ayant effectué les Travaux d'aménagement lors de l'acceptation définitive.

Pour le solde, le Locataire s'engage à rembourser et payer au Locateur le restant de la valeur de ces Travaux d'aménagement, soit un montant de un million cent quatorze mille six cent quatre-vingt-deux dollars (1 114 682$) plus taxes, sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15 %), lors de l'acceptation définitive.

5.10 **Remise en état** : Sauf pour les aménagements effectués au Local 710 dont le sort est prévu à l'article 2.7, à l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, aux frais du Locataire, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, aux frais du Locataire, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé au préalable le Locateur par écrit, effectuer des travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés et fournir s'il y a lieu, les plans de ces travaux au Locateur.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure, les équipements ou les systèmes électromécaniques, de plomberie, de ventilation ou de gicleurs des Lieux loués ou des Aires et installations communes, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur et lui fournir les plans de ces travaux, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables. Le Locateur se réserve le droit, à son entière discrétion, d'effectuer lui-même les travaux demandés par le Locataire, suivant les conditions de l'article 6.2 ci-dessous, aux frais du Locataire, incluant des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert qui devra être acceptable pour le Locateur.

Si l'Immeuble venait à être grevé d'une hypothèque en raison des travaux du Locataire, le Locataire devra, sans délai, en obtenir la radiation ou entreprendre les démarches ou procédures requises à cette fin.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locateur prend charge d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme aux plans et devis soumis devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5 %) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur, seront remboursés et payés par le Locataire dans les soixante (60) jours suivant facturation.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail durant les heures normales d'occupation qui sont : du lundi au vendredi, de 6h30 à 18h00.

En dehors des heures normales d'occupation, le Locateur devra donner accès aux Lieux loués aux employés du Locataire par le biais de carte d'accès donnée sur demande par le Locateur au Locataire, moyennant des frais, et au Locataire au

Paraphes	
Locateur	Locataire

Local RDC-2 (salle du conseil) sur préavis d'au moins 24 heures adressé au Locateur dans les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation sans frais additionnels pour les 218 premières heures calculées sur une base annuelle. Toutefois, des frais additionnels seront facturés au Locataire au taux de cinquante dollars l'heure (50$/h) plus taxes applicables pour toute utilisation de plus de 218 heures par année en dehors des heures normales. À la date anniversaire du Bail, les parties devront concilier les heures ainsi utilisées en dehors des heures normales d'occupation et le Locataire sera facturé par le Locateur s'il y a lieu.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au document « Programme fonctionnel et technique » (Annexe A), le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.4 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propre à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D.

7.5 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.6 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation et dans la salle RDC-2 lorsque requis en dehors des heures normales d'occupation, aux conditions suivantes :

Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;
Taux d'humidité relative maximum de 55%.

Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;
Taux d'humidité relative minimum de 30%.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.11 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les

Paraphes	
Locateur	Locataire

besoins du Locataire.

7.12 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00$), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.13 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués par un équipement de protection contre les incendies adéquat et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur, le Locataire étant responsable de faire respecter par ses employés et ses clients le plan d'évacuation et d'aviser le Locateur de toute défectuosité des équipements de protection contre les incendies.

7.14 **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

7.15 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.16 **Drapeau et signalisation** : installer, aux frais du Locataire, l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits convenus entre le Locateur et le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire. Le Locateur accorde au Locataire le droit d'installer une enseigne, aux frais de celui-ci, sur la façade de l'Immeuble pour identifier le Locataire, sans frais additionnel. L'emplacement de l'enseigne sera déterminé par le Locateur et le Locataire.

Le Locataire devra remettre au Locateur, pour son approbation écrite, les plans et devis de l'enseigne qui auront été préparés par une firme reconnue.

Le Locataire sera responsable de tous les coûts, frais, dépenses et déboursés se rapportant à la conception, au montage et aux travaux d'impression de l'enseigne. De plus, le Locataire s'engage à installer, entretenir, réparer et nettoyer l'enseigne à ses frais.

Le Locateur ne pourra être tenu responsable pour tous dommages, toutes pertes, toutes réclamations ou toutes dépenses pouvant survenir en raison de l'installation et de l'utilisation de l'enseigne ou en raison de l'endommagement ou de la destruction de l'enseigne.

À la fin de la Durée du Bail, le Locataire devra enlever l'enseigne, à ses frais, réparer tout dommage causé par cet enlèvement et remettre l'emplacement de l'enseigne à son état original, à défaut de quoi, le Locateur pourra le faire, aux frais du Locataire (incluant un frais d'administration de 15 % du coût de ces travaux).

7.17 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.18 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre

Paraphes	
Locateur	Locataire

les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.19 Transformations : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.20 Stationnement : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement.

7.21 Peinture : Si le Locataire exerce la première option de renouvellement prévue à l'article 3.2 ci-dessus, repeindre aux frais du Locateur les Lieux loués au début de la douzième (12e) année du Bail, avec une peinture sans composés organiques volatiles (COV) et revernir avec des enduits les surfaces, y compris celles ayant subies des Transformations après l'entrée en vigueur du Bail, le tout selon un calendrier et un horaire acceptés par les parties.

7.22 Sous-location et cession : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail par le biais d'une convention de sous-location, à être signée entre les parties ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule tous risques contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, dont notamment toute perte, le feu, les bris des équipements, les pertes d'exploitation et autres sinistres généralement couverts par une police de ce genre, couvrant entre autres les améliorations locatives dans les Lieux loués et accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00$), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur et/ou contre ceux dont le Locateur est légalement responsable et de divisibilité des intérêts d'assurance. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ;

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail ; et

d) le sous-locataire devra rembourser au Locateur les frais administratifs y afférents (750,00$), qui seront payables par chèque certifié remis au moment de la signature de la convention de sous-location.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

7.24 **Certifications** : Le Locateur s'engage à obtenir, au plus tard le 31 janvier 2021, la certification environnementale suivante : BOMA BEST Niveau 1.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 Publication : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement préparé conformément à l'article 2999.1

Paraphes	
Locateur	Locataire

du *Code civil du Québec*, pourvu que ce dernier ne contienne aucun renseignement financier et que le Locateur l'ait préalablement approuvé par écrit et fournira au Locateur une copie avec la preuve de sa publication. Le Locataire devra, à la fin de la Durée du Bail, radier à ses frais, toute publication du Bail, à défaut de quoi le Locateur pourra le faire aux frais du Locataire, le Locateur étant dès lors réputé le mandataire du Locataire à cette fin.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau, de salle de conseil d'arrondissement et de consultation publique. Advenant que le Locataire utilise certains des espaces dans les Lieux loués pour des fins de bureau et d'archivage de documents, il est de la responsabilité du Locataire de respecter la capacité portante vive acceptable pour un espace à bureau, soit 2.4 kPa et pour un espace d'archivage, de 7.4 kPa.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués ou à l'Immeuble résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser, dans les meilleurs délais, le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage qu'il constate et qui est causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués, à l'Immeuble ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle des Lieux loués** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, soit moins de 60% de la superficie totale des Lieux loués, alors le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours du sinistre, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux de dimension comparable aux Lieux loués dans l'Édifice et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice,

Paraphes	
Locateur	Locataire

alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.
Le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux Loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les adaptations nécessaires.

9.2 **Destruction totale des Lieux loués** : Si 60% ou plus des Lieux loués sont devenus impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux de dimension comparable aux Lieux loués dans l'Édifice et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux Loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les adaptations nécessaires.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, tant dans le cas de destruction partielle que de destruction totale, si la durée des travaux de réparation excède (12) douze mois, selon l'échéancier des travaux de réparation présenté par le Locateur au Locataire joint à l'avis du Locateur, dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de réparations du Locateur, le Locataire aura alors le droit de mettre fin au Bail, sur avis écrit au Locateur, et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction pour les Lieux Loués endommagés et que le Locataire a cessé d'occuper et pour les Lieux Loués non endommagés que le Locataire continue d'occuper, jusqu'à la date de fin du Bail tel que prévue à l'avis du Locataire, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit indiquant de façon suffisamment précise l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas ou dépendant de la nature du défaut n'a pas entrepris les démarches raisonnables pour remédier à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis, s'il y a urgence ou si en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage ;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous

Paraphes	
Locateur	Locataire

les frais raisonnables engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut à moins que le Locateur ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locateur pourra présenter au Locataire un plan de correction accompagné d'un échéancier. Si le Locateur n'acquitte pas les frais assumés par le Locataire pour remédier à ce défaut lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer par écrit le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail, à l'exception de la Convention de prolongation de bail, et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite tout aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout sinistre, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
ANNEXES

14.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Programme fonctionnel et technique
- ► Annexe A-1 : Échéancier des Travaux d'aménagement
- ► Annexe B : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe C : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe D : Devis d'entretien électromécanique.
- ► Annexe E : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe F : Plan du stationnement
- ► Annexe G : Règlements du locateur

14.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 15
ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

2946-8980 Québec inc.
a/s Société de Gestion Cogir s.e.n.c.
À l'attention du vice-président, location
7250, boulevard Taschereau, Bureau 200
Brossard (Québec) J4W 1M9
Téléphone : 514-213-3910
Télécopieur : 450-672-9557

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la Gestion et de la Planification immobilière
303, rue Notre Dame Est, 3e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350

15.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal ou de Longueuil. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, ou signifié personnellement du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 16
AUTRES CONDITIONS

16.1 Convention de prolongation de bail. Le Locateur et le Locataire conviennent d'amender la Convention de prolongation de bail afin de prolonger sa durée de dix (10) mois, pour se terminer le 31 octobre 2019, sauf pour le local 870 dont la location sera prolongée jusqu'au 31 janvier 2020, aux mêmes modalités et conditions que celles stipulées dans la Convention de prolongation de bail, sans aucune augmentation du loyer.

16.2 Déménagement : Le Locataire prendra en charge, à ses frais, tous les aspects de son déménagement dans les Lieux loués.

Paraphes	
Locateur	Locataire

16.3 Commission : Le Locataire et le Locateur déclarent et garantissent qu'aucun courtier ou agent n'a négocié ou n'a participé à la négociation ou à la conclusion du présent Bail (y compris toute offre ou entente qui a pu précéder le présent Bail).

16.4 Règlements. Le Locataire s'engage à ce que les règlements stipulés à l'Annexe G ci-jointe et toute autre règle et règlement que le Locateur peut stipuler ultérieurement, selon qu'il le juge nécessaire pour la réputation, sécurité, supervision ou la propreté de l'Immeuble et des Lieux loués ou pour l'exploitation, entretien ou protection de l'Immeuble, et de son équipement ou pour le confort des Locataires, soient fidèlement observés et respectés par le Locataire, ses employés, agents, visiteurs et ceux dont il est légalement responsable. Le Locateur ne sera pas responsable envers le Locataire de la non-observation ou violation d'un de ces règlements par tout autre locataire ou toute autre personne. Les dispositions des règlements ne seront pas considérées comme limitant tout engagement ou disposition de ce Bail à être exécuté ou rempli par le Locataire.

16.5 Délai de signature. Le présent Bail, de même que les termes et conditions qui y sont contenus, sont offerts par le Locateur jusqu'au 30 novembre 2018, à 17h00. Si pour quelque raison que ce soit, le présent Bail n'est pas approuvé, signé par le Locataire et retourné au Locateur en deux exemplaires, **au plus tard le 30 novembre 2018**, à 17h00, le Bail deviendra nul et non avenu, tel que s'il n'avait jamais été offert ou signé par l'une ou l'autre des parties.

(signatures sur la page suivante)

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, le Locateur et le Locataire ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de sa signature

Le _____ novembre 2018

LOCATEUR
2946-8980 Québec inc.

_____
par :

_____
par :

Le _____ novembre 2018

LOCATAIRE
VILLE DE MONTRÉAL, Arrondissement de Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce

_____
par :

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «A»

PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «A-1»

ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

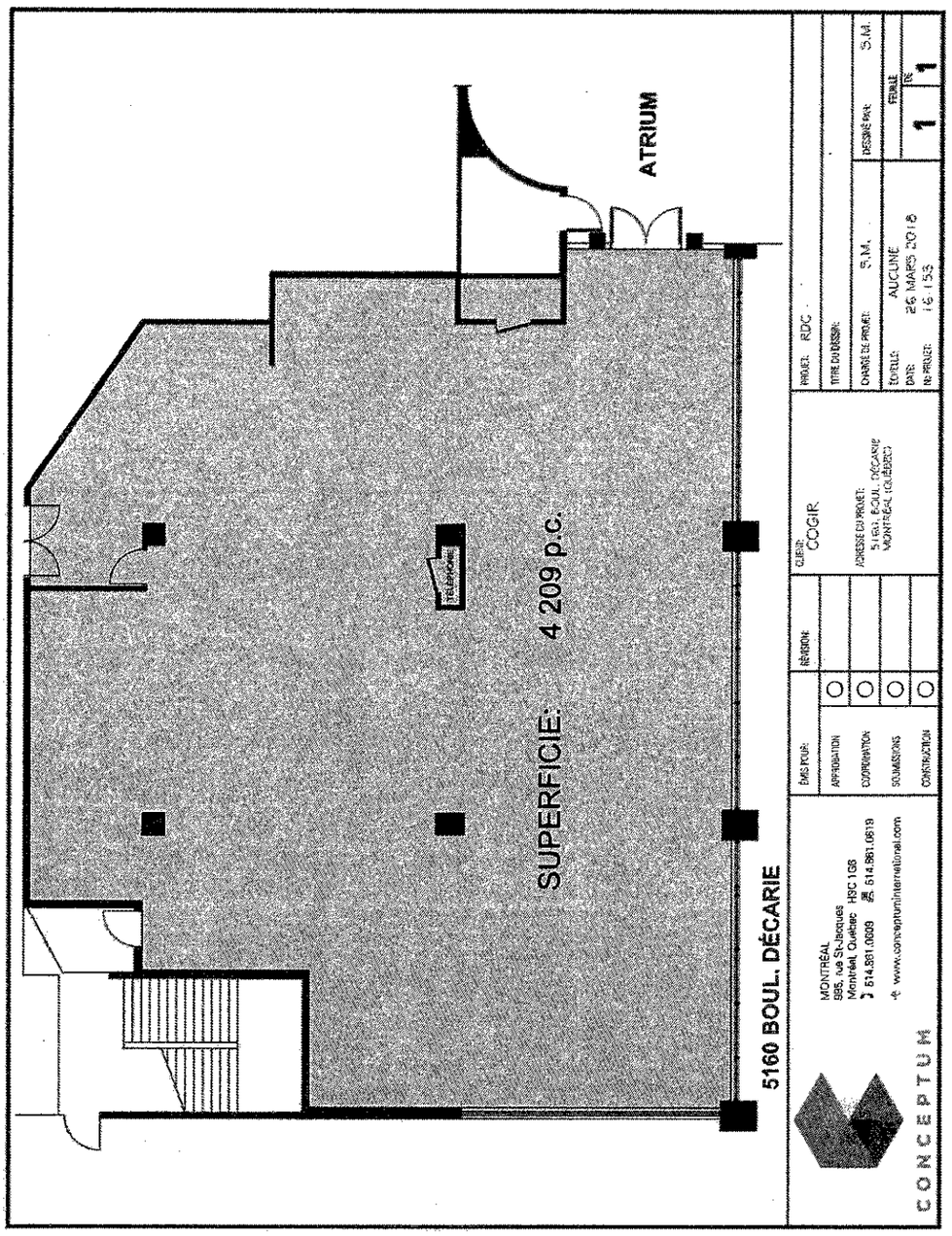
1. PHASE I – NÉGOCIATION DU BAIL	CALENDRIER	ACTION
1.1 Signature du nouveau Bail par le locataire	30 novembre 2018	Cogir/Arrondissement
2. PHASE II – EXÉCUTION PLANS ET DEVIS		
2.1 Plans et devis pour appel d'offres	Décembre 2018 à Mai 2019	Cogir
3. PHASE – APPEL D'OFFRES, CONSTRUCTION ET DÉMÉNAGEMENT		
3.1 Période d'appel offres – Entrepreneurs	Mai-Juin 2019	Cogir
3.2 Déménagement du Laboratoire du RDC-2	90 jours après avis	Cogir
3.3 Déménagement des avocats du 6e étage	60 jours après avis	Cogir
3.4 Travaux au RDC-2 pour construire le nouveau BAM, travaux au 6e étage pour aménager la Mairie, la DAUSE et la Direction sports-loisirs	Juin au 31 octobre 2019	Cogir
3.5 Déménagement du BAM du RDC1 au RDC2	1er novembre 2019	Arrondissement
3.6 Déménagement de la Mairie du 7e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.7 Travaux de transformation salle de réunion en salle d'archives	Mai au 31 octobre 2019	Cogir
3.8 Déménagement de la division de la culture du 4e au 7e pour 1 an	1er novembre 2019	Arrondissement
3.9 Déménagement des archives du 4e vers le 7e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.10 Déménagement de la DAUSE du 4e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.11 Déménagement du de la Direction sports-loisirs du 4e au 6e	1er novembre 2019	Arrondissement
3.12 Démolition et travaux au RDC-1 pour construire les nouveaux bureaux des permis et inspections	Du 1er novembre au 31 janvier 2020	Cogir
3.13 Déménagement des permis et inspections du 8e vers le RDC-1	1 février 2020	Arrondissement

* Les congés relatifs aux fériés de la construction seront considérés lors de la planification détaillée des travaux de construction. Ces données pourraient influencées le présent échéancier. Préparé en collaboration avec la Ville de Montréal

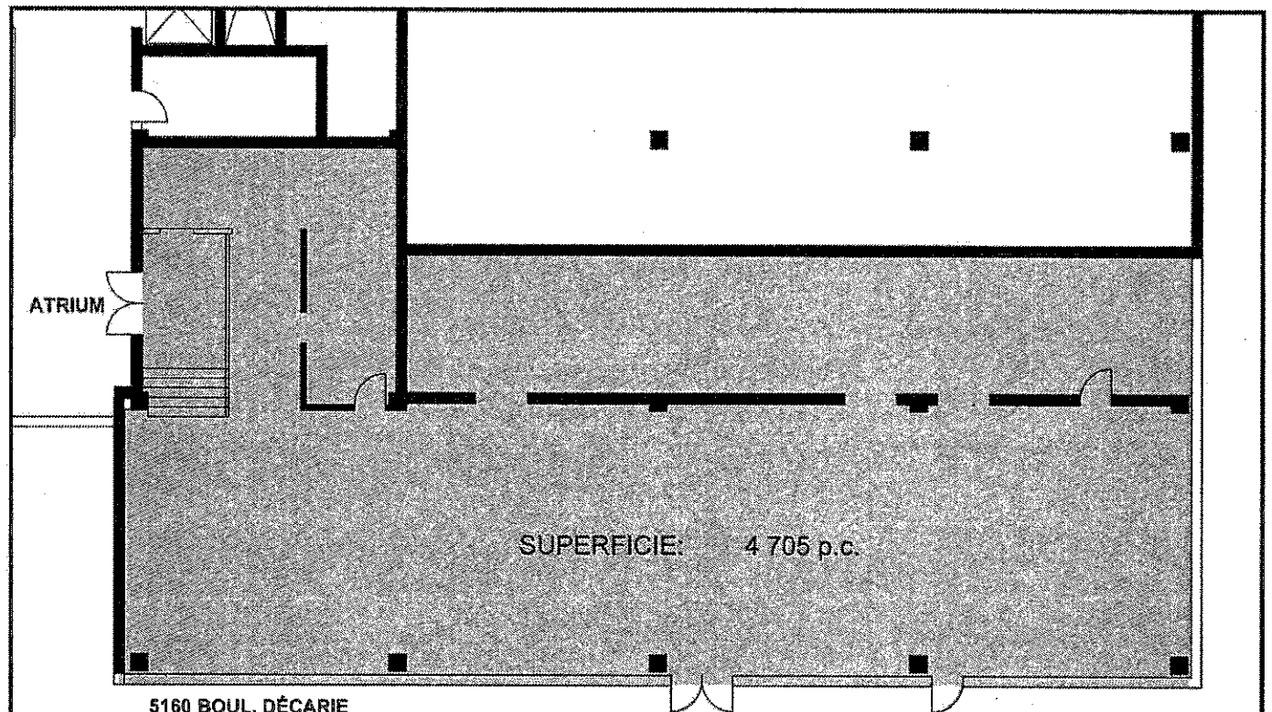
Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «B»

PLAN DES LIEUX LOUÉS



Paraphes	
Locateur	Locataire



CONCEPTUM

MONTRÉAL
995, rue St-Jacques
Montréal, Québec H3C 1G6
514.861.0609 514.861.0619
www.conceptuminternational.com

ÉMIS POUR:		RÉVISION:
APPROBATION	○	
COORDINATION	○	
SOUMISSIONS	○	
CONSTRUCTION	○	

CLIENT: COGIR

ADRESSE DU PROJET: 5160, BOUL. DÉCARIE, MONTRÉAL (QUÉBEC)

PROJET: RDC 2

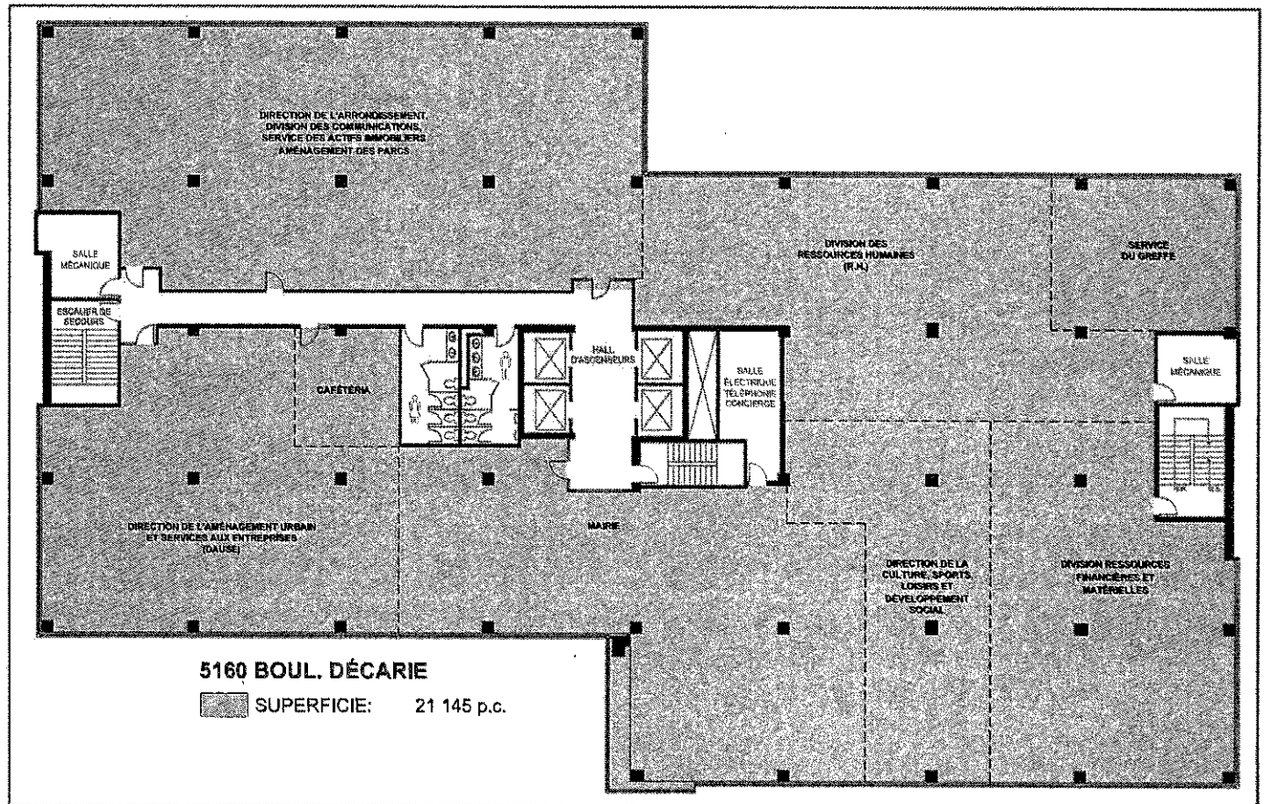
TITRE DU DESSIN:

CHARGÉ DE PROJET: S.M. DESSINÉ PAR: S.M.

ÉCHELLE: AUCUNE
DATE: 26 MARS 2018
N/ PROJET: 16-153

FEUILLE 1 DE 1

Paraphes
Locateur
Locataire



CONCEPTUM

MONTRÉAL
999, rue St-Jacques
Montréal, Québec H3C 1G8
514.861.0609 514.861.0819
www.conceptuminternational.com

ÉMIS POUR:		RÉVISION:
APPROBATION:	○	
COORDINATION:	○	
SOUMISSIONS:	○	
CONSTRUCTION:	○	

CLIENT: COGIR

ADRESSE DU PROJET: 5160, BOUL. DÉCARIE MONTRÉAL (QUÉBEC)

PROJET: 6e ÉTAGE

TITRE DU DESSIN:

CHARGÉ DE PROJET: S.M. DESSINÉ PAR: S.M.

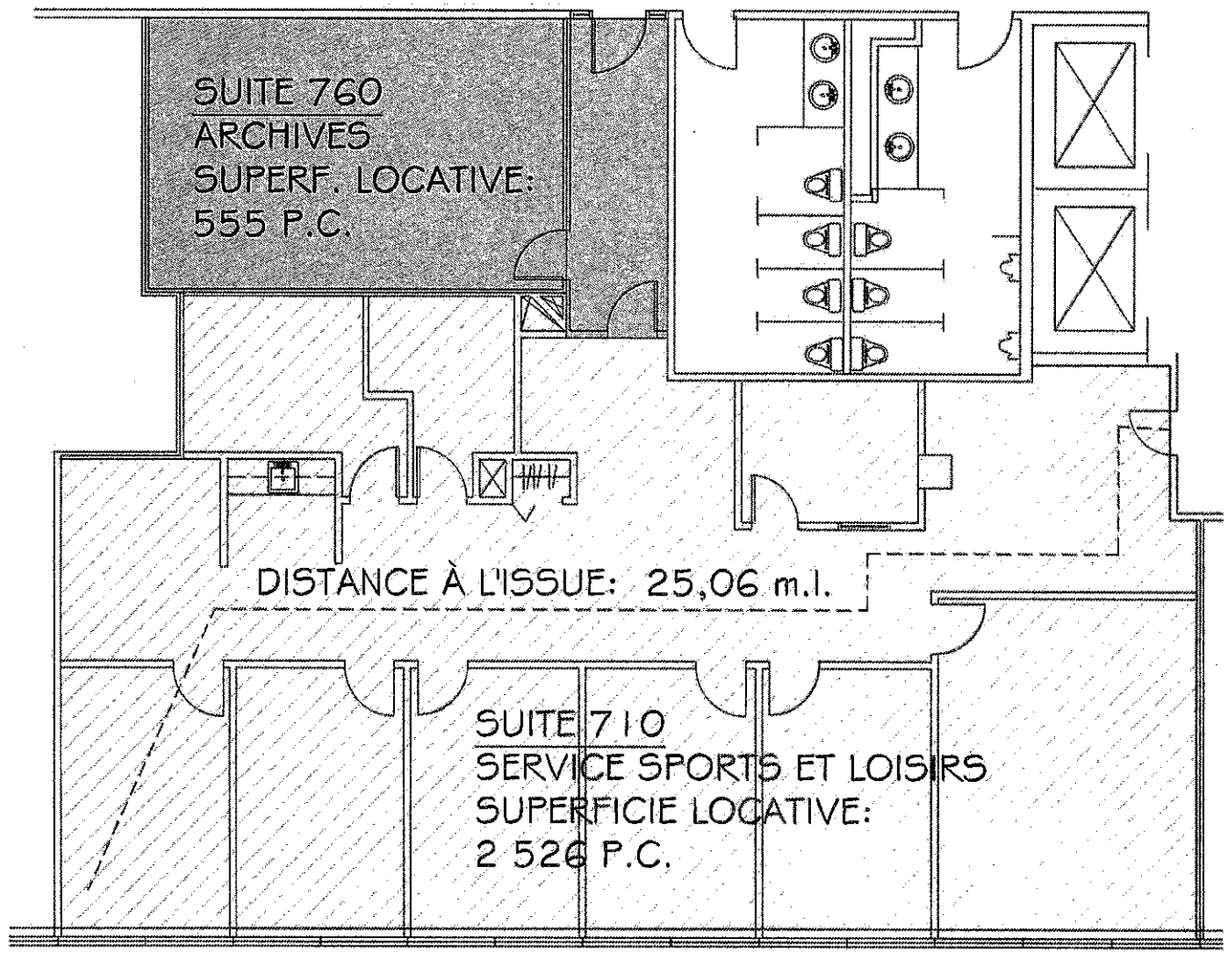
ÉCHELLE: AUCUNE

DATE: 28 MARS 2018

No PROJET: 16-155

FEUILLE 1 DE 1

Paraphes
Locateur
Locataire



Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «C»

DEVIS D'ENTRETIEN MÉNAGER

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «D»

DEVIS D'ENTRETIEN ÉLECTROMÉCANIQUE

Paraphes	
Locateur	Locataire

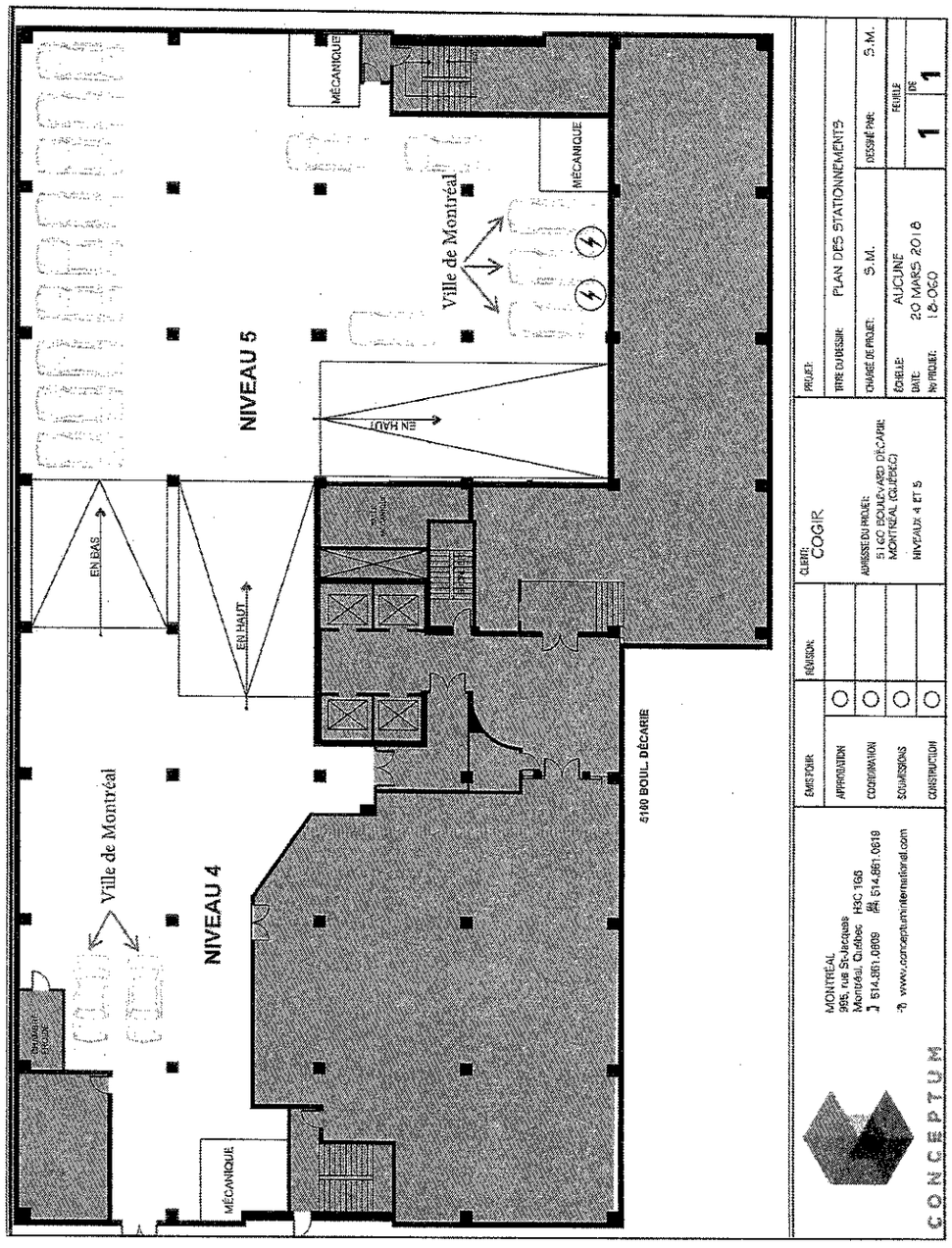
ANNEXE «E»

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

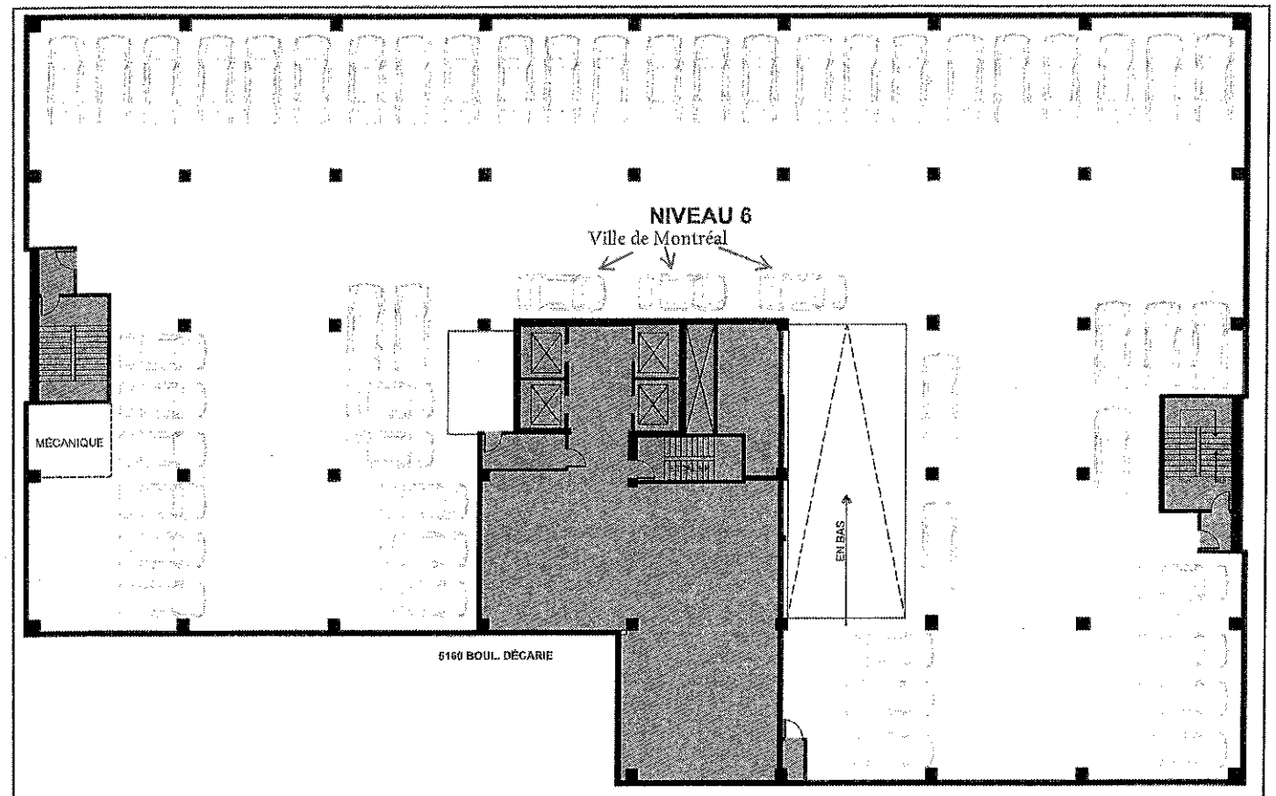
Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «F»

PLAN DU STATIONNEMENT



Paraphes	
Locateur	Locataire



CONCEPTUM
MONTRÉAL
995, rue St-Jacques
Montréal, Québec H3C 1G6
514.861.0609 514.861.0619
www.conceptuminternational.com

ÉMIS POUR:		RÉVISION:
APPROBATION	○	
COORDINATION	○	
SOUMISSIONS	○	
CONSTRUCTION	○	

CLIENT: COGIR

ADRESSE DU PROJET: 5160 BOULEVARD DÉCARIE MONTRÉAL (QUÉBEC)

NIVEAU 6

PROJET:

TITRE DU DESSIN: PLAN DES STATIONNEMENTS

CHARGÉ DE PROJET: S.M. DESSINÉ PAR: S.M.

ÉCHELLE: AUCUNE

DATE: 20 MARS 2018

NO PROJET: 18-060

FEUILLE 1 DE 1

Paraphes

Locateur

Locataire

ANNEXE «G»

RÈGLEMENTS DU LOCATEUR

Qualité de vie:

R.1 Le Locataire ne devra accomplir ni permettre que soient accomplis des actes ou tolérées des pratiques qui pourraient endommager les Lieux loués ou constituer un inconvénient ou une menace pour les autres locataires, ni faire ou permettre que soient faits des bruits indésirables dans l'Immeuble, ni faire permettre ou tolérer des dommages, des pertes ou des dégradations aux Lieux loués ou à leurs modifications et améliorations, ni permettre ou tolérer que les planchers des Lieux loués soient surchargés ni qu'il y soient placés un coffre-fort, de l'équipement commercial lourd ou d'autres articles lourds sans le consentement écrit préalable du Locateur, ni permettre ou utiliser toute partie des Lieux loués pour les fins d'un commerce ou d'une entreprise dangereuse, nocive ou indésirable et il devra immédiatement, sur demande du Locateur, cesser tout acte ou pratique qui est en violation de cette clause et réparer tout dommage qui en résulterait aux Lieux loués.

R.2 Il est interdit d'apporter ou de garder des animaux dans ou autour de l'Immeuble.

R.3 La sollicitation et le colportage sont prohibés dans l'Immeuble et le Locataire devra coopérer afin de prévenir de telles activités.

Respect de la propriété:

R.4 Le Locataire ne devra pas causer de travaux inutiles ou superflus en raison de son insouciance et de son indifférence à la préservation du bon ordre et de la propreté dans les Lieux loués et dans l'Immeuble.

R.5 Le Locataire ne devra mutiler ou marquer aucune partie de l'Immeuble ni permettre que des trous soient percés ou que des clous, vis, chevilles ou crochets soient fixés aux murs, portes, ou planchers intérieurs ou dans les pierres ou la brique de l'Immeuble ou de ses accessoires sans consentement écrit du Locateur.

R.6 Le Locataire ne devra pas poser de couvre-planchers en linoléum caoutchouc, liège ou autres substances, de sorte qu'ils soient en contact direct avec le plancher et si le Locataire désire utiliser de tels couvre-planchers, un sous-plancher en feutre industriel devra être préalablement fixé au plancher au moyen d'une colle ou autre adhésif dissoluble à l'eau.

R.7 Les toilettes, éviers et les urinoirs, ne devront être utilisés pour aucune fin autre que celles pour lesquelles ils ont été construits, et les frais occasionnés par le bris, l'obstruction et les dommages résultant d'une violation de cette règle par le Locataire, ses employés, ses agents, visiteurs ou concessionnaires seront à la charge du Locataire.

R.8 Le Locateur aura le pouvoir de déterminer le poids et l'emplacement des coffres-forts et des autres pièces d'équipements lourds, lesquels devront être placés et installés sur tels planches ou supports que le Locateur pourra prescrire afin de distribuer le poids convenablement. Tous dommages causés à l'Immeuble par l'entrée ou la sortie d'un coffre-fort ou d'une autre pièce de l'équipement du Locataire ou par sa présence dans les Lieux Loués devront être réparés aux frais du Locataire. Le déménagement des coffres-forts et autres équipements très lourds ne devra avoir lieu que pendant les heures prescrites de temps à autre par le Locateur et sur préavis à ce dernier, et les personnes employées à déménager les coffres-forts et autres équipements très lourds à l'intérieur et à l'extérieur de l'Immeuble devront être acceptables au Locateur. Les coffres-forts et autres équipements très lourds devront être déplacés dans les entrées et corridors seulement au moyen de plaque d'appui en acier. Il est interdit de recevoir des marchandises ou des objets lourds de toute nature dans l'Immeuble ou de les transporter dans les ascenseurs sauf pendant les heures approuvées

Paraphes	
Locateur	Locataire

par le Locateur.

Prévention et sécurité:

R.9 Les trottoirs, entrées, corridors, ascenseurs et escaliers ne devront pas être encombrés ou utilisés par le Locataire, ses employés, agents, visiteurs ou ceux dont il est légalement responsable pour des fins autres que celle d'entrer et de sortir des bureaux. Aucun objet ne devra être jeté par le Locataire, ses employés, agents, visiteurs ou ceux dont il est légalement responsable, des fenêtres ou des portes, ou dans les entrées, corridors, ascenseurs ou escalier de l'Immeuble. Le Locateur se réserve le droit de contrôler les trottoirs, entrées, ascenseurs, escaliers et corridors qui ne font pas expressément partie, et aura le droit d'y effectuer les réparations, changements, modifications, additions, décorations et améliorations qu'il juge appropriés et pourra y placer des enseignes et appareils dans la mesure où il l'estime nécessaire, sous réserve toutefois qu'il n'empêche pas indûment l'entrée et la sortie des Lieux loués.

R.10 Si le Locataire doit obtenir un permis préalablement à l'utilisation ou à l'installation par lui d'un appareil, le Locataire devra remettre une copie de tel permis au Locateur.

R.11 Toutes les personnes qui entrent ou sortent de l'Immeuble hors des Heures d'ouverture pendant les jours ouvrables et toutes les personnes qui y entrent ou en sortent les samedis, dimanches et jours fériés devront s'enregistrer, le cas échéant, dans les livres conservés par le Locateur à l'entrée de nuit ou près de cet endroit.

R.12 Le Locataire s'engage à observer toutes les règlements raisonnables ayant trait à la sécurité et la protection de l'Immeuble et de ses Locataires.

R.13 Le Locataire devra se conformer et participer à tous exercices de feu ou autres manœuvres similaires faits ou arrangés par les autorités municipales, le département des incendies ou le Locateur, pour les fins de sécurité et de protection de l'Immeuble ou des locataires.

R.14 Il est interdit à quiconque de cuisiner dans les Lieux loués à moins d'avoir obtenu le consentement explicite et écrit du Locateur.

Image de marque:

R.15 Le Locateur aura le droit d'interdire au Locataire de faire de la publicité qui, de l'avis du Locateur, tend à diminuer la réputation de l'Immeuble ou son attrait comme Immeuble à bureaux ou pour des institutions financières, des compagnies d'assurance ou des autres institutions ou commerces de semblable nature. Sur avis écrit du Locateur, le Locataire s'abstiendra ou cessera de faire telle publicité.

R.16 Le Locataire ne devra peindre, exhiber, inscrire, placer ou fixer une enseigne, image, annonce, avis ou du lettrage ou des inscriptions dans les fenêtres ou dans toute partie extérieure de l'Immeuble ou dans tout endroit visible de l'extérieur de l'Immeuble. Le Locateur prescrira des normes uniformes pour les enseignes d'identification des locataires, à être placées à l'extérieur des portes conduisant aux lieux loués des locataires et, hormis des enseignes d'identifications, le Locataire ne devra peindre, exhiber, placer ou fixer, des enseignes, images, publicité, avis lettrage, ou instructions à l'extérieur des Lieux loués, ou ailleurs dans l'Immeuble sans le consentement écrit du Locateur.

R.17 Le Locataire convient de ne pas désigner l'Immeuble autrement que par le nom prescrit de temps à autre par le Locateur, et le Locataire utilisera le nom de l'Immeuble uniquement pour les fins d'identifier son adresse d'affaires.

Confort physique:

R.18 Les coulisses des fenêtres, portes coulissantes, fenêtres, portes vitrées, lumière et puits de lumière qui reflètent ou laissent pénétrer la lumière dans les entrées,

Paraphes	
Locateur	Locataire

ou autres endroits de l'Immeuble ne devront pas être recouverts ou encombrés et il est interdit de placer sur ou de suspendre au dessus des rebords de fenêtres quelques objets que ce soient, tels des livres, colis, pots de fleurs ou autres articles.

R.19 Le Locataire doit en tout temps garder les fenêtres extérieures fermées et, pendant le cycle de refroidissement, garder baissés les stores de toutes les fenêtres exposées au soleil; de plus, le Locataire doit garder toutes les bouches d'air entièrement dégagées de façon à permettre à l'air d'en sortir et de circuler normalement.

R.20 La densité humaine dans les lieux loués ne doit pas dépasser une personne par cent (100) pieds carrés de surface.

Confort visuel:

R.21 Le Locataire ne devra pas installer de stores d'une couleur autre que les couleurs uniformes approuvées de temps à autre par le Locateur. Le Locataire ne devra pas installer de rideaux ou vénitiennes sans l'approbation du Locateur.

Pratiques écologiques:

R.22 Il est l'intention du Locateur d'encourager l'économie d'eau et d'énergie, la réduction des déchets, la récupération, le recyclage, l'emploi de matériaux sains pour l'environnement et à éviter l'utilisation de matières dangereuses afin de soutenir et de favoriser les pratiques écologiques en milieu de travail. Pour ce faire, le Locateur entend prendre certaines mesures et émettre, de temps à autre, des directives à cet effet. Le Locataire s'engage donc à coopérer dans cette démarche et à se conformer aux programmes mis en place par le Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1185265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 2 400 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 2 400 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Cafétéria communautaire Multicaf 3600, av. Barclay, bureau 320 Montréal (Québec) H3S 1K5 a/s M. Jean-Sébastien Patrice Directeur	Afin d'appuyer l'organisation d'une activité contre la violence faite aux femmes qui aura lieu le 5 décembre 2018. Cette activité est organisée annuellement dans le cadre de la journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.	**TOTAL : 400 $** Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 300 $
Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, Carré Cummings, #216 Montréal (Québec) H3W 1M6 a/s M. Jacques Saada Président	Pour le Festival Sefarad de Montréal qui aura lieu du 27 octobre au 11 novembre 2018.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 400 $
Ordre des chevaliers de Rizal / Order of the Knights of Rizal 6767, ch. De la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Monsieur Gerry Danzil Président	Pour soutenir les activités de volleyball offertes à la communauté philippine de CDN-NDG.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $

Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ) 5850, av. Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1G1 a/s Mme Corazon Diaz Abdon Présidente	Afin de souligner le 26e anniversaire de l'Association et la Semaine internationale des infirmières et infirmiers.	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $
Club de basketball Marquis Montréal 5803, av. Wentworth Côte Saint-Luc (Québec) H4W 2S5 Case postale 255 Succursale Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H4V 2Y4 a/s M. Edgardo (Ed) Tupaz Président	Afin de permettre à un groupe de jeunes joueurs de basketball d'élite de bien représenter notre arrondissement dans plusieurs tournois locaux et régionaux	**TOTAL : 500 $** Lionel Perez 500 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 2 400 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington et de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 2 400 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 2 400 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 2 400 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 2 400 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 29 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-29

Daniel SANGER
Directeur de cabinet

Tél : 514-868-3527
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 2 400 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185265015 Certification des fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-30

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Numéro de dossier	**1185265015**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 2 400 $ comme suit :

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Total général
Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ)	573154	(500 $)		(500 $)
Cafétéria communautaire Multicaf	573132	(100 $)	(300 $)	(400 $)
Club de basketball Marquis Montréal	573164	(500 $)		(500 $)
Communauté sépharade unifiée du Québec	573143	(100 $)	(400 $)	(500 $)
Ordre des chevaliers de Rizal	573151	(500 $)		(500 $)
TOTAL		**(1 700 $)**	**(700 $)**	**(2 400 $)**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Élu	Imputation	Total
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	(1 700 $)
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	(700 $)
		(2 400 $)

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1184570009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'approuver, tel que soumis, le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

Dates	**Lieux**
Lundi 4 février	Le 6767, 6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Lundi 11 mars	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 1er avril	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 6 mai	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 3 juin	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Mardi 25 juin	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Mardi 3 septembre	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 7 octobre	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 4 novembre	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 2 décembre	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland

* Toutes les séances ordinaires se tiennent à 19 heures.

Les séances extraordinaires se tiennent habituellement à la salle de réunion du bureau d'arrondissement situé au 5160, boulevard Décarie ou au Centre de conférence Gelber de la Fédération CJA (Maison Cummings) au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:07

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184570009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 319 de la *Loi sur les cités et villes* , le conseil doit fixer par résolution, avant le début de chaque année civile, le calendrier des séances ordinaires pour cette année en fixant le jour et l'heure du début de chacune d'elles.
Suivant l'article 17 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec* , le conseil doit tenir au moins 10 séances ordinaires par année. Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé, pour l'année 2019, de tenir 10 séance plutôt que 12 par année, et de ne plus tenir de séances durant les mois de janvier et d'août. Cette nouvelle pratique sera toutefois revue en 2020 et ne sera renouvelée que si l'exercice est concluant.

En outre, comme l'arrondissement ne possède pas, à tout le moins pour le début de l'année 2019, de salle fixe pour la tenue des séances du conseil, ce dernier doit déterminer par résolution le lieu des séances ordinaires et extraordinaires. À noter qu'un projet d'aménagement de salle de conseil est prévu pour l'automne 2019, laquelle sera située au bureau d'arrondissement.

Il importe d'ajouter que des travaux sont prévus au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges dès mars 2019, de telle sorte qu'à compter de cette date, il ne sera plus possible d'utiliser cette salle pour y tenir des séances.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CDN/NDG - 1, Règlement sur la régie interne du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.
Résolution: CA17 170323 - Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2018 (Sommaire décisionnel 1174570027) .

DESCRIPTION

Au cours de l’année 2019, le conseil tiendra ses séances ordinaires à 19 h aux dates et lieux suivants :

Dates	Lieux
Lundi 4 février	Le 6767, 6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Lundi 11 mars	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 1er avril	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 6 mai	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 3 juin	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Mardi 25 juin	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Mardi 3 septembre	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 7 octobre	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland
Lundi 4 novembre	Édifice Cummings, 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Lundi 2 décembre	Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce, 6400, ave. de Monkland

Les séances extraordinaires se tiennent habituellement à la salle de réunion du bureau d'arrondissement situé au 5160, boulevard Décarie ou au Centre de conférence Gelber de la Fédération CJA (Maison Cummings) au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

JUSTIFICATION

Les fêtes importantes en 2019 qui doivent être prises en considération dans l'adoption du calendrier sont les suivantes :
· 1 et 2 janvier : Fériés (Fête du Jour de l'an);
· Vendredi 19 avril : Vendredi saint;
· Lundi 22 avril : Lundi de Pâques;
· Samedi 20 avril au samedi 27 avril 2018 : Pessa'h;
· 9 et 10 juin : Shavuot;
· Lundi 20 mai : Journée nationale des patriotes;
· Lundi 24 juin : Fête nationale du Québec;
· Lundi 1 juillet : Fête du Canada;
· Lundi 2 septembre : Fête du travail;
· 30 septembre et 1 octobre : Roch Hachanah;
· 14 et 15 octobre : Souccot;
· Mardi 22 octobre : Simchat Torah;
· Lundi 14 octobre : Fête de l'Action de grâce;
· Lundi 23 décembre : début du congé de Noël.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le calendrier et le lieu des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019 feront l'objet d'un avis public conformément à l'article 320 de la *Loi sur les cités et villes.* Cet avis sera diffusé dans les journaux locaux et affiché au bureau d'arrondissement, au bureau Accès Montréal de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 319 et 320 de la *Loi sur les cités et villes* et à l'article 17 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-11

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-8436
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183219013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 uniquement en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 uniquement en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183219013**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 uniquement en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

CONTENU

CONTEXTE

La créance découle de l'occupation du trottoir et de plusieurs travées de la chaussée du chemin Côte-St-Luc, entre février 2017 et janvier 2018, pour l'utilité de l'immeuble en construction situé au 6710 chemin de la Côte St-Luc (lot 3 324 194 - Projet Monclair), propriété de 9341-7582 Québec inc. Les demandes de permis d'entraves du domaine public ayant cependant été soumises à la Ville par 9264-8476 Québec inc., les factures lui ont alors été alors adressées. Les deux entreprises étaient contrôlées par monsieur ou madame Basal.

En 2017- 2018, pour six sites de constructions menées par différentes compagnies matricules du groupe corporatif Basal, la Ville a eu à faire face à un important problème de perception (coûts d'occupation du domaine public, frais d'études de permis, entrées charretière). C'est cependant pour l'occupation du domaine public pour le 6710 chemin de la Côte-St-Luc que la somme accumulée était la plus importante, le total impayé ayant atteint 265 770,53 $. Deux hypothèques ont dû être publiées au soutien du recouvrement des montants dus, une première le 20 avril 2018, au montant de 259 040,12 $, et une seconde le 5 août 2018, de 6 730,41 $.

Parmi les sites problématiques pour non-paiement des coûts d'occupation du domaine public, un autre est également situé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Il s'agit du 6250, avenue Lennox, à l'égard duquel le solde en souffrance est de 47 802 $ en capital. Pour cette propriété, une seconde hypothèque légale a dû être publiée en août 2018 - pour des entraves de janvier à mars 2018 - après perception cet été d'une somme de 30 000 $ et la radiation d'une première hypothèque légale datant d'avril 2018.

Toutes les créances ainsi impayées du « Groupe Basal » totalisent un peu plus de 400 000 $. Entre mars 2017 et mars 2018, plusieurs chèques sans provisions suffisantes, totalisant

aussi près de 400 000 $, ont été transmis à la Ville. Vu la quantité exceptionnelle de comptes impayés sur un aussi grand nombre de projets, l'encaissement inutile de tous ces chèques sans fonds, émis par plusieurs des entités du « Groupe Basal », a entraîné complications et perturbations des opérations de recouvrement (service des finances) à cause des imputations complexes en capital et intérêts qu'il fallait ensuite annuler et « renverser » au fur et à mesure des retours des effets de commerces non honorés.

Sur réception des dossiers à notre service, outre les publications d'hypothèques légales, des actions en justice ont donc dû être instituées en avril 2018 (total 327 308,34 $) contre l'entité corporative ayant requis les permis auprès de la Ville (9264-8476 Québec inc.) et celle qui a transmis plusieurs des chèques sans fonds (9422340 Canada inc.). Certaines factures additionnelles ayant plus tard été transmises à notre service durant l'été, une seconde procédure a été prise en août 2018 au montant de 83 332,53 $, portant le total réclamé à 410 640,87 $. Il faut souligner que, se sachant parfaitement insolvables, aucune des deux corporations visées n'a même pris la peine de répondre (comparaître) ni de produire une défense et notre service est sur le point d'obtenir jugement par défaut.

Pour le 6710 chemin de la Côte-St-Luc à l'égard duquel le montant à réclamer demeurait le plus considérable, les procédures judiciaires d'avril et d'août 2018 totalisaient 265 770,53 $ (259 040,12 $ - avril 2018 et 6 730, 41 $ - août 2018).

Comme il l'est exigé par les règlements applicables, un dépôt de garantie des dommages potentiellement causés au domaine public avait aussi été remis à l'arrondissement à l'égard de ce projet de construction pour le 6710 chemin de la Côte-St-Luc. Le montant déposé totalisait 73 155, 82 $. Une somme de 7 733,85 $ plus taxes a toutefois été déduite pour compenser des dommages effectivement causés au domaine public, laissant un reliquat de 64 263,83 $.

Le 8 octobre 2018, lorsque notre service a été informé de l'intention de la corporation propriétaire du 6710 chemin de la Côte-St-Luc (9341-7582 Québec inc.) de faire faillite, il a été demandé aux représentants de l'arrondissement de procéder à l'encaissement de ce dépôt de 64 263,83 $ et à son imputation immédiate sur les occupations du domaine public impayées pour le 6710 chemin de la Côte-St-Luc. En conséquence de cette mesure, le solde impayé des coûts d'occupation du domaine public pour le 6710, chemin de la Côte-St-Luc s'établirait alors à 201 000 $.

Le 8 octobre 2018, nous avons donc été informés de l'intention de la corporation propriétaire du 6710 chemin de la Côte-St-Luc (9341-7582 Québec inc.) de déposer un avis d'intention de proposition de faillite.

En ce domaine, devant la chambre commerciale, les délais sont excessivement comprimés. Ainsi, dès le 23 octobre 2018, la Ville a reçu signification d'une requête en vue d'obtenir l'autorisation de vendre l'immeuble du 6710, chemin de la Côte-St-Luc à 9384-8943 Québec inc. pour 12 M$. Invoquant des coûts hypothécaires quotidiens importants, le syndic a donc traité cet immeuble en priorité. Les autres propriétés du « Groupe Basal », dont celle du 6250 Lennox, ne sont pour le moment pas visées par une demande d'ordonnance.

Les conditions de l'ordonnance d'autorisation de transaction immobilière du 29 octobre 2018

Le syndic demande au tribunal la permission de vendre l'immeuble du 6710 chemin de la Côte-St-Luc et de payer uniquement les créanciers garantis au sens de la Loi sur la faillite (créancier hypothécaire Romspen et les entrepreneurs en construction impayés qui ont publié des hypothèques). Le syndic considère donc uniquement ces créanciers à titre de garantis au sens de la Loi sur la faillite et, comme il est d'usage, il requiert de la Cour la radiation des autres hypothèques, en l'occurrence, celles de la Ville (260 000 $) et celle du

ministère du Revenu (883 000$). Compte tenu de l'absence de statut de créancier garanti de la Ville et du poids du créancier hypothécaire dont la créance quotidienne s'élevait à 3 090,35 $ / jour, il n'y avait aucune chance que la permission demandée soit refusée par la Cour.

Le 25 octobre nous avons néanmoins transmis au syndic et à ses procureurs une lettre les prévenant de notre ferme intention de tout mettre en oeuvre pour tenter de récupérer les coûts d'occupation du domaine public ici dus à la Ville, eu égard à cet immeuble, notamment en raison des nombreux chèques sans provision qui lui ont été remis, et les informant de notre intention de poursuivre les démarches de recouvrement à l'encontre du nouveau propriétaire.

Sur réception de cet envoi, les avocats du syndic nous ont présenté une proposition de règlement dans le but d'éviter un litige mais surtout pour donner un titre clair à l'acquéreur. Après certains allers-retours, les avocats du syndic nous ont informés le 27 octobre être disposés à obtenir de l'acheteur un montant additionnel de 100 000 $ en faveur de la Ville et à ne pas contester l'encaissement du dépôt de 64 263, 83 $ le 9 octobre 2018, le tout en contrepartie d'une quittance complète des coûts d'occupation du domaine public visés par les deux hypothèques pour le 6710 chemin de la Côte St-Luc.

N/D: 18-003951

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

JUSTIFICATION

Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une proposition résolument à l'avantage de la Ville qui non seulement pouvait se trouver à risque de ne plus être en mesure de percevoir quelque somme que ce soit à cause de la faillite mais aussi de voir remis en question son encaissement du 9 octobre 2018 de 64 263,83 $ à cause du contexte de faillite et de la prétention que le syndic aurait pu avoir à l'égard de cette somme.
Le régime de la faillite restreint en effet considérablement la faculté de recouvrement de la Ville pour des créances autres que celles de taxes foncières qui elles, bénéficient de la protection accordées par le législateur fédéral aux créanciers garantis. Dans le cadre de la faillite, c'est une interprétation stricte et restrictive de la notion de créancier garanti qui prévaut. Ainsi, en dépit du bénéfice de la publication d'hypothèques légale prévu par la Charte (législateur provincial) pour faciliter le recouvrement des frais d'occupation du domaine public, cette créance paraît difficilement pouvoir être assimilée aux taxes foncières au sens de la Loi sur la faillite. L'encaissement de la somme de 64 263,83 $ en contexte de faillite appréhendée aurait également pu faire l'objet d'une revendication de la part du syndic (art. 65.13 Loi sur la faillite), d'autant plus que le créancier hypothécaire Romspen avait en main une note de crédit provenant de la Ville et datée du 5 octobre 2018, au montant de 64 263,83 $ (85-248305-1 - 34657382-18-20-01).

Publier à nouveau une hypothèque légale sur l'immeuble alors que la créance principale aura vraisemblablement été purgée par la faillite aurait donné lieu à un débat ardu et coûteux, dont on ne pouvait présumer l'issue favorable. Il aurait aussi fallu s'adjoindre des avocats externes spécialisés en la matière, ce qui aurait aussi impliqué d'importants frais d'honoraires.

Soulignons au passage que la créance du ministère du revenu ne sera pas ici acquittée, même partiellement.

Dans les circonstances, l'acceptation de la proposition du 27 octobre 2018 du syndic est jugée dans l'intérêt de la Ville et nous recommandons en conséquence d'accepter le versement de la somme additionnelle de 100 000 $ en capital et intérêts, l'encaissement de celle-ci à l'égard des comptes impayées apparaissant au tableau ci-dessous et la radiation de tout solde ou montant demeurant exigible une fois les imputations complétées en capital et intérêts, considérant l'encaissement à leur égard de la somme de 64 263,83 $ le 9 octobre 2018.

Projet Chemin Côte-St-Luc/Montclair arr. CDN/NDG **Lot 3 324 194** **Cpte foncier: 454997-10** **Propriétaire : 9341-7582 Québec inc.**			
NUMÉROS DE PERMIS	**DATES**	**COMPTES**	**SOLDES DUS**
609836	Du 28/02/2017 Au 31/03/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 15	15 635,47 $
646322	Du 01/09/2017 Au 30/09/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 26	4 056,23 $
654992	Du 18/10/2017 Au 19/10/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 26	
627180	Du 01/06/2017 Au 30/06/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 21	1 889,79 $
635025	Du 13/07/2017 Au 21/07/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 21	
634066	Du 01/07/2017 Au 31/07/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 24	4 541,72 $
640876	Le 14/08/2017	Cpte 25-199951-1 2017 mod 24	
615111	Du 01/04/2017 Au 30/04/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 04	44 045,37 $
615196	Du 01/04/2017 Au 30/04/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 04	
615542	Du 01/04/2017 Au 30/04/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 04	
621440	Du 01/05/2017 Au 31/05/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 05	42 278,91 $
621448	Du 01/05/2017 Au 31/05/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 05	
627176	Du 01/06/2017 Au 30/06/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 06	38 187,69 $
634048	Du 06/07/2017 Au 12/07/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 06	

634073	Du 01/08/2017 Au 31/08/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 11	15 755,94 $
651734	Du 01/09/2017 Au 24/09/2017	Cpte 25-228928-1 2017 mod 11	
651764	Du 25/09/2017 Au 31/10/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 02	52 943,74 $
651776	Du 01/10/2017 Au 31/10/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 02	
658155	Du 01/11/2017 Au 15/11/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 02	
657108	Du 01/11/2017 Au 30/11/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 03	39 704,89 $
663362	Du 16/11/2017 Au 30/11/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 03	
663416	Du 01/12/2017 Au 15/12/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 03	
663417	Du 01/12/2017 Au 15/12/2017	Cpte 25-228928-1 2018 mod 03	
			259 039,76$

Projet Chemin Côte-St-Luc/Montclair arr. CDN/NDG 6710, chemin Côte-Saint-Luc Lot 3 324 194 Cpte foncier: 454997-10 Propriétaire : 9341-7582 Québec inc.			
NUMÉROS DE PERMIS	**DATES**	**COMPTE**	**SOLDES À PAYER**
667791	Du 01/01/2018 Au 31/01/2018	25-228928-1 2018 mod 05	1 433,04 $
667902	du 01/01/2018 Au 31/01/2018		5 297,37 $
			6 730,41 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

IMPUTATION RADIATION (SIMON): Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
IMPUTATION RECETTES DIVERSES: 2101 0000000 000000 00000 11808 000000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Yannick BEAUDIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paule BIRON
Avocate chef d'équipe

Tél : 514 872-2932
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-30

Philippe GAGNIER
Directeur des Affaires civiles et avocat en chef adjoint

Tél : 514-872-7017
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe GAGNIER
Directeur des Affaires civiles et avocat en chef adjoint
Tél : 514 872-7017
Approuvé le : 2018-10-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2018-10-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1183219013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le règlement hors cour de la réclamation pour coûts d'occupation du domaine public entre février 2017 et janvier 2018, à l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc, règlement en contrepartie du versement à la Ville d'une somme de 100 000 $ s'ajoutant à l'encaissement d'un dépôt de 64 263,83 $, pour une perception totale de 164 263,83 $ et autoriser la radiation de tout montant additionnel exigible en regard des comptes 25-199951-1 et 25-228928-1 uniquement en relation avec les occupations pour l'utilité du 6710 chemin de la Côte-St-Luc - février 2017- janvier 2018 - dossier d'insolvabilité de 9341-7582 Québec inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yannick BEAUDIN
Agent comptable analyste
Tél : (514) 872-2008

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-31

Saiv Thy CHAU
Conseiller en gestion - finances
Tél : (514) 872-3290
Division : Comptabilisation des revenus et contrôles financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183558054

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 13 novembre et le 20 décembre 2018 et abrogeant l'ordonnance OCA18 17047.

IL EST RECOMMANDÉ
D'édicter, en vertu de l'article 20 Règlement sur le bruit (R.R.V.M, c.B-3) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 13 novembre et le 20 décembre 2018 et abrogeant l'ordonnance OCA18 17047.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:13

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558054

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 13 novembre et le 20 décembre 2018 et abrogeant l'ordonnance OCA18 17047.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet d'agrandissement de l'école Iona (permis 3000704476-18), 2 dalles de béton doivent être coulées et l'étape du polissage de béton ne peut se réaliser à l'intérieur des heures prescrites.
L'ordonnance OCA18 17047 (adoptée le 4 septembre 2018) a été formulée en fonction des dates de travaux prévus fournies par le requérant. Or, des retards sur le chantier font en sorte que l'entrepreneur ne pourra respecter les dates convenues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Par rapport au règlement sur le Bruit :
- OCA10 17010 (B-3) Ordonnance No OCA10 17010 (B-3) relative au bruit provenant des chantiers de construction, adoptée le 7 septembre 2010.
- RCA18 17295 Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), afin de modifier certaines dispositions portant sur les bruits spécifiquement prohibés et d'abroger l'ordonnance OCA10 17010 (B-3).

Par rapport à l'agrandissement de l'école Iona :
- CA17 170214 Ordonnance pour l'exemption de fournir 8 unités de stationnement requises dans le cadre d'un projet d'agrandissement du bâtiment. (1173558019)
- OCA18 17047 (B-3) Ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 22 octobre et le 2 novembre 2018. (1183558047)

DESCRIPTION

Pour l'agrandissement de l'école IONA, deux dalles de béton devront être coulées. L'étape de polissage du béton doit se faire lors de la prise initiale du béton et ne peut être reportée au lendemain. Selon la vitesse de durcissement du béton coulé le matin même, le polissage peut se terminer vers 3h le lendemain ou durer toute la nuit.
Le polissage se fait à l'aide de poisseuse simple ou double avec moteur à combustion. Selon une étude de la firme WSP Canada, le bruit perceptible par le voisinage devrait atteindre au

plus 57 dB(A) lors du polissage.

La présente ordonnance vise donc à permettre ces travaux en dérogations aux articles 8 (niveaux de bruits maximum), 9 et 11 (bruits spécifiquement prohibés) du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), et ce, en vertu de l'article 20 du même règlement, selon les conditions suivantes :
· ces exemptions ne visent que le polissage du béton entre 19h et 7h le lendemain;
· ces exemptions ne sont valides que pour deux séances de polissage entre le 13 novembre et le 20 décembre (vendredi soir, samedi et dimanche exclus);
· le niveau sonore maximal à la limite de la propriété est fixé à 58 dB(A) de 19h à 7h;
· le propriétaire doit aviser l'arrondissement par courriel 7 jours avant le début des travaux.

L'avis que le propriétaire ou son représentant doit fournir avant le début des travaux est transmis par courriel à l'adresse du BAM. Celui-ci est donc directement avisé des dates des travaux. Cette nouvelle disposition fournit également plus de marge de manœuvre au requérant tout en nous permettant de mieux contrôler le nombre et la fréquence des périodes de travaux nocturnes.

JUSTIFICATION

La Direction recommande d'adopter la présente ordonnance pour les raisons suivantes :
· il est impossible de réaliser ces travaux à l'intérieur des heures prescrites;
· le bruit perceptible par le voisinage restera inférieur à la limite permise de jour;
· seules deux nuits de polissage sont requises;
· à cette période de l'année, les fenêtres sont normalement fermées durant la nuit;
· les travaux n'impliquent aucun camionnage ou manœuvre de machinerie lourde.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Informer le BAM suite à l'adoption de la présente ordonnance.
Le propriétaire s'est engagé à communiquer avec le voisinage en prévision de la réalisation de ces travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-23

Hélène BENOÎT
conseiller(ere) en amenagement - chef d'équipe

Tél : 514-872-9773
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-10-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558054

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 13 novembre et le 20 décembre 2018 et abrogeant l'ordonnance OCA18 17047.



OCA18 XXXXX_école Iona_2.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. :

ORDONNANCE NUMÉRO OCA18 XXXXX

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative aux travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona

À la séance du 5 novembre 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Du 13 novembre au 20 décembre 2018, les travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona, située au 5000, avenue Iona et au 4979, avenue Ponsard, sont exemptés de l'application des articles 9 (al.1, par.5°) et 11 du Règlement sur le bruit (B-3) aux conditions suivantes :

a) l'exemption ne vise que les travaux de polissage du béton entre 19h et 7h le lendemain;
b) seules deux séances de polissage de béton sont autorisées durant cette période;
c) ces travaux ne peuvent se dérouler un vendredi soir, un samedi ou un dimanche;
d) le niveau sonore normalisé pendant ces travaux doit respecter la limite prévue à l'article 2;
e) le propriétaire doit fournir la date exacte des travaux au moins 7 jours avant le début de ceux-ci à l'aide d'un courriel transmis à l'adresse cdnndg@ville.montreal.qc.ca.

2. Aux fins de l'application de l'article 8 du Règlement sur le bruit (B-3), le niveau maximal de bruit normalisé aux limites des propriétés voisines est fixé à 58 dB(A) entre 19h et 7h le lendemain et lorsque les travaux de polissage de béton ont lieu.

3. La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance OCA18 17047.

1183558054

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1184570008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement RCA17 17285 sur les subventions aux sociétés de développement commercial (exercice financier 2018).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement RCA17 17285 sur les subventions aux sociétés de développement commercial (exercice financier 2018).

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:35

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184570008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement RCA17 17285 sur les subventions aux sociétés de développement commercial (exercice financier 2018).

CONTENU

CONTEXTE

Le 27 juin 2017, l'arrondissement autorisait la constitution de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges (ci-après la SDC).

Le 13 décembre 2017, conformément à l'article 458.42 de la *Loi sur les cités et villes,* l'arrondissement adoptait le *Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (Exercice financier 2018)* , lequel détermine les conditions liées à l'octroi de subventions aux SDC pour l'exercice financier 2018.

L'arrondissement souhaite maintenant accorder de façon récurrente une contribution financière à la SDC jusqu'à concurrence du montant de 60 000 $. Dans ce contexte, il nous apparaît opportun, par souci d'efficacité, de rédiger le règlement de façon telle qu'il ne vise pas une année financière en particulier, et de confirmer le montant maximal de 60 000 $ par exercice financier, lequel montant pourra être modifié par ordonnance édictée par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 6 mars 2017- Adoption du *Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation Expérience Côte-des-Neiges* (RCA17 17277) - 1167135003;
- 27 juin 2017 - Constitution de la SDC *Expérience Côte-des-Neiges* - Résolution CA170189 (1174570017);
- 9 août 2017 - Première assemblée générale d'organisation de la SDC et assemblée générale du budget;
- 13 décembre 2017 - Adoption du *Règlement sur les subventions à la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges (exercice financier 2018)* - 1173571005*;*
- 12 février 2018 - Approuver le projet de convention par lequel l'arrondissement verse, pour l'année 2018, une contribution financière de 60 000 $ à la Société de développement commercial Expérience CDN - Résolution CA18 170035 (1182703001).

DESCRIPTION

Le titre du Règlement RCA17 17285 est modifié pour y retirer l'extrait suivant (barré) :
Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial ~~**(Exercice financier 2018);**~~
L'article 7 de ce Règlement est modifié comme suit (l'ajout est en caractères gras) :

> « **7.** Le montant total des subventions pouvant être accordées à une société est fixé à un maximum de 60 000 $ **par exercice financier.**
> Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, modifier ce montant. »

JUSTIFICATION

L'arrondissement souhaite soutenir la SDC dans ses activités visant à dynamiser cette artère commerciale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2018 - Dépôt de l'avis de motion et du projet de règlement;
Décembre 2018 - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 458.42 de la *Loi sur les cités et villes* qui se lit comme suit :

> « Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux sociétés des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la société prévus à son budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement.»

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis BRUNET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Louis BRUNET, 17 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-15

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :



Projet règl. RCA18 172XX.doc



Règl. RCA17 17285.doc

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 17XXX **RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RCA17 17285 SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL (EXERCICE FINANCIER 2018)**

VU le paragraphe 7 de l'article 1 du *Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108);

VU l'article 47 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À la séance du XX XXXXX 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Le Règlement RCA17 17 285 sur les subventions aux sociétés de développement commercial (exercice financier 2018), est modifié par le retrait, dans le titre, de l'extrait suivant : « (exercice financier 2018) ».

2. L'article 7 de ce règlement est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de l'extrait suivant « par exercice financier. ».

GDD 1184570008

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2018.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA17 17285 **RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**

(EXERCICE FINANCIER 2018)

VU le paragraphe 7 de l'article 1 du *Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108);

VU l'article 47 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* RLRQ, chapitre C-11.4;

VU l'article 458.42 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

À la séance du 13 décembre 2017, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité » : activité ou installation, temporaire ou permanente, telle une braderie, un plan de mise en valeur par la lumière, un spectacle ou la production d'affiches et de prospectus et ayant pour but de stimuler l'activité commerciale des établissements opérant sur le territoire de la société;

« Loi » : la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

« directeur » : le directeur d'arrondissement;

« secrétaire » : la secrétaire d'arrondissement;

« société » : une société de développement commercial constituée conformément aux articles 458.1 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et ayant compétence dans un district commercial dont les limites se trouvent à l'intérieur de l'arrondissement.

SECTION II
DEMANDE DE SUBVENTION ET APPROBATION

2. Toute société dont le budget de fonctionnement pour un exercice financier a été approuvé par le conseil d'arrondissement peut, en présentant une demande sous la forme requise, obtenir une subvention aux fins d'une activité, aux conditions et selon les critères établis au présent règlement.

3. La demande de subvention doit être présentée par écrit au directeur et être accompagnée des pièces suivantes :

1° la résolution du conseil d'administration autorisant la demande de subvention;

2° un document présentant l'activité et la planification de son déroulement, l'objectif recherché ainsi qu'une estimation ventilée des coûts de l'activité;

3° un document expliquant l'objet de la demande de subvention, à savoir, l'aide financière demandée au conseil d'arrondissement pour réaliser l'activité.

4. Dans les 30 jours de la date de réception d'une demande de subvention présentée conformément à l'article 3, le directeur transmet au conseil d'arrondissement la demande de subvention accompagnée de sa recommandation motivée d'accepter la demande de subvention, avec ou sans condition additionnelle, ou de la rejeter.

5. Aux fins de l'article 4, la date de réception de la demande de subvention est celle à laquelle la demande a été dûment complétée et déposée à la Direction de l'arrondissement, conformément aux exigences prévues à l'article 3 du présent règlement.

6. La subvention a pour objet de fournir à la société une aide financière relativement aux dépenses reliées à l'activité, conformément à l'estimation prévue à l'article 3 du présent règlement et qui doivent être réalisée durant l'exercice financier en cours.

SECTION III
MONTANT DE LA SUBVENTION

7. Le montant total des subventions pouvant être accordées à une société est fixé à un maximum de 60 000 $.

Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, modifier ce montant.

SECTION IV
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

8. Le versement de la subvention est effectué en un seul versement dans les 30 jours de la décision du conseil d'arrondissement approuvant la demande de subvention.

9. Dans les 12 mois suivant la date de réception de la demande de subvention, la société doit transmettre au directeur :

1º un avis indiquant que l'activité a eu lieu accompagné d'un rapport la décrivant et faisant état, notamment, du calendrier, de l'horaire, du niveau de participation et du rayonnement de l'activité;

2º un rapport démontrant le coût total de chaque activité réalisée. Les copies des factures, reçues et autres pièces justificatives devront être rendus disponibles sur demande.

10. Lorsqu'il est établi, dans le délai prescrit à l'article 9, qu'une subvention n'a pas été entièrement affectée aux dépenses nécessaires à la tenue de l'activité décrite dans la demande de subvention conformément à l'article 3, la partie ainsi versée en trop doit être remboursée à l'arrondissement en un seul versement dans les 30 jours de la date du dépôt du rapport prévu à l'article 9.

GDD 1173571005

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 13 DÉCEMBRE 2017.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1182703008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

ATTENDU QUE l'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19) prévoit que le conseil municipal peut approuver le budget d'une société de développement commerciale, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.
ATTENDU QUE le conseil municipal lors de son assemblée du 25 août 2003 a adopté le *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissements de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108).

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement lors de son assemblée du 27 juin 2017 a autorisé la constitution de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges.

IL EST RECOMMANDÉ :

De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:36

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1182703008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi des cités et villes mentionne qu'à une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, une société de développement commerciale adopte son budget. L'article 458.27 précise que le conseil municipal peut l'approuver, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170189 - 27 juin 2017 - Autoriser la constitution de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges.
CA17 170111 - 3 avril 2017 - Réception de la requête pour la constitution d'une société de développement commercial sous la dénomination « Expérience Côte-des-Neiges »

CA17 170046 - 6 mars 2017 - Adoption du *Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges»* (RCA17 17277), aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

CA17 170018 - 16 janvier 2017 - Adoption du *Règlement RCA17 17275 modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial* (RCA04 17047)

CA17 170330 - 13 décembre 2017 - Adoption du *Règlement RCA17 17286 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1 er janvier au 31 décembre 2018*

DESCRIPTION

Un budget, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, a été voté par la SDC Expérience Côte-des-Neiges le 11 septembre 2018.
Les cotisations seront basées sur la superficie du local avec un plafond de 1499 $. Les locaux aux étages se verront imposer une cotisation fixe de 299 $.

JUSTIFICATION

Le 11 septembre 2018, la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges a tenu une assemblée générale au cours de laquelle les membres présents et votants ont adopté le budget, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019. Pour financer ce budget, la Société demande au Conseil d'arrondissement d'imposer des cotisations obligatoires.
Le 5e paragraphe de l'article 1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (Règlement 03-108) délègue ce pouvoir aux conseils d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: CA du 5 novembre 2018
Adoption du Règlement: CA du 3 décembre 2018
Imposition des cotisations pour l'année 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes. (L.R.Q.,chapitre C-19).
Conforme au règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial. (Règlement 03-108).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Conseiller en planification

Tél : 872-1569
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-24

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1182703008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.



BUDGET 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Conseiller en planification

Tél : 872-1569
Télécop. :

BUDGET 2019		
REVENUS	**fixes**	**variables**
Cotisations des membres	150 000,00 $	
Contribution Arrondissement	60 000,00 $	
Contribution Ville Mtl		60 000,00 $
Contribution fédéral		16 811,00 $
Commandites		20 000,00 $
Total	**306 811,00 $**	
DÉPENSES		
Soutien aux membres		
Promotion des commerçants	41 385,00 $	
Réseautage - formations - représentation		
Projets de développement et chargé de projets		
Mobilité		
Développement numérique du quartier		
Positionnement stratégique du quartier	152 176,00 $	
Programmation événementielle		
Programme d'achat local		
Décorations lumineuses		
Propreté		
Frais de fonctionnement		
RH /directrice générale		
Frais assemblées générales		
Loyer	98 250,00 $	
Services professionnels et assurances		
Téléphone et internet		
Fournitures et autres dépenses		
Fond de prévoyance	15 000,00 $	
TOTAL BUDGET	**306 811,00 $**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1182703008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SPL - 1182703008 - Expérience Côte-des-Neiges.doc Annexe A - BUDGET 2019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-25

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un établissement d'entreprise une cotisation au taux de 0,63076 $ le pied carré, multiplié par la superficie de cet établissement, toutefois, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 399,00 $ ni supérieure à 1 499,00 $.

À la cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

4. Malgré l'article 3 lorsque l'établissement d'entreprise est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble, la cotisation imposée est de 299,00 $ à laquelle cotisation doivent être ajoutées T.P.S. et la T.V.Q.

5. Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue aux articles 3 et 4 n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

6. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation 2019.

7. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300,00 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300,00 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsque le jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

8. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES

GDD1182703008

BUDGET 2019		
REVENUS	**fixes**	**variables**
Cotisations des membres	150 000,00 $	
Contribution Arrondissement	60 000,00 $	
Contribution Ville Mtl		60 000,00 $
Contribution fédéral		16 811,00 $
Commandites		20 000,00 $
Total	**306 811,00 $**	
DÉPENSES		
Soutien aux membres		
Promotion des commerçants	41 385,00 $	
Réseautage - formations - représentation		
Projets de développement et chargé de projets		
Mobilité		
Développement numérique du quartier		
Positionnement stratégique du quartier	152 176,00 $	
Programmation événementielle		
Programme d'achat local		
Décorations lumineuses		
Propreté		
Frais de fonctionnement		
RH /directrice générale		
Frais assemblées générales		
Loyer	98 250,00 $	
Services professionnels et assurances		
Téléphone et internet		
Fournitures et autres dépenses		
Fond de prévoyance	15 000,00 $	
TOTAL BUDGET	**306 811,00 $**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.04

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1186954004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

ATTENDU QUE le projet de règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019 a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 9 octobre 2018, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:06

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186954004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de pouvoir continuer d'assurer le niveau et la qualité des services aux citoyens, l'arrondissement doit prélever sur tout immeuble imposable de l'arrondissement une taxe relative aux services.

En 2019, l'arrondissement prévoit financer 9 170 200 $ de son budget de fonctionnement total par l'adoption du présent règlement de taxation locale en vertu de l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le calendrier adopté par la Ville, le règlement sur la taxe locale doit être adopté au plus tard le 5 janvier 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement RCA17 17288 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2018) adopté le 13 décembre 2017 par la résolution CA17 17288 (1176954007)

Règlement RCA16 17272 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2017) adopté le 5 décembre 2016 par la résolution CA16 170310 (1166954005)

Règlement RCA15 17257 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2016) adopté le 7 décembre 2015 par la résolution CA15 170359 (1156954003)

Règlement RCA14 17239 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2015) adopté le 3 novembre 2014 par la résolution CA14 170395 (1142077007)

Règlement RCA14 17221 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2014) adopté le 10 février 2014 par la résolution CA14 170051 (1134570007)

DESCRIPTION

Afin de conserver un budget de fonctionnement qui permet de faire face à ses obligations et

engagements, ainsi que de maintenir le niveau de service à ses citoyens, l'arrondissement de CDN-NDG compte imposer en 2019, une taxe locale correspondant à 4.53 ¢ par 100 $ d'évaluation pour tous les immeubles imposables situés sur son territoire. Ce taux d'imposition représente une augmentation de 2% par rapport à la taxe locale de 2018.

Comme il s'agit d'une taxe annuelle, le règlement doit être adopté à chaque année pour l'exercice financier à venir.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis publics publiés par le bureau d'arrondissement, tel que requis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour l'année d'imposition 2019, voici les étapes subséquentes:

- Publication d'un avis de motion.
- Dépôt de l'avis de motion à la séance du Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018.
- Publication d'un avis sur le règlement de taxation locale.
- Adoption du règlement de taxation locale par le Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 5 novembre 2018.
- Publication de l’avis de promulgation et d’entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 146 de la *Charte de la Ville de Montréal* qui permet au conseil d'arrondissement d'imposer une taxe sur tout ou partie des immeubles imposables situés dans l'arrondissement dans le but de maintenir le niveau de ses services.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia BEAUCHEMIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mélanie BEAUDOIN, Service des finances
Patrice DOR, Service des finances

Lecture :

Nathalie HAMEL, 27 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 octobre 2018	Résolution: CA18 170277

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019, dont présentation du projet est faite à même le sommaire décisionnel, et dépose le projet de règlement.

40.03 1186954004

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 octobre 2018



Règl RCA18 17xxx - taxes services.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 17XXX RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER 2019)

VU l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

VU la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1);

ATTENDU la réforme du financement des arrondissements :

À la séance du xx xxxx 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0453 $ appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu, s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2019 et prend effet à compter de janvier 2019 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce tel que dressé par son conseil.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2018.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186954004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1186954004 - taxe de services 2019.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-27

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER DE 2019)

Vu l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0453 % appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu, s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2019 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce tel que dressé par son conseil.

GDD1186954004

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1187078002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement autorisant un emprunt de 2 763 000$ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation.

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2020-2021, un règlement autorisant un emprunt de 2 763 000 $ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187078002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement autorisant un emprunt de 2 763 000$ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 763 000 $ dans le cadre du Programme Triennal d'immobilisations 2019-2020-2021. Ce règlement d'emprunt permettra de couvrir les investissements planifiés pour les nouveaux projets d'implantation de mesures d'apaisement de la circulation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Adoption du PTI 2019-2021 à la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenu le 9 octobre 2018, dossier 1187078001, résolution CA18 170261.

DESCRIPTION

Dans le cadre des différents travaux de l'arrondissement, la Division des études techniques doit prévoir des sommes afin de mettre en oeuvre des projets visant à améliorer la sécurité des différents usagers de la voie publique et la quiétude des citoyens de l'arrondissement. Ces projets peuvent être, entre autres, des travaux de réaménagement de saillies, des constructions de dos d'âne permanents ou de l'achat d'équipements visant à mieux contrôler la circulation.
Il est recommandé d'autoriser les dépenses qui seront encourues pour la réalisation de ces projets pour un montant maximum de 2 763 000 $ net de ristourne.

Les crédits demandés seront affectés principalement à l'achat d'équipements, à l'octroi de contrats relatifs à la réalisation des travaux ainsi qu'aux dépenses d'incidences et de contingences.

Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder 10 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du règlement.

Ce règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter.

JUSTIFICATION

Dans certains cas, les mesures visant à renforcer l'application du code de sécurité routière à l'aide de marquage et de signalisation ou d'interventions policières régulières demeurent inefficaces et ne freinent pas l'ardeur des automobilistes délinquants. L'arrondissement procède alors à l'implantation de mesures plus musclées et parfois même auto-exécutoires. Un exemple de mesure auto-exécutoire consiste en l'installation de dos d'âne permanents qui peuvent être conçus de manière à faire respecter la limite de vitesse affichée et ainsi augmenter la sécurité des automobilistes et des piétons dans les rues locales et les ruelles de l'arrondissement.
L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce compte aussi intensifier la mise en place d'infrastructures de transport favorisant les déplacements actifs en milieu urbain. Il est donc prévu d'aménager les parcours scolaires aux approches de plusieurs écoles sur le territoire de l'arrondissement. Le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports prévoit par ailleurs accorder une aide financière maximale de 1 384 516$ pour l'aménagement des mesures d'apaisement aux approches de sept écoles spécifiques. L'arrondissement doit néanmoins faire approuver un règlement d'emprunt couvrant la totalité des dépenses prévues, puisque celui-ci ne sera remboursé que lors de la réception de la subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation s'établit donc comme suit:
Investissements nets (dépenses moins ristourne de taxes): **2 763 000$**

Le PTI 2019-2021 adopté est réparti comme suit:

	2019	**2020**	**2021**	**TOTAL**
PTI - Mesures d'apaisement de la circulation	500 000 $	500 000 $	600 000 $	1 600 000 $
Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains - Aide financière	1 384 516 $			1 384 516 $
Total	**1 884 516 $**	**500 000 $**	**600 000 $**	**2 984 516 $**

Financement requis:

Règlements emprunts antérieurs	
(RCA16 17273, CA16 170343)	497 000 $
Portion utilisée	(274 782) $
Solde disponible (A)	222 218 $
PTI adopté pour les années 2019-2021(B)	1 600 000 $

Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains - Aide financière (C)	1 384 516 $
Total du financement additionnel requis (C+B-A)	**2 762 300 $**
Total du financement additionnel requis (au millier près)	**2 763 000 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion lors du conseil d'arrondissement du 5 novembre 2018;
- Adoption du règlement d'emprunt à la séance du conseil d'arrondissement du 3 décembre 2018;

- Parution de l'avis public pour la tenue de registre;

- Tenue de registre;

- Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires Municipales;

- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt ;

- Appel d'offres et octroi des contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187078002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme Triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement autorisant un emprunt de 2 763 000$ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation.

Aide financière 2018-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

Ministère
des Transports,
de la Mobilité durable
et de l'Électrification
des transports
Québec
Le sous-ministre

Québec, le 30 août 2018

Monsieur Stéphane Plante
Directeur d'arrondissement
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville de Montréal
5160, boulevard Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

OBJET : Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains - Aide financière 2018-2019

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports accorde une aide financière maximale de 1 384 516 $ pour l'aménagement des mesures d'apaisement de la circulation dans des parcours scolaires aux approches des sept écoles suivantes situées sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la ville de Montréal.

▪ Académie Beth Rivkah	205 571 $
▪ École Bedford	250 000 $
▪ École Les-Enfants-du-Monde	180 914 $
▪ École Des Nations	226 093 $
▪ École du Petit-Chapiteau	210 110 $
▪ École Saint-Raymond	89 653 $
▪ École Simone-Monet	222 175 $

… verso

700, boul. René-Lévesque Est
28e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6740
Télécopieur : 418 643-9836

Vous trouverez ci-joint les conditions de versement 2018-2019 pour chacun de ces projets.

Je vous remercie pour l'apport de vos projets à l'amélioration de la mobilité active au Québec et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Marc Lacroix

p. j.

N/Réf. : 20180621-22

Transports,
Mobilité durable
et Électrification
des transports
Québec

Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)

Conditions de versement 2018-2019

Pour recevoir l'aide financière octroyée dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains, le bénéficiaire doit respecter l'ensemble des conditions énoncées dans les modalités du programme telles qu'elles apparaissent sur le site Web du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, à l'adresse suivante :

https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/aide-finan/municipalites/Pages/programme-developpement-transports-actifs.aspx

Un premier versement correspondant à 50 % de l'aide financière prévue est transmis dans les huit semaines suivant la signature de la lettre d'engagement. Le second versement, correspondant au solde de l'aide financière, jusqu'à concurrence de 50 % des dépenses admissibles, est fait une fois que le rapport des travaux effectués par le demandeur a été reçu, analysé et accepté par le Ministère. Le rapport doit être adopté par résolution du conseil, comprendre le détail des dépenses engagées et doit être déposé avant le 31 mars 2020. Si les travaux ne peuvent être achevés avant le 31 mars 2020, le bénéficiaire doit informer le Ministère au plus tard le 31 janvier 2020, en indiquant le motif de ce retard et son intention de réaliser les travaux selon un nouvel échéancier.

Les documents doivent être acheminés par courriel à Pascale Jomphe, responsable de votre dossier à la Direction des aides en transport collectif, par courriel à pascale.jomphe@transports.gouv.qc.ca et dont le numéro de téléphone est le 514 873-7781, poste 33230. Toute somme versée pour des travaux non conformes aux dispositions du programme ou pour des dépenses injustifiées devra être remboursée.

Le bénéficiaire doit s'engager à transmettre au Ministère, à sa demande et au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme. Celles-ci peuvent comprendre un comptage, aux frais du demandeur, de l'achalandage ou de l'utilisation de l'infrastructure ou de l'équipement subventionné. De plus, il devra à la demande du Ministère transmettre dans un délai de 18 mois suivant la réalisation du projet, toutes les données opérationnelles et financières ou autres données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme. Les comptes et registres relatifs à cette aide financière doivent être tenus par le bénéficiaire pendant une période d'au moins six ans après le règlement final des comptes afférents à cette aide.

Cette aide financière gouvernementale découle d'une mesure du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques financé par le Fonds vert. Le bénéficiaire est invité à le mentionner dans toutes ses interventions publiques concernant cette aide.

Direction des aides en transport collectif (DATC)
Direction générale des programmes d'aide
Juillet 2018



RCA18Règl-emprunt 1187078002.pdf

RCA18 17XXX **RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 763 000 $ POUR LA RÉALISATION DES MESURES D'APAISEMENT DE LA CIRCULATION**

VU l'article 146.1 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C-11.4);

VU le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., chapitre C-19);

ATTENDU QUE l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

À la séance du X XXX 201X, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Un emprunt de 2 763 000 $ est autorisé pour le financement des travaux pour la réalisation des mesures d'apaisement de la circulation sur les voies publiques et les ruelles de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'étude, de conception et de surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE X XXX 201X.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

Le secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn (demande de permis de démolition 3001423025) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

Attendu que la décision du comité de démolition, effective le 6 juillet 2018, a autorisé la démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn;
Attendu qu'une demande d'appel a été déposée en date du 29 juin 2018, contenant le nom de 11 signataires;

Attendu que, en vertu de la section IX du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), le conseil d'arrondissement doit statuer sur le dossier, suivant une demande d'appel.

IL EST RECOMMANDÉ :

De confirmer la décision du Comité de démolition rendue le 6 juin 2018, à l'effet d'accepter la démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn, ainsi que son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, en remplaçant toutefois la condition proposée par le comité, par celles-ci :

- que le propriétaire dépose une demande de permis de construction intégrant les plans approuvés le 28 février 2018 par la DAUSE, au plus tard dans les 30 jours suivant la date de l'émission du permis de démolition;
- que le propriétaire dépose avec sa demande de permis de construction un certificat de localisation, préparé par un arpenteur-géomètre, comprenant les dimensions de la construction et sa localisation par rapport aux limites de terrain;
- que l'agrandissement additionnel, ne faisant pas partie des plans, soit retiré dans les 60 jours de l'émission du permis de construction et que toutes autres non conformité aux plans soient corrigées;
- qu'une lettre de garantie bancaire, d'une somme de 50 000 $ soit déposée, avant l'émission du permis de construction, permettant à la Ville, à défaut du respect du délai prescrit, de réaliser les travaux de retrait de l'agrandissement additionnel non prévu aux plans, ainsi que les modifications requises le cas

échéant. Cette garantie bancaire sera libérée à la suite du dépôt d'un certificat de localisation, préparé par un arpenteur-géomètre, comprenant les dimensions de la construction et sa localisation par rapport aux limites de terrain attestant la conformité de la construction aux plans approuvés.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-09-20 14:05

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn (demande de permis de démolition 3001423025) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

CONTENU

CONTEXTE

Le 2 mars 2018 un permis de transformation visant des travaux majeurs au bâtiment fut émis. Le 3 avril 2018, l'inspecteur constate que les travaux outrepassent la notion de transformation puisque plus de 50 % du volume du bâtiment est démoli. L'inspecteur a dû signifier un arrêt de chantier et le permis de transformation fut révoqué.
En vertu du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009, art. 5), le fait de démolir un immeuble sans autorisation, n'a pas pour effet d'enlever l'obligation d'obtenir une telle autorisation. Le 6 juin 2018, le Comité de démolition a autorisé la démolition.

Au terme de la période de 30 jours, soit le 6 juillet 2018, une demande d'appel fut déposée à la Direction des affaires publiques et du greffe. En vertu des articles 25 et 26 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), il revient alors au conseil d'arrondissement d'entendre l'appel et de confirmer la décision du comité ou rendre toute autre décision.

L'appel de la décision du comité porte essentiellement sur le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA 183558008, le 28 février 2018 : La directrice de la DAUSE approuve les plans pour la délivrance du permis visant l'agrandissement de la résidence située au 4775, avenue Roslyn.
Comité de démolition, le 6 juin 2018 : Le comité approuve la démolition, à la condition suivante que l'arrondissement s'assure que les proportions du projet actuel sont fidèles aux plans soumis pour le projet de remplacement.

CA18 170196, le 26 juin 2018 : Le conseil d'arrondissement approuve une dérogation mineure permettant que le bâtiment accessoire, soit un garage, puisse être directement attachée au bâtiment principal au lieu d'assurer une distance d'au moins en 1 mètre, tel que requis à l'article 340 du Règlement d'urbanisme (01-276).

DESCRIPTION

Avant la transformation majeure autorisée au début de l'année 2018, le bâtiment d'origine, construit au début des années 1950 possédait deux étages et un toit à quatre versants. Le second niveau n'occupait pas la totalité du premier niveau. Le projet visait l'agrandissement de la résidence, de façon à ce que le second niveau puisse occuper la totalité et plus du premier niveau et l'ajout d'une extension vers l'arrière du terrain. Il visait également à rehausser le niveau du toit et à modifier sa forme pour en faire un toit plat. Finalement les matériaux de revêtement étaient remplacés par une pierre naturelle et du crépis. La demande de permis à fait l'objet d'une étude en vertu des dispositions du titre VIII du Règlement d'urbanisme (critères de PIIA), non seulement à l'égard de la qualité architecturale du bâtiment, mais aussi en fonction du fait que ce bâtiment était agrandi de plus du tiers de sa superficie d'implantation au sol initial.
Or, lors des travaux de transformation, plus de 50 % du volume du bâtiment a été démoli. Le propriétaire explique que le mauvais état du bâtiment ne permettait pas le maintien de la structure existante en mauvais état. Malheureusement, cet aspect du projet n'a pas été documenté et ne permet pas à l'administration de l'apprécier.

PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ

Le projet déposé comme programme de réutilisation du sol dégagé est identique aux plans déposés au soutien du projet de transformation approuvé le 28 février 2018 par la DAUSE (DA 183558008).

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Le comité de démolition doit non seulement approuver la démolition de l'immeuble en vertu des critères prescrits, mais doit également approuver le projet de remplacement en vertu du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009). L'article 14 de ce règlement reprend les prescriptions de l'article 148.0.10. de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :

14. *Le comité autorise la démolition s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties et en tenant compte des considérations prévues à l'article 148.0.10 de la Loi.*

148.0.10. *Le comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.*

Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer :

- *l'état de l'immeuble visé par la demande;*
- *la détérioration de l'apparence architecturale;*
- *du caractère esthétique;*
- *ou de la qualité de vie du voisinage;*
- *le coût de la restauration;*
- *l'utilisation projetée du sol dégagé;*
- *et tout autre critère pertinent, notamment, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements.*

Le comité de démolition peut également imposer toute condition relative à la démolition et à

la réutilisation du sol dégagé, et ce, en vertu de l'article 15 de ce règlement.

COMITÉ DE DÉMOLITION DU 6 JUIN 2018

Lors de la tenue du Comité de démolition, 5 personnes ont posées des questions ou émises des commentaires concernant le projet en cours de construction et sa conformité et la perte d'ensoleillement et d'intimité.

Suite à ces interventions, les membres du comité ont soulevé une inquiétude quant à l'exactitude des travaux réalisés par rapport aux plans déposés. Le comité a approuvé la démolition, mais a ajouté la condition que l'arrondissement s'assure que les proportions du projet actuel sont fidèles aux plans soumis pour le projet de remplacement.

Suite à une vérification sur place, il a été constaté que l'agrandissement arrière n'est pas conforme aux plans soumis. Une superficie additionnelle de 2,6 m² a été construite dans un espace résiduel dans la cour latérale, entre la résidence et le garage.

JUSTIFICATION

Considérant qu'il est difficile de faire la démonstration de l'état de l'immeuble avant le début des travaux;

- Considérant que les travaux majeurs, ayant fait l'objet d'un permis de transformation en mars 2018, visaient spécifiquement une transformation où une très faible part de l'ancien bâtiment demeurerait perceptible;
- Considérant que le positionnement du bâtiment par rapport à la course du soleil ne porte aucunement préjudice à l'une ou l'autre des propriétés voisines;
- Considérant que les marges latérales requises à la réglementation (1,5 m sur chacune des propriétés) assurent le recul nécessaire des bâtiments les uns par rapport aux autres;
- Considérant que le projet soumis, au comité de démolition, comme programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé est encore le même que celui ayant déjà fait l'objet d'une recommandation favorable au CCU du 31 janvier 2018;
- Considérant cependant que le propriétaire a réalisé un agrandissement additionnel sans autorisation.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande au conseil d'arrondissement de confirmer la décision du Comité de démolition du 6 juin 2018, permettant la démolition, en assortissant cette décision des conditions suivantes :

- que le propriétaire dépose une demande de permis de construction intégrant les plans approuvés le 28 février 2018 par DAUSE, au plus tard dans les 30 jours suivant la date de l'émission du permis de démolition;
- que le propriétaire dépose avec sa demande de permis de construction un certificat de localisation comprenant les dimensions de la construction et sa localisation par rapport aux limites de terrain;
- que l'agrandissement additionnel, ne faisant pas partie des plans, soit retiré dans les 60 jours de l'émission du permis de construction et que toutes autres non conformité aux plans soient corrigées;
- qu'une lettre de garantie bancaire, d'une somme de 50 000 $ soit déposée, avant l'émission du permis de construction, permettant à la Ville, à défaut du respect du délai prescrit, de réaliser les travaux de retrait de l'agrandissement additionnel non prévu aux plans, ainsi que les modifications requises le cas échéant. Cette garantie bancaire sera libérée à la suite du dépôt d'un certificat de localisation comprenant les dimensions de la construction et sa localisation

par rapport aux limites de terrain ou tout autre document attestant la conformité de la construction aux plans approuvés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-01

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-09-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition du bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn (demande de permis de démolition 3001423025) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

Plan de localisation : Pl- localisation.pdf

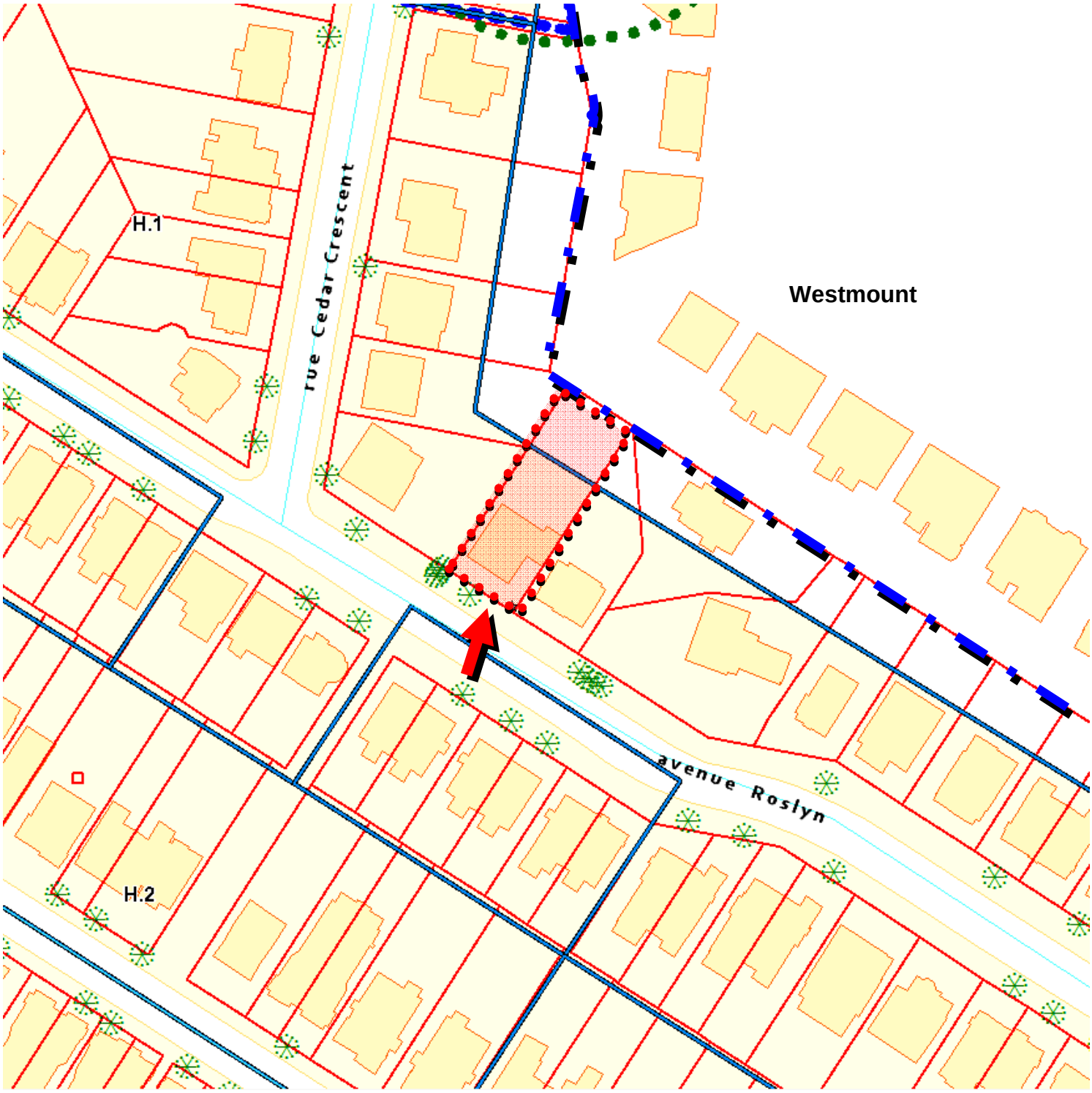
- Procès verbale du Comité de démolition (6 juin 2018) : PV Démol 180606.pdf
- Plans du projet de remplacement : Projet-Remplacement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. : 000-0000

Plan de localisation de la propriété
4775, avenue Roslyn



COMITÉ DE DÉMOLITION

Séance publique, le mercredi 6 juin 2018, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage

Procès-verbal

Présences :

- M. Christian Arseneault, président
- Mme Djemila Hadj-Hamou, membre régulier
- Mme Geneviève Coutu, membre régulier
- Mme Isabelle Dumas, membre régulier
- M. Khalil Diop, membre régulier
- M. Jean Dufresne, membre suppléant
- M. Mark Calce, membre suppléant

De la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises :

- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- M. Richard Gourde, conseiller en aménagement

De la Direction des services administratifs et du greffe :

- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

La séance est ouverte à 18 h 30 par M. Arseneault.

Ouverture

M. Arseneault constate le quorum, souhaite la bienvenue à tous et invite les membres du comité à se présenter et à désigner un président pour la séance.

1 Présentation des membres

Les membres du comité se présentent.

2 Désignation d'un président de la séance

Il est proposé par Mark Calce
Appuyé par Geneviève Coutu

De nommer M. Christian Arseneault pour présider la séance.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

3 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Isabelle Dumas
Appuyé par Geneviève Coutu

D'adopter l'ordre du jour avec le retrait du point 4, lequel sera présenté pour chacun des dossiers et la présentation du point 6 (désormais 4) avant le points 5.

ADOPTÉ À UNANIMITÉ

4 Étude du dossier

4.1 Étude d'une demande de démolition de l'immeuble situé au 4775, avenue Roslyn et du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé – demande de permis de démolition – 3001423025.

Responsable : Richard Gourde, conseiller en aménagement

DEMANDE

Le projet a d'abord fait l'objet d'une demande de permis pour la transformation et l'agrandissement du bâtiment, lequel a été approuvé par le CCU le 31 janvier 2018. En cours de travaux, l'entrepreneur a procédé à la démolition de plus de 50 % du volume du bâtiment, et le projet aurait donc dû faire l'objet d'une demande de permis de démolition.

Cette démolition a entraîné :

- l'arrêt du chantier;
- la révocation du permis de transformation;
- la perte des droits acquis sur le garage attaché.

Suivant le constat de la contravention au règlement municipal, le requérant doit désormais :
- obtenir une dérogation mineure pour maintenir un garage attaché;
- obtenir un permis de démolition;
- obtenir un nouveau permis de construction.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a donc reçu une demande visant la démolition et la construction d'un projet de remplacement pour le bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn.

Dans l'hypothèse où le Comité de démolition refusait la demande de démolition, le requérant devrait reconstruire le bâtiment original et corriger la dérogation relative à son garage.

M. Gourde présente l'implantation du bâtiment approuvée par le CCU à sa séance du 31 janvier 2018 ainsi que les plans de construction relatifs au projet de remplacement.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Règlement régissant la démolition des immeubles

Le comité d'étude des demandes de démolition peut approuver la démolition de l'immeuble mais doit tenir compte des diverses considérations prévues, notamment à l'article 148.0.10 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :

> ***148.0.10*** *Le comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.*
>
> *Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer :*
> - *l'état de l'immeuble visé par la demande;*
> - *la détérioration de l'apparence architecturale;*
> - *le caractère esthétique;*
> - *la qualité de vie du voisinage;*
> - *le coût de la restauration;*
> - *l'utilisation projetée du sol dégagé.*

Analyse de la demande

Considérations :

- Le requérant déclare qu'en cours de construction, l'état du bâtiment était tel qu'il était impensable de conserver les murs existants;
- La qualité architecturale du bâtiment original a déjà fait l'objet d'un débat au moment où le projet a été présenté au CCU en janvier 2018. Le projet final autorisé par le CCU en janvier 2018 et celui proposé à titre de programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé est en tous points identique;
- La qualité de vie du voisinage est déjà une considération prise en compte par le CCU en janvier 2018, lors de l'autorisation du projet final;
- L'utilisation projetée du sol a déjà fait l'objet d'une étude par le CCU en janvier 2018 et le projet en cause demeure le même.

RECOMMANDATION DE LA DIRECTION

Considérant que si la présente demande de démolition n'était pas approuvée, il serait difficile d'admettre que la seule alternative serait d'imposer la reconstruction du bâtiment original;

Considérant que le débat sur la nécessité de démolir, compte tenu de l'état du bâtiment, est maintenant difficile à démontrer;

Considérant que le débat sur la qualité du projet de remplacement a déjà eu lieu et demeure en tout point le même projet, sans changement depuis son approbation par l'arrondissement en février 2018;

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet un avis favorable à la démolition.

4.2 Questions et commentaires du public

Un citoyen déplore que le permis lié au projet de modification n'ait pas été respecté et demande quelles actions peuvent être prises par l'arrondissement. Il demande si on peut exiger du propriétaire de construire ce qui avait été autorisé au permis d'agrandissement. Il affirme que le projet actuellement construit n'est pas celui pour lequel un permis a été émis et s'enquiert de la superficie autorisée en janvier 2018.

M. Gourde explique que le permis initial permettait l'agrandissement d'un bâtiment existant, ce qui n'a pas été fait, d'où la demande d'arrêt des travaux pour régulariser la situation. Il explique les points à régulariser et explique que le processus doit être repris pour autoriser le projet. Le comité de démolition pourrait autoriser la démolition puis le projet, ou exiger que le requérant retire ce qui a été construit. Ce qu'il a construit est dans l'enlignement du projet qui a été autorisé en janvier 2018 par le CCU. Sur le plan légal, le requérant n'a pas le choix de reprendre le processus et il s'expose à ce que l'autorisation ne lui soit pas accordée.

M. Arsenault précise que le projet demeure le même que celui qui avait été autorisé en janvier 2018.

M. Gourde confirme que les plans déposés en lien avec la demande de démolition, pour le projet de remplacement, sont les mêmes plans que ceux qui avaient été autorisés lors de la demande d'agrandissement. Les plans d'agrandissement approuvés par le CCU en janvier 2018 proposaient une superficie de plancher de 520 m^2.

Une citoyenne souhaite savoir si une demande de démolition aurait été approuvée si elle avait été déposée initialement et si le propriétaire devra payer des droits de mutation.

M. Gourde indique que si la demande avait été placée dès le départ, l'arrondissement aurait exigé un rapport sur l'état du bâtiment. Si l'état de détérioration avait été démontré, le dossier aurait été présenté au Comité de démolition. Malheureusement, étant donné la démolition, il n'est pas possible d'obtenir cette documentation.

M. Gourde explique que les droits de mutation s'appliquent lorsqu'il y a un changement de propriétaire.

Une citoyenne s'explique mal qu'on ne puisse demander au propriétaire précédent, lequel est architecte, son avis sur l'état du bâtiment. Elle trouve que certains aspects des perspectives ne représentent pas la construction réelle et déplore la perte d'intimité et d'ensoleillement pour les voisins liée à l'agrandissement. Elle souhaite que les plans de la nouvelle maison ne soient approuvés que s'ils garantissent aux voisins la même qualité de vie, le même degré d'intimité et la conservation des vues.

M. Arseneault explique que le projet a été vu par le CCU il y a quelques mois et propose que l'extrait du procès-verbal soit transmis à la citoyenne. Il précise que la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), avant la présentation d'un dossier au CCU, doit d'abord valider si le projet pose préjudice.

M. Gourde présente l'extrait du procès-verbal du CCU du 31 janvier 2018.

M. Arsenault indique que l'arrondissement fera des vérifications quant à la conformité du projet par

rapport aux plans approuvés.

M. Gourde confirme que si effectivement les inspecteurs constatent des différences avec les plans approuvés, le requérant s'expose à des sanctions.

M. Arseneault indique que le CCU a exigé des propriétaires des changements par rapport au projet proposé.

M. Gourde explique que lors de l'approbation d'un projet, l'ensemble des éléments sont pris en compte. Chaque propriétaire peut demander l'agrandissement et l'installation de fenêtres, chaque projet devant être analysé en fonction de la règlementation en vigueur.

Une citoyenne déplore le fait que le seul moyen d'empêcher le projet dans la forme actuellement à l'étude soit l'opposition.

Mme Faraldo-Boulet explique le processus d'approbation d'un projet de démolition. Elle mentionne qu'un avis public a été publié dans les journaux le 23 mai 2018 invitant les citoyens souhaitant s'opposer à la démolition à transmettre un avis à la Division du greffe au plus tard le 4 juin 2018. Aucune opposition n'a été transmise suivant le délai imparti. Par ailleurs, tout citoyen qui souhaite s'opposer à la décision du Comité de démolition peut interjeter appel devant le conseil d'arrondissement dans les 30 jours suivant la décision du comité. La demande d'appel doit être transmise à la Division du greffe de l'arrondissement. Les parties seront alors entendues lors d'une séance du conseil d'arrondissement, lequel pourra confirmer la décision ou rendre toute décision que le comité aurait dû prendre.

Une citoyenne, résidente de la rue Roslyn, déplore le fait que la perspective ne représente pas du tout la volumétrie réelle du projet, et croit qu'en approuvant la démolition, le message transmis au promoteur est qu'il est possible de démolir en contravention à la règlementation pour par la suite régulariser la situation.

4.3 Questions et commentaires des membres du comité

Mme Hadj-Hamou comprend que la démolition découle du fait que le requérant a démoli plus de 50 % du bâtiment. Elle demande si des vérifications avaient été faites par l'arrondissement quant au gabarit qui avait été accepté par le CCU. Elle explique par ailleurs qu'il y a des règles normatives sur lesquelles le CCU ne se prononce pas. L'analyse et acceptabilité du projet en regard du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement se fait par la DAUSE, et le CCU se prononce sur les projets en fonction de certains critères.

M. Gourde indique qu'en ce qui a trait à l'agrandissement, la Ville n'a pas exigé qu'un arpenteur fasse les vérifications mais que les proportions actuelles semblent vraisemblables, tout comme celles de l'avancée de 1,5 mètres vers la rue. Si les mesures ne sont pas exactes, le propriétaire s'expose à des sanctions, en plus de devoir reprendre les travaux.

M. Dufresne demande si des vérifications peuvent être faites quant aux mesures réelles sur le terrain et s'assurer qu'elles concordent avec les plans.

M. Calce demande également à ce que la hauteur soit vérifiée. Il souhaite voir le plan d'implantation en regard de l'implantation du voisin.

M. Gourde confirme que le garage n'a pas été modifié quand à son volume. Le seul ajout est l'agrandissement à l'arrière du bâtiment, lequel est actuellement construit.

Mme Dumas comprend que le projet qui avait été approuvé était entièrement conforme à la règlementation et que le seul point non conforme est le garage.

M. Gourde confirme que la compréhension de Mme Dumas est bonne.

M. Arseneault demande à Mme Faraldo-Boulet d'expliquer les procédures techniques liées à une demande de démolition.

Mme Faraldo-Boulet explique que suivant l'avis public du 23 mai, aucune opposition n'a été déposée, et que les citoyens pourront, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de cette décision devant le conseil d'arrondissement.

Mme Hadj-Hamou demande si le comité peut ajouter des conditions à l'approbation de la démolition, notamment que le projet soit fidèle à ce qui a été approuvé par le CCU le 31 janvier 2018.

M. Arsenault propose d'ajouter la condition suivante : que l'arrondissement s'assure que les proportions du projet actuel sont fidèles aux plans soumis pour le projet de remplacement.

Mme Dumas explique que dans un processus de démolition on aurait dû pouvoir constater l'état du bâtiment. Par contre, à partir du moment où on était prêt à approuver le projet, le CCU a déjà démontré qu'on était prêt à approuver une modification substantielle du bâtiment.

4.4 Décision du comité

Il est proposé par Djemila Hadj-Hamou
Appuyé par Mark Calce

D'approuver la demande de démolition pour le bâtiment sis au 4775, avenue Roslyn, à la condition suivante :

- Que l'arrondissement s'assure que les proportions du projet actuel sont fidèles aux plans soumis pour le projet de remplacement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

5 Étude du dossier :

5.1. Étude d'une demande de démolition de l'immeuble situé au 2520, chemin Bates et du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé – demande de permis de démolition – 3001403728.

Responsable : M. Dino Credico, conseiller en aménagement

DEMANDE

Le projet vise la démolition d'un bâtiment d'un étage situé au 2520, chemin Bates.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Règlement régissant la démolition des immeubles

Le comité d'étude des demandes de démolition peut approuver la démolition de l'immeuble mais doit tenir compte des diverses considérations prévues, notamment à l'article 148.0.10 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :

> ***148.0.10*** *Le comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.*
>
> *Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer :*
> - *l'état de l'immeuble visé par la demande;*
> - *la détérioration de l'apparence architecturale;*
> - *le caractère esthétique;*
> - *la qualité de vie du voisinage;*
> - *le coût de la restauration;*
> - *l'utilisation projetée du sol dégagé;*
> - *tout autre critère pertinent.*

Description

2520, chemin Bates

Le bâtiment actuel comporte les caractéristiques suivantes :

- Bâtiment de 1 étage;
- Implantation: 84%;
- Bâtiment contiguë;
- Superficie = 1 045,2 $m^{2;}$
- Ancien bâtiment industriel avec sous-sol partiel;
- Bâtiment vacant;
- Situé sur le chemin Bates, lequel avait une vocation industrielle;
- Dans un secteur en transformation, de l'industriel vers l'habitation.

Le secteur du chemin Bates est actuellement en transformation et la règlementation permet :

- Hauteur autorisée: 2 à 5 étages;
- Usages autorisés: H.5-6 (8 à 36 logements), C.2C;
- Densité: 35% à 70%;
- Mode d'implantation : isolé, jumelé, contigu.

Le terrain visé est situé à proximité de la Ville de Mont-Royal et adjacent à un secteur résidentiel de faible densité (2 étages) sur l'avenue Ekers. De plus, le chemin Bates est adjacent à la voie ferrée et le secteur visé est en transformation vers du résidentiel.

L'actuel bâtiment ne se prêterait pas à une transformation pour un usage résidentiel.

Dans le cadre du projet particulier PP-93 (Centre Wilderton), une lettre d'engagement a été signée entre la Ville de Montréal et le promoteur, First Capital, afin de confirmer l'obligation de ce dernier de répondre aux exigences de la Politique d'inclusion de logements sociaux et communautaires dans le voisinage du projet. L'objectif visé était de favoriser la construction de ce type d'habitations.

Conditions:

- trouver un site où l'usage habitation est autorisé de plein droit;
- le promoteur devait acquérir le terrain, le décontaminer et le préparer (démolition) pour le céder à la Ville;
- la Ville, par l'entremise d'un groupe de ressources techniques (GRT), a la responsabilité d'aménager le terrain pour y construire des logements sociaux.

La demande, qui s'inscrit donc dans un processus entre la Ville de Montréal et First Capital, implique que ce dernier transfère une propriété qui sera redéveloppée en bâtiment résidentiel, soit le terrain sur lequel se situe le 2520, chemin Bates. First Capital n'est pas le maître d'œuvre du projet de remplacement.

La propriété du 2520 chemin Bates a été acquise par le promoteur et ce terrain a été accepté par la Ville. Afin de préparer le terrain en vue de son transfert éventuel à un GRT ou à la Ville, le promoteur doit procéder à la démolition du bâtiment.

First capital a également une étude de caractérisation des sols, laquelle a été réalisée par la firme GHD consultants ltée. Cette étude a démontré qu'une partie du terrain n'était pas considérée acceptable d'un point de vue environnemental, pour un site dont le zonage permet, entre autre, des usages résidentiels.

Ainsi, avant de céder le terrain à la Ville le promoteur doit le décontaminer. La construction du projet de remplacement doit être réalisée par la Ville ou par un GRT. Comme le promoteur doit démolir le bâtiment pour décontaminer le terrain et ensuite le céder à la Ville, il y a un problème de séquençage qui rend le dépôt de plans de remplacement, à cette étape, impossible.

PROGRAMME DE RÉUTILISATION DU SOL

Considérant les textes de lois et dans le contexte actuel, il est incorrect d'exiger, comme condition de recevabilité d'une demande de démolition, le dépôt de plans de construction. Dans le contexte actuel, une telle exigence causerait des problèmes d'application et de séquençage. Selon un avis reçu du Service des affaires juridiques, des explications sur l'utilisation projetée du sol dégagé suffisent pour autoriser la démolition.

Le comité doit donc exercer sa discrétion en tenant compte de l'ensemble des considérations dont les raisons justifiant la demande de démolition.

Selon la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2), lorsqu'une démolition se fonde sur des obligations légales ou réglementaires comme des obligations de décontamination, l'intérêt public devrait favoriser l'autorisation malgré une utilisation projeté du sol dégagé encore incertaine à moyen terme.

RECOMMANDATION DE LA DIRECTION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet un avis favorable à la démolition pour les raisons suivantes :

- le bâtiment est rendu à la fin de sa vie utile;
- le bâtiment, dans son état actuel, ne peut être transformé en bâtiment résidentiel de qualité;
- la démolition du bâtiment va permettre la construction d'une coopérative d'habitation de 5 ou 6 étages (± 34 logements) dans le secteur;
- la construction de logements sociaux répond à un besoin dans l'arrondissement et dans le secteur;
- la construction d'un bâtiment résidentiel est en adéquation avec la transformation du secteur;

Et aux conditions suivantes :

- le terrain devra être décontaminé pour permettre la conversion résidentielle (plan de réhabilitation du site);
- exiger une garantie bancaire;
- exiger que le terrain soit nivelé, gazonné et clôturé jusqu'à la construction du nouveau bâtiment;
- s'assurer que le projet de remplacement respectera les dispositions réglementaires pour la rétention de l'eau.

5.2 Questions et commentaires du public

Une citoyenne, administratrice du Syndicat des copropriétaires du 2500, chemin Bates, demande si la Ville procède à des vérifications pour voir si la contamination a touché le terrain voisin et demande des précisions sur les logements sociaux et sur l'obligation du propriétaire de céder un terrain. Elle demande si un projet de parc pourrait être envisagé à cet endroit puisque malgré la présence de 33 bâtiments d'habitation et d'une garderie dans ce secteur, il n'y a aucun parc, et qu'il n'est donc pas très propice à la venue de familles. Elle demande d'obtenir une copie du rapport de contamination, que la Ville s'assure d'un dégagement suffisant entre le futur bâtiment et le 2500, chemin Bates, et qu'un parc soit aménagé dans le secteur.

M. Credico explique que les logements prévus sur ce terrain seront subventionnés et donne le détail de la Politique d'inclusion de logements sociaux et abordables. Pour la transmission du rapport de contamination, il devra demander l'autorisation du promoteur. Le rapport vise le terrain du promoteur, lequel a d'ailleurs fait approuver un plan de décontamination par le MDDELC. Pour vérifier s'il y a eu contamination du terrain situé au 2500, chemin Bates, le propriétaire du terrain devra faire lui-même les tests sur son terrain. Pour ce qui est du dégagement, M. Credico fera part des commentaires aux responsables de la Ville centre qui s'occupera du dossier. Il précise que si le projet de construction ne déroge pas à la réglementation et se fait de plein droit, il n'y aura pas de consultation. Toutefois, s'il nécessite une dérogation, une consultation publique devra être tenue.

M. Arseneault explique qu'il existe un fonds pour la création ou l'agrandissement de parcs. Il propose de prendre contact avec la citoyenne pour en discuter davantage.

Un citoyen, résident du 2500 Bates, explique que le chemin Bates est désormais majoritairement formé de bâtiments de condos et qu'il y a trois garderies dans le secteur. Il déplore qu'il n'y ait pas de parc dans le secteur et que le promoteur construise du logement social sur un terrain éloigné plutôt que de l'intégrer à son bâtiment. Il demande de quelle manière les citoyens peuvent s'opposer à ce qu'une nouvelle tour d'habitation soit construite alors qu'il n'y a pas de services ni de parc dans le secteur. Il

aurait souhaité que le terrain soit transformé en parc.

M. Arseneault précise que la rencontre de ce soir est une rencontre publique du Comité de démolition et non une séance de consultation publique. Il rappelle qu'eu égard au parc, il s'agit d'un point politique et encourage le citoyen à communiquer avec le conseiller municipal du district afin de lui faire part des problématiques du secteur.

M. Credico explique qu'un avis a été publié le 23 mai 2018 pour recevoir les oppositions et qu'aucune opposition n'a été reçue suivant le délai de 10 jours imparti. Il rappelle que les citoyens pourront, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de cette décision devant le conseil d'arrondissement. Le cas échéant, le conseil d'arrondissement entendra les parties et confirmera la décision ou prendra toute autre décision. Il précise par ailleurs que First Capital a intégré des logements sociaux dans la phase 3 de son projet, et que le terrain proposé vient compléter le manque à gagner en matière de logements sociaux. Il explique que l'entente, qui a été signée il y a quelques années, fait partie d'un projet particulier et que le terrain choisi a été approuvé par la Ville centre.

Un citoyen demande des précisions sur l'échéancier des travaux.

M. Credico indique que lorsque le bâtiment sera démoli, le cas échéant, le terrain devra être nivelé, gazonné et clôturé par le promoteur immédiatement après la démolition. Pour la construction du nouveau bâtiment, l'échéancier n'est pas déterminé, l'arrondissement travaillera avec la Ville centre pour la conception de celui-ci. Il rappelle que si le projet se fait de plein droit, c'est-à-dire qu'il respecte la règlementation en vigueur, il ne sera pas soumis à une consultation publique.

Une citoyenne demande des précisions sur l'échéancier et souligne que la période de travaux pourrait être problématique pour les résidents quant aux stationnements disponibles.

M. Credico explique que la Ville ne souhaite céder rapidement le terrain à un GRT pour la construction des logements sociaux puisque le besoin en la matière est criant à l'arrondissement.

M. Arseneault explique que le comité se penche exclusivement sur la démolition et que le projet de construction n'est pas encore planifié.

Une citoyenne s'enquiert de la conservation d'un espace vert en arrière du bâtiment et demande si cet espace appartient au propriétaire du bâtiment. Elle demande si ce terrain est contaminé ou pourrait être contaminé, précise avoir de la difficulté à obtenir des informations sur le projet et déplore les délais de transmission des informations.

M. Credico explique que le terrain appartient au propriétaire à l'exception d'une portion appartenant à la curatelle publique et dont certains résidents de la rue Eckers ont pris possession. Il précise que le nouveau bâtiment qui sera construit devra respecter des marges de recul de 3 mètres par rapport à la limite de propriété. En ce qui a trait à la contamination, il ne peut répondre à la question pour la portion gazonnée du terrain.

Un citoyen rappelle que l'annonce précisait qu'il serait discuté du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

5.3 Questions et commentaires des membres du comité

Mme Dumas est d'accord avec le projet de démolition et comprend les raisons pour lesquelles le projet de remplacement ne peut être présenté dans le fin détail. Elle constate par les questions qu'il est souhaitable, lorsque cela est possible, de présenter le projet de remplacement.

Mme Hadj-Hamou indique qu'il est souhaitable de présenter un projet de remplacement lorsque cela est possible pour éviter les inquiétudes de la population. Elle précise qu'un parc linéaire sera aménagé de l'autre côté du chemin Rockland et que des espaces verts sont également prévus dans le campus d'Outremont, bien que ce site soit située à une certaine distance du projet présenté.

M. Diop suggère, si les délais de construction sont importants, de s'informer sur les possibilités de faire affaire avec des organismes se spécialisant dans l'utilisation temporaire de terrains.

M. Dufresne demande s'il est déjà arrivé qu'il n'y ait pas de projet de remplacement et trouve qu'il y a une antinomie à dire qu'il s'agit d'une entente d'il y a trois ans et qu'il n'y ait pas de projet de remplacement proposé. La Ville aurait dû présenter un projet de remplacement.

M. Calce demande si le projet sera vu en PIIA par le CCU.

M. Credico indique que la Ville n'est pas le promoteur puisque le terrain sera cédé par un GRT. La Ville ne fait qu'assurer que le requérant cédera le terrain pour la réalisation de logements sociaux. Il mentionne que si le projet est de plein droit, il ne sera pas vu par le CCU car il ne s'agit pas d'un secteur patrimonial.

Mme Hadj-Hamou demande si en vertu du règlement, la démolition devrait être conditionnelle à l'approbation du projet de remplacement.

M. Credico rappelle que dans le présent cas, deux problématiques se posent : la contamination du terrain et le promoteur réel pour la construction. Selon l'avis juridique reçu par l'arrondissement, la décontamination étant exigée par le MDDELC, il y aurait un problème de séquençage si on rendait la démolition conditionnelle à l'approbation du projet de remplacement puisque la personne procédant à la décontamination n'est pas la même que celle qui procédera à la construction du bâtiment.

Mme Bédard explique que First Capital a signé une entente d'inclusion pour être en mesure de réaliser son projet de développement. Dans l'entente d'inclusion, le promoteur a un délai pour vendre un terrain à un organisme communautaire pour y faire un projet de logement social. Ce délai arrive à échéance et ce que prévoit l'entente d'inclusion est que s'il ne peut s'entendre avec l'organisme (GRT), c'est la Ville qui deviendra propriétaire du terrain le temps que le GRT soit en mesure de réaliser un projet et de le faire financer dans le cadre des programmes de subvention de la Ville. La Ville a travaillé très fort avec l'organisme pour qu'un projet soit présenté, mais les projets ayant été présentés par l'organisme à la Ville ne respectaient pas les paramètres de programmes de subvention. C'est la raison pour laquelle la DAUSE n'est pas en mesure de présenter un projet de remplacement ce soir. Toutefois, la Ville doit quand même respecter les paramètres et échéanciers de l'entente d'inclusion. Elle indique que les commentaires faits par les citoyens ont été soulevés par l'arrondissement, notamment les questions de stationnement et de marge de recul.

M. Credico rappelle le processus d'opposition suivant la décision du comité.

5.4 Décision du comité

Il est proposé par Isabelle Dumas
Appuyé par Geneviève Coutu

D'approuver la demande de démolition pour le bâtiment sis au 2520, chemin Bates, aux conditions suivantes :

- le terrain devra être décontaminé pour permettre la conversion résidentielle (plan de réhabilitation du site);
- exiger une garantie bancaire;
- exiger que le terrain soit nivelé, gazonné et clôturé jusqu'à la construction du nouveau bâtiment;
- s'assurer que le projet de remplacement respectera les dispositions réglementaires pour la rétention de l'eau.

ADOPTÉ À UNANIMITÉ

Levée de la séance (20 h 30)

Le président,

Christian Arseneault

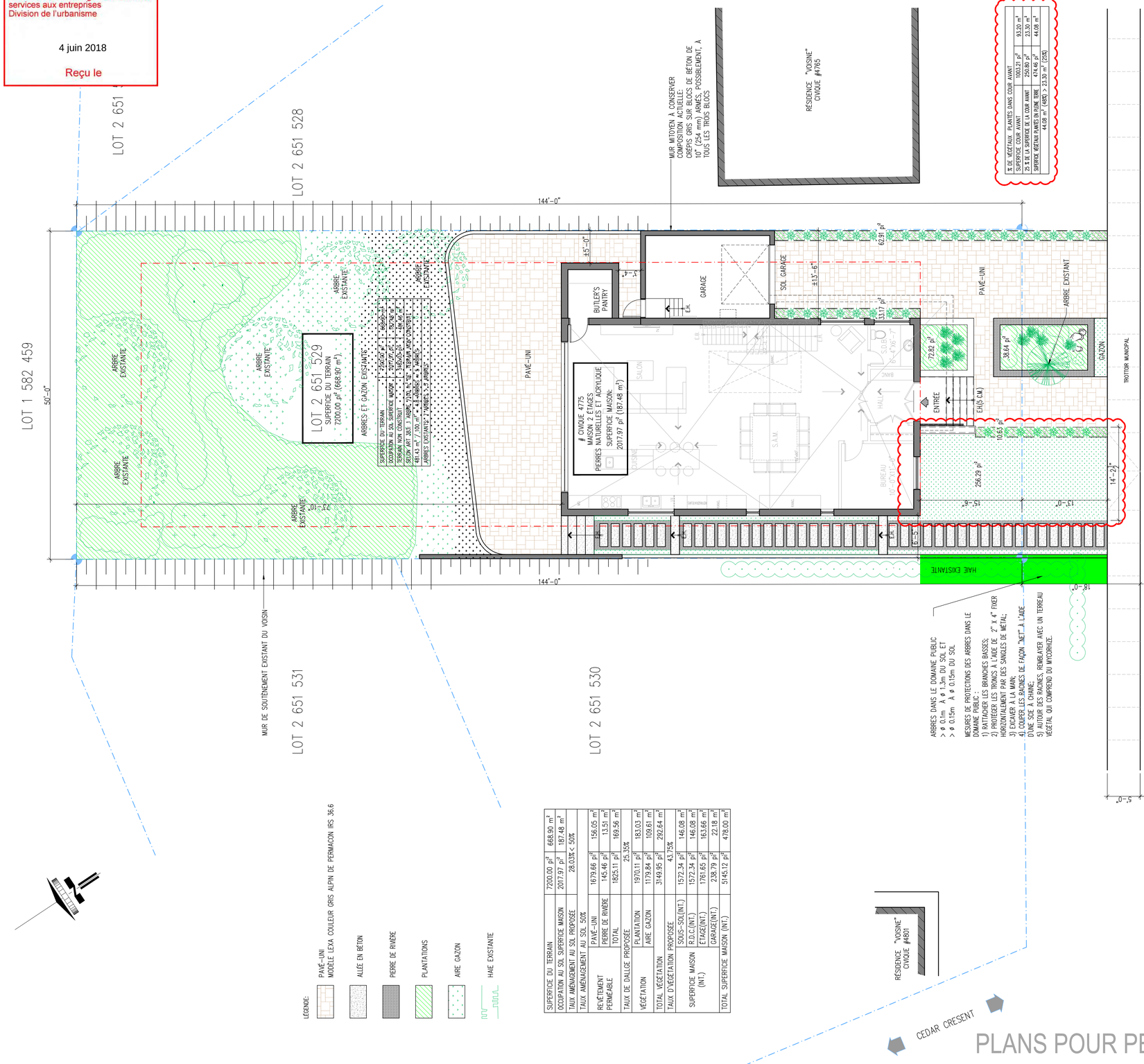
Le secrétaire,

Julie Faraldo-Boulet

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

4 juin 2018

Reçu le



LÉGENDE:

PAVÉ-UNI
MODÈLE LEXA COULEUR GRIS ALPIN DE PERMACON RÉS 36.6

ALLÉE EN BÉTON

PIERRE DE RIVIÈRE

PLANTATIONS

AIRE GAZON

HAIE EXISTANTE

SUPERFICIE DU TERRAIN		7200,00 pi²	668,90 m²
OCCUPATION AU SOL SUPERFICIE MAISON		2017,97 pi²	187,48 m²
TAUX AMÉNAGEMENT AU SOL PROPOSÉE			28,03% < 50%
TAUX AMÉNAGEMENT AU SOL 50%			
RÉCEPTEMENT PERMÉABLE	PAVÉ-UNI	1679,66 pi²	156,05 m²
	PIERRE DE RIVIÈRE	145,46 pi²	13,51 m²
	TOTAL	1825,11 pi²	169,56 m²
TAUX DE DALLE PROPOSÉE			25,35%
VÉGÉTATION	PLANTATION	1970,11 pi²	183,03 m²
	AIRE GAZON	1179,84 pi²	109,61 m²
TOTAL VÉGÉTATION		3149,95 pi²	292,64 m²
TAUX D'VÉGÉTATION PROPOSÉE			43,75%
SUPERFICIE MAISON (INT.)	SOUS-SOL(INT.)	1572,34 pi²	146,08 m²
	R.D.C.(INT.)	1572,34 pi²	146,08 m²
	ÉTAGE(INT.)	1761,65 pi²	163,66 m²
	GARAGE(INT.)	238,79 pi²	22,18 m²
TOTAL SUPERFICIE MAISON (INT.)		5145,12 pi²	478,00 m²

PLANS POUR PERMIS - NON COORDONNÉ

PLAN D'AMENAGEMENT EXTERIEUR

1/8"=1'-0"

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, DÉTAILS ET SPÉCIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS DES LOCAUX OÙ DU CHANTIER ET RAPPORTER TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES À L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX. TOUS LES CHANGEMENTS, REPRODUCTIONS ET / OU DISTRIBUTIONS SONT DÉFENDUS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE L'ARCHITECTE.

STÉPHANE HAZAN
ARCHITECTE
840D, BOUL. SAINT-LAURENT # 209, MONTRÉAL
TÉL: (514) 482 4455 FAX: (514) 482 5398

DATE	EMISSION
09 NOVEMBRE 2017	PRÉLIMINAIRE
10 NOVEMBRE 2017	PERMIS DE CONSTRUCTION
	POUR SOUMISSION
	POUR CONSTRUCTION

CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILSE POUR CONSTRUCTION AVANT D'ETRE CONTRESIGNE PAR LE PROPRIETAIRE

DATE

No	DATE	REVISIONS	PAR
3	19 JÉVRIER 2018	SELON COMMENTAIRES DU 16-FÉV 2018	
2	25 JANVIER 2018	SELON COMMENTAIRES DU 18-JANV 2018	P.C
1	19 DÉCEMBRE 2017	SELON COMMENTAIRES DU 13-DEC-2017	Y.Y

COLLABORATEUR:

LILLIE KAHANE
DESIGNER

LÉGENDE:

Ordre des architectes du Québec
8372
STÉPHANE HAZAN
ARCHITECTE

PROJET:

RÉSIDENCE
NIKIFOROS / FRANTZESKOS
4775 ROSLYN ,MONTÉAL,QC

DESSINE PAR: Y.Y	DATE: SEPTEMBRE 2017
VERIFIE PAR: S.H.	ECHELLE: 1/8"= 1'-0"

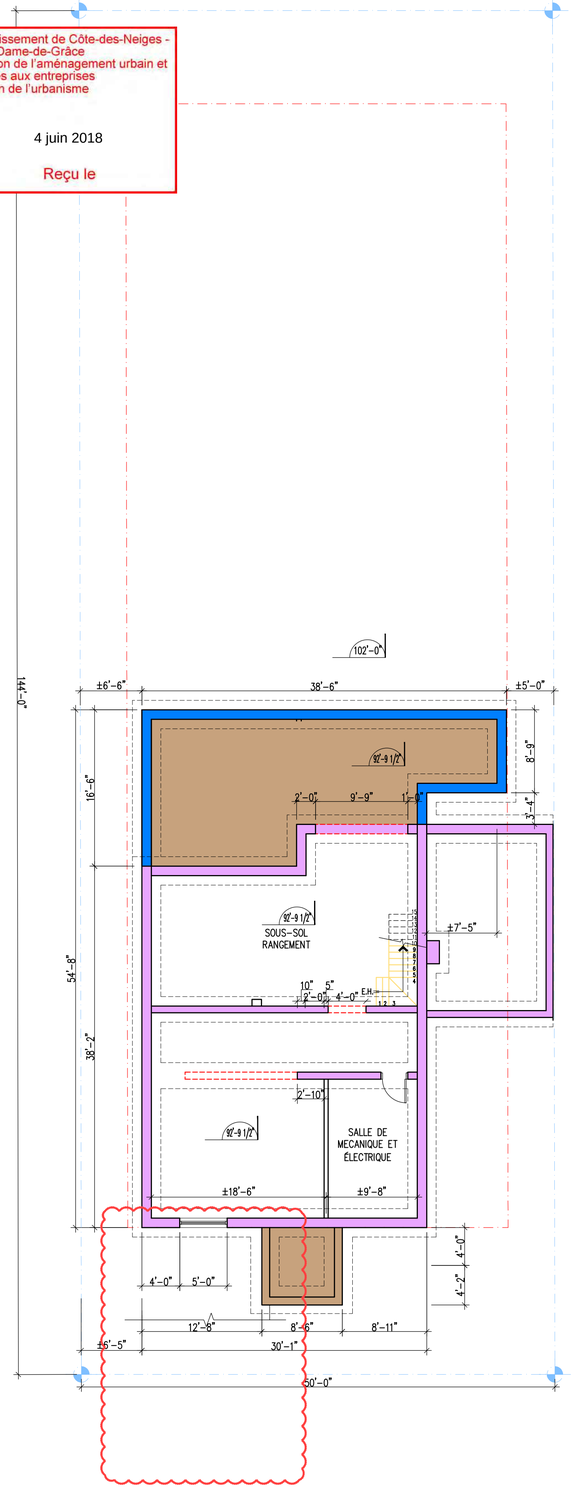
DESSIN
PLAN D'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

No DU PROJET:	No DU DESSIN: A 100 3

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

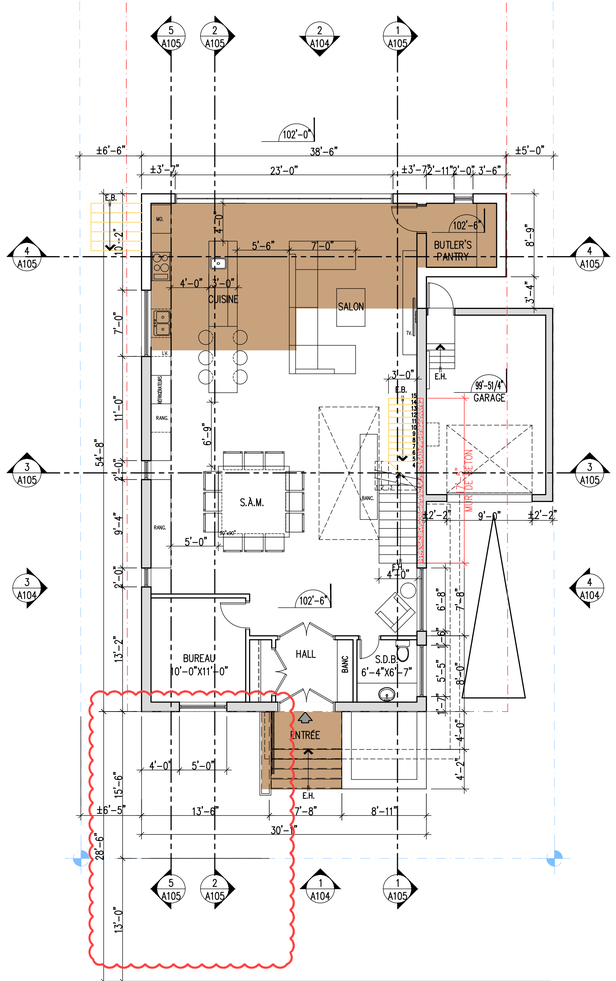
4 juin 2018

Reçu le



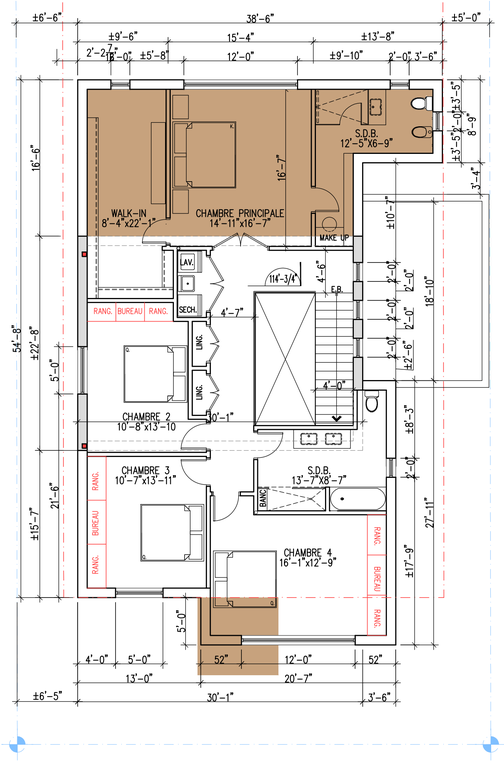
PLAN D'AMÉNAGEMENT
SOUS-SOL
1/8"=1'-0"

SUPERFICIE INTÉRIEURE: 1572.34 pi² (146.08 m²)



PLAN D'AMÉNAGEMENT
R.D.C.
1/8"=1'-0"

SUPERFICIE INTÉRIEURE: 1572.34 pi² (146.08 m²)



PLAN D'AMÉNAGEMENT
ÉTAGE
1/8"=1'-0"

SUPERFICIE INTÉRIEURE: 1761.65 pi² (163.66 m²)

PLANS POUR PERMIS - NON COORDONNÉ

L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS DES LOCAUX OU DU CHANTIER ET RAPPORTER TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX. TOUS LES CHANGEMENTS, REPRODUCTIONS ET / OU DISTRIBUTIONS SONT DEFENDUS SANS LE CONSENTEMENT ECRIT DE L'ARCHITECTE

STÉPHANE HAZAN
ARCHITECTE
8402, BOUL. SAINT-LAURENT # 209, MONTRÉAL
TEL: (514) 482 4455 FAX: (514) 482 5398

DATE	EMISSION
07 SEPTEMBRE 2017	PRELIMINAIRE
10 NOVEMBRE 2017	PERMIS DE CONSTRUCTION
	POUR SOUMISSION
	POUR CONSTRUCTION

CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE POUR CONSTRUCTION AVANT D'ETRE CONTRESIGNE PAR LE PROPRIETAIRE

DATE

No	DATE	REVISIONS	PAR
9	19 FÉVRIER 2018	SELON COMMENTAIRES DU 16-FÉV 2018	P.C
8	19 DÉCEMBRE 2017	SELON COMMENTAIRES DU 13-DEC-2017	Y.Y
7	09 NOVEMBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
6	03 NOVEMBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
5	27 OCTOBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
4	16 OCTOBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
3	12 SEPTEMBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
2	11 SEPTEMBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y
1	11 SEPTEMBRE 2017	GÉNÉRAL	Y.Y

COLLABORATEUR:
LILLIE KAHANE
DESIGNER

LÉGENDE:
- NOUVELLES CONSTRUCTIONS AJOUTÉES AU BÂTIMENT EXISTANT
- MUR DE FONDATION EXISTANT À CONSERVER
- MURS EXISTANTS DÉMOLIR
- NOUVEAU MUR DE FONDATION
- STRUCTURE DES MURS EXISTANTS À CONSERVER NOUVEAUX REVÊTEMENTS
- NOUVEAUX MURS À CONSTRUIRE

Ordre des architectes du Québec
#3372
STEPHANE HAZAN
ARCHITECTE

PROJET:
RÉSIDENCE
NIKIFOROS / FRANTZESKOS
4775 ROSLYN ,MONTÉAL,QC

DESSINE PAR: Y.Y	DATE: SEPTEMBRE 2017
VERIFIE PAR: S.H.	ECHELLE: 1/8"= 1'-0"

DESSIN
PLAN D'AMÉNAGEMENT

No DU PROJET:	No DU DESSIN:
	A 103 9

ÉLÉVATION AVANT

SUPERFICIE	SUP. NON PROTÉGÉES	S.V./SUPERFICIE
822.23 pi²	109.00 pi²	13.26 %

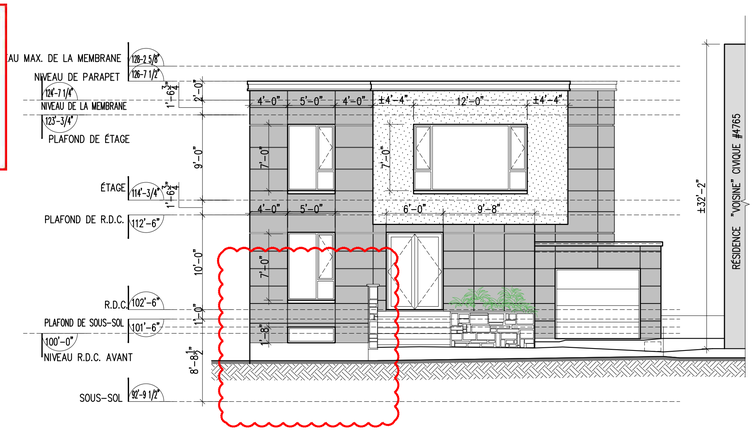
ÉLÉVATION		
PORTES D'HOMM		
PORTE DE GAR		
FENÊTRE		
FONDATION DE		
TOTAL	822.23 pi²	76.39 m²

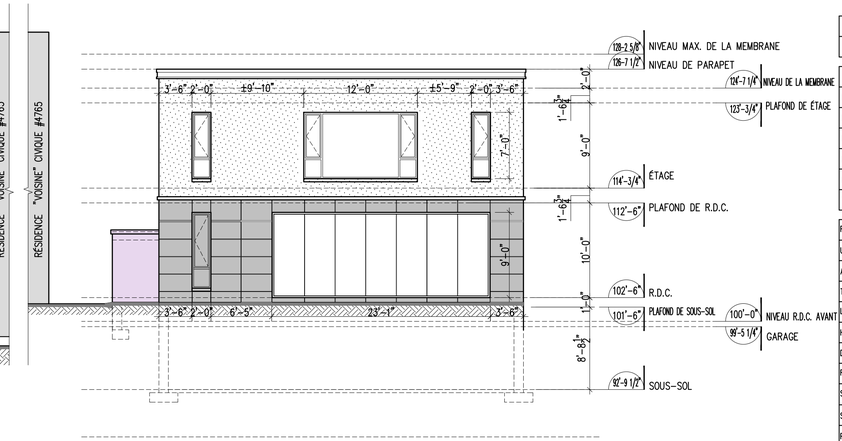
FAÇADE DE RAYONNEMENT	COUR INTÉRIEUR	
USAGES	C/HABITATION	
ARTICLE CNB 2010 9.10.15.1 À 9.10.15.5		
TABLEAUX CNB 2010 9.10.15.4		
LONGUEUR DE LA FAÇADE :	33'-7"	10.24 m
HAUTEUR DU PLUS HAUT PLAFOND :	±24'-7"	±7.49 m
DISTANCE LIMITATIVE :	48'-10"	14.88 m
RAPPORT L/H : N/A		
SURFACE DE LA FAÇADE :	822.23 pi²	76.39 m²
SURFACE VITRÉE NON PROTÉGÉE :	163.16 pi²	15.16 m²
PORTES DE GARAGE NON PROTÉGÉES :	0.00 pi²	0.00 m²
PORTES D'HOMME(1) NON PROTÉGÉE :	49.00 pi²	4.55 m²
TOTAL DES BAIES NON PROTÉGÉES :	212.16 pi²	19.71 m²
POURCENTAGE DE BAIES NON PROTÉGÉES :	25.80%	
SELON TABLEAU 9.10.15.4 LE POURCENTAGE ADMISSIBLE DE BAIES NON PROTÉGÉES EST DE: 100%		
SELON ARTICLE 9.10.15.5		
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAL EXIGÉ :		
TYPE DE CONSTRUCTION EXIGÉ* :		
TYPE DE REVÊTEMENT EXIGÉ :		

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

4 juin 2018

Reçu le





ÉLÉVATION ARRIÈRE

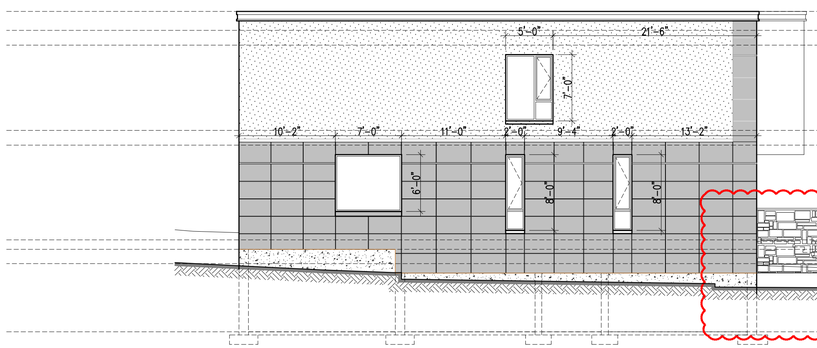
SUPERFICIE	SUP. NON PROTÉGÉES	S.V./SUPERFICIE
810.91 pi²	335.00 pi²	41.31 %

SURFACE ÉLÉVATION			
ÉLÉVATION (REVÊTEMENT)		475.91 pi²	44.21 m²
PORTE PATIO		207.00 pi²	19.23 m²
PORTE DE GARAGE		0.00 pi²	0.00 m²
FENÊTRE		128.00 pi²	11.89 m²
FONDATION DE BÉTON		0.00 pi²	0.00 m²
TOTAL		810.91 pi²	75.34 m²

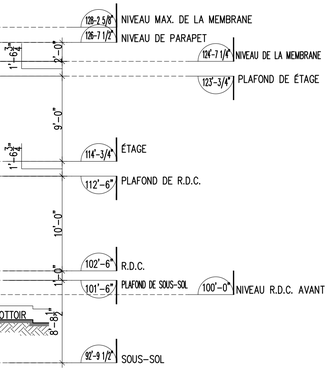
FAÇADE DE RAYONNEMENT	COUR INTÉRIEUR	
USAGES	C/HABITATION	
ARTICLE CNB 2010 9.10.15.1 À 9.10.15.5		
TABLEAUX CNB 2010 9.10.15.4		
LONGUEUR DE LA FAÇADE :	38'-6"	11.73 m
HAUTEUR DU PLUS HAUT PLAFOND :	±21'-1"	±6.43 m
DISTANCE LIMITATIVE :	73'-10"	22.50 m
RAPPORT L/H : N/A		
SURFACE DE LA FAÇADE :	810.91 pi²	75.34 m²
SURFACE VITRÉE NON PROTÉGÉE :	128.00 pi²	11.89 m²
PORTES DE GARAGE NON PROTÉGÉES :	0.00 pi²	0.00 m²
PORTES D'HOMME(1) NON PROTÉGÉE :	207.00 pi²	19.23 m²
TOTAL DES BAIES NON PROTÉGÉES :	335.00 pi²	31.12 m²
POURCENTAGE DE BAIES NON PROTÉGÉES :	41.31%	
SELON TABLEAU 9.10.15.4 LE POURCENTAGE ADMISSIBLE DE BAIES NON PROTÉGÉES EST DE: 100%		
SELON ARTICLE 9.10.15.5		
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAL EXIGÉ :		
TYPE DE CONSTRUCTION EXIGÉ* :		
TYPE DE REVÊTEMENT EXIGÉ :		

SURFACE ÉLÉVATION		
SURFACE ÉLÉVATION	1179.92 pi²	109.62 m²
SURFACE OUVERTURE VITRÉE	203.83 pi²	18.94 m²
SURFACE (ÉLÉVATION – OUVERTURE)	976.08 pi²	90.68 m²
SURFACE REVÊTEMENT ACRYLIQUE	190.74 pi²	17.72 m²
SURFACE REVÊTEMENT PIERRES NATURELLES	785.34 pi²	72.96 m²
TAUX REVÊTEMENT PIERRES NATURELLES / ÉLÉVATION – OUVERTURE X 100%	80.46 % >80%	

1 A104 ÉLÉVATION AVANT
1/8"=1'-0"



2 A104 ÉLÉVATION ARRIÈRE
1/8"=1'-0"



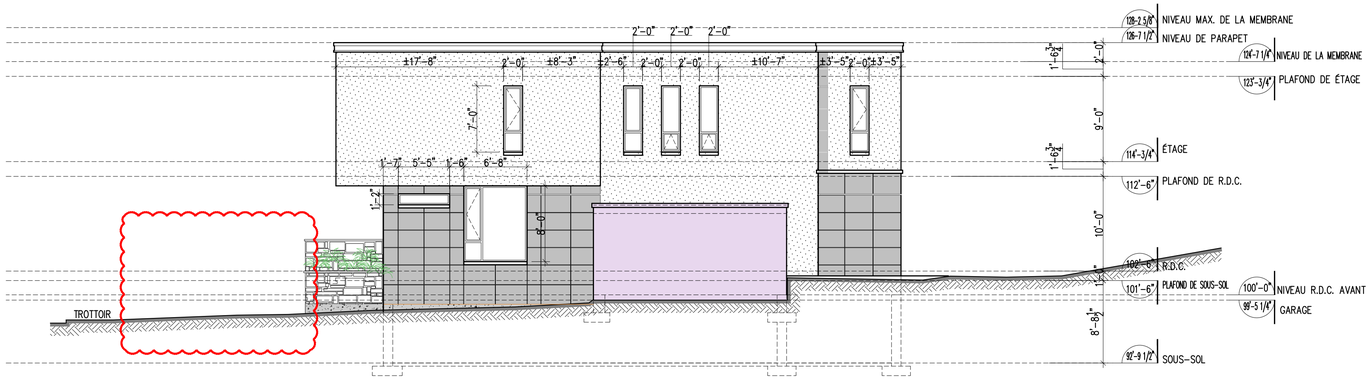
ÉLÉVATION GAUCHE

SUPERFICIE	SUP. NON PROTÉGÉES	S.V./SUPERFICIE
1372.65 pi²	109.00 pi²	7.94 %

SURFACE ÉLÉVATION			
ÉLÉVATION (REVÊTEMENT)		1153.88 pi²	107.20 m²
PORTE D'ISSUE		0.00 pi²	0.00 m²
PORTE DE GARAGE		0.00 pi²	0.00 m²
FENÊTRE		109.00 pi²	10.13 m²
FONDATION DE BÉTON		109.77 pi²	10.20 m²
TOTAL		1372.65 pi²	127.52 m²

FAÇADE DE RAYONNEMENT	COUR INTÉRIEUR	
USAGES	C/HABITATION	
ARTICLE CNB 2010 9.10.15.1 À 9.10.15.5		
TABLEAUX CNB 2010 9.10.15.4		
LONGUEUR DE LA FAÇADE :	54'-8"	16.66 m
HAUTEUR DU PLUS HAUT PLAFOND :	±25'-8"	±7.82 m
DISTANCE LIMITATIVE :	6'-5"	1.96 m
RAPPORT L/H : N/A		
SURFACE DE LA FAÇADE :	1372.65 pi²	127.52 m²
SURFACE VITRÉE NON PROTÉGÉE :	109.00 pi²	10.13 m²
PORTES DE GARAGE NON PROTÉGÉES :	0.00 pi²	0.00 m²
PORTES D'HOMME(1) NON PROTÉGÉE :	0.00 pi²	0.00 m²
TOTAL DES BAIES NON PROTÉGÉES :	109.00 pi²	10.13 m²
POURCENTAGE DE BAIES NON PROTÉGÉES :	7.94%	
SELON TABLEAU 9.10.15.4 LE POURCENTAGE ADMISSIBLE DE BAIES NON PROTÉGÉES EST DE: 8%		
SELON ARTICLE 9.10.15.5		
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAL EXIGÉ :		
TYPE DE CONSTRUCTION EXIGÉ* :		
TYPE DE REVÊTEMENT EXIGÉ :		

3 A104 ÉLÉVATION GAUCHE
1/8"=1'-0"



4 A103 ÉLÉVATION DROITE
1/8"=1'-0"

ÉLÉVATION DROITE

SUPERFICIE	SUP. NON PROTÉGÉES	S.V./SUPERFICIE
1338.59 pi²	124.10 pi²	9.27 %

SURFACE ÉLÉVATION			
ÉLÉVATION (REVÊTEMENT)		1203.84 pi²	111.84 m²
PORTE D'ISSUE		0.00 pi²	0.00 m²
PORTE DE GARAGE		0.00 pi²	0.00 m²
FENÊTRE		124.10 pi²	11.53 m²
FONDATION DE BÉTON		10.66 pi²	0.99 m²
TOTAL		1338.59 pi²	124.36 m²

FAÇADE DE RAYONNEMENT	COUR INTÉRIEUR	
USAGES	C/HABITATION	
ARTICLE CNB 2010 9.10.15.1 À 9.10.15.5		
TABLEAUX CNB 2010 9.10.15.4		
LONGUEUR DE LA FAÇADE :	54'-8"	16.66 m
HAUTEUR DU PLUS HAUT PLAFOND :	±24'-8"	±7.52 m
DISTANCE LIMITATIVE :	13'-6"	4.11 m
RAPPORT L/H : N/A		
SURFACE DE LA FAÇADE :	1338.59 pi²	124.36 m²
SURFACE VITRÉE NON PROTÉGÉE :	124.10 pi²	11.53 m²
PORTES DE GARAGE NON PROTÉGÉES :	0.00 pi²	0.00 m²
PORTES D'HOMME(1) NON PROTÉGÉE :	0.00 pi²	0.00 m²
TOTAL DES BAIES NON PROTÉGÉES :	124.10 pi²	11.53 m²
POURCENTAGE DE BAIES NON PROTÉGÉES :	9.27%	
SELON TABLEAU 9.10.15.4 LE POURCENTAGE ADMISSIBLE DE BAIES NON PROTÉGÉES EST DE: 18%		
SELON ARTICLE 9.10.15.5		
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAL EXIGÉ :		
TYPE DE CONSTRUCTION EXIGÉ* :		
TYPE DE REVÊTEMENT EXIGÉ :		

PLANS POUR PERMIS - NON COORDONNÉ

L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, MESURES, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS DES LOCAUX OU DU CHANTIER ET RAPPORTER TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES À L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX. TOUS LES CHANGEMENTS, REPRODUCTIONS ET / OU DISTRIBUTIONS SONT DEFENDUS SANS LE CONSENTEMENT ECRIT DE L'ARCHITECTE

STÉPHANE HAZAN
ARCHITECTE
8402, BOUL. SAINT-LAURENT # 209, MONTRÉAL
TEL: (514) 482 4455 FAX: (514) 482 5398

DATE	EMISSION
09 NOVEMBRE 2017	PRELIMINAIRE
10 NOVEMBRE 2017	PERMIS DE CONSTRUCTION
	POUR SOUMISSION
	POUR CONSTRUCTION

CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE POUR CONSTRUCTION AVANT D'ETRE CONTRESIGNE PAR LE PROPRIETAIRE

_____ DATE _____

No	DATE	REVISIONS	PAR
2	19 FÉVRIER 2018	SELON COMMENTAIRES DU 16-FÉV 2018	P.C
1	19 DÉCEMBRE 2017	SELON COMMENTAIRES DU 13-DEC-2017	Y.Y

COLLABORATEUR:
LILLIE KAHANE
DESIGNER

LÉGENDE:
- ACRYLIQUE
- PIERRES NATURELLES
- PIERRES NATURELLES COUPÉES
- NOUVELLE FENÊTRES COULEUR NOIRE
- DESSOUS PARAPÉT ACIER NOIR

Ordre des architectes du Québec
9372
STEPHANE HAZAN
ARCHITECTE

PROJET:
RÉSIDENCE
NIKIFOROS / FRANTZESKOS
4775 ROSLYN ,MONTÉAL,QC

DESSINE PAR: Y.Y	DATE: SEPTEMBRE 2017
VERIFIE PAR: S.H.	ECHELLE: 1/8"= 1'-0"

DESSIN
ÉLÉVATIONS

No DU PROJET:	No DU DESSIN: A 104 2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du mercredi 26 septembre 2018	Résolution: CA18 170257

APPEL DE LA DÉCISION - COMITÉ DE DÉMOLITION - 4775, AVENUE ROSLYN

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

De reporter l'étude de ce dossier à la séance ordinaire du 9 octobre 2018 ou à une séance subséquente.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1183558039

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 27 septembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183558031

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) pour l'émission du permis visant l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800, chemin de la Côte-des-Neiges - Grande propriété à caractère institutionnel - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), en tenant compte des critères proposés aux articles 116, 118.9 et 668, et de l'article 34 du projet particulier PP-58, pour l'émission du permis visant l'aménagment des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800 chemin de la Côte-des-Neiges, tel que présenté sur les plans P-1 À P-8, estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 5 octobre 2018 - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.

ET QUE l'aménagement du terre-plein, de la voie d'accès au site par le chemin de la Côte-des-Neiges, devra faire partie de la demande de permis visant la réalisation le futur pavillon J pour assurer, entre autres, une interface adéquate entre les deux pavillons, notamment au niveau de la circulation (piéton, vélo et automobile), de la largeur de l'entrée charretière et de l'aménagement paysager.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:09

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558031**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) pour l'émission du permis visant l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800, chemin de la Côte-des-Neiges - Grande propriété à caractère institutionnel - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.

CONTENU

CONTEXTE

La demande à l'étude concerne l'évaluation architecturale du projet qui vise à aménager les cours et l'aire de stationnement du pavillon N, occupé par l'Hôpital général juif (HGJ) situé au 5800 chemin de la Côte-des-Neiges. La demande de permis est assujettie à une révision architecturale en vertu du titre VIII (PIIA), conformément aux critères énoncés dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour les grandes propriétés à caractère institutionnel ainsi qu'à ceux énoncés au projet particulier PP-58.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 170463 - Le 5 décembre 2011, le conseil d'arrondissement adoptait une résolution autorisant le projet particulier visant à autoriser la construction d'un nouveau pavillon de soins critique (K) et une clinique médicale associée pour l'hôpital général juif (1113779007);
CM11 0903 - Le 30 novembre 2011, le conseil municipal adoptait une résolution pour modifier le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin d'introduire de nouvelles normes pour la densité de construction pour l'hôpital général juif (1113779006).

DESCRIPTION

Le terrain à l'étude a front sur le chemin de la Côte-des-Neiges et est délimité au nord par la limite de propriété donnant sur les cours arrières des résidences situées sur la rue de La Peltrie. Le pavillon N accueille une garderie ainsi que des bureaux administratifs de l'HGJ. Le projet consiste principalement à aménager les cours du pavillon N ainsi qu'une aire de stationnement qui sera située dans la cour arrière du pavillon. L'aménagement site comprend, entre autre, la plantation de 27 arbres, l'aménagement de 12 unités de stationnement, de mobilier urbain (bancs, poubelles, etc.) et d'aires de jeux pour les enfants.

La Division de l'urbanisme a évalué et traité cette demande de permis quant au respect de l'expression architecturale et de l'intégration au cadre bâti.

Le projet respecte les caractéristiques architecturales du bâtiment, s'intègre au contexte environnant et est conforme aux critères du PIIA.

Toutefois, la division du bureau technique de l'arrondissement a également formulé un avis sur l'emplacement de la voie d'accès au site par le chemin de la Côte-des-Neiges. Dans son avis, le bureau technique recommande, entre autres, de déplacer l'allée centrale (voie d'accès) dans l'axe de l'avenue Ellendale pour éviter les mouvements véhiculaires conflictuels.

D'un point urbanistique et compte tenu du caractère patrimonial de la propriété (identifiée comme une grande propriété à caractère institutionnel), la DAUSE recommande de maintenir la voie d'accès à son emplacement actuel.

En effet, l'étude d'intérêt patrimonial a démontré que l'un des éléments qui caractérisent l'intérêt patrimonial de cette propriété est l'aménagement du site de l'ancien Pensionnat Notre-Dame Sainte-Croix (pavillon H). Le site est organisé en fonction d'un axe central (allée centrale) perpendiculaire au chemin de la Côte-des-Neiges qui permet de visualiser et de comprendre l'organisation de l'aménagement du site et la recherche de monumentalité.

En déplaçant la voie d'accès dans la continuité de l'avenue Ellendale, on brise l'organisation symétrique du site, auquel participe l'allée centrale, et on perd un élément qui caractérise l'intérêt patrimonial du lieu.

JUSTIFICATION

Considérant que:

- Lors sa séance du 11 juillet 2018, le comité consultatif d'urbanisme a demandé à revoir le projet en demandant d'apporter les modifications suivantes:
  - revoir la configuration du débarcadère en fonction de l'étude de circulation, de façon à minimiser les surfaces minéralisées;
  - bonifier la présence d'arbres à l'arrière de la garderie;
  - repenser la présence du bateau trottoir devant l'entrée de la garderie;

À la suite de ces commentaires, le projet a été modifié selon les commentaires émis le 11 juillet 2018 et présenté de nouveau au CCU du 3 octobre 2018.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande de permis pour les raisons suivantes :

- le projet a été revu à la lumière des commentaires émis par le CCU lors de sa séance du 11 juillet 2018 soit:
  - la configuration du débarcadère (unités aménagées en parallèle à la voie d'accès) permet de limiter les manoeuvres de recul des véhicules et permet d'isoler les enfants de la circulation véhiculaire;
  - le couvert végétal a été bonifié de 13 arbres supplémentaires, entre autres, dans la cour adjacente à celles des résidences situées sur la rue de la Peltrie, pour un total de 40 nouvelles plantations;
  - le bateau de trottoir devant la garderie a été déplacé;
- la proposition rencontre les orientations du Plan directeur que l'hôpital a réalisé et qui a servi à l'élaboration du projet particulier PP-58;

- le projet est conçu en fonction du développement à court et moyen terme du site;
- l'aménagement des cours et du stationnement améliore grandement le paysage et contribue de façon significative au couvert végétal;

Cependant, la DAUSE émet la réserve suivante :

- l'aménagement du terre-plein devrait faire partie de la demande de permis visant à réaliser le futur pavillon J pour assurer, entre autres, une interface adéquate entre les deux pavillons, notamment au niveau de la circulation (piéton, vélo et automobile), de la largeur de l'entrée charretière et de l'aménagement paysager. ***À cet égard, le nombre d'arbres plantés passera de 40 à 31.***
- Le CCU émet un avis favorable à la réalisation du projet selon les nouveaux plans et appuie la réserve formulée par la DAUSE.

La DAUSE recommande donc l'émission du permis avec la réserve.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

5 novembre 2018 Adoption, par le conseil d'arrondissement, de la résolution approuvant les plans

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / Favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-17

Hélène BENOÎT
Chef d'équipe -Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-9773
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-10-17

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558031

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) pour l'émission du permis visant l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800, chemin de la Côte-des-Neiges - Grande propriété à caractère institutionnel - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 11 juillet 2018**, à 19 h 00
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

4.1 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276 5800, chemin de la Côte-des-Neiges. - Hôpital général juif - Grande propriété à caractère institutionnel - demande de permis 3001424896.

Délibération du comité

Bien que la direction est favorable à la demande au projet

LE COMITÉ RECOMMANDE AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

De revoir la demande en intégrant les commentaires suivants :

· revoir la configuration du débarcadère en fonction de l'étude de circulation, de façon à minimiser les surfaces minéralisées;

· bonifier la présence d'arbres à l'arrière de la garderie;

· repenser la présence du bateau de trottoir devant l'entrée de la garderie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 3 octobre 2018**, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

4.1 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276 stationnement au 5800 chemin de la Côte-des-Neiges - Hôpital général juif- Grande propriété à caractère institutionnel - Demande de permis 300142489

Délibération du comité

Attendu que la direction est favorable à la demande au projet

LE COMITÉ RECOMMANDE AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

D'autoriser la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558031

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) pour l'émission du permis visant l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement pour l'immeuble situé au 5800, chemin de la Côte-des-Neiges - Grande propriété à caractère institutionnel - dossier relatif à la demande de permis 3001424896.



PLANS: 2018-10-05_plans_1183558031_v.3.pdf



PRÉSENTATION POWER POINT: 2018-10-03-prés_PP_4.1 HGJ_Stat_gc_V.2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

P-1

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
5 octobre 2018
CDN-NDG

856

n° 3760
2 étages
brique

2 649 857

n° 5858
6 étages
béton

2 649 904

2 649 903

2 649 901

2 482 377

CHEMIN DE-LA-CÔTE-DES-NEIGES

Bas de talus
Ø0,35
Ø0,30
Barrière
Haut de talus
Ø0,30
Ø0,25
4,60
Rampe pour sous-sol
mur de soutènement
entrée/compteur
Gaz métro
D:80,86
F:79,17
D:81,58
F:77,90
R:77,85
R:77,64
TBA ø500
T.B.A. ø300
TBA
T.B.A. ø300
R:77,60
D:81,01
F:77,60
:78,14
T.B.A. ø300
R:77,85
R:77,91
D:81,66
F:78,10 (détritus)
T.B.A. ø300
D:81,61
(bloqué)
R:78,38
R:78,38
D:81,63
F:78,39
surface en terre battue
béton
gaz
entrée
garage
T.B.A. ø200
R:78,94
R:78,93
D:81,19
F:78,91
D:80,77
F:78,27
D:80,93
Ø0,30
asphalte
voir note 4
Servitude de stationnement
en faveur du lot 2 649 903
Inscr. 12054273
37,19
BÂTIMENT
3 étages
brique / pierre / stuc
n° 5800
béton
surface en terre battue
Ligne de rue selon
la Ville de Montréal
Ø0,60
6,08
marquise
21,42
D:81,70
D:81,70
béton
surface en terre battue
12,58
new-jersey
enseigne
Ø0,15
D:82,46
F:79,73
asphalte
Servitude de passage
en faveur du lot 2 649 903
Inscr. 12054273
73,15
asphalte
Barrière
guérite
enseigne
D:82,48
haie
trottoir de béton
béton
D:82,63
F:81,12
haie
asphalte
Barrière
new-jersey
D:82,70
F:81,49
R:81,62
P.V.C. 200mm
new-jersey
30,36
COLLECTEUR 1,52 x 2,13
Pente 7.38 %
guérite
stationnement
asphalte
LIMITE DES TRAVAUX
Ø0,60
Ø0,60
asphalte
trottoir

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

1:200
0 2 4 8 12m

Fichier : L:\2016\16-0756_hgm_esquisseprelplans\dev\xxxx.encours\pa\vsagpl-dessin\1_acad\act\f16-0756-l-hgj-pavillion-n-000-r05-geo.dwg
Projet : 10911

Hôpital général juif
Jewish General Hospital

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
PLAN DE LOCALISATION

Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

lemay

clôture à mailles chaine existante
(2) bornes de recharge pour véhicules électriques
(2) Acer freemanii `Autumn Blaze` 60mm calibre
mur de soutènement existant
(3) Picea pungens 200mm hauteur
2 649 857
(3) Celtis occidentalis 60mm calibre
jeux à être choisis par l'hôpital
(3) Abies concolor 200mm hauteur
(1) Celtis occidentalis 60mm calibre
(4) arbres existants à abattre pour construire le mur de soutènement
2 649 904
mur de soutènement existant avec garde corps
mur de soutènement proposé
clôture à mailles chaine (1.5m)
(2) Abies concolor 200mm hauteur
gaz métro entrée /compteur
(4) Acer freemanii `Autumn Blaze` 60mm calibre
9 901
6,000
6,000
16,500
2,750
23,500
5,500
23,277
2,750
6,200
T.B.A. ø300
T.B.A. ø300
T.B.A. ø300
1,500
banc (2)
7,130
SORTIE DE SECOURS
aire de jeux extérieure
ENTRÉE / SORTIE POUR LA GARDERIE
2 649 903
n° 5800
aire de jeux extérieure pour poupons
ENTRÉE PRINCIPALE DU BÂTIMENT
1,500
2,800
T.B.A. ø200
support à vélo (7)
support à vélo (7)
gaz
ENTRÉE EXCLUSIVE DE LA GARDERIE
rampe en béton accès universel
banc
enseigne projetée
(2) Quercus robur 60mm calibre
trottoirs en pavés de béton de largeur 1500 mm
1,500
2,500
6,100
6,000
6 mètres pour permettre l'accès aux véhicules d'urgence
(11) Gleditsia triacanthos `Skyline` 60mm calibre
(9) Ulmus accolade 60mm calibre
*** Les arbres du terre-plein sont montrés à titre indicatif. Ils seront plantés dans une phase ultérieure.
barrière levante
3,500
4,620
3,500
barrière levante
guérite, barrières et enseigne fournies par d'autres
enseigne existante
CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES
2 482 377

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
5 octobre 2018
CDN-NDG

LÉGENDE

SYMBOLE	DESCRIPTION
	LIMITE DE LOT
	CLÔTURE EXISTANTE
	GARDE-CORP EXISTANT
T.B.A. ø200	CONDUITE D'ÉGOUT PLUVIAL
GAS GAS GAS GAS	CONDUITE DE GAZ
	CLÔTURE À MAILLES DE CHAINE 1.5m HAUTEUR (32m)
	CLÔTURE ORNEMENTALE AIRES DE JEUX (63m)
	GARDE-CORP (26m)
	MUR DE SOUTÈNEMENT (68 m²)

SYMBOLE	DESCRIPTION
	GRAND ARBRE FEUILLUS
	ARBRE CONIFÈRE
	GAZONNEMENT (1080 m²)

SYMBOLE	DESCRIPTION
	ARBUSTES / VIVACES
	PIERRE DE RIVIÈRE (1m²)
	BANC (3)
	POUBELLE/RECYCLAGE (3)
	TABLE ET CHAISES (2)
	LAMPADAIRE (9)
	SURFACE OU BORDURE BÉTON COULÉ EN PLACE

SYMBOLE	DESCRIPTION
	PAVÉ DE BÉTON
	AIRE DE JEU SURFACE RÉSILIENTE

1:200
0 2 4 8 12m

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-05	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Projet : 10911 Fichier : I:\2016\16-0756_hgm_esquissespre\plansdevis\xxxx encours\paysage\dessin\1_acadiactif\16-0756-j-hgj-pavillon-n-000-r06-gde-en-cours.dwg

L:\2016\16-0756_HGM_ESQUISSESPRELPLANSDEVIS\XXXX.ENCOURS\PAYSAGE\DESSIN\1_ACAD\ACTIF\16-0756-L-HGJ-PAVILLION-N-000-R06-GEO-EN-COURS.DWG

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
PLAN D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER PRÉLIMINAIRE

Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

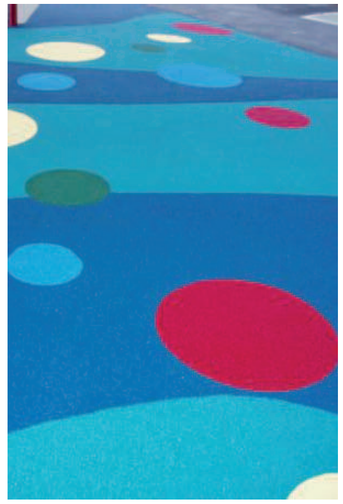
lemay

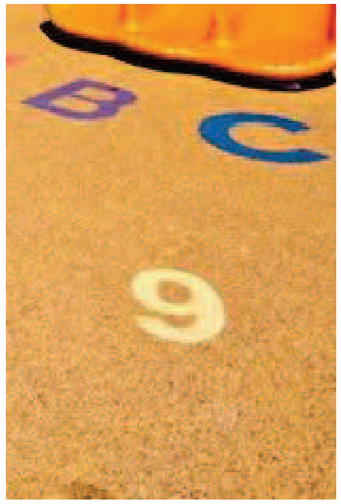
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 octobre 2018

CDN-NDG







EXEMPLE DE SURFACE RÉSILIENTE POUR LES AIRES DE JEUX POUR LE GARDERIE - IMAGE GOOGLE



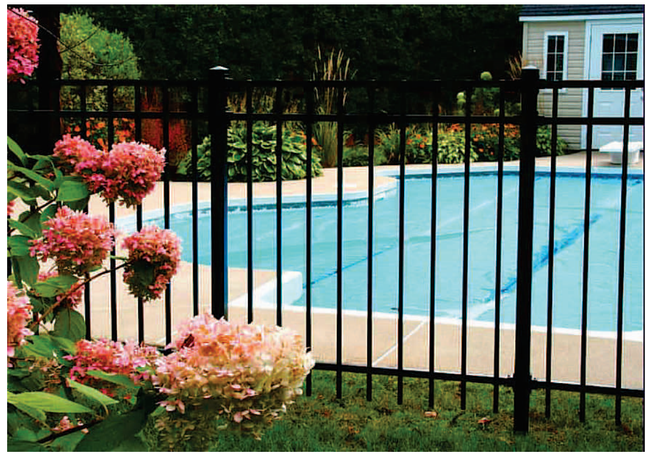
RAMPE / GARDE CORP AVEC PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS



PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS - PRODUIT TECHO-BLOC; MOTIF LISIÈRE COULEUR (1) ONYX NOIR, (2) GRIS ET (3) GRIS NICKEL. FINITION `GRANITEX`



CLÔTURE À MAILLES DE CHAINE 1.5m HAUTEUR - COULEUR NOIR



CLÔTURE ORNEMENTALE POUR LES AIRES DE JEUX (1.2m HAUTEUR) COULEUR NOIR



MUR DE SOUTÈNEMENT EN SOL RENFORCÉ - LES BLOCS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS, - PRODUIT TECHO-BLOC - MODÈLE SEMMA AVEC FINI ÉCLATÉ COULEUR GRIS CALCAIRE ET COURONNEMENT DE MUR MODÈLE PRIMA SURFACE LISSE, CÔTÉS ÉCLATÉ, COULEUR GRIS CALCAIRE

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Projet : 10911 Fichier : I:\2016\16-0756_hgm_esquisses\replans\devis\xxxx encours\paysage\dessin\1_acad\acad\16-0756-hgj-pavillon-n-n-000-n05-geo.dwg

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 octobre 2018

CDN-NDG



TABLE ET CHAISES - IMAGE LANDSCAPE FORMS®



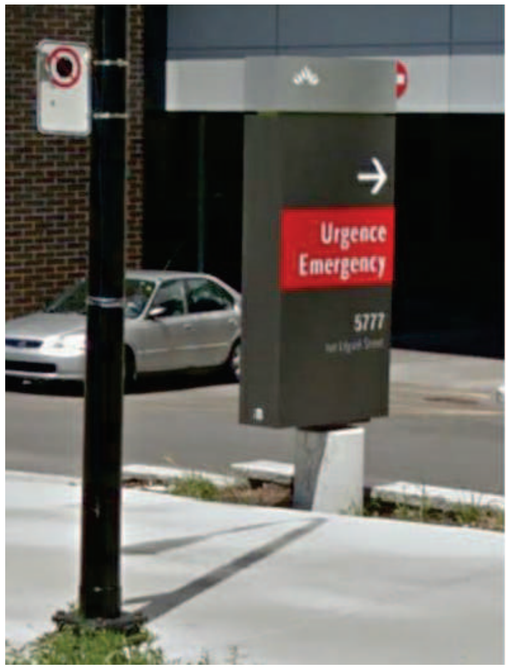
BANC - IMAGE LANDSCAPE FORMS®



POUBELLE / RECYCLAGE
IMAGE LANDSCAPE FORMS®



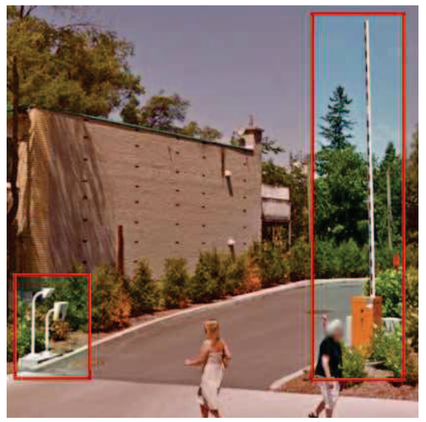
EXEMPLE DE BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES - IMAGE GOOGLE



EXEMPLE D`ENSEIGNE - IMAGE GOOGLE STREET VIEW



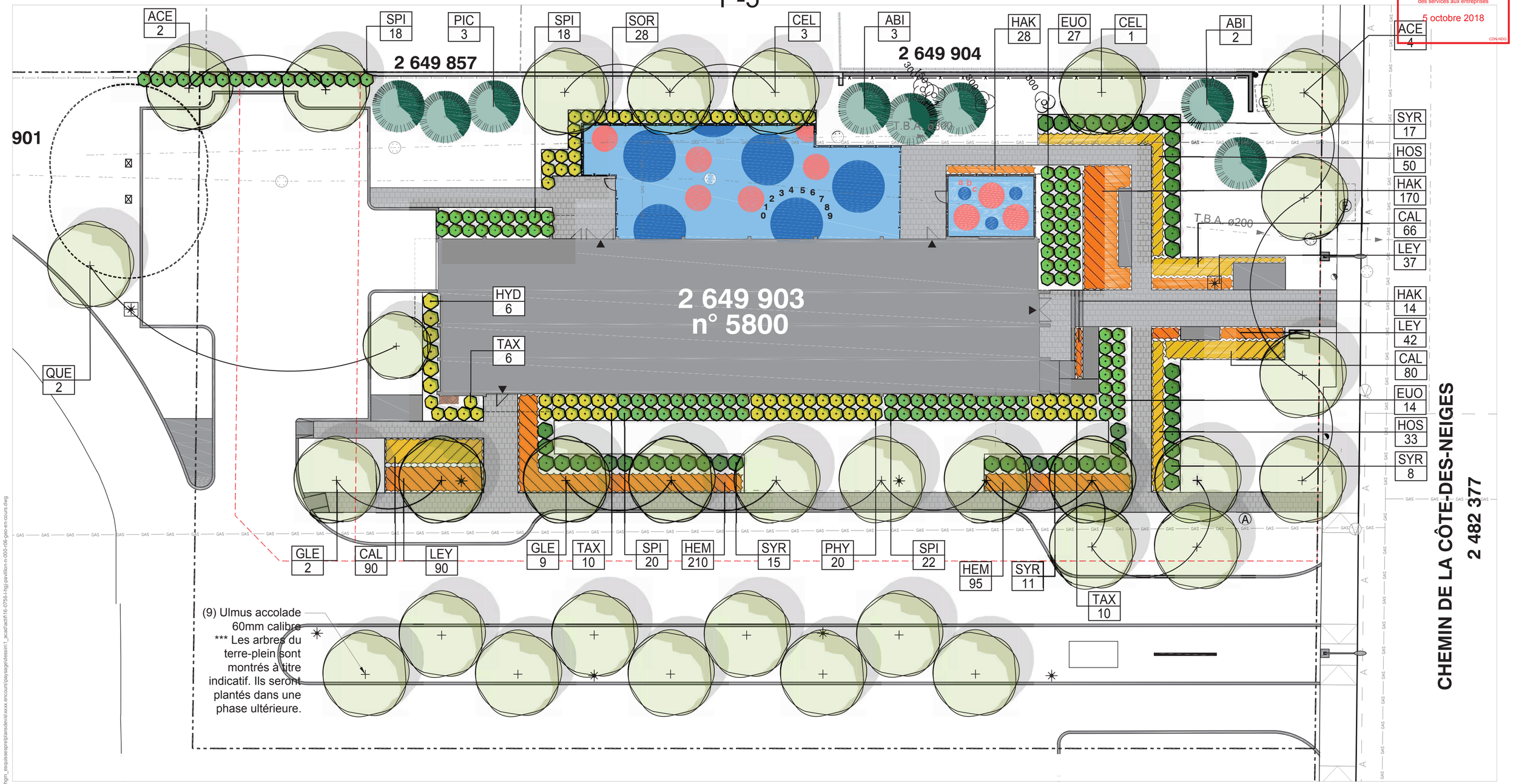
SUPPORT POUR 7 VÉLO - IMAGE VÉLO-RACK®



BARIÈRE AUTOMATIQUE- IMAGE GOOGLE STREET VIEW

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
5 octobre 2018
CDN-NDG



QT	CODE	NOM	CALIBRE (c) Calibre (h) Hauteur	DISTANCE DE PLANTATION	MODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS					
6	ACE	Acer freemanii 'Autumn Blaze'	60 mm (c)	Voir plan	en motte
11	GLE	Gleditsia triacanthos 'Skyline'	60 mm (c)	Voir plan	en motte
2	QUE	Quercus robur	60 mm (c)	Voir plan	en motte
4	CEL	Celtis occidentalis	60 mm (c)	Voir plan	en motte
ARBRES CONIFÈRES					
3	PIC	Picea pungens	200 cm (h)	Voir plan	en motte
5	ABI	Abies concolor	200 cm (h)	Voir plan	en motte

ARBUSTES FEUILLUS					
41	EUO	EUONONYMUS ALATUS 'COMPACTUS' / Fusain ailé nain	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
6	HYD	HYDRANGEA ARBORESCENS "HAYSES STARBURST" / Hortensia de virginie "Hayes Starburst"	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
20	PHY	PHYSOCARPUS OPULIFOLIUS "DART'S GOLD" / Physocarpe à Feuilles d'Obier	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
28	SOR	SORBARIA SORBIFOLIA "SEM" / Fausse spirée	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
78	SPI	SPIRAEA X VANHOUTTEI / Spirée de Vanhoutte	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
51	SYR	SYRINGA MEYERI PALIBIN / Lilas coréen	60 cm (h)	1,2m c/c	en pot

ARBUSTES CONIFÈRES					
26	TAX	TAXUS X MEDIA "HICKSII" / If de Hick	80cm (h)	1,0 m c/c	en pot
VIVACES ET GRAMINÉES					
236	CAL	CALAMAGROSTIS A. "STRICTA" / Calamagrostide acutiflora "Stricta"	pot 1 litre	6 / m2	en pot
212	HAK	HAKONECHLOA MACRA AUREOLA / Herbe du Japon	pot 1 litre	6 / m2	en pot
305	HEM	HEMEROCALLIS "STELLA D'ORO" / Hémérocalle "Stella d'Oro"	pot 1 litre	6 / m2	en pot
83	HOS	HOSTA SIEBOLDIANA "ELEGANS" / Hosta sieboldiana "Elegans"	pot 1 litre	3 / m2	en pot
169	LEY	LEYMUS ARENARIUS / Seigle de mer	pot 1 litre	6 / m2	en pot

1:200
0 2 4 8 12m

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU
01	2017-01-16	Émis pour discussion

Fichier : l:\2016\16-0756_hgm_esquisseprel\plansdevis\xxxx.encours\paysage\dessin\1_acad\actif\16-0756-l-hgj-pavillion-n-000-r06-geo-en-cours.dwg
Projet : 16911

L:\2016\16-0756_HGM_ESQUISSESPRELPLANSDEVIS\XXXX.ENCOURS\PAYSAGE\DESSIN\1_ACAD\ACTIF\16-0756-L-HGJ-PAVILLION-N-000-R06-GEO-EN-COURS.DWG

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
PLAN DE PLANTATION

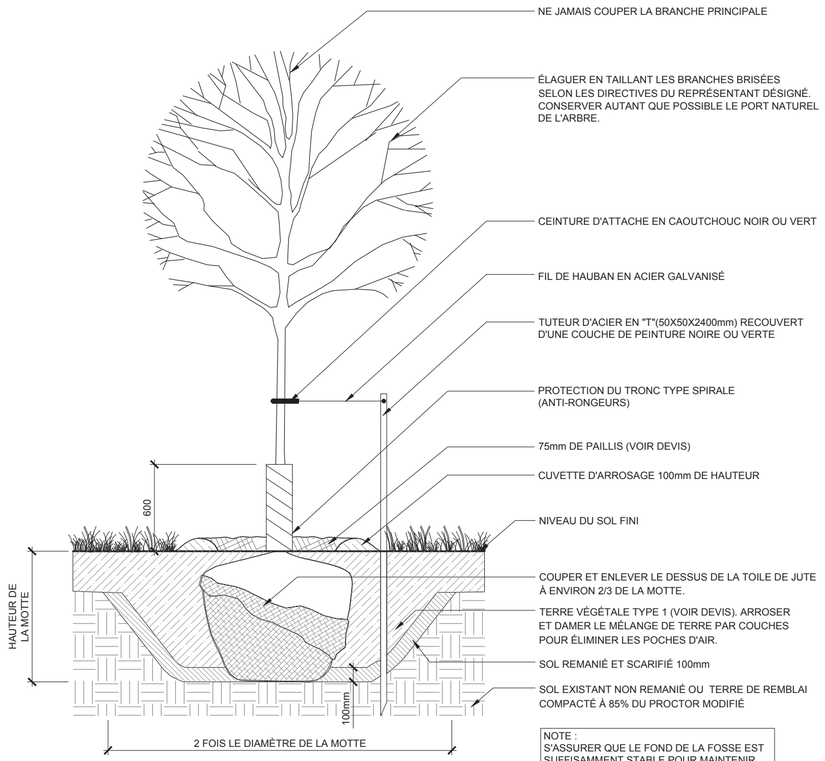
Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

lemay

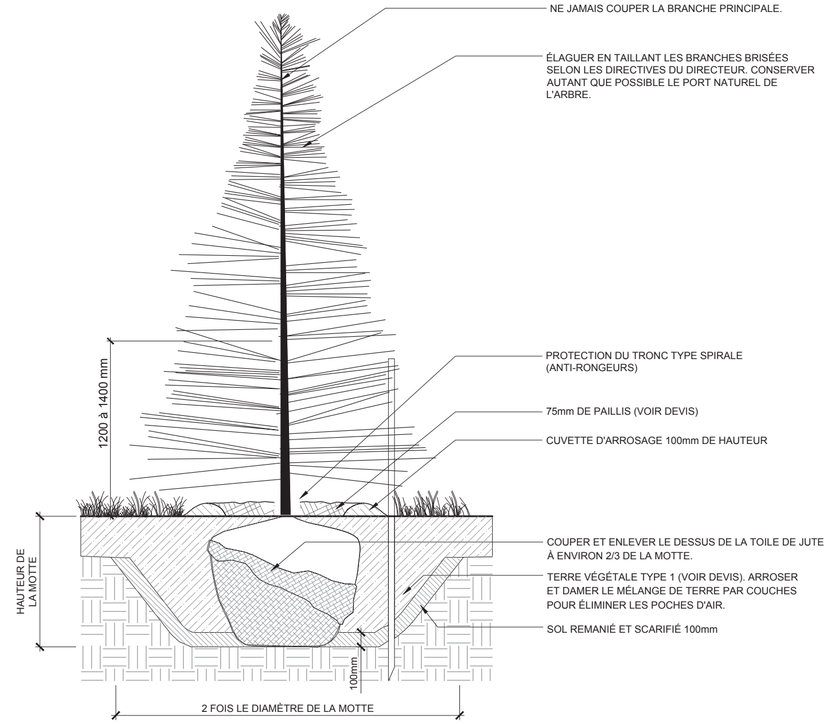
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 octobre 2018

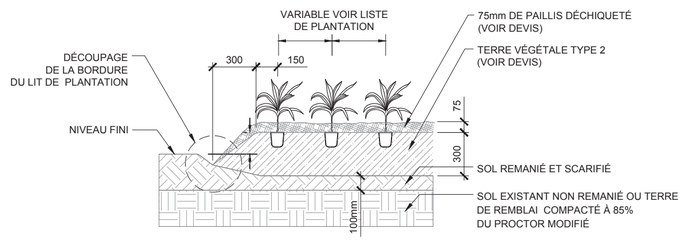
CDN-NDC



01 PLANTATION D'ARBRES FEUILLUS
COUPE
ÉCHELLE1:30

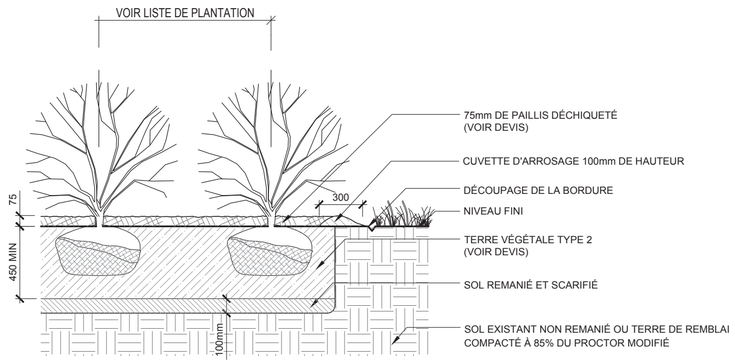


02 PLANTATION D'ARBRES CONIFÈRES
COUPE
ÉCHELLE1:30

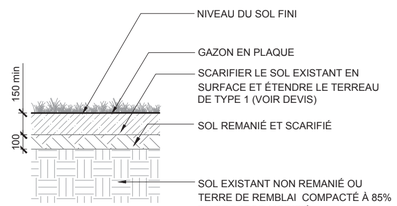


NOTES :
1) LES VIVACES SERONT PLANTÉES DANS UN LIT DE PLANTATION PROPREMENT DÉLIMITÉ PAR UN INSTRUMENT ENTRE LE GAZON PROJETÉ.
2) LE LIT DE PLANTATION DOIT ÊTRE SURÉLEVÉ D'AU MOINS 150MM PAR RAPPORT AU NIVEAU FINI DU GAZON ADJACENT.

03 PLANTATION DE VIVACES
COUPE
ÉCHELLE1:30



04 PLANTATION D'ARBUSTES FEUILLUS
COUPE
ÉCHELLE1:30



NOTES:
DÉBARRASSER LA SURFACE DE TOUS LES DÉBRIS (PIERRES, RACINES, DÉBRIS DE CONSTRUCTIONS) DE PLUS DE 100mm.

05 SURFACE DE GAZON CONDITIONS STANDARDS
COUPE
ÉCHELLE1:30

1:30
0 0.3 0.6 1.2 1.8m

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Hôpital général juif
Jewish General Hospital

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
DÉTAIL DE PLANTATION

Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

lemay

L:\2016\16-0756_HGM_ESQUISSESPRELPLANSDEVIS\XXXX.ENCOURS\PAYSAGE\DESSIN\1_ACAD\ACTIF\16-0756-L-HGJ-PAVILLION-N-000-R05-GEO.DWG
Projet : 10911 Fichier : L:\2016\16-0756_hgm_esquissesprelplansdevis\xxxx.encours\paysage\dessin\1_acad\actif\16-0756-l-hgj-pavillion-n-000-r05-geo.dwg

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 octobre 2018

CDN-NDG



Acer freemanii `Autumn Blaze` (60mm calibre)



Gleditsia triacanthos `Skyline` (60mm calibre)



Quercus robur (60mm calibre)



Celtis occidentalis (60cm calibre)



Picea pungens (200cm hauteur)



Abies concolor (200cm hauteur)

ARBRES FEUILLUS ET CONIFÈRES IMAGE GOOGLE



Hydrangea arborescens 'Hayes Starbust'



Physocarpus opulifolius 'Dart`s Gold'



Syringa meyeri palibin 'Lilas coréen'



Sorbaria sorbifolia 'Sem'



Euononymus alatus 'Compactus'



Spiraea x Vanhouttei



Taxus 'Hicksii'

ARBUSTES FEUILLUS ET CONIFÈRES IMAGE GOOGLE



Calamagrostis a 'Sticta'



Hakonechloa macra aureola



Hemerocallis 'Stella d'oro'



Hosta sieboldiana 'Elegans'



Leymus arenarius

VIVACES ET GRAMINÉES IMAGE GOOGLE

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Hôpital général juif
Jewish General Hospital

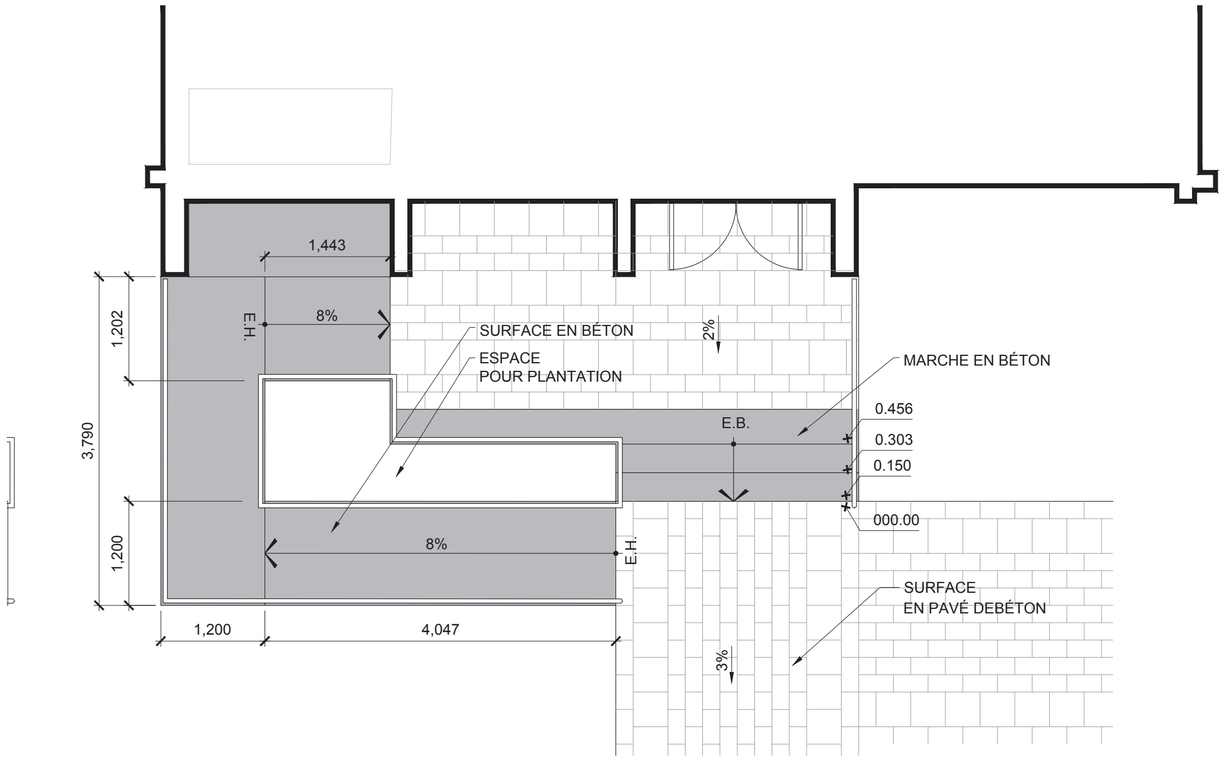
HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
PALETTE VÉGÉTALE

Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

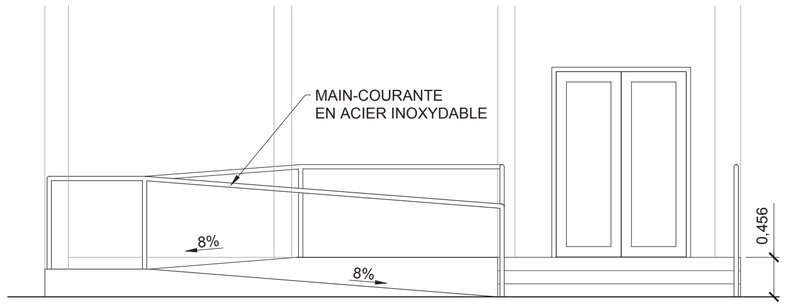
lemay

Projet : 10911 Fichier : I:\2016\16-0756_hgm_esquisses+replans\dwg\xxxx encours\paysage\dessin\1_arcid\arcid\16-0756-hgj-pavillon+n-000-005-geo.dwg

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
5 octobre 2018
CDN-NDG



01 VUE EN PLAN
ÉCHELLE 1:50



02 ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:50

NO	DATE	ÉMISSION
7	2018-09-06	Révision pour CCU
6	2018-06-01	Révision pour CCU
5	2018-05-10	Révision pour CCU
4	2018-05-04	Révision pour CCU
3	2018-04-13	Révision pour CCU
2	2017-01-19	Émis pour CCU

Hôpital général juif
Jewish General Hospital

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF - PAVILLON 'N'
RAMPE D'ACCÈS

Projet :16-0756 Date : 06 septembre 2018

lemay

Projet : 10911 Fichier : I:\2016\16-0756_hgm_esquisses\replans\devis\xxxx.encours\paysage\dessin\1_acad\acdf16-0756-hgj-pavillon-n-000-005-geo.dwg

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 octobre 2018

CDN-NDG

P-9

78,0

RUE DE LA PELTRIE

CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES

VÉHICULES AUTORISÉS SEULEMENT

PAVILLON K

PAVILLON H

PAVILLON N

PAVILLON J (PROJETÉ)
STATIONNEMENT INTÉRIEUR
MAX. 60 PLACES

PAVILLON D

PAVILLON C

PAVILLON B

PAVILLON A

LÉGENDE

CIRCULATION AUTOMOBILE

CIRCULATION PIÉTONNE

SCHÉMA DE CIRCULATION PAVILLONS J, H, N,
HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF

PRÉSENTÉ PAR:
LE GROUPE DE PROJETS ET DE PLANIFICATION

17 SEPTEMBRE 2018







5800, **chemin Côte-des-Neiges**

Étude pour approuver les plans pour aménager la cour et l'aire de stationnement pour le pavillon N – Hôpital général juif (2e présentation)

Grande propriété à caractère institutionnel

Comité consultatif d'urbanisme
Séance du 3 octobre 2018

Contexte

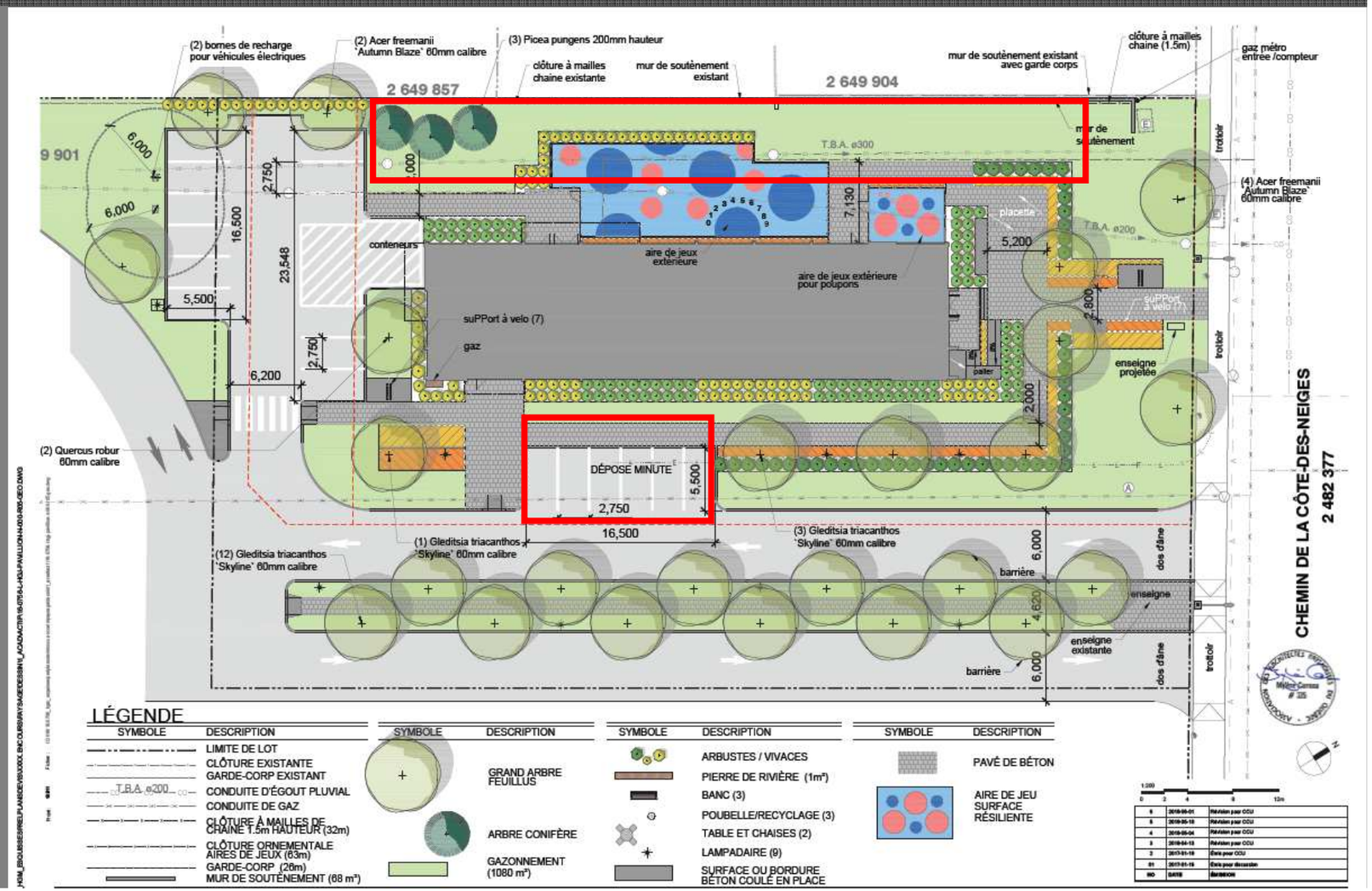
Approuver les plans en vertu du PP-58 et du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), *pour l'émission du permis l'aménagement des cours et de l'aire de stationnement*, à l'immeuble situé au 5800, chemin Côte-des-Neiges – Grande propriété à caractère institutionnel – Dossier relatif à la demande de permis no 3001424896.



CCU – 11 JUILLET 2018

Le comité recommande de revoir la demande en intégrant les commentaires suivants:

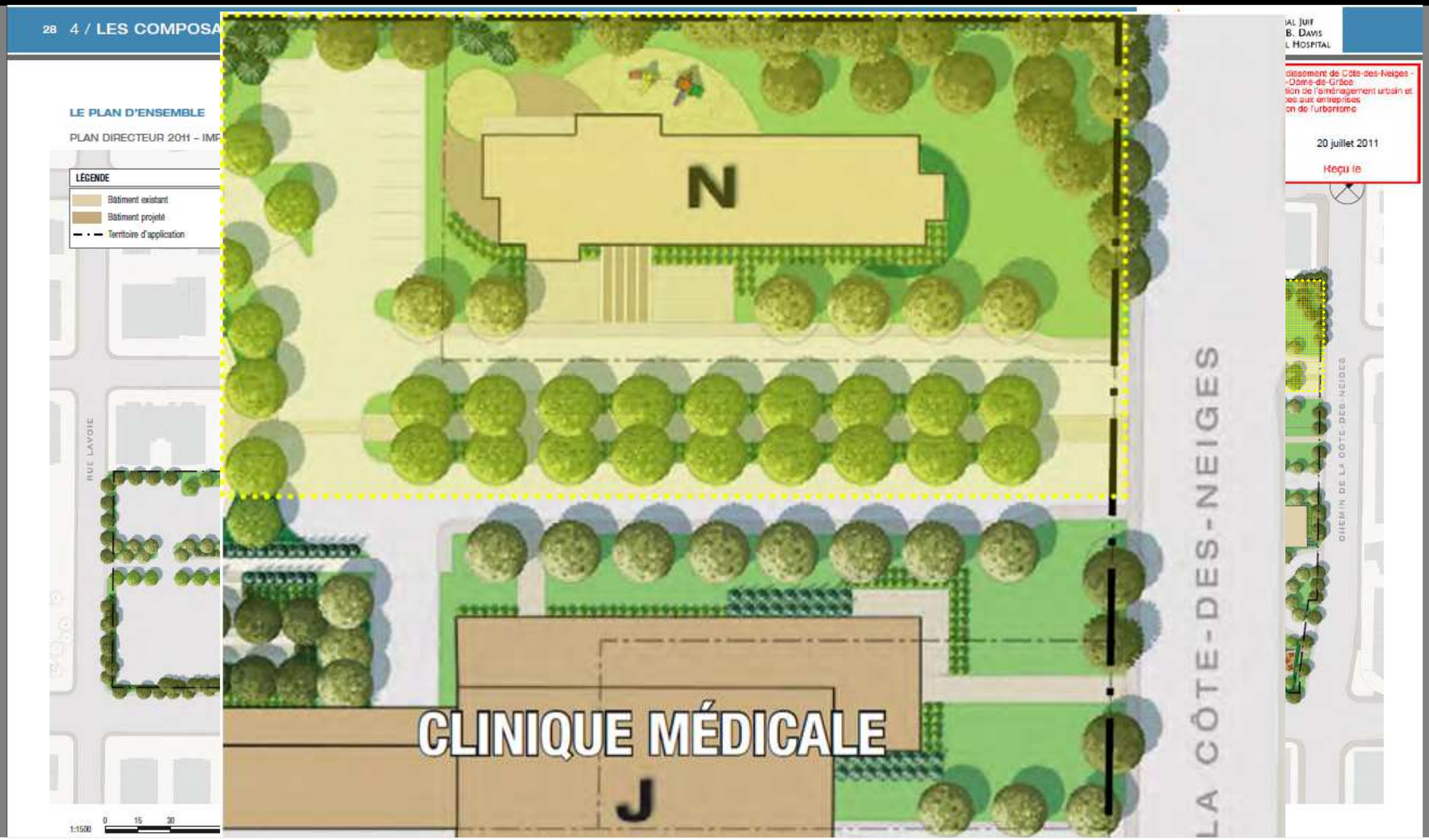
- **Revoir la configuration du débarcadère en fonction de l'étude de circulation, de façon à minimiser les surfaces minéralisées;**
- **Bonifier la présence d'arbres à l'arrière de la garderie;**
- **Repenser la présence du bateau de trottoir devant l'entrée de la garderie.**



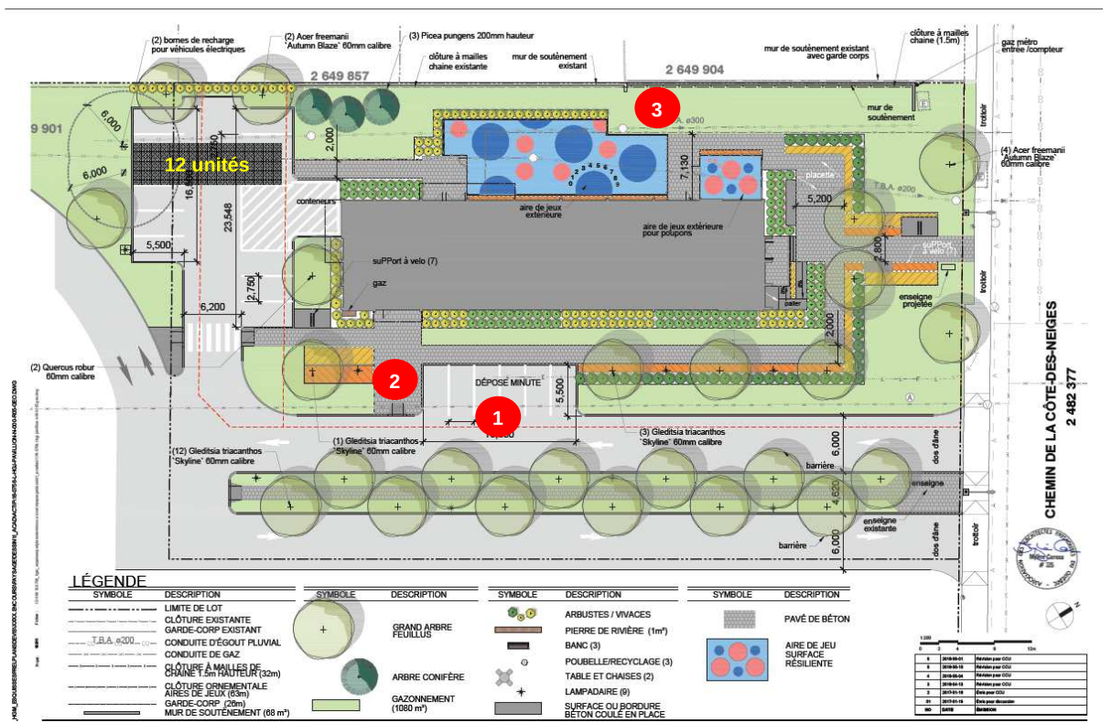
Contexte


Hôpital Général Juif
Proxim pharmacie affiliée
Emmanuel Abikhzer
5786 Chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec
Google, Inc.
Street View – août 2017
Fleuriste Cote des
Neiges Florist
Boucherie et
Grillade Farh

Aménagement pavillon « N » - Plan directeur 2011

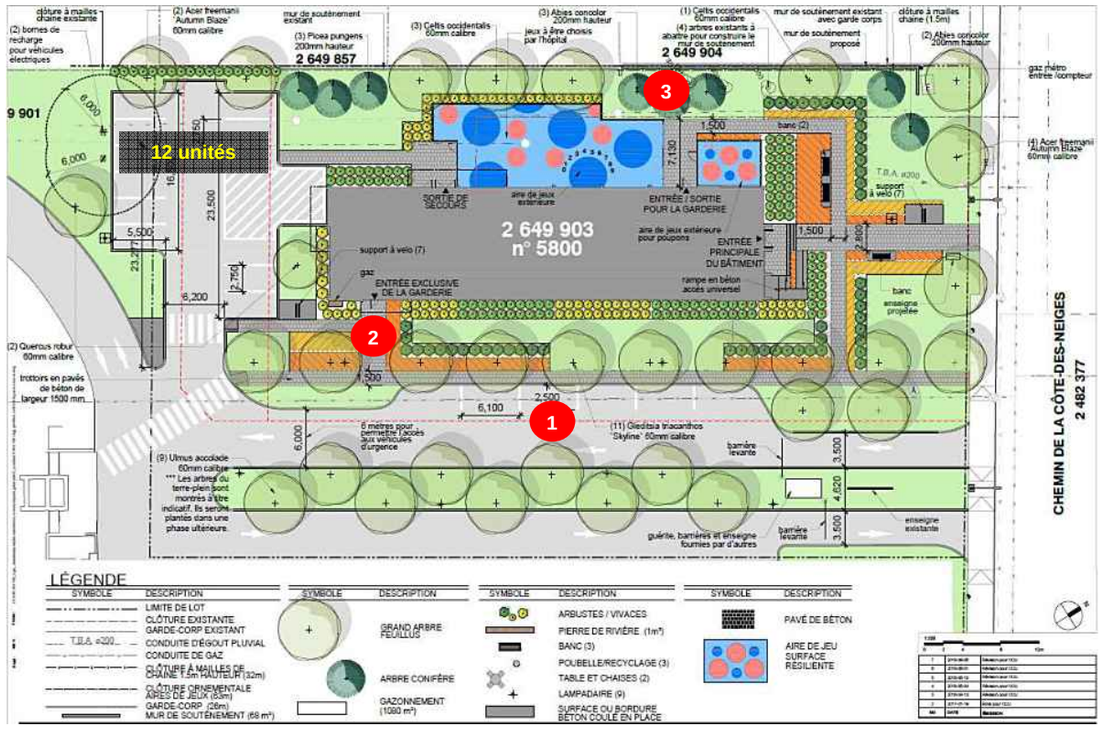


Nouvelle proposition



Proposition 11 juillet 2018

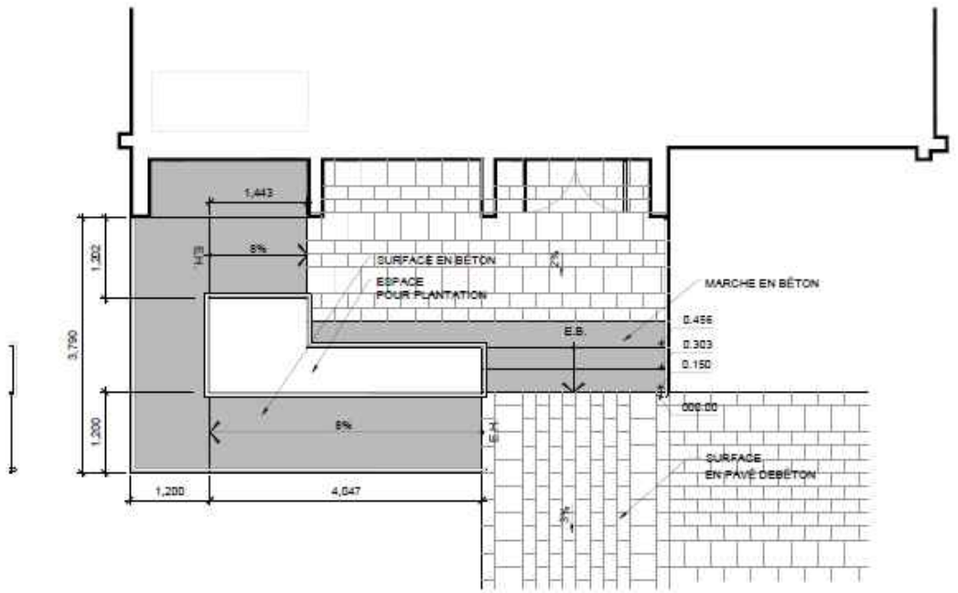
1. Revoir la configuration du débarcadère en fonction de l'étude de circulation, de façon à minimiser les surfaces minéralisées
2. Repenser la présence du bateau de trottoir devant l'entée de la garderie
3. Bonifier la présence d'arbres à l'arrière de la garderie



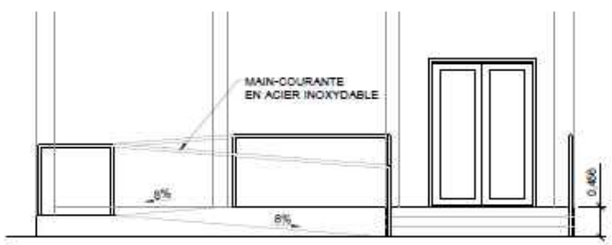
Proposition 3 octobre 2018

1. Revoir la configuration du débarcadère en fonction de l'étude de circulation, de façon à minimiser les surfaces minéralisées
2. Repenser la présence du bateau de trottoir devant l'entée de la garderie
3. Bonifier la présence d'arbres à l'arrière de la garderie

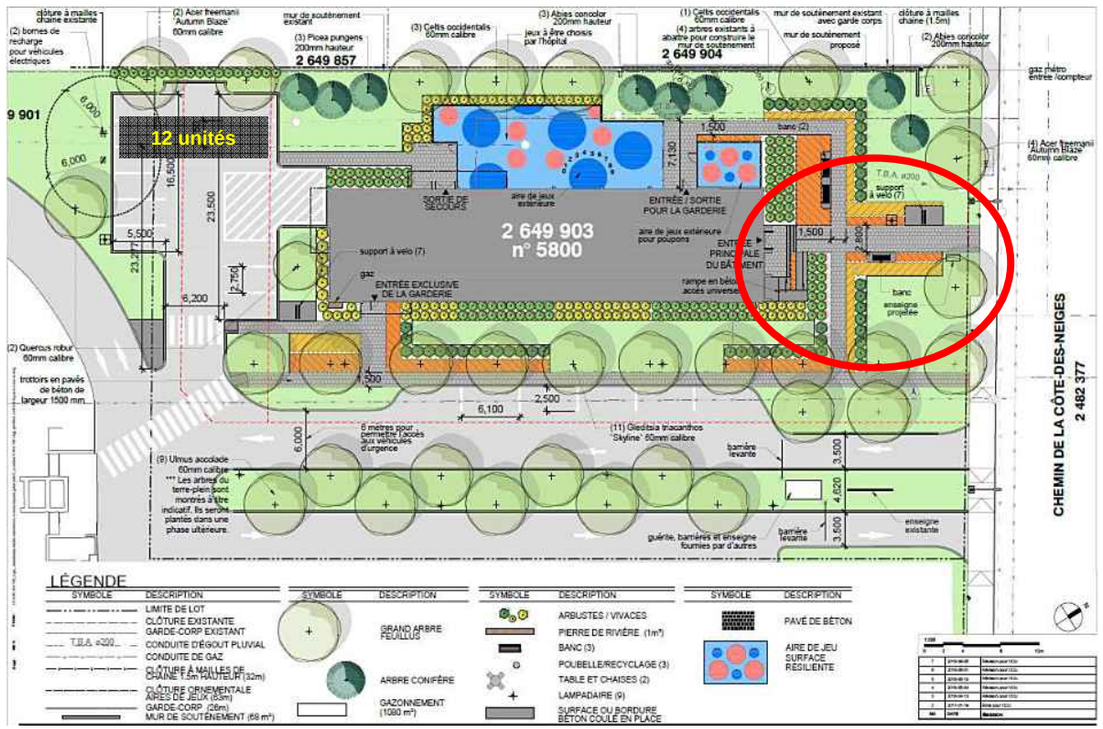
Rampe d’accès



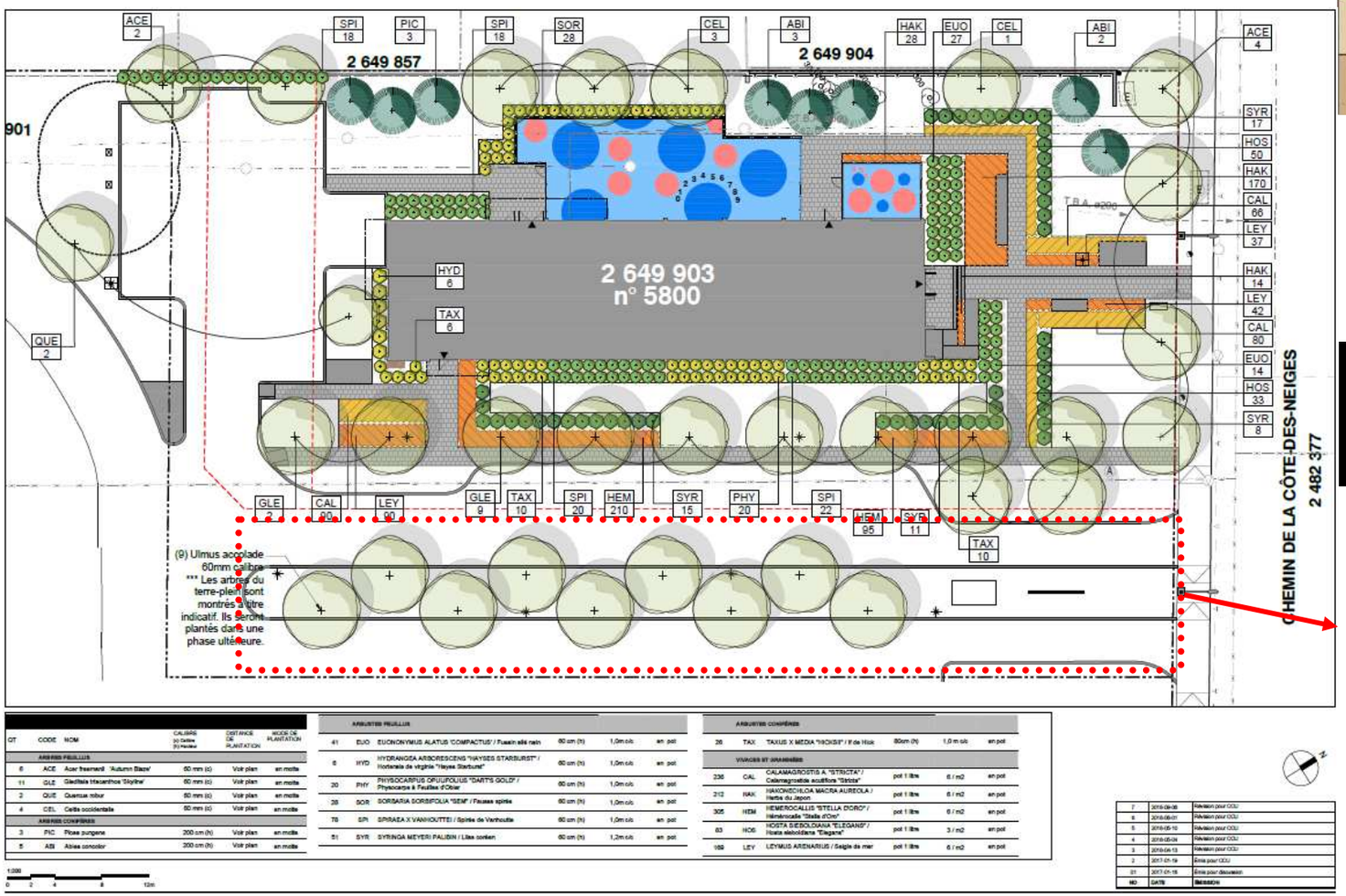
01 VUE EN PLAN
ÉCHELLE 1:50

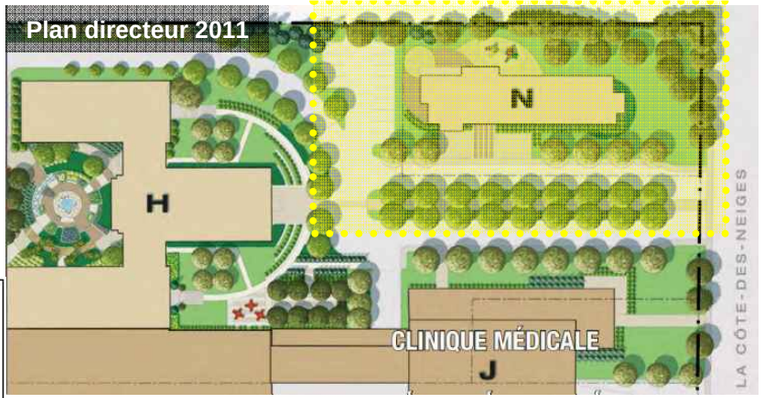


02 ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:50



Proposition 3 octobre 2018





Arbres = 40 arbres

- 32 feuillus
- 8 conifères

Bonification du couvert végétal de 13 arbres (48%) p/r à la proposition du 11 juillet 2018. Cette option proposait la plantation de 27 arbres.

Ces arbres sont indiqués à titre indicatif seulement et seront plantés dans une phase ultérieure.

Étude de circulation - Génération véhiculaire

OPTION 1-CÔTÉ EST (PAVILLON J, CÔTE DES NEIGES/ACCÈS PAVILLON J, N)-HPAM

Comptages actuels

	AM		
	Entrant	Sortant	TOTAL
Débit	54	7	61
%	89%	11%	100%

Taux de génération 48.8%

Total de véhicules stationné
(hypothèse que c'est à peu près le même nombre de places)
125

CONFIGURATION FUTURE DU SITE

Générateur		Capacité	Taux de génération	Véh/h	E	S
Petit parking	12	places	48.8%	6	5	1

Générateur	Capacité	Hypothèse	Type clientèle	Débit sur 2 h	Véh/h
Pavillon N	80	places de garderie	~~50% employés~~	~~40~~	~~20~~
			50% autres (non emp	40	20

	Entrant	Sortant
Garderie	20	20

Pavillon J (OPT. 1) 60 places de parking

Véh/h	29
E	*26*
S	*3*

Générateur	E	S	TOTAL	Débit actuel véh/h	Débit additionnel véh/h
Stationnement de 12 places	5	1	6	61	14
Pavillon N (80 places garderie)	20	20	40		
Pavillon J (60 places sout.)	26	3	29		
TOTAL	**51**	**24**	**75**		

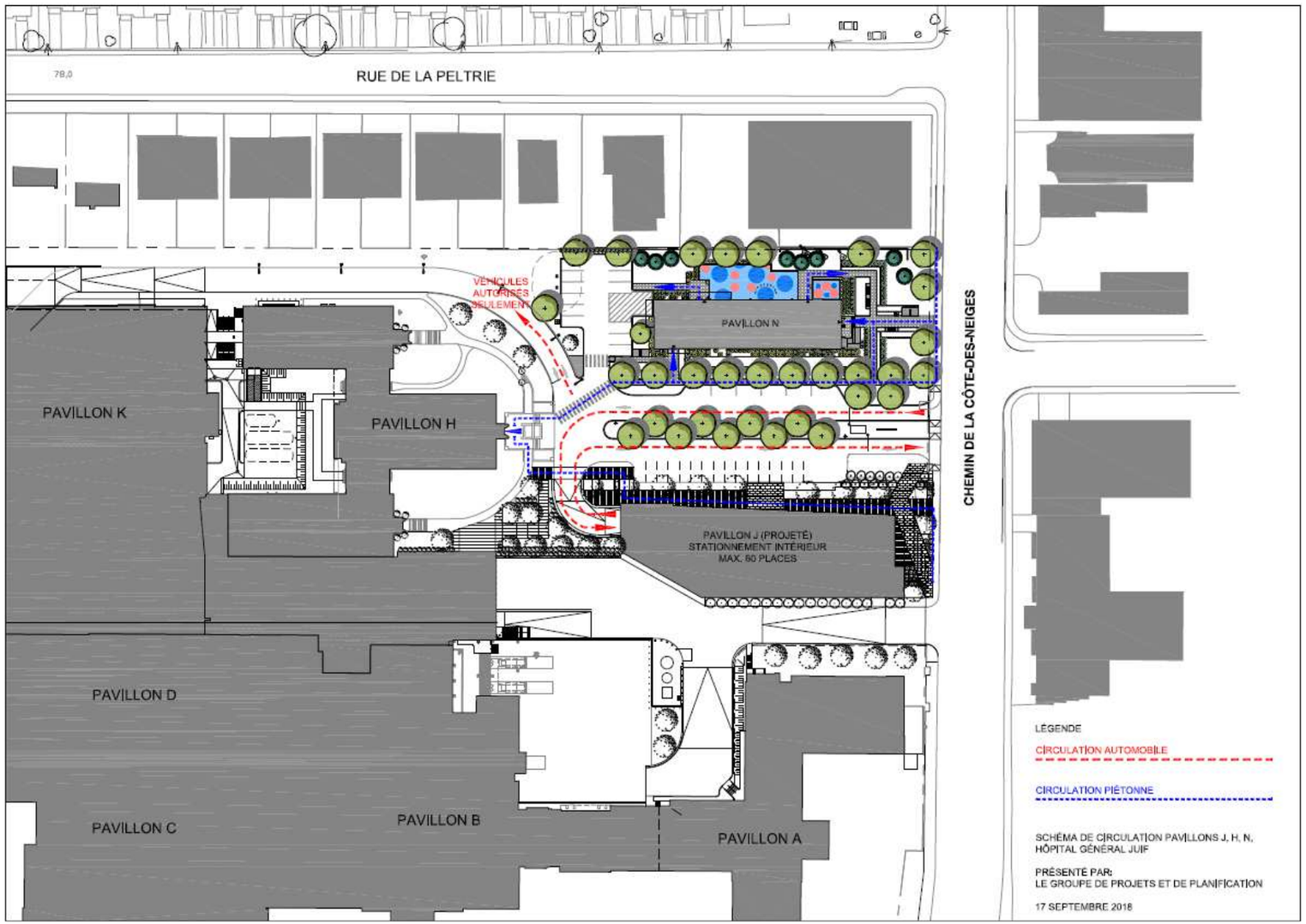
E	0
S	17

Prparé par MS/MAT, ing.
26 juin 2018, à Laval

Constats: le projet ajoutera moins de 30 véh/h aux mouvements du carrefour CSC/CDN
Selon les exigences de la Ville de Mtl, il n'est pas pertinent d'intervenir sur le réseau routier.

En attente d'une confirmation du bureau technique

Proposition 3 octobre 2018 - Circulation



Mesures de mitigation

• Unités des débarcadères en parallèle par rapport à la voie de circulation qui limite les manœuvres en marche arrière des véhicules;

• Plantation d'arbres sur le terre-plein pour réduire le corridor visuel des automobiliste engagée dans la voie de circulation qui contribue à réduire la vitesse;

• Installation de guérite à l'entrée de la voie de circulation

• Ajouter des dos d'ânes pour réduire la vitesse.

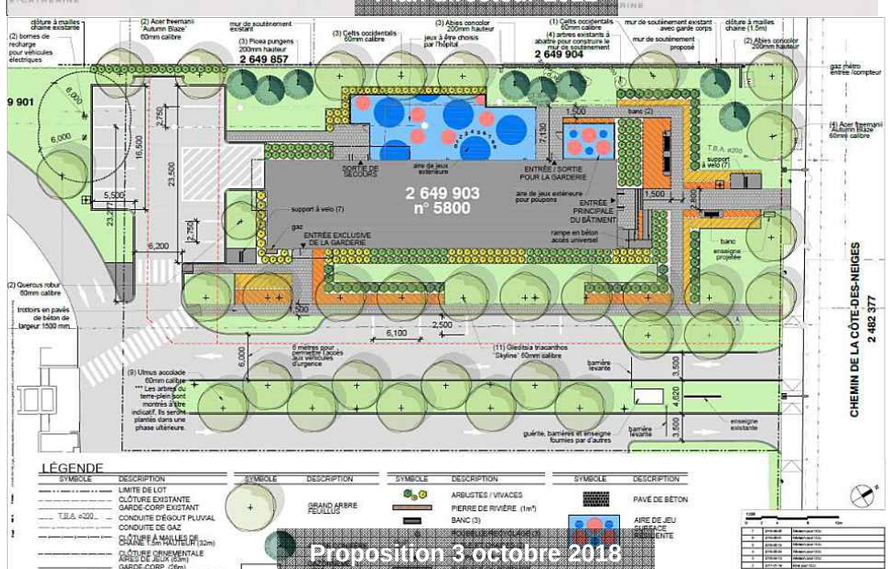
Recommandation

La DAUSE recommande favorablement la demande d'aménagement de la cour et du stationnement pour les raisons suivantes:

- Le projet a été revu à la lumière des commentaires émis par le CCU lors de sa séance du 11 juillet 2018 soit;
  - la configuration du débarcadère (unités en parallèles) permet de limiter les manœuvres de recul des véhicules et permet d'isoler les enfants de la circulation véhiculaire;
  - le couvert végétal a été bonifié de 13 arbres supplémentaire pour un total de 40 nouvelles plantations;
  - le bateau du trottoir a été retiré
- Le projet proposé rencontre les orientations proposées au plan directeur de 2011;
- Le projet est conçu en fonction du développement à court et moyen terme du site et avoir une interface adéquate avec la construction du futur pavillon « J »;
- L'aménagement des cours et du stationnement améliore grandement le paysage et augmente de façon significative le couvert végétal;

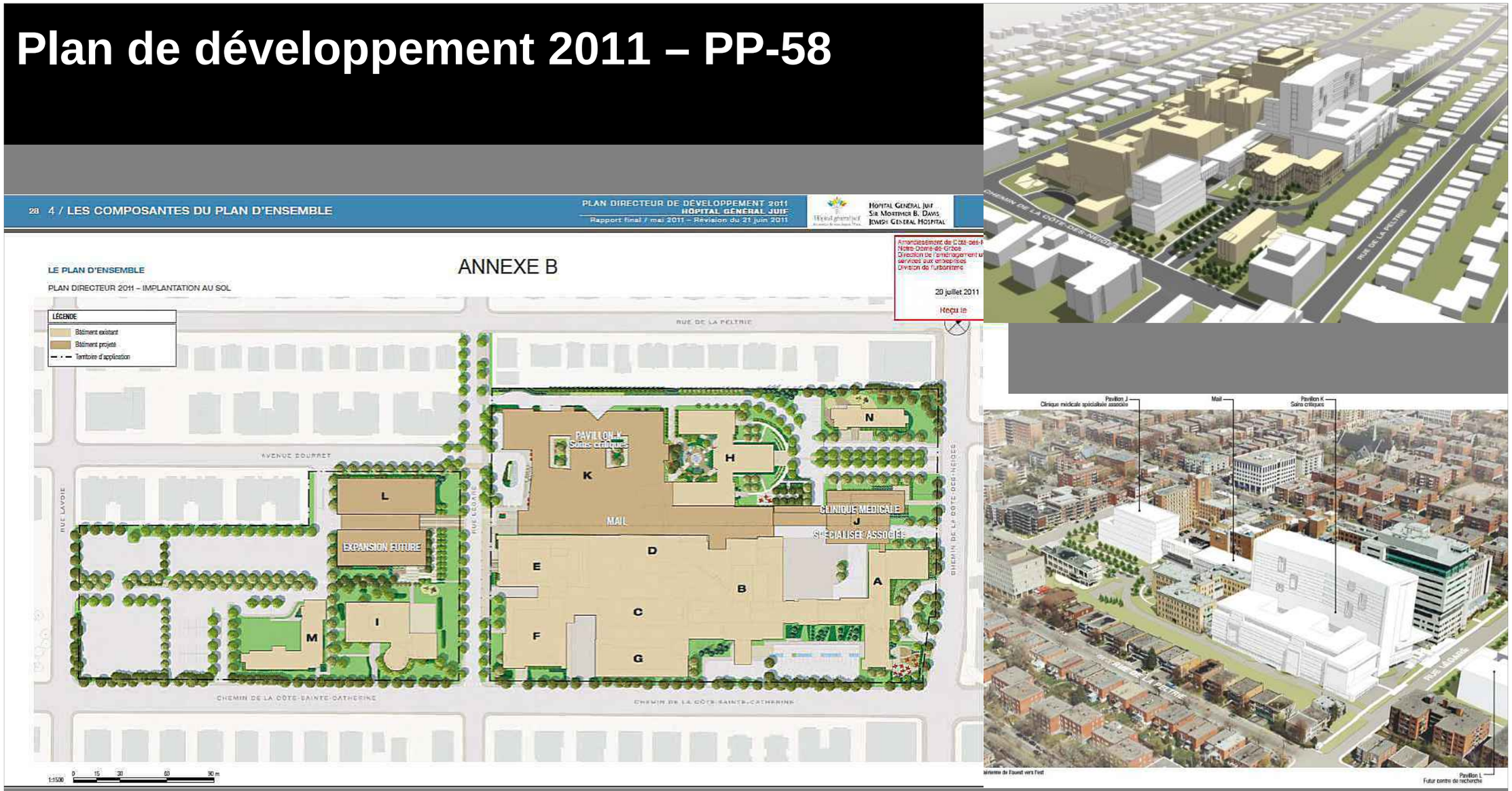
Réserve
L'aménagement du terre-plein devrait faire partie de la demande de permis qui visera à réaliser le pavillon J pour assurer, entre autre, une interface adéquate entre les deux pavillons, notamment au niveau de la circulation (automobile, piétonne et vélo), de la largeur de l'entrée charretière et de l'aménagement paysager.





Contexte

Plan de développement 2011 – PP-58



Situation actuelle



Objectif du plan immobilier HGJ - 2018

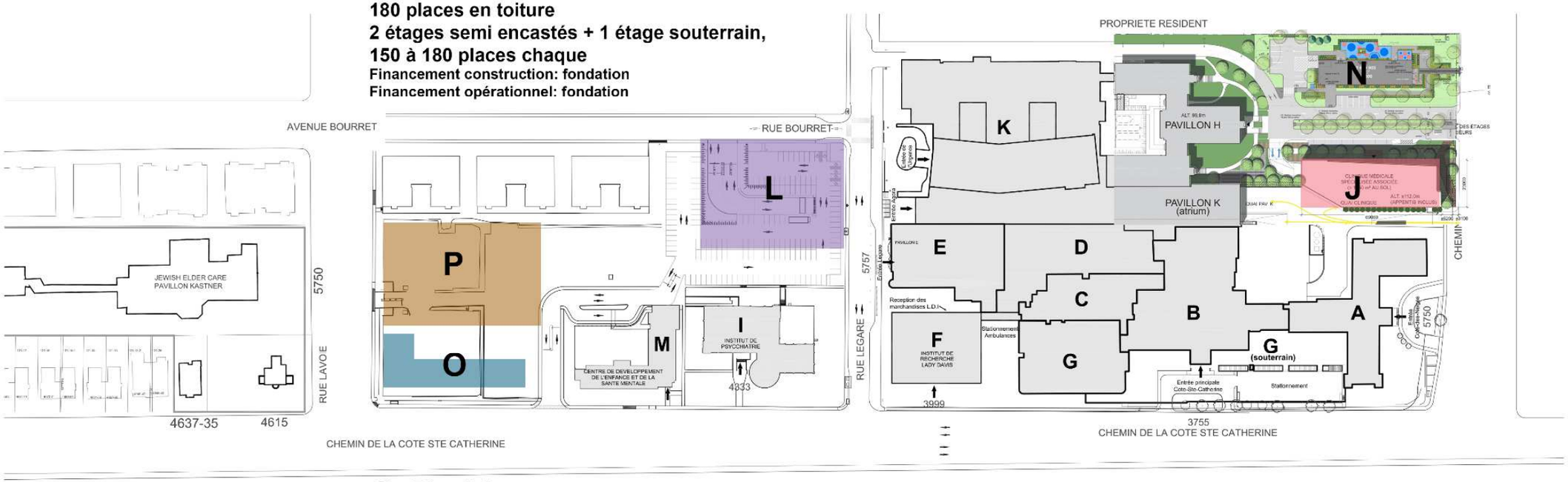
- Régler les problèmes majeurs à l'Hôpital général juif et du CIUSSS-CODIM
  - Consolidation des services administratifs qui sont éparpillés dans le CIUSSS
  - Manque de stationnement pour les employés et les patients
  - Manque d'espace pour
    - Recherche clinique
    - Super clinique
    - Praida (réfugiés)
  - Bâtiment vétuste (non inclus dans la phase 4):
    - Pavillon F – recherche fondamentale
  - Régler les non-conformités (3001382753-1 et 2, et 3001382765)

Solutions proposées

L. Recherche fondamentale
à définir
Financement construction: subvention recherche
Financement opérationnel: ?

J. Administratif et super clinique
6 étages
Financement construction: fondation + ministère/PQI
Financement opérationnel: transfert budgets location + ?

P. Stationnement
180 places en toiture
2 étages semi encastés + 1 étage souterrain,
150 à 180 places chaque
Financement construction: fondation
Financement opérationnel: fondation



O. Praida
3 étages + sous-sol
+/- 1200 m2/étages
Financement construction: Ministère/PQI
Financement opérationnel: ministère

F. Recherche clinique
Rénovation complète du bâtiment vidé
Financement construction: subvention recherche
Financement opérationnel: déjà en place?

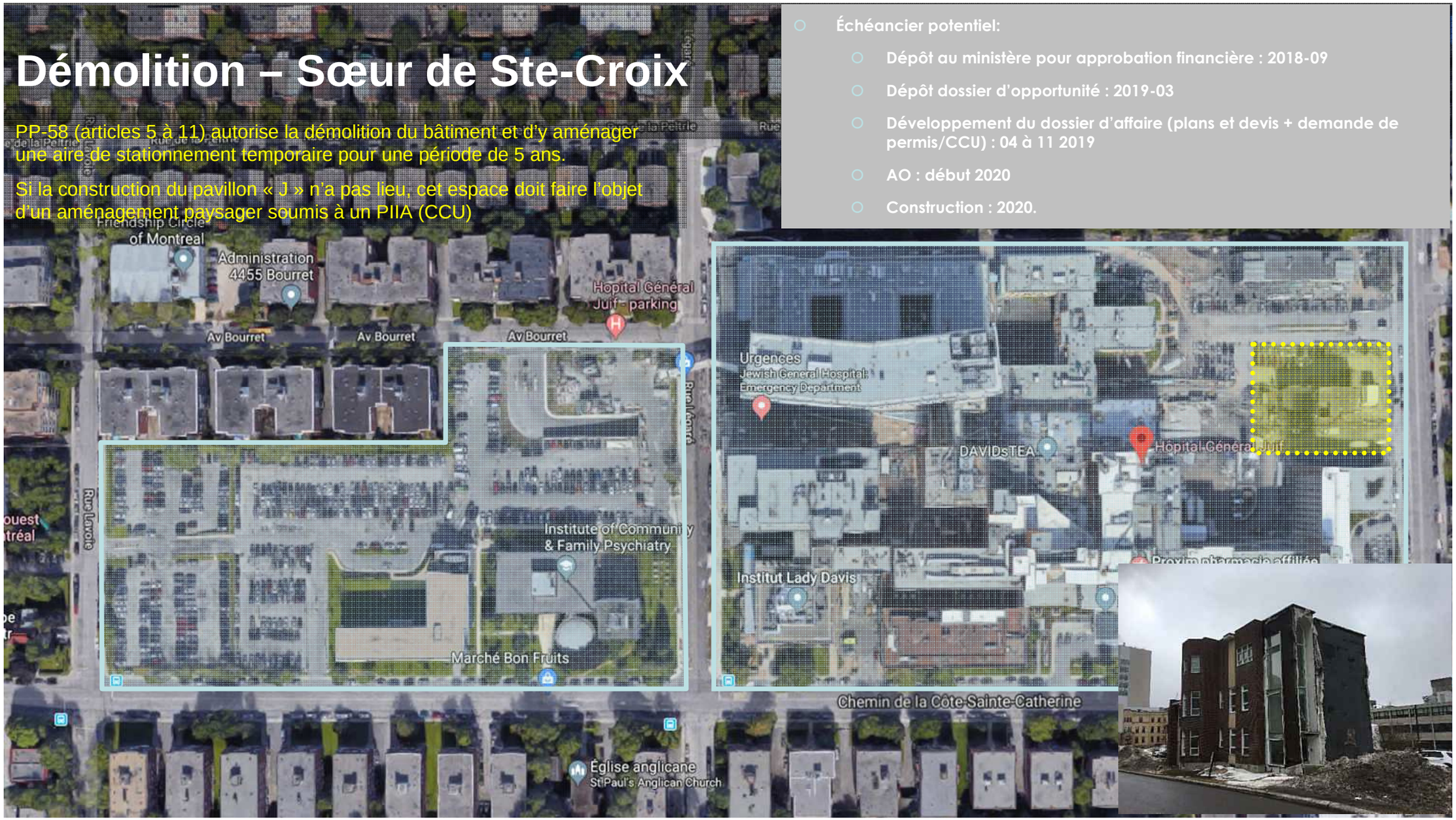


Démolition – Sœur de Ste-Croix

PP-58 (articles 5 à 11) autorise la démolition du bâtiment et d'y aménager une aire de stationnement temporaire pour une période de 5 ans.

Si la construction du pavillon « J » n'a pas lieu, cet espace doit faire l'objet d'un aménagement paysager soumis à un PIIA (CCU)

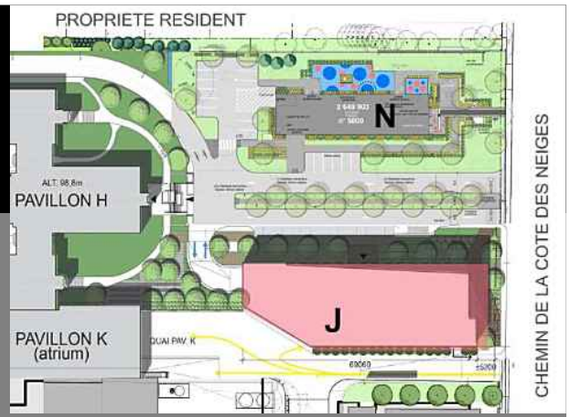
- Échéancier potentiel:
  - Dépôt au ministère pour approbation financière : 2018-09
  - Dépôt dossier d'opportunité : 2019-03
  - Développement du dossier d'affaire (plans et devis + demande de permis/CCU) : 04 à 11 2019
  - AO : début 2020
  - Construction : 2020.

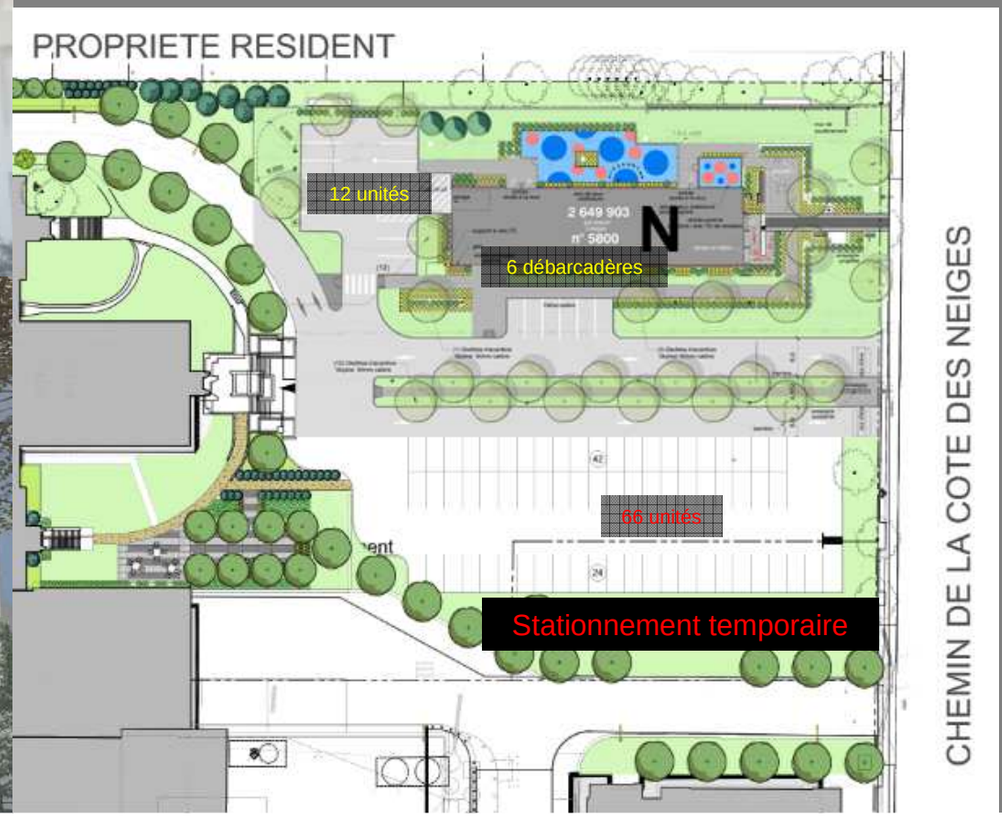


Objectif du plan immobilier HGJ - 2018









Praida (O)



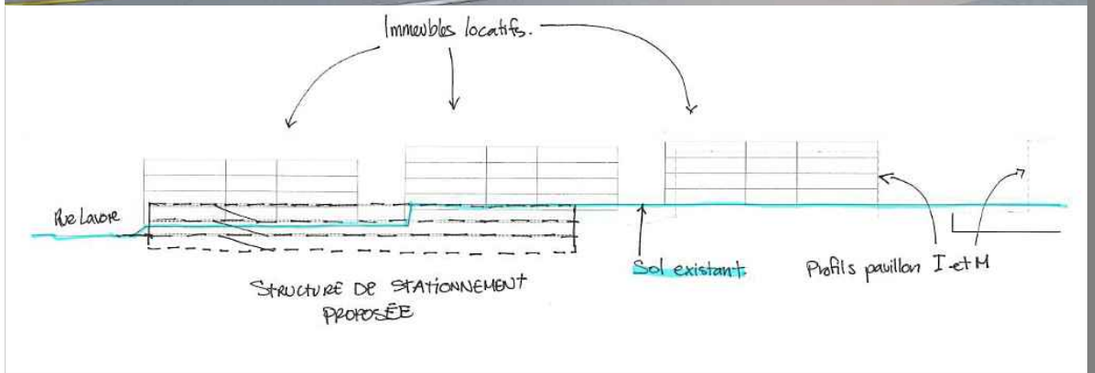


- **Praida**
  - Installer l’équipe d’accueil des réfugiés
  - Requis 3 600m2, proposé 3 x 1 200m2 + sous-sol



Stationnement étagé (P)





Stationnement

- Consolider tous les stationnements existants autorisés et planifiés en accord avec la Ville de Montréal en un seul endroit
  - Situation actuelle, incluant stationnement alternatif Bedford = 1342 places. Proposé pour l'ensemble du site = 1568
  - Étude de circulation et discussion avec la ville en cours.





Critères

Critères – article 34 – PP-58	Conformité	Commentaire
5° l'aménagement paysager doit privilégier l'utilisation de végétaux tels que plantes, arbres et arbustes, en particulier en bordure de la voie publique, aux entrées et aux parvis des pavillons;	Oui	L'aménagement du site privilégie les strates arboricole et arbustives.
7° l'aménagement paysager doit prioriser la conservation des arbres matures existants, en particulier en bordure des voies publiques;	S.O.	Aucun arbre mature se trouvent en bordure de la voie publique sur le chemin de la Côte-des-Neiges adjacent au pavillon « N ». Cependant 2 arbres sont proposés dans la cour avant ayant front sur le chemin de la Côte-des-Neiges.
8° l'aménagement des aires de stationnement doit prévoir une bande de verdure plantée en bordure des voies publiques;	S.O.	Aucune aire de stationnement n'est aménagé en bordure de la voie publique.
9° l'aménagement des aires de stationnement doit prévoir une bande de verdure longeant la limite de propriété lorsque celle-ci borde une zone résidentielle.	Oui	L'aire de stationnement est fait dans le respect des exigences réglementaires et des propriétés voisines.

Critères

Critères – article 116 – Règ. 01-276	Conformité	Commentaire
1° la transformation ou le nouvel aménagement doit être conçu en respectant l'expression et la composition du paysager et le caractère de la grille, du mur ou de la clôture;	Oui	L'aménagement du site se fait dans le respect de l'expression et la composition du paysage et contribue à augmenter le couvert végétal sur le site de l'hôpital
2° la transformation ou le nouvel aménagement doit chercher à mettre en valeur les concepts qui sont à l'origine de l'expression et de la composition architecturales du bâtiment et du paysage;	Oui	L'ensemble des bâtiments de cette tête d'îlot a vu leur couverture refaite en bardeau d'asphalte.
6° la qualité des matériaux, des détails architecturaux et des végétaux utilisés pour la transformation ou le nouvel aménagement doit être équivalente à la qualité d'origine et compatible à celle des parties non transformées en accord avec leur valeur.	Oui	Les travaux sont fait dans le respect de la composition architecturale d'origine.

Critères

Critères – article 118.9 – Règ. 01-276	Conformité	Commentaire
1° respecter les caractéristiques volumétrique et d'implantation d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiment sur le site;	S.O.	S.O.
3° assurer la conservation, la mise en valeur et la restauration d'éléments d'enveloppe et de décor;	S.O.	S.O.
5° protéger les perspectives et les percées visuelles sur un bâtiment ou sur un élément d'intérêt contribuant au caractère d'ensemble;	S.O.	Les travaux n'ont aucun sur les percées visuelles.
6° assurer la mise en valeur et la protection des espaces extérieurs et des caractéristiques paysagères particulières;	S.O.	S.O.
7° favoriser un accès public aux espaces verts et aux milieux naturels adapté à la vocation des lieux.	Oui	Le nouvel aménagement permet de rendre le site plus invitant et convivial pour les piétons et agît comme un oasis de verdure

Critères

Critères – article 668 – Règ. 01-276	Conformité	Commentaire
1° respecter les caractéristiques volumétrique et d'implantation d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiment sur le site;	Oui	Le projet respecte l'objectif de conservation et de mise en valeur des qualités du bâtiment
3° assurer la conservation, la mise en valeur et la restauration d'éléments d'enveloppe et de décor;	Oui	L'ensemble des bâtiments de cette tête d'îlot a vu leur couverture refaite en bardeau d'asphalte.
5° protéger les perspectives et les percées visuelles sur un bâtiment ou sur un élément d'intérêt contribuant au caractère d'ensemble;	Oui	L'aménagement contribue à bonifier le décor paysager du site.
6° assurer la mise en valeur et la protection des espaces extérieurs et des caractéristiques paysagères particulières;	Oui	L'aménagement crée un environnement extérieur qui met en valeur le site.
7° favoriser un accès public aux espaces verts et aux milieux naturels adapté à la vocation des lieux.	Oui	Les travaux sont fait dans le respect de la composition architecturale d'origine.

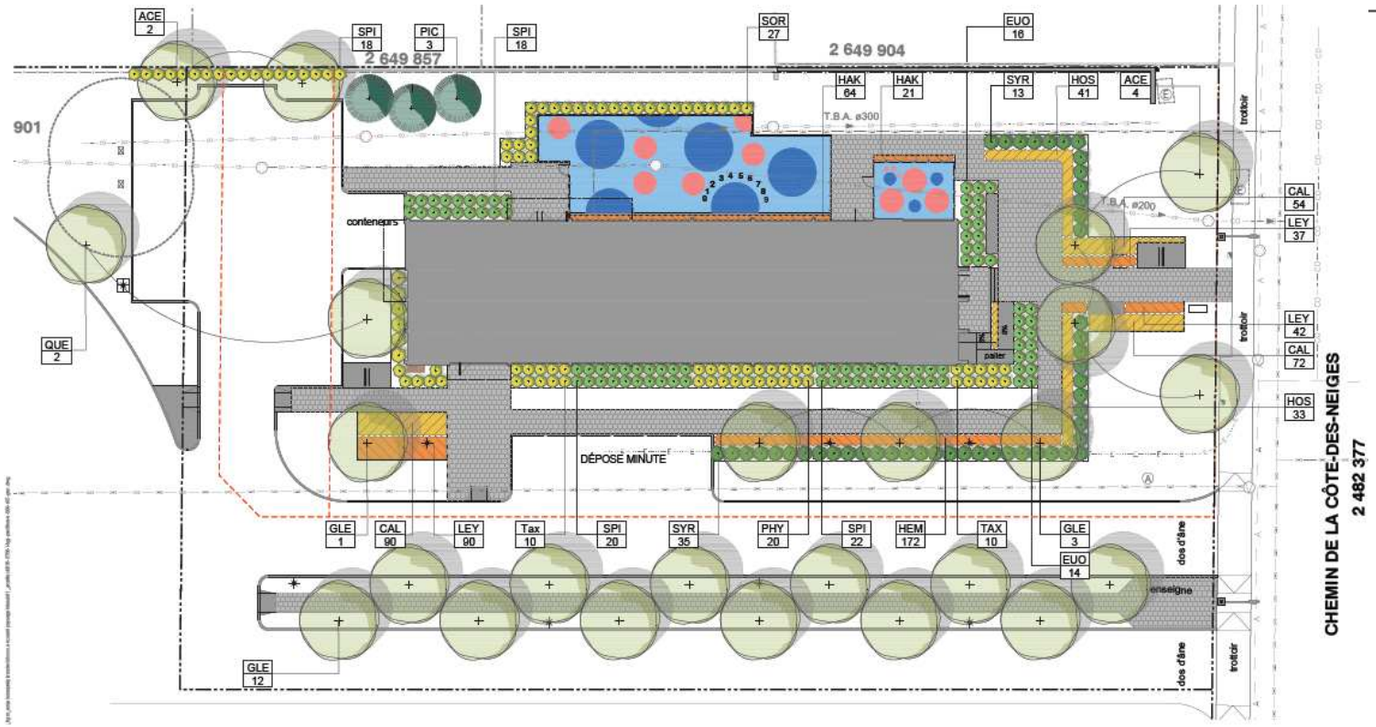
Détails de plantation

TABLEAU DE PLANTATION GLOBAL DU PROJET

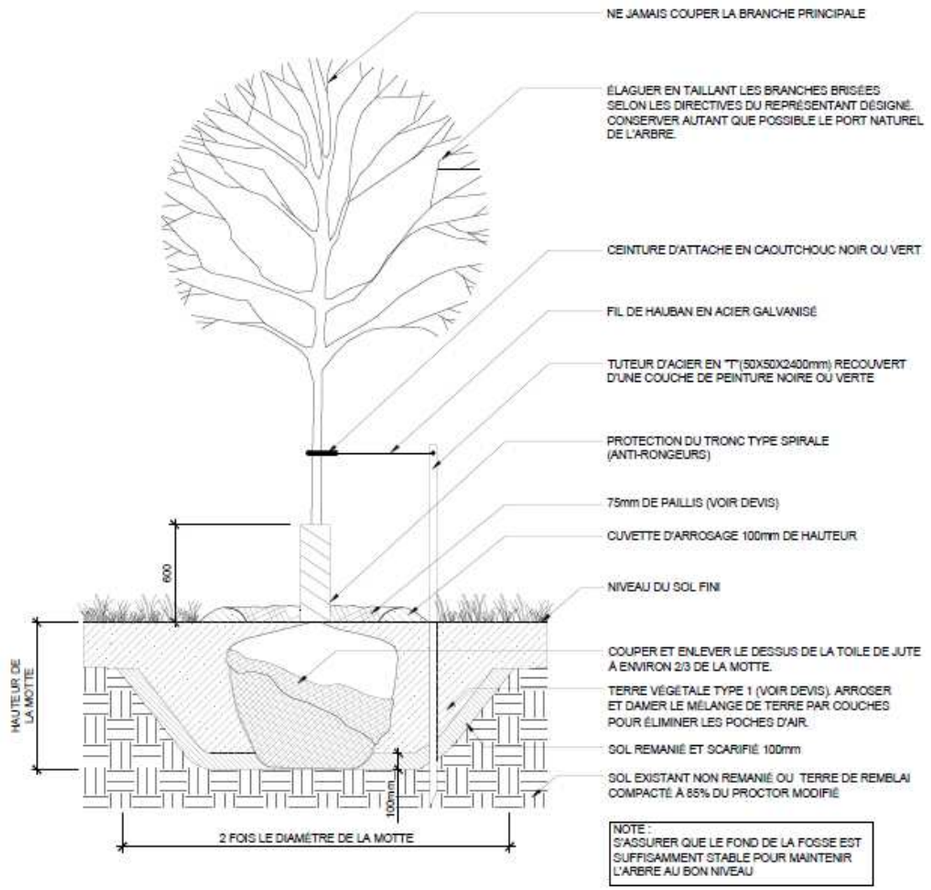
QT	CODE	NOM	CALIBRE (c) Calibre (h) Hauteur	DISTANCE DE PLANTATION	MODE DE PLANTATION
		ARBRES FEUILLUS			
6	ACE	Acer freemanii 'Autumn Blaze'	60 mm (c)	Voir plan	en motte
16	GLE	Gleditsia triacanthos 'Skyline'	60 mm (c)	Voir plan	en motte
2	QUE	Quercus robur	60 mm (c)	Voir plan	en motte
		ARBRES CONIFÈRES			
3	PIC	Picea pungens	200 cm (h)	Voir plan	en motte

		ARBUSTES FEUILLUS			
30	EUO	EUONONYMUS ALATUS 'COMPACTUS' / Fusain ailé nain	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
6	HYD	HYDRANGEA ARBORESCENS "HAYSES STARBURST" / Hortensia de virginie "Hayes Starburst"	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
20	PHY	PHYSOCARPUS OPULIFOLIUS "DART'S GOLD" / Physocarpe à Feuilles d'Obier	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
27	SOR	SORBARIA SORBIFOLIA "SEM" / Fausse spirée	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
78	SPI	SPIRAEA X VANHOUTTEI / Spirée de Vanhoutte	60 cm (h)	1,0m c/c	en pot
48	SYR	SYRINGA MEYERI PALIBIN / Lilas coréen	60 cm (h)	1,2m c/c	en pot

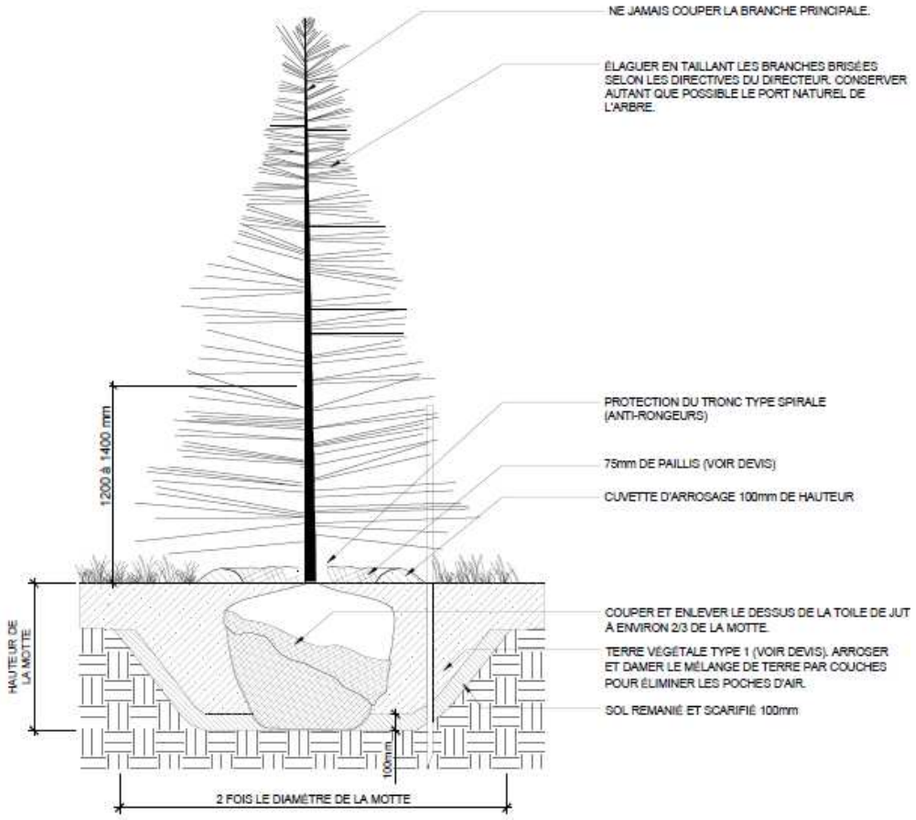
		ARBUSTES CONIFÈRES			
16	TAX	TAXUS X MEDIA "HICKSII" / If de Hick	80cm (h)	1,0 m c/c	en pot
		VIVACES ET GRAMINÉES			
216	CAL	CALAMAGROSTIS A. "STRICTA" / Calamagrostide acutiflora "Stricta"	pot 1 litre	6 / m2	en pot
99	HAK	HAKONECHLOA MACRA AUREOLA / Herbe du Japon	pot 1 litre	6 / m2	en pot
172	HEM	HEMEROCALLIS "STELLA D'ORO" / Hémérocalle "Stella d'Oro"	pot 1 litre	6 / m2	en pot
74	HOS	HOSTA SIEBOLDIANA "ELEGANS" / Hosta sieboldiana "Elegans"	pot 1 litre	3 / m2	en pot
169	LEY	LEYMUS ARENARIUS / Seigle de mer	pot 1 litre	6 / m2	en pot



Détails de plantation

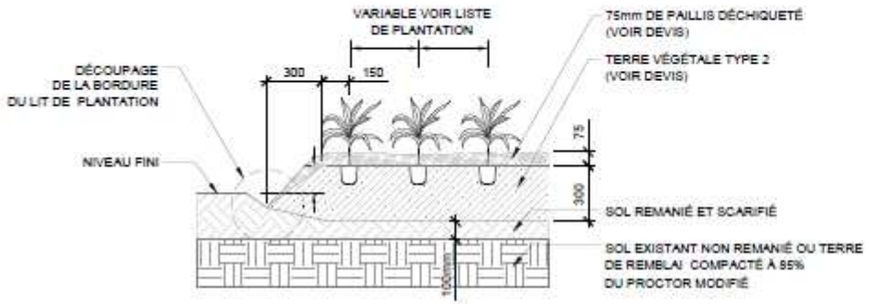


01 PLANTATION D'ARBRES FEUILLUS
COUPE
ÉCHELLE1:30



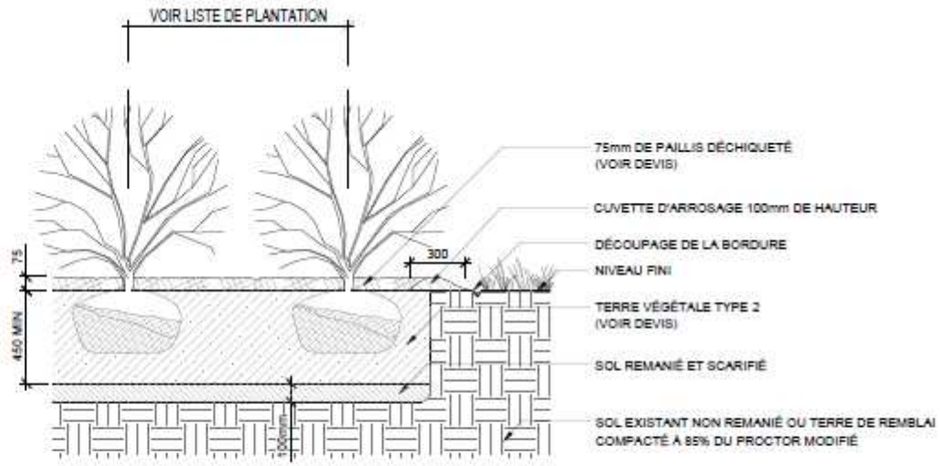
02 PLANTATION D'ARBRES CONIFÈRES
COUPE
ÉCHELLE1:30

Détails de plantation

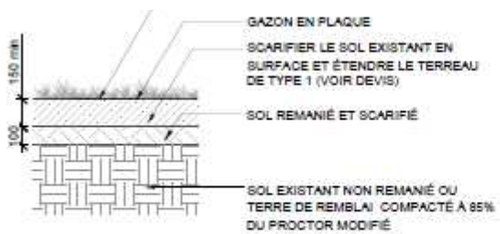


NOTES :
1) LES VIVACES SERONT PLANTÉES DANS UN LIT DE PLANTATION PROPREMENT DÉLIMITÉ PAR UN INSTRUMENT ENTRE LE GAZON PROJETÉ.
2) LE LIT DE PLANTATION DOIT ÊTRE SURÉLEVÉ D'AU MOINS 150MM PAR RAPPORT AU NIVEAU FINI DU GAZON ADJACENT.

03 PLANTATION DE VIVACES
COUPE
ÉCHELLE1:30



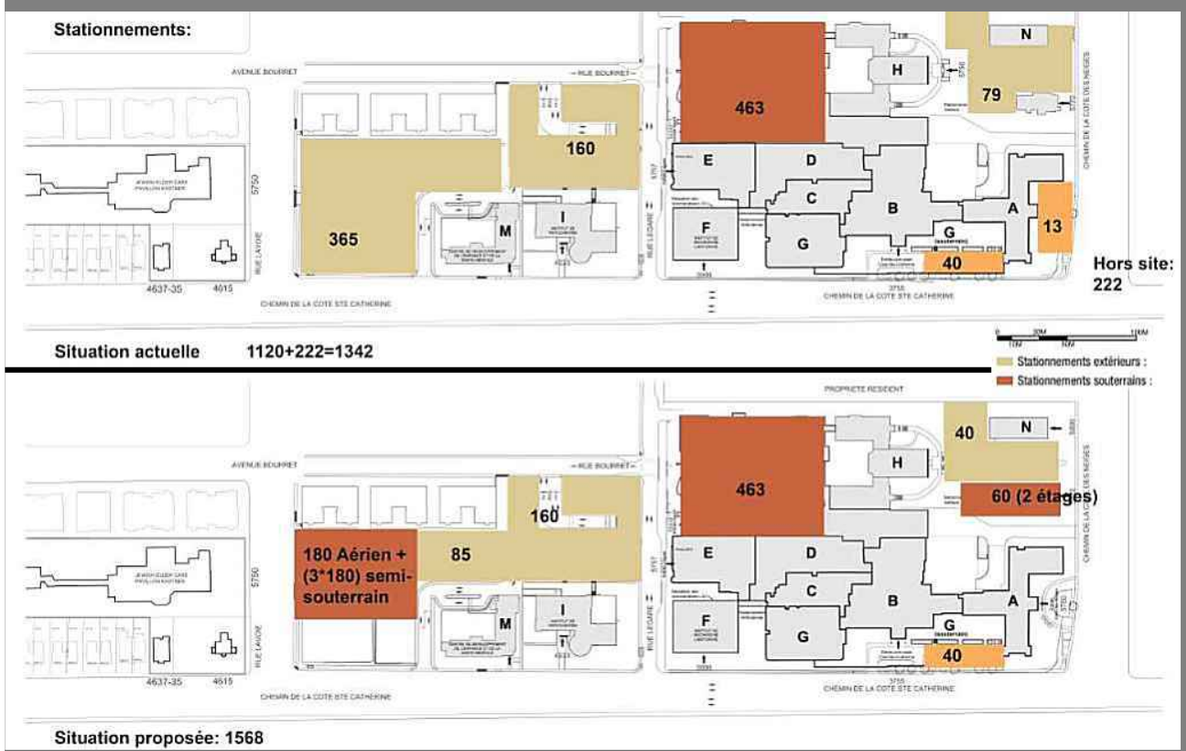
04 PLANTATION D'ARBUSTES FEUILLUS
COUPE
ÉCHELLE1:30



NOTES:
DÉBARRASSER LA SURFACE DE TOUS LES DÉBRIS (PIERRES, RACINES, DÉBRIS DE CONSTRUCTIONS) DE PLUS DE 100mm.

05 SURFACE DE GAZON CONDITIONS STANDARDS
COUPE
ÉCHELLE1:30

Praida - Stationnement



- Stationnement
- Consolider tous les stationnements existants autorisés et planifiés en accord avec la Ville de Montréal en un seul endroit
  - Situation actuelle, incluant stationnement alternatif Bedford = 1342 places. Proposé = 1568
  - Étude de circulation et discussion avec la ville en cours.

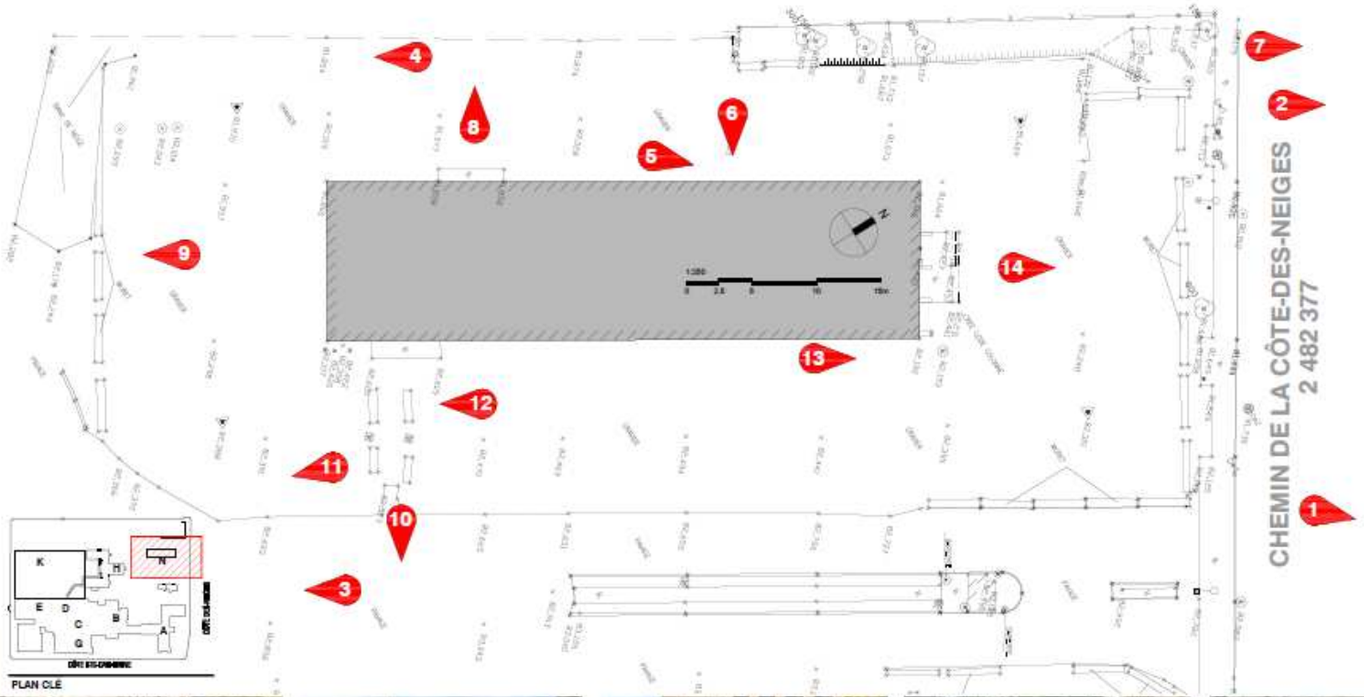



PHOTO #1 - VUE DU CHEMIN DE LA CÔTE DES NEIGES


PHOTO #2 - VUE DU CHEMIN DE LA CÔTE DES NEIGES


PHOTO #3 - VUE DE L'ENTRÉE VÉHICULAIRE ET DU TERRE PLEIN


PHOTO #4 - CLÔTURE / MUR DE SOUTÈNEMENT CÔTÉ NORD-OUEST


PHOTO #5 - VUE DIRECTION SUD SUR LE CÔTÉ NORD-OUEST


PHOTO #6 - CLÔTURE / MUR DE SOUTÈNEMENT CÔTÉ NORD-OUEST


PHOTO #7 - CLÔTURE / MUR DE SOUTÈNEMENT ET COMPTEUR GAZ MÉTRO CÔTÉ NORD-OUEST


PHOTO #8 - ENTRÉE / SORTIE ARRIÈRE


PHOTO #9 - PORTE DE GARAGE CÔTÉ SUD


PHOTO #10 - ENTRÉE / SORTIE CÔTÉ SUD-EST


PHOTO #11 - VUE DU CÔTÉ SUD-EST


PHOTO #12 - VUE DU CÔTÉ SUD-EST


PHOTO #13 - CÔTÉ SUD-EST VUE VERS LE SUD


PHOTO #14 A & B - ENTRÉE PRINCIPALE CÔTE NORD



NO	DATE	ÉMISSION
6	2019-06-07	Révision pour CCU
5	2019-05-10	Révision pour CCU

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183558053

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre, en façade au 4300, avenue Rosedale – demande de permis 3003001444917.

CONSIDÉRANT que le Conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis émis par le Comité consultatif d'urbanisme, lors de la séance du 25 juillet 2018.
CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant le remplacement des linteaux, ne sont pas conformes aux articles 96, 113 et 668 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

IL EST RECOMMANDÉ

De ne pas approuver les travaux proposés aux documents numérotés P-1 à P-3, estampillés en date du 12 juin 2017, annexés au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001354261, pour lequel l'approbation du Conseil d'arrondissement est requise, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), articles 88, 113 et 668, et ce, pour les motifs suivants :

- ce bâtiment est caractérisé par sa maçonnerie en brique brun-rouge;
- il forme un ensemble avec le bâtiment jumelé;
- la symétrie des deux bâtiments est compromise;
- la continuité du bandeau est interrompue;
- la composition originale est altérée;
- le concept d'origine n'est pas respecté.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:11

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558053

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre, en façade au 4300, avenue Rosedale – demande de permis 3003001444917.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée le 13 juillet 2018 pour remplacer les linteaux en brique en soldat par des éléments en pierre. Elle fait suite aux travaux qui ont été réalisés sans permis. En vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), une telle demande de permis est assujettie à la préparation de plans qui doivent être étudiés, en vertu du titre VIII (Plan d'implantation et d'intégration architecturale) puisque l'immeuble est situé en secteur significatif. Sur avis défavorable de la Direction de l'aménagement urbain et du Comité consultatif d'urbanisme, cette demande doit être soumise au Conseil d'arrondissement pour refus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

L'immeuble situé au 4300, avenue Rosedale est implanté sur le terrain qui borde l'intersection de l'avenue de Monkland; il aurait été construit en 1928 et compte deux étages et un logement. Il est implanté en mode jumelé, et les deux bâtiments sont caractérisés par un bandeau en brique en appareil vertical qui cours au sommet du mur de l'étage, sur le périmètre des immeubles. Les façades sur l'avenue Rosedale sont de plus agrémentées d'un appareil en damier dans les pignons. L'ensemble très homogène est revêtu d'une brique brun-rouge.
Le 10 juillet 2018, l'inspecteur du cadre bâti constate des échafaudages et des linteaux démontés; il informe les propriétaires que les linteaux devront conserver la même apparence et les invite à déposer une demande de permis. Le 20 du même mois, alors que les interventions ont progressé, il impose un ordre de cesser les travaux.

La Division de l'urbanisme a évalué et traité cette demande de permis quant au respect de l'expression architecturale et de l'intégration au cadre bâti. Les critères applicables prévoient que la transformation d'une caractéristique architecturale doit être compatible

avec le style architectural du bâtiment, elle doit respecter ou mettre en valeur l'expression et la composition architecturale en tenant compte des concepts mis de l'avant à l'époque de la construction du bâtiment ou y être compatible, en accord avec leur valeur. Il est aussi prévu qu'un linteau doit reprendre les caractéristiques de l'élément remplacé

JUSTIFICATION

Dans son analyse, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que :
• ce bâtiment est caractérisé par sa maçonnerie en brique brun-rouge;
• il forme un ensemble avec le bâtiment jumelé;
• la symétrie des deux bâtiments est compromise;
• la continuité du bandeau est interrompue;
• la composition originale est altérée;
• le concept d'origine n'est pas respecté.

Lors de sa réunion du 25 juillet 2018, les membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce ont prononcé un avis défavorable aux travaux de remplacement des linteaux.

Compte tenu de l'avis défavorable du CCU, le Conseil d'arrondissement doit statuer sur le refus de la demande soumise au PIIA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet n'est pas conforme aux articles 96, 113 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude COMTOIS
Architecte

Tél : 514 872-9565
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-18

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558053

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre, en façade au 4300, avenue Rosedale – demande de permis 3003001444917.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
Séance publique du mercredi 25 juillet 2018, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

4.9. Étude des plans en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), pour la délivrance du permis visant la réfection des linteaux en façade du bâtiment situé au 4300, avenue Rosedale – Demande de permis 3001444917.

Délibérations du comité

Attendu que la direction est défavorable au projet.

Le comité recommande au conseil d'arrondissement

De refuser, en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre sur le bâtiment situé au 4300, avenue Rosedale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude COMTOIS
Architecte

Tél : 514 872-9565
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558053

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant le remplacement des linteaux en brique par des linteaux en pierre, en façade au 4300, avenue Rosedale – demande de permis 3003001444917.

Emplacement Présentation

Emplacement.pdf 4300 Rosedale 1444917.ppt

Documents

Documents.pdf

Critères, Règlement 01-276

4300 Rosedale 1444917 Critères.ppt

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude COMTOIS
Architecte

Tél : 514 872-9565
Télécop. : 000-0000

De Monkland
Hudson
Rosedale

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal







4300, avenue Rosedale

Réfection des linteaux

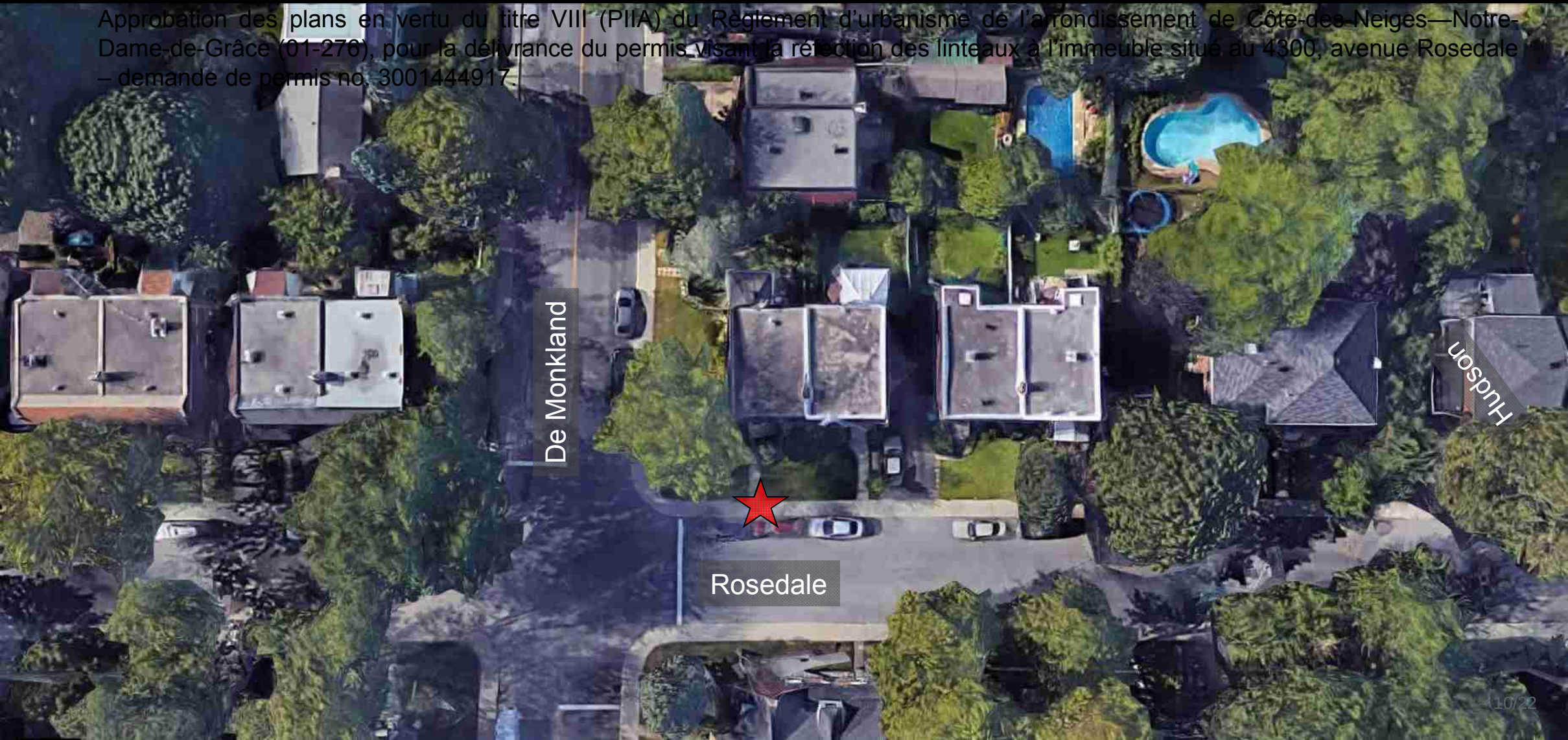
Secteur significatif à normes

Comité consultatif d'urbanisme

Séance du 25 juillet 2018

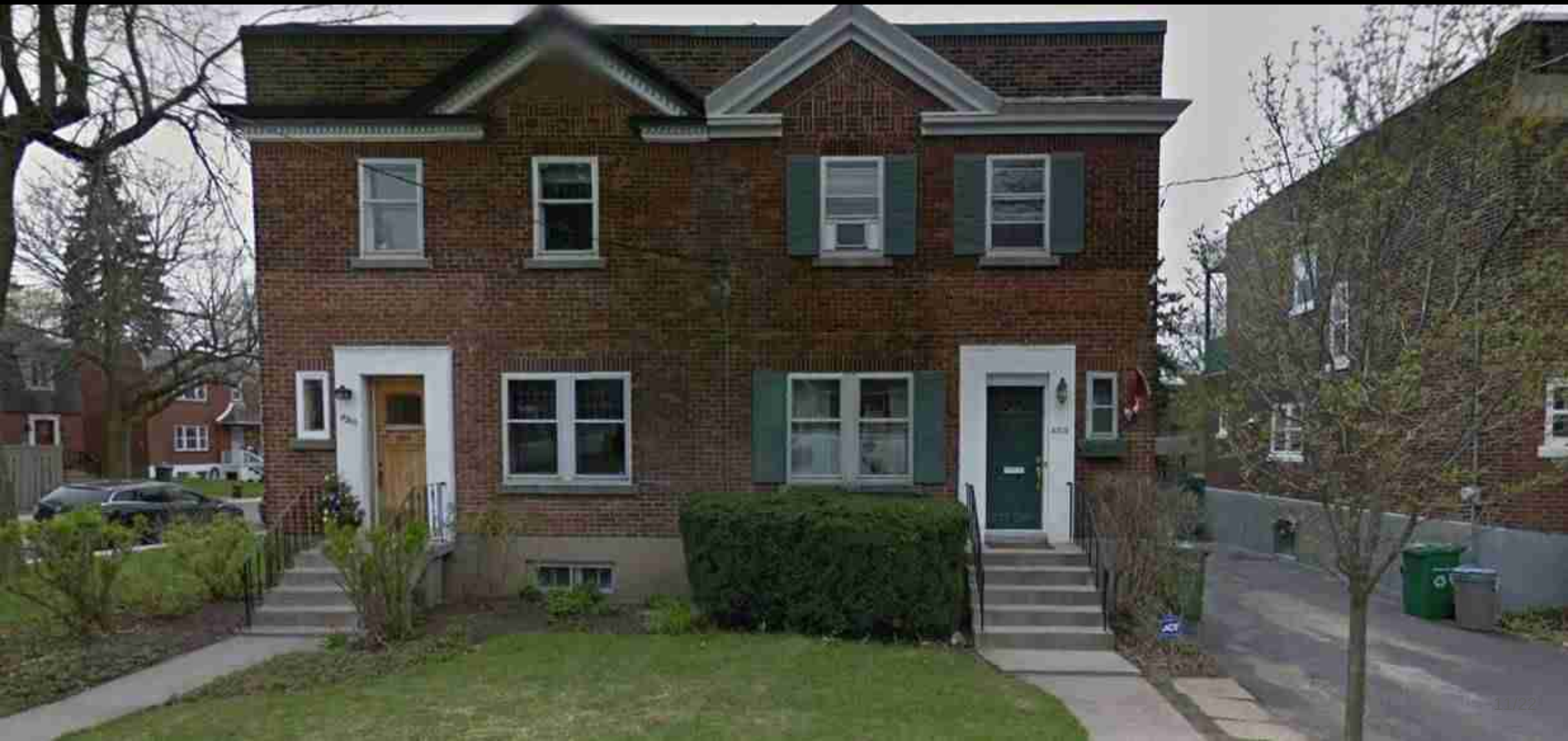
Contexte

Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis visant la réfection des linteaux à l'immeuble situé au 4300, avenue Rosedale – demande de permis no. 3001444917.



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

4300, avenue Rosedale



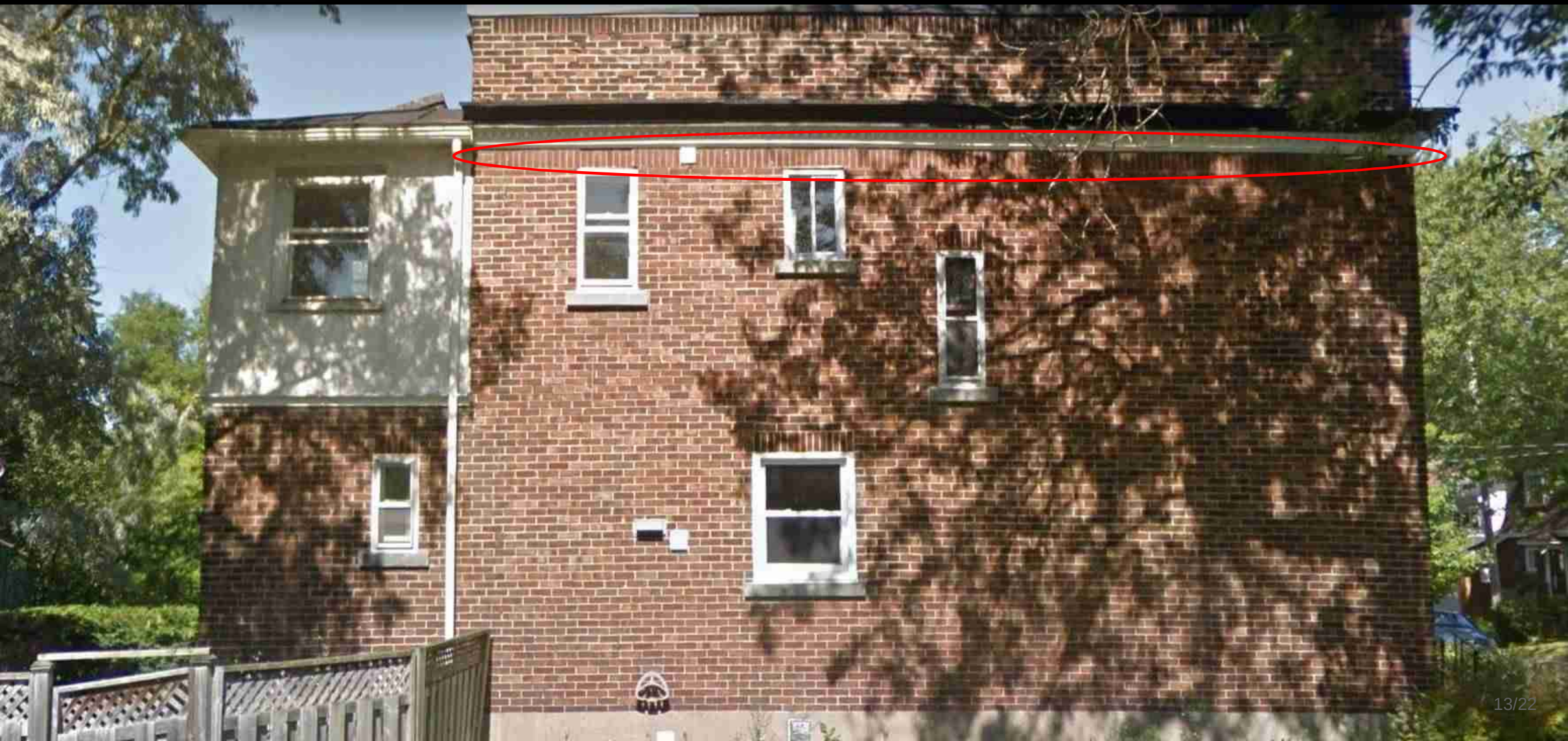
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Linteaux en béton



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Avenue de Monkland



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Linteaux en béton



Recommandation

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet n'est pas conforme aux articles 113 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **avis défavorable** au projet pour les raisons suivantes:

- la symétrie des deux bâtiments serait compromise;
- la continuité du chaînage serait interrompue;
- la composition originale serait altérée;
- le concept d'origine n'est pas respecté.

EXISTANT

4300 ROSEDALE



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

Reçu le

25 juillet 2018

P1

EXISTANT MONKLAND



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

Reçu le

25 juillet 2018


Rue Rosedale
4300
4306
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme
Reçu le
25 juillet 2018
P3

Rue Monkland



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

Reçu le

25 juillet 2018

P4

Critères

Critères – article 96	Conformité	Commentaire
Une allège, un linteau, un bandeau et un motif architectural intégré à un mur extérieur recouvert de brique doivent être de brique ou de pierre ou d'un matériau semblable à la brique ou à la pierre de taille dans leur texture, leur couleur et leur modulation respective et ils doivent reprendre les caractéristiques de l'élément remplacé.	non	les linteaux en pierre ne reprennent pas les caractéristiques des linteaux d'origine; le bandeau n'est pas maintenu.

Critères

Critères – article 113	Conformité	Commentaire
la transformation d'une caractéristique architecturale doit être compatible avec le style architectural du bâtiment. Elle doit respecter ou mettre en valeur l'expression et la composition architectural en tenant compte des concepts originaux ou y être compatible, en accord avec leur valeur.	non	la symétrie des deux bâtiments serait compromise; la continuité du chaînage serait interrompue; la composition originale serait altérée; le concept d'origine n'est pas respecté.

Critères

Critères – article 668	Conformité	Commentaire
1° conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	non	le caractère du bâtiment ne serait pas maintenu;
2° qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	non	la forme générale serait altérée; la continuité du chaînage serait interrompue;
6° capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager.	non	la symétrie des deux bâtiments serait compromise.

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un second projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d'une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65, 123 et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d’autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.

SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d’un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d’accéder aux logements situés sur l’étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l’article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d’implantation maximal du bâtiment est de 65 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d’une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l’article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le

domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée.

17. Le nombre minimal d'unités de stationnement intérieur exigé est de 37.

18. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE FERRÉE

19. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

20. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

21. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l'aménagement du terrain est assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s'il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l'impact de cette construction;

6° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l'utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l'aménagement d'unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 3 sont :

1° la réduction de l’impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l’élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l’impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l’utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage de fenestration bien calibré, l’utilisation d’un isolant phonique en sous-face d’un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.

Critère

Le critère permettant d’atteindre l’objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

22. En plus des documents exigés à l’article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l’objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l’article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

23. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

24. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« Territoire d’application »**

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:10

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 octobre 2018, la Direction a précisé que les exigences en matière d'unités de stationnement seront intégrées au Projet particulier, faisant en sorte de soustraire le requérant de l'obligation de déposer une demande de fonds de compensation pour les unités de stationnement manquantes. Ainsi, l'article 560 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) devra être ajouté à la liste des articles faisant l'objet d'une dérogation : 37 unités de stationnement sont prévues plutôt que les 41 requises. Conséquemment, l'article 17 de la recommandation sera ajouté et spécifiera que le nombre minimal d'unités de stationnement intérieur exigé est de 37.

La Direction a également précisé que le taux maximal d'implantation du bâtiment de 70 % initialement prévu à l'article 9 sera réduit à 65 % afin de se conformer au *Plan d'urbanisme.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

514 872-9387
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Final compte rendu - PP-106.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de résolution CA18 170282 approuvant le projet particulier PP-106 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le lundi 29 octobre 2018, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée;
- Mme Dominique Turcotte, conseillère en aménagement;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation, annonce les dossiers à l'ordre du jour, puis demande aux représentants des services de se présenter.

2. Présentation par Madame Dominique Turcotte, conseillère en aménagement, du projet de résolution résolution CA18 170282 approuvant le projet particulier PP-106 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Mme Turcotte présente les modifications qui seront apportées au projet particulier par rapport à la résolution adoptée par le conseil d'arrondissement le 9 octobre 2018, soit :

- À l'article 3, l'article 560 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) devra être ajouté à la liste des articles faisant l'objet d'une dérogation : 37 unités de stationnement sont prévues plutôt que les 41 requises;
- À l'article 9 : le taux d'implantation maximal de 70 % initialement prévu sera réduit à 65 % afin de le rendre conforme au *Plan d'urbanisme*.

Contexte

Le requérant souhaite démolir le bâtiment commercial essentiellement vacant (baux mensuels sur une base temporaire) situé aux 2845-2875, chemin Bates, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements.

Le projet proposé déroge au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment et au nombre d'unité de stationnement, ainsi qu'au *Règlement sur les clôtures et les haies* (R.R.V.M. c. C-5), relativement à la hauteur d'une clôture.

Le site

Le site visé est composé des lots 2 174 638 et 2 482 537, ce dernier servant de voie d'accès. Le requérant a acquis par prescription une partie du lot 2 482 537 par un jugement de la Cour supérieure.

Le bâtiment visé est situé sur le chemin Bates, à l'intersection de l'avenue Darlington et non loin de la gare Canora. Le secteur visé est constitué principalement de bâtiments commerciaux au nord et de bâtiments résidentiels au sud. Le bâtiment est l'édifice Ben Weider, bâtiment commercial vacant construit en 1957, en maçonnerie et comportant deux étages.

La démolition

Mme Turcotte présente les motifs pour la démolition :

- La structure existante de 2 étages n'est pas conçue pour supporter 4 étages;
- La construction d'un stationnement souterrain sous la structure existante serait difficilement envisageable;
- Le bâtiment est conçu pour un espace commercial (aménagement intérieur, circulation, fenestration et ouvertures);
- La sécurité ferroviaire n'a pas été prise en compte à l'époque de la construction.

La voie ferrée

Le projet proposé est adossé à la voie ferrée, propriété du Canadien Pacifique, laquelle est composée de deux voies principales et d'une voie d'évitement. Cette voie ferroviaire est utilisée par le Réseau de transport de Montréal pour la ligne Lucien-Lallier–Saint-Jérôme. L'étude ferroviaire a relevé que la courbe la plus proche est située à 480 mètres à l'est du site et l'aiguillage le plus proche, à 190 mètres à l'est du site. La fréquence des passages sur cette voie est de 9 trains de banlieue par jour et entre 15 et 20 trains de marchandise par jour. Mme Turcotte note qu'aucun déraillement n'a été répertorié depuis les 35 dernières années.

Projet proposé

Mme Turcotte présente les caractéristiques du nouveau bâtiment, soit :

- Implantation en « U » du côté de la voie ferrée – cour intérieure;
- Hauteur de six étages avec mezzanine;
- 86 unités de logement;
- Taux d'implantation de 58 %;
- 37 stationnements pour les automobiles;
- 86 stationnements pour les vélos dont 22 à l'extérieur;
- Alignement de construction à 4,24 mètres permettant une plantation de plus grande qualité et d'éviter les fils électriques se trouvant en façade;
- Accès véhiculaire menant au stationnement souterrain à partir du chemin Bates;
- Entrée de l'immeuble accessible universellement.

Le projet respecte les lignes directrices émises par la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des chemins de fer du Canada grâce à la construction du mur anticollision qui sera camouflé par un aménagement paysager. Le mur se trouvera à 5,4 mètres du bâtiment.

Mme Turcotte présente les élévations et les perspectives et rappelle que le bâtiment sera revu en révision architecturale. Elle présente également le plan de plantation, les espèces qui seront plantées, les matériaux ainsi que les inspirations pour l'aménagement paysager.

Mme Turcotte explique le plan d'ensoleillement réalisé pour le projet et précise les impacts sur les bâtiments voisins.

Étant donné que le chemin Bates fait partie du réseau artériel, une étude de circulation et de stationnement devait être réalisée en vue de connaître les impacts du projet. Cette étude démontre que la capacité de stationnement sur rue sera accrue de deux à trois espaces du côté nord du chemin Bates puisque deux des trois entrées charretières donnant accès au bâtiment actuel seront désaffectées. L'édifice actuel génère une circulation d'automobiles et de camions qui utilisent le stationnement hors rue ainsi que le stationnement sur rue. La transformation de l'édifice élimine ces déplacements, augmentant ainsi la disponibilité du stationnement sur rue, avant l'arrivée des nouveaux résidents. En matière de circulation, les analyses démontrent que le projet de développement ne génère pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation. Aucune détérioration quant à la circulation et au stationnement n'est envisagée aux intersections de l'avenue Wilderton et du chemin Bates, et de l'avenue Darlington et du chemin Bedford. De plus, aucun mouvement aux intersections ne subira un accroissement supérieur à 30 véhicules par heure.

Mme Turcotte présente le plan des étages et souligne que 19 % des logements comportent trois chambres à coucher.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Après étude et analyse des critères d'évaluation pour un Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, la direction est d'avis qu'un projet résidentiel pourrait s'implanter sur ce site pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme au Plan d'urbanisme;
- le projet comporte plusieurs unités de 3 chambres à coucher (19 %) pouvant attirer les familles;
- l'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en transformation : divers projets résidentiels sont en cours dans Ville Mont-Royal et Outremont et plusieurs bâtiments du secteur présentent une opportunité de conversion à des fins résidentielles;
- le projet met en valeur les espaces extérieurs et les plantations;
- le projet présente des qualités de l'organisation fonctionnelle en regard au stationnement intérieur accessible par le chemin Bates et la mesure de mitigation apportée en guise de mesure de protection ferroviaire.

Les études suivantes seront requises et étudiées en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (18-038):

- étude de gestion des matières résiduelles;
- étude sonore et de vibration;
- étude d'impact éolien.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions du projet sont soumises.

4. Période de questions et de commentaires

Un citoyen demande des précisions sur le type d'unité résidentielle prévue, demande les raisons pour lesquelles le requérant a choisi des unités locatives plutôt que des condos, et s'enquiert de la différence de taxes entre le bâtiment actuel et le bâtiment projeté. Il suggère que la présentation des projets particuliers

inclue l'estimation du futur compte de taxes foncières. Concernant les arbres, il trouve que la Ville ne plante pas beaucoup de conifères.

M. Arseneault indique que la Ville n'a aucun contrôle sur le mode de tenure, à savoir s'il s'agit de condos ou appartements locatifs. Il indique qu'à sa connaissance, l'arrondissement ne fait pas d'estimation concernant le futur montant de taxes foncières pour les projets en développement. L'évaluation foncière relève d'un service de la Ville centre.

Le requérant confirme que le projet n'inclura que des unités locatives et indique que son entreprise préférait le mode de revenu possible avec la location résidentielle. Il confirme le montant du compte de taxes associé au lot pour l'année 2018.

Une citoyenne se questionne sur la préservation des bâtiments ayant un intérêt historique et craint que le projet crée un précédent pour les bâtiments commerciaux adjacents, lesquels ont parfois un caractère architectural intéressant.

M. Arseneault mentionne que la transformation vers un secteur résidentiel est déjà entamée, plusieurs projets de condominiums ayant vu le jour au cours des dernières années.

5. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 h 10.

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 octobre 2018	Résolution: CA18 170282

PROJET DE RÉSOLUTION – PROJET PARTICULIER PP-106

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-106 visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d'une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.

SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d'un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d'accéder aux logements situés sur l'étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 70 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée.

17. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE FERRÉE

18. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

19. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

20. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l'aménagement du terrain est assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s'il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l'impact de cette construction;

6° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l'utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l'aménagement d'unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 3 sont :

1° la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l'élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l'utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage de fenestration bien calibré, l'utilisation d'un isolant phonique en sous-face d'un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.

Critère

Le critère permettant d'atteindre l'objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

21. En plus des documents exigés à l'article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l'objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« Territoire d'application »**

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1183558046

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 octobre 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant souhaite démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis aux 2845-2875, chemin Bates, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment et à l'alignement de construction, ainsi qu'au Règlement sur les clôtures (R.R.V.M. c. C-5), relativement à la hauteur d'une clôture.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Le site
Le site visé se trouve à l'extrémité nord-est de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et comprend les deux lots suivants : le lot 2 174 638 et le lot 2 482 537 qui sert de voie d'accès. Le requérant a récemment acquis, par prescription, le droit de propriété d'une partie du lot 2 482 537 par jugement de la Cour supérieure (No 500-14-054042-189).

Dans un secteur de zonage mixte H.5-6, C.2C, il peut accueillir des bâtiments résidentiels comportant entre 8 et 36 logements ainsi que des commerces et services de faible intensité commerciale.

Le projet

Le projet consiste à démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis aux 2845-2875, chemin Bates, et construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, coiffé d'une mezzanine.

Ce bâtiment à démolir comporte une structure de 2 étages non conçue pour supporter 4 étages supplémentaires. De plus, l'aménagement intérieur, la circulation verticale, la fenestration et les ouvertures dans l'enveloppe de ce bâtiment ont été pensés pour des espaces à bureaux. Finalement, la sécurité ferroviaire n'a pas été prise en compte à l'époque, lors de sa construction.

Voie ferrée / sécurité

Le projet se trouvant à la limite de la voie ferrée du Canadien Pacifique, il impose la mise en place de mesures de protection pour assurer la sécurité des futurs résidents.

Ainsi, une étude sur la viabilité des aménagements en bordure d'une voie ferrée a été réalisée par Ingénierie RIVVAL. Cette étude révèle que le risque de déraillement est bien contrôlé et demeure très faible à cet endroit et ce, en raison de l'excellente condition des voies principales, de la trajectoire des trains de l'AMT (Agence métropolitaine de transport) et du CP (Canadien Pacifique) qui circulent en ligne droite à une vitesse maximale de 55 MPH (AMT) et 30 MPH (CP) et ce, sans effectuer d'arrêt.

Toutefois, afin d'assurer une protection additionnelle pour les futurs résidents, les professionnels recommandent de construire un mur de protection structural en béton armé permettant d'absorber efficacement les charges d'impact liées à un déraillement. D'autre part, ce mur de protection structural proposé devrait permettre d'éliminer efficacement les risques d'intrusions sur l'emprise ferroviaire.

Étude sonore et vibration

La présence de la voie ferrée soulève également des défis quant à l'impact acoustique et vibratoire sur la forme de développement à considérer.

Comme le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) exige que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 soient respectés, un document le démontrant devra accompagner la demande de permis de construction, lors de son dépôt.

Impact sur la circulation et le stationnement dans le secteur

Pour un tel projet, le Règlement d'urbanisme (01-276) exige 41 unités de stationnement alors qu'il en fournit 38. Une étude évaluant les besoins en stationnement du secteur est donc requise car 3 unités sont manquantes. Cette dernière a été fournie dans le cadre de l'étude de circulation préparée par un ingénieur en circulation et transport.

Des relevés terrains et des comptages de circulation ont été effectués le lundi 13 août 2018, entre 9 h et 11 h 30 ainsi que le mercredi 15 août 2018, entre 5 h 30 et 10 h et entre 15 h 30 et 18 h (1 relevé aux 30 minutes), et ce, sur les 3 tronçons suivants : 1) chemin Bates, entre Wilderton et Darlington, 2) Avenue Darlington, entre Bates et Bedford et 3) Avenue Ekers, entre Darlington et Wilderton.

En résumé, le relevé d'occupation du stationnement dans le secteur effectué à 5 h 30 du matin montre que 19 espaces de stationnement sur rue étaient inoccupés. À cette heure, généralement, les résidents n'ont pas quitté le domicile pour le travail alors que les travailleurs ne sont pas arrivés sur les lieux. Cette disponibilité est supérieure aux quelques places manquantes pour le projet. Le mixte de vocation, soit commerciale et résidentielle,

permet une meilleure utilisation du stationnement sur rue. Le matin, les résidents quittent alors que les travailleurs arrivent. C'est le contraire en soirée. Ainsi, nous croyons que le projet du 2845 Bates s'intègre bien dans le secteur alors que l'offre en stationnement est suffisante pour répondre à la demande reliée aux nouveaux résidents et visiteurs ».

L'étude nous apprend également que le projet génère une circulation automobile de 17 véh/h à l'heure de pointe du matin et de 19 véh/h à l'heure de pointe du soir. L'étude conclut que cette augmentation de la circulation est négligeable.

Les analyses de capacité, quant à elles, montrent que le projet de développement ne génère pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation. En effet, aucune détérioration de deux niveaux de service n'est envisagée aux intersections Wilderton/Bates et Darlington/Bedford. De plus, aucun mouvement aux intersections ne subira un accroissement supérieur à 30 véh/h.

La Division circulation et occupation du domaine public de l'arrondissement a été consultée relativement à cette étude et est favorable à la dérogation demandée. Une demande de fonds de compensation pour 3 unités de stationnement devra donc être déposée par le requérant, et ce, préalablement à l'adoption du projet particulier.

Couvert végétal

Le site du projet repose sur des lots comportant de nombreux arbres, de même que sur les lots environnants, dont la propriété du Canadien Pacifique.

Une étude visant à déterminer la condition et la viabilité des arbres à proximité des travaux de démolition et de construction du projet et des mesures à prendre dans l'optique de conservation de ces arbres a donc été exigée. Cette dernière, intitulée « Étude d'impacts sur les arbres existants et mesures de préservation », a été réalisée par un ingénieur forestier et démontre que : « le projet de construction envisagé sur la propriété du 2845 chemin Bates » occasionnera des impacts sur les arbres périphériques. Au total, 45 jeunes arbres devront être abattus en raison des travaux. Or, il est à mentionner que la vaste majorité de ces arbres appartiennent à des espèces dites pionnières, à croissance rapide et à faible valeur ornementale. Parallèlement aux pertes d'arbres anticipées, 10 arbres pourront être conservés avec de bonnes chances de survie. Indépendamment de la réalisation du présent projet, quatre arbres devront être abattus parce qu'ils sont jugés comme dépérissants et/ou dangereux. Ce bilan négatif à prime abord, et ce en regard de la ressource arbres, devra toutefois être analysé à la lumière des aménagements paysagers et des plantations d'arbres envisagées autour du nouveau bâtiment. Ces plantations compenseront pour les arbres abattus par leur qualité ornementale et leur diversité.

La Division des parcs et de la voirie de l'arrondissement a été consultée relativement au rapport d'expertise arboricole fourni et se montre favorable à la proposition et rappelle que la Ville assumera la plantation des arbres sur le domaine public, en façade du bâtiment, faisant en sorte de choisir des arbres de qualité et de s'assurer d'un entretien optimal.

Parti architectural

L'enveloppe architecturale d'inspiration contemporaine sera composée de matériaux de qualité. La fenestration du bâtiment sera abondante pour un plus grand ensoleillement. La maçonnerie de brique d'argile prédomine largement sur les autres matériaux de revêtement. Le toit sera accessible et aménagé en terrasse. Cet espace viendra bonifier les aménagements prévus au sol. La forme en « U » du bâtiment permet d'aménager des balcons donnant sur la terrasse et la cour arrière. On retrouve ainsi des balcons ou des loggias qui sont intégrés pour chacun des logements.

Architecture du paysage et mesures d'atténuation

Le site comportera un aménagement paysager composé d'arbres et de diverses plantations, de même que des aménagements garantissant la sécurité et la quiétude des résidents en raison de la proximité de la voie ferrée.

On retrouvera donc, le long de la limite de propriété arrière, une bande de 3 mètres réservée pour l'aménagement de mesures de protection relatives au passage des trains sur la voie ferrée. La composition de ces aménagements respectera les lignes directrices émises par la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des chemins de fer du Canada. Un mur de béton de 2,5 mètres de hauteur, dans le prolongement du mur du stationnement souterrain, sera une des composantes des mesures de protection mise en place sur la propriété.

Impact sur l'ensoleillement

Une étude d'impact sur l'ensoleillement a été réalisée afin d'évaluer l'impact de la nouvelle construction sur l'ensoleillement des édifices voisins. Il en ressort que le nouveau bâtiment entraînera peu d'ombrage sur les bâtiments voisins.

Dérogations

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-276) relativement à :

- à la hauteur maximale en mètres et en étages : bâtiment de 6 étages et de 23,8 m dans un secteur de 2 à 5 étages et de 20 m (article 9);
- à la construction hors toit abritant une partie d'un logement (article 22);
- à l'alignement de construction (articles 52 à 65);
- à l'usage : bâtiment résidentiel comportant 86 logements dans un secteur de 36 logements maximum (article 123);

de même qu'au Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M. c. C-5) relativement à :

- la hauteur d'une clôture : mur anticollision d'une hauteur supérieure à 2 m (article 6).

Présentation du dossier devant le comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Le projet a été présenté à la séance du CCU du 8 août 2018 et a reçu un avis favorable, avec conditions (voir note additionnelle).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme au Plan d'urbanisme;
- le projet comporte plusieurs unités de 3 chambres à coucher (20 %) pouvant attirer les familles;
- l'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en transformation. Divers projets résidentiels sont en cours dans Ville Mont-Royal et Outremont et plusieurs bâtiments du secteur présentent une opportunité de conversion à des fins résidentielles;

- le projet met en valeur les espaces extérieurs et les plantations;
- le bâtiment de 2 étages à démolir, de par sa structure existante, n'est pas conçu pour supporter 4 étages supplémentaires et ne se prête pas, de par son architecture commerciale bureau, au développement résidentiel;
- le projet présente des qualités de l'organisation fonctionnelle en regard au stationnement intérieur accessible par le chemin Bates et la mesure de mitigation apportée en guise de mesure de protection ferroviaire;
- le requérant a répondu adéquatement aux conditions émises par les membres du CCU en augmentant la marge de recul avant, en intégrant les garde-corps au toit à l'architecture du toit, en retravaillant la rampe d'accès et en proposant une maçonnerie en briques d'argile de format standard métrique et d'une couleur plus tranchante que le gris.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

8 août 2018	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
9 octobre 2018	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Date à confirmer	Parution de l'avis public et affichage
29 octobre 2018	Consultation publique
5 novembre 2018	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Novembre 2018	Avis public
Novembre 2018	Procédure d'approbation référendaire
3 décembre 2018	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Décembre 2018	Délivrance du certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-09-17
Dominique TURCOTTE Conseillère en aménagement	Lucie BÉDARD_URB directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514 868-3551 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-2345 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Extrait_PV_4.2_2845-2875 chemin Bates.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 8 août 2018, à 18 h 30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.2 Étude d'une demande de PPCMOI pour autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et 85 logements dans une catégorie d'usages H.5-6, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Mme Dominique Turcotte, conseillère en aménagement

Délibération du comité

Le comité se questionne sur le retrait de la mezzanine à l'arrière. Considérant que le bâtiment est déjà en retrait à cause de la courette, une mezzanine alignée sur le mur extérieur permettrait de former un volume plus harmonieux et serait préférable.

De plus, le comité est d'avis que, plutôt que de reculer les garde-corps de la terrasse au toit, il serait possible de les intégrer à l'architecture du bâtiment. En effet, le comité apprécie le concept du pan vitré sur toute la hauteur du bâtiment, mais s'inquiète de l'apparence finale des garde-corps qui risquent, par exemple, de présenter un système d'attaches à tous les 4 pieds.

Le comité se demande s'il n'y aurait pas moyen de retravailler l'intégration de la rampe d'accès en façade, encore trop apparente et mal intégrée, par exemple en la relocalisant ou en proposant un aménagement paysager en conséquence. D'ailleurs, le fait d'augmenter la marge de recul avant du bâtiment donnera plus de latitude. La Direction mentionne que la rampe a déjà été retravaillée afin d'en intégrer une partie à l'intérieur.

Au sujet de la marge de recul, le comité maintient qu'une marge de recul avant plus importante est nécessaire pour faciliter les aménagements publics.

Au niveau du bruit, le comité s'inquiète que des éléments de design aient à être modifiés suite aux résultats de l'étude acoustique. La Direction répond que pour l'instant, seul le concept général du projet doit être approuvé et que les détails architecturaux seront à évaluer lors de la révision architecturale.

Par rapport à la dérogation quant au nombre d'unités de stationnement, le comité estime que l'analyse de la situation actuelle ne suffit pas à déterminer si la situation sera acceptable suite à la réalisation du projet. Non seulement le projet en question aura un certain impact à ce niveau, mais d'autres projets de cette envergure sont aussi à prévoir dans ce secteur; il ne faudrait pas multiplier ce genre de dérogation.

Le comité s'interroge également sur l'interface avec le terrain de stationnement à l'ouest du projet. La Direction répond qu'un aménagement paysager y est prévu sur le plan d'aménagement, mais n'apparaît pas sur les modélisations.

Au niveau de la maçonnerie, le comité est en accord avec la Direction pour demander des briques d'argile en format métrique, mais estime de plus que le choix du gris pour la maçonnerie nuit à l'intégration architecturale du bâtiment.

Pour le reste, le comité est en accord avec la recommandation de la Direction.

Attendu que la Direction est favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

D’autoriser la demande aux conditions suivantes :

- augmenter la marge de recul avant;
- intégrer les garde-corps au toit à l'architecture du toit;
- retravailler la rampe d'accès en façade;
- proposer une maçonnerie en briques d’argile de format standard métrique et d'une couleur plus tranchante que le gris.
- les balcons empiétant dans la marge latérale devront se conformer à la réglementation en vigueur;
- une étude complète d’impact sur la circulation incluant l’occupation du stationnement devra être déposée;
- les études suivantes seront requises et étudiées en vertu du titre VIII de Règlement d’urbanisme :
    - étude de gestion des matières résiduelles;
    - étude sonore et vibration.

Le comité recommande à la Direction d'autoriser la mezzanine sans recul à l'arrière du bâtiment.

ADOPTÉ À L’UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



V4_Résolution PPCMOI_2845-2875, chemin Bates_2018-09-17.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME DE GRÂCE
RÉSOLUTION
XXXXXXXXX

Adopter un premier projet de résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), afin de permettre la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages situé aux 2845-2875, chemin Bates.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un premier projet de résolution approuvant le projet particulier visant la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages situé aux 2845-2875, chemin Bates.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A jointe à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction du bâtiment sis aux 2845-2875, chemin Bates sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sis sur le lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivants l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d'autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction du futur bâtiment**.**

6. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 identifiés sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doivent :

1° être débarrassés de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelés de manière à éviter l'accumulation d'eau.

7. Un permis de construction pour un nouveau bâtiment ne peut être délivré si les conditions énoncées à l'article 5 et au paragraphe 1° de l'article 6 ne sont pas respectées.

8. Une garantie monétaire de 100 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 5 et 6.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

SECTION IV
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

9. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), l'usage de la catégorie H.7 est autorisé.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

10. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 24 m incluant la construction hors toit.

11. Une construction hors toit, abritant une partie d'un logement et comportant un corridor commun est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° cette construction respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), à l'exception du retrait exigé par rapport au mur arrière situé dans la partie contigüe à la courette, qui est nul;

3° cette construction respecte les hauteurs prescrites à l'article 10 de la présente résolution.

12. La marge de recul minimale avant devra être de 4 m.

13. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

14. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

15. Une garantie monétaire d'un montant à déterminer par le conseil d'arrondissement sera exigée lors de la demande de permis de construction, afin d'assurer la réalisation des aménagements paysagers

proposés. Cette garantie devra demeurer en vigueur jusqu'à la réalisation complète des travaux d'aménagement paysager approuvés.

16. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

17. Un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural.

18. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

19. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

20. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A jointe à la présente résolution.

21. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A jointe à la présente résolution.

SOUS-SECTION V
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

22. Des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d'une demande de permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2875 / 2855 / et 2845 chemin Bates, Montréal, QC » joint en annexe B à la présente résolution.

23. Un mur anticollision, indépendant de la structure du bâtiment et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment doit être implanté entre la limite d'emprise de la voie ferrée et ce bâtiment.

Ce mur doit être localisé dans les 3 premiers mètres de la limite de propriété de ce bâtiment et peut dépasser une hauteur de 2 m.

24. Une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

25. Des plans et devis relatifs aux mesures de protection contre le bruit et les vibrations doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction afin de respecter les dispositions des articles 122.10 à 122.14 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrant les recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2875 / 2855 / et 2845 chemin Bates, Montréal, QC », jointe en annexe B à la présente résolution.

SOUS-SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

26. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

27. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° s'assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

3° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse, en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment ceux accessibles aux occupants;

4° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit;

5° tendre à respecter l'implantation et les composantes du concept proposé aux plans d'architecture joints en annexe C

28. **Objectif 2** :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;

3° favoriser l'aménagement de stationnement pour vélo de manière sécuritaire et facilement accessible;

4° favoriser un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS);

5° tendre à récupérer la même canopée afin de s'assurer que les nouveaux arbres pourront compenser la canopée des arbres existants;

6° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne cyclable et véhiculaire.

29. **Objectif 3** :
Créer un milieu de vie où la quiétude et la sécurité des usagers sont prises en compte.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° optimiser la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que : la composition ou la profondeur des fondations du mur d'impact, l'utilisation de matériaux de type résilient (élastomère) sur la surface des fondations et tout autre moyen.

2° optimiser la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains par les mesures les plus appropriées telles l'usage de verre double vitrage spécifique, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure ainsi qu'un pourcentage de fenestration bien calibré, un isolant phonique appliqué en sous-face de balcons et des logements ayant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées.

30. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
RAPPORT INTITULÉ « ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2875 / 2855 / ET 2845 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QC »

ANNEXE C
PLANS D'ARCHITECTURE DE NEUF ARCHITECTES DATÉS DU 13 SEPTEMBRE 2018

GDD :1183558046

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

18-3587 - PPCMOI - chemin Bates - final.docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-28

Véronique BELPAIRE
Avocate, Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÉSOLUTION
XXXXXXXXX

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d'une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.

SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d'un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d'accéder aux logements situés sur l'étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 70 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée.

17. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE FERRÉE

18. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

19. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

20. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l'aménagement du terrain est assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s'il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l'impact de cette construction;

6° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l'utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l'aménagement d'unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 3 sont :

1° la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l'élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l'utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage

de fenestration bien calibré, l'utilisation d'un isolant phonique en sous-face d'un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.

Critère

Le critère permettant d'atteindre l'objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

21. En plus des documents exigés à l'article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l'objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

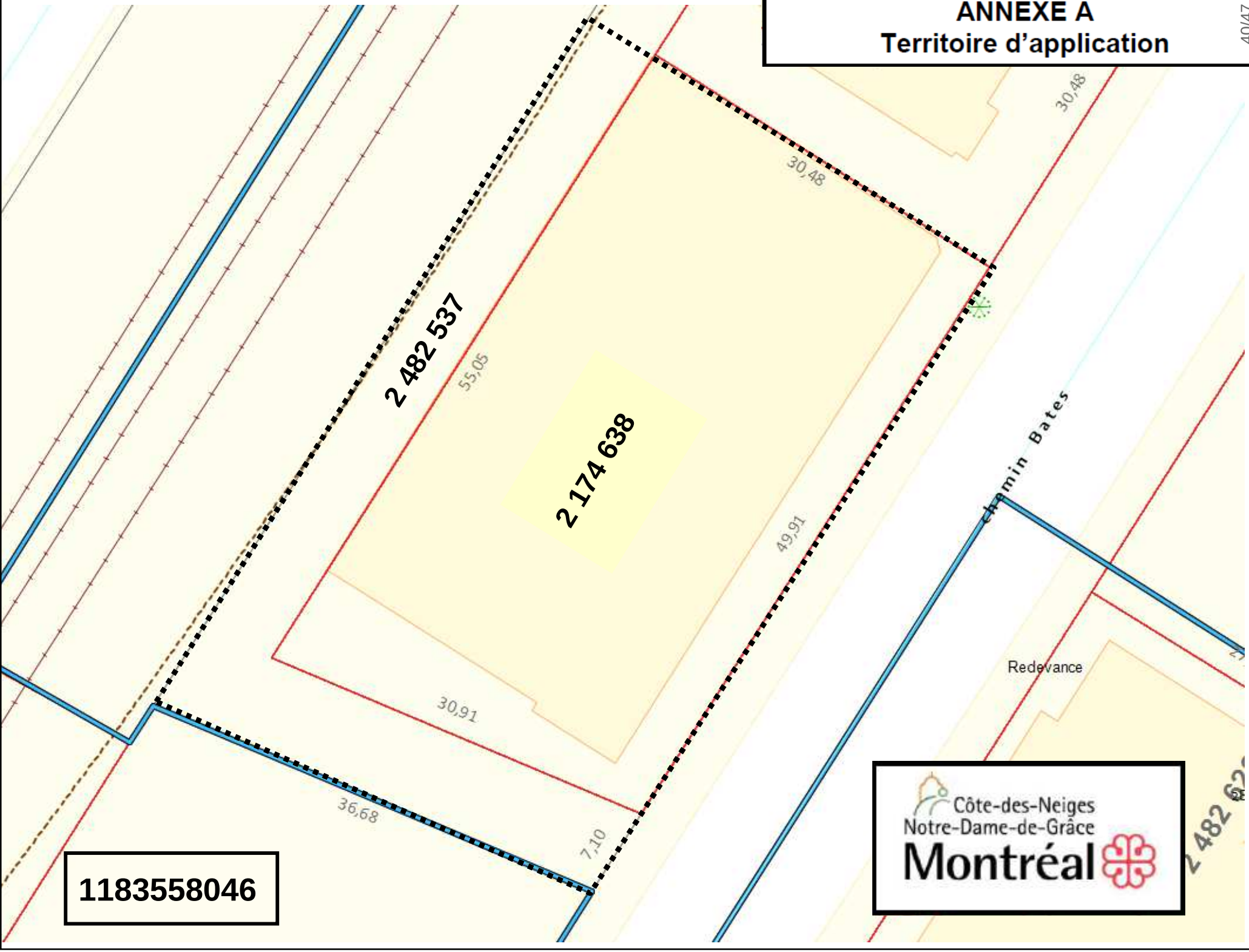
23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

GDD : 1183558046

ANNEXE A
Territoire d'application



11795

NEUF

ARCHITECT(E)S

CCU / PIIA
PERMIS
SOUMISSION
RÉVISION GÉNÉRALE
CONSTRUCTION
FIN DES TRAVAUX

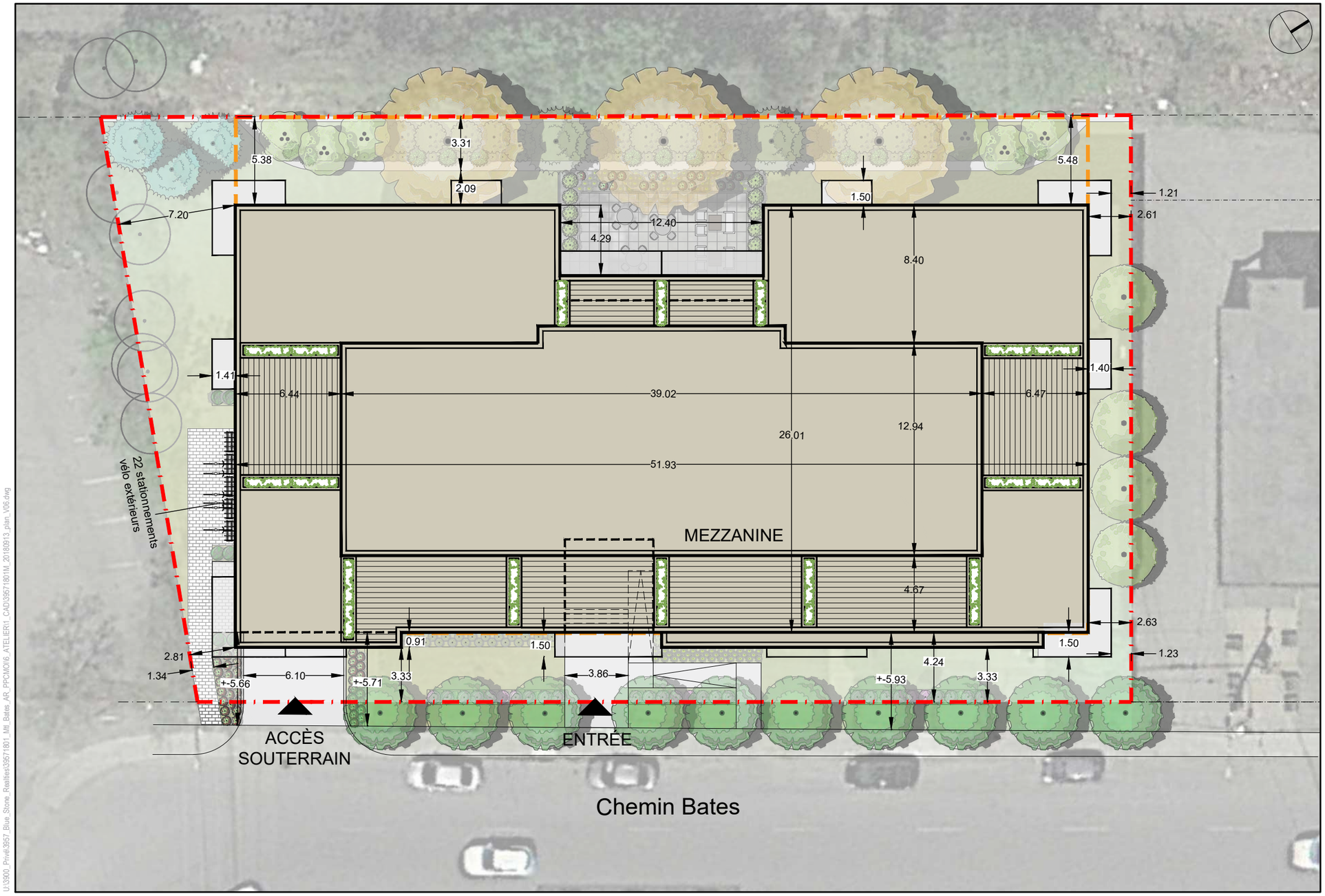
2018.09.13

2845 ch. BATES

MONTRÉAL

CLIENT : BLUE STONE REALTIES

RENDU D'ARTISTE Artists Render



1:250

0 2.5 5 10 15m

STATISTIQUES

ENSEMBLE DU SITE CONCERNÉ -SITUATION PROPOSÉE	
Superficie du lot 2 174 638:	**1 602 m²**
Superficie du lot en phase d'acquisition (2 482 537):	**531 m²**
Total site concerné:	**2 133 m²**
Superficie au sol du bâtiment à démolir:	**+-1 207 m²**
Superficie au sol du bâtiment proposé:	**+-1 240 m²**
Taux d'implantation:	**+-58%**
Superficie de plancher:	**+-8 285 m²**
C.O.S.:	**+-3.88**
Nombre d'unités proposées	**86**
Cases de stationnement vélo	**86**
Ratio de stationnement vélo	**1.0**
Cases de stationnement requises	**41**
Cases de stationnement conformes (sous-sol)	**38**
Ratio de stationnement:	**0.44**
Mesures altrernatives de stationnement:	
Cases de stationnement conformes (sous-sol)	**37**
Cases de stationnement en tandem (sous-sol)	**3**
Cases de stationnement en auto-partage	**2 (=8)**
Total cases de stationnement suivant les mesures alternatives	**48**
Nouveau ratio de stationnement:	**0.56**
NOTES PARTICULIÈRES AU BÂTIMENT	
Hauteur du bâtiment:	**23,8 m**
Emprise de la mezzanine par rapport au 6e étage	**40%**

LÉGENDE

- Limite lots concernés
- Emprise du sous-sol
- Retrait au RDC

NOTES

Les cadastres, servitudes, et utilités publiques devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan est une version préliminaire.**

Les aménagements extérieurs sont proposés à titre indicatif. Un plan d'architecture de paysage est annexé au dossier.

Le plan du bâtiment proposé reçu le 13 septembre 2018 vient du bureau d'architecture NEUF Archtect(e)s. Fichiers : 11795_X_Plans_20180913.zip

Le plan d'arpentage reçu le 18 juin 2018 vient de l'arpenteur Robert Katz. Fichier : 45599 Arpentage(18-06-2018)

La photo aérienne provient de Google Earth. Date de la photo : 19 mai 2017

L'analyse réglementaire est à compléter sur ce site et des ajustements sont à prévoir sur cette esquisse.

ÉMISSION

06	Plan de site
05	Plan de site
04	Plan de site

U:\3900_Privé\3957_Blue_Stone_Realties\39571801_Mtl_Bates_AR_PPCMO\6_ATELIER\1_CAD\39571801M_20180913_plan_V06.dwg

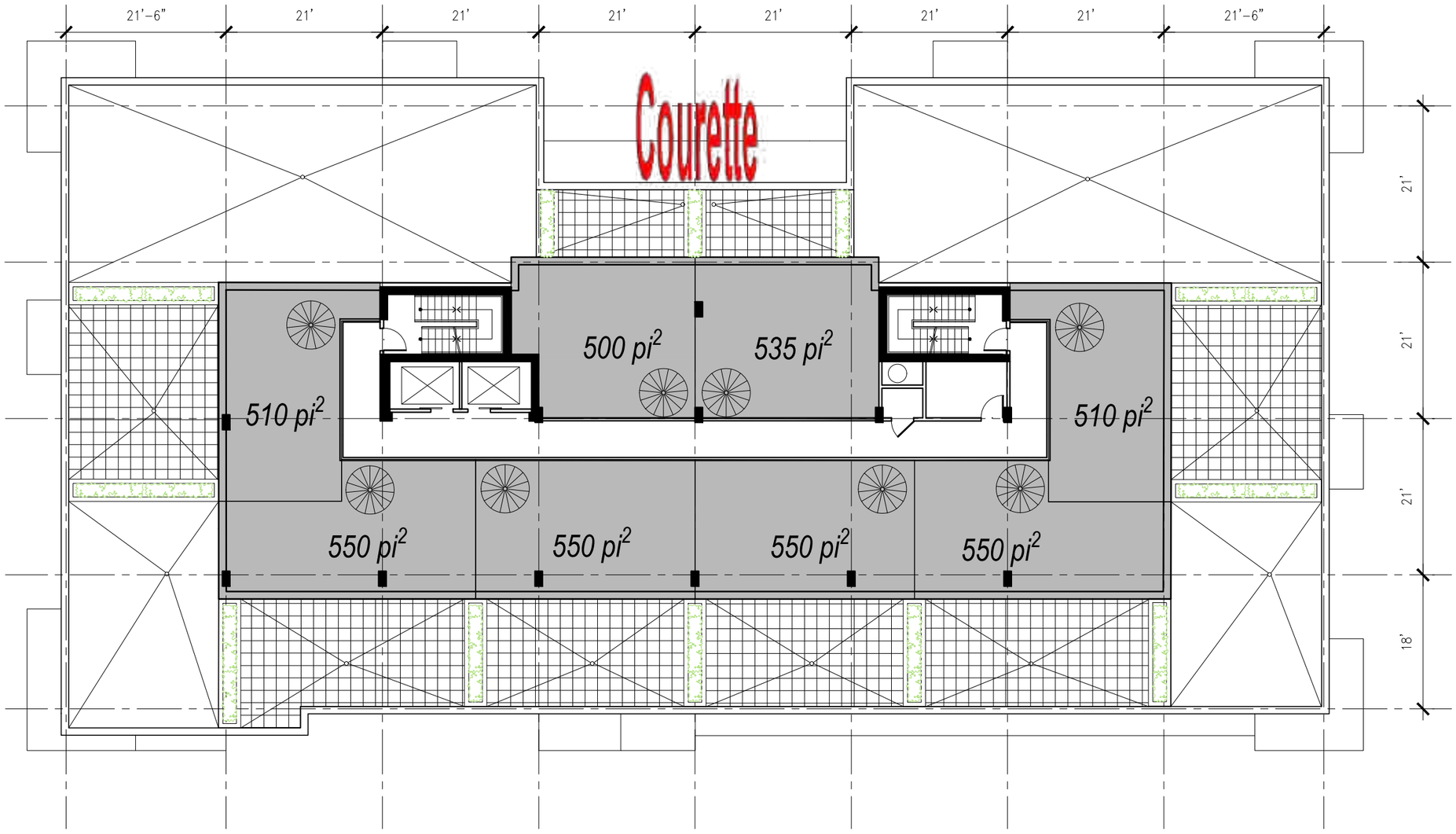
2845 chemin de Bates
Arrondissement Côtes-des-Neiges
Projet 39571801

VERSION 06
13 septembre 2018

PRÉLIMINAIRE

Situation proposée - vue aérienne
Projet de résidence multi-familiale au chemin Bates

BC2



CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/PV	ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

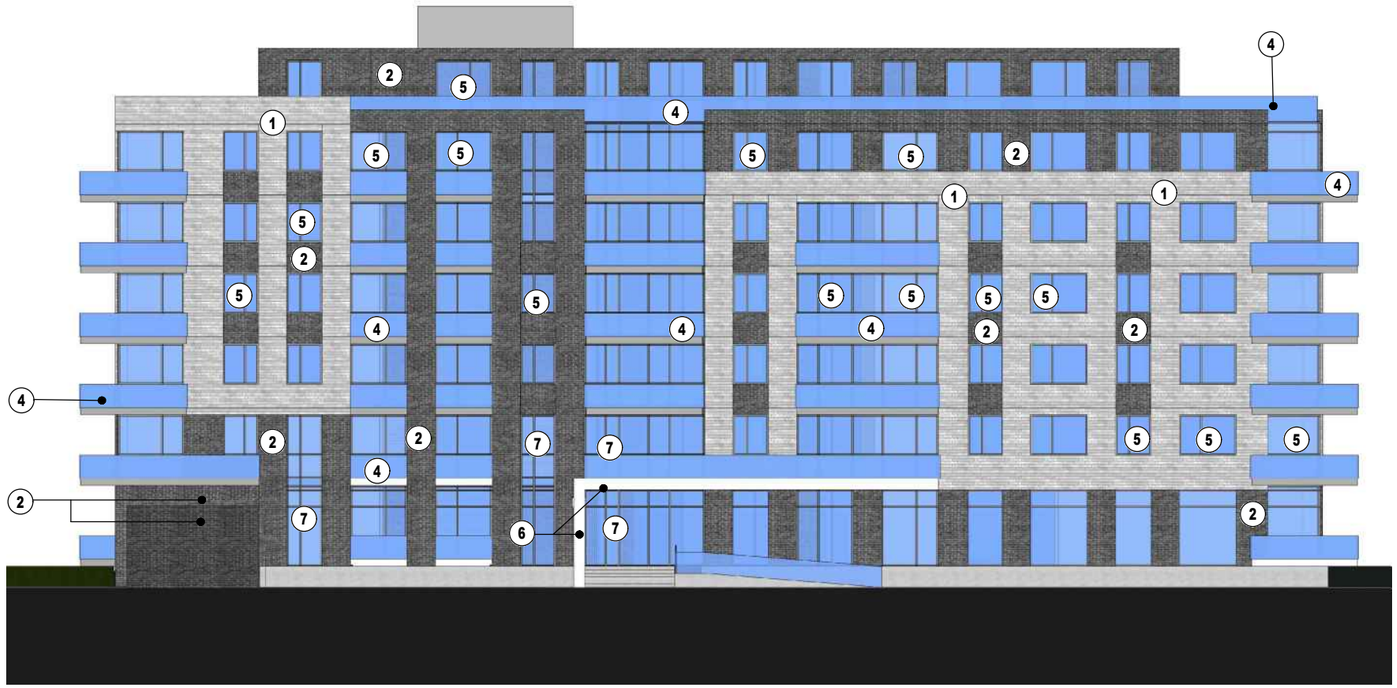
NEUFarchitectes.com

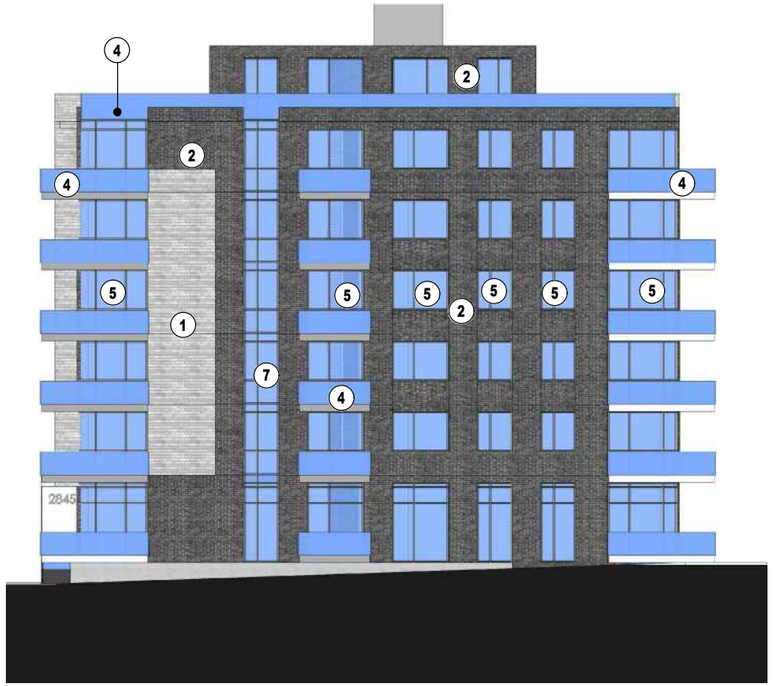
TITRE DU DESSIN Drawing Title

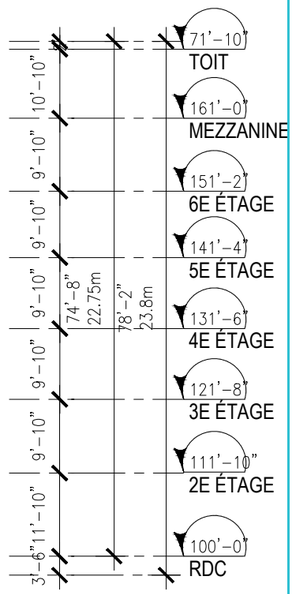
PLAN D'ÉTAGE - MEZZANINE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	1/16"=1'-0"
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
01	**A205**

NOTE	DESCRIPTION
1.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS PÂLE.
2.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS FONCÉ.
4.	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM AVEC PANNEAUX DE VERRE CLAIR TREMPÉ.
5.	FENÊTRES EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.
6.	MARQUISE. REVÊTEMENT EN PANNEAU D'ALUMINIUM PRÉPEINT. COULEUR: BLANC.
7.	MUR-RIDEAU EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.







CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location: MONTRÉAL

NO.PROJET Project No.: 11795

DESSINE PAR Drawn by: AB

VÉRIFIÉ PAR Checked by: ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

ÉLÉVATIONS AVANT ET DROITE

DATE (aa.mm.jj): 2018.09.13

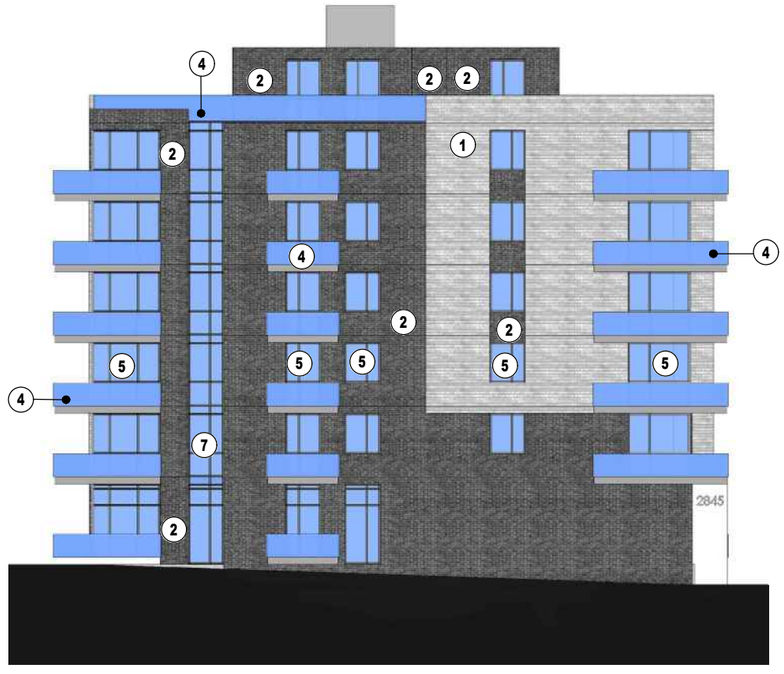
ÉCHELLE Scale: 3/64"=1'-0"

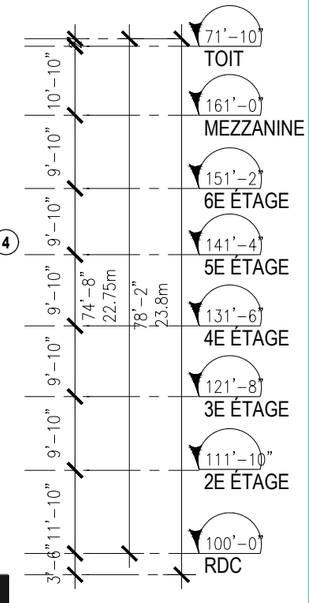
RÉVISION Revision: **00**

NO. DESSIN Dwg Number: **A400**

NOTE	DESCRIPTION
1.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS PÂLE.
2.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS FONCÉ.
4.	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM AVEC PANNEAUX DE VERRE CLAIR TREMPÉ.
5.	FENÊTRES EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.
6.	MARQUISE. REVÊTEMENT EN PANNEAU D'ALUMINIUM PRÉPEINT. COULEUR: BLANC.
7.	MUR-RIDEAU EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.







CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/EL	ALQ

NEUF
ARCHITECT(E)S
NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

ÉLÉVATIONS ARRIÈRE ET GAUCHE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	3/64"=1'-0"
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
00	**A401**

CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/GP	ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

PERSPECTIVE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
01	**A600**



CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location: MONTRÉAL

NO.PROJET Project No.: 11795

DESSINE PAR Drawn by: AB/GP

VÉRIFIÉ PAR Checked by: ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

PERSPECTIVE

DATE (aa.mm.jj): 2018.09.13

ÉCHELLE Scale

RÉVISION Revision: **00**

NO. DESSIN Dwg Number: **A601**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1184570007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance du conseil d'arrondissement ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:07

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184570007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, la Direction des travaux publics ainsi que la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises ont proposé des modifications au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA17 170275 : Le 11 septembre 2017, le conseil d'arrondissement adoptait, tel que soumis, le Règlement RCA17 17284 sur les tarifs (exercice financier 2018).

DESCRIPTION

Les tableaux des modifications sont annexés en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Les justifications sont détaillées aux tableaux des modifications sous la rubrique "Commentaires".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt de l'avis de motion à la séance du 5 novembre 2018;
Adoption du règlement à la séance du 3 décembre 2018;

Parution de l'avis public d'entrée en vigueur dans Le Devoir;
Entrée en vigueur du règlement 1er janvier 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CHAMARD, Service des finances

Lecture :

Sophie CHAMARD, 31 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-30

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. : 514 872-7474

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184570007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

Tableaux des modifications:

Tableau DAUSE.pdf Tableau TP.pdf Tableau Règl. tarifs - DCSLDS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
CHAPITRE II ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS		
5. Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 633,00 $; 2° pour la dérogation : a) par logement visé 53,00 $; b) maximum par immeuble 2 640,00 $.	**5.** Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : **646,00 $;** 2° pour la dérogation : a) par logement visé **54,00 $;** b) maximum par immeuble **2 690,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
6. Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public : 3 167,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure : 1 015,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 9, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**6.** Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public **:** **3 230,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure : **1 035,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 9, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
7. Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale : 1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot 581,00 $; b) chaque lot additionnel contigu 86,00 $; 2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot 317,00 $; b) chaque lot additionnel contigu 86,00 $.	**7.** Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale : 1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot **592,00 $;** b) chaque lot additionnel contigu **88,00 $;** 2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot **324,00 $;** b) chaque lot additionnel contigu **88,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
3° un tarif additionnel de 317,00 $ lorsque le projet d'opération cadastrale entraîne des frais de parc ou la cession de terrains à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 5 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-De-Grâce* (14-049) ainsi que de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055) qui entrera en vigueur le 19 juin 2018 et abrogera le Règlement 14-049.. 4° un tarif additionnel de 317,00 $ lorsque la demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale mais qui, sans cette rénovation cadastrale aurait occasionné des frais de parc ou la cession de terrain à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-De-Grâce* (14-049) ainsi que de l'article 2 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055) qui entrera en vigueur le 19 juin 2018 et abrogera le Règlement 14-049.	3° un tarif additionnel de **324,00 $** lorsque le projet d'opération cadastrale entraîne des frais de parc ou la cession de terrains à des fins de parc ou de terrains de jeux, **en application de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).** 4° un tarif additionnel de **324,00 $** lorsque la demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale mais qui, sans cette rénovation cadastrale aurait occasionné des frais de parc ou la cession de terrain à des fins de parc ou de terrains de jeux, **en application de l'article 2 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
8. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai : a) dans un secteur autre que l'arrondissement historique et naturel du mont Royal 106,00 $; b) dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal 211,00 $; 2° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : 264,00 $; 3° pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire : a) par enseigne i) par mètre carré de superficie 16,00 $; ii) minimum 264,00 $; b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier : i) par structure 528,00 $; **ii)** en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par mètre carré de superficie 11,00 $; 4° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne : a) par emplacement 317,00 $; b) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne 158,00 $; 5° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) : 264,00 $;	**8.** Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai : a) dans un secteur autre que l'arrondissement historique et naturel du mont Royal **108,00 $;** b) dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal **215,00 $;** 2° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : **270,00 $;** 3° pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire : a) par enseigne i) par mètre carré de superficie **16,50 $;** ii) minimum **270,00 $;** b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier : i) par structure **538,00 $;** ii) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par mètre carré de superficie **11,50 $;** 4° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne : b) par emplacement **325,00 $;** c) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne **160,00 $;** 5° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) : **270,00 $;**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
6° Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé : a) pour un bâtiment résidentiel i) par 1 000 $ de travaux 8,90 $; ii) minimum 140,00 $; b) pour bâtiment autre que décrit en a) i) par 1 000 $ de travaux 8,90 $; ii) minimum 414,00 $; 7° Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles provincial : 410,00 $.	6° Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé : a) pour un bâtiment résidentiel iii) par 1 000 $ de travaux **9,80 $;** iv) minimum **143,00 $;** b) pour bâtiment autre que décrit en a) i) par 1 000 $ de travaux **9,80 $;** iii) minimum **423,00 $;** 7° Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles provincial : **418,00 $.**	Équivalent du règlement central sur les tarifs 2019.
9. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 14 256,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage : 1 015,00 $; Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de 21 110,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**9.** Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : **14 540,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage : **1 035,00 $;** Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de **21 530,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
10. Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition : 1° qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public : 634,00 $; 2° d'une dépendance accessoire à l'habitation : 0,00 $; 3° autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public : 5 177,00 $.	**10.** Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition : 1° qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public : **646,00 $;** 2° d'une dépendance accessoire à l'habitation : 0,00 $; 3° autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public : **5 280,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
11. Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (L.R.Q., c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation : 1° visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication : 2 639,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° : 1 015,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**11.** Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (L.R.Q., c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation : 1° visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication : **2 690,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° : **1 035,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
12. Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : 1 015,00 $. Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**12.** Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : **1 035,00 $.** Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
13. Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) : 1° projet particulier d'occupation : 7 384,00 $; 2° projet particulier de construction ou de modification : a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins 7 384,00 $; b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2 24 954,00 $; c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2 49 243,00 $; d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2 70 365,00 $; 3° pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution : 15 844,00 $; 4° pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : 1 015,00 $; 5° aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes :	**13.** Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) : 1° projet particulier d'occupation : **7 530,00 $;** 2° projet particulier de construction ou de modification : a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins **7 530,00 $;** b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2 **25 450,00 $;** c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2 **50 225,00 $;** d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2 **71 770,00 $;** 3° pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution : **16 160,00 $;** 4° pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : **1 035,00 $;** 5° aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes :	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
a) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs; b) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès; 6° en plus des tarifs prévus au Règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : a) par 1 000 $ de travaux 2,00 $; b) maximum 20 300,00 $; Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de 21 110,00 $. Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à	c) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs; d) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès; 6° en plus des tarifs prévus au Règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : a) par 1 000 $ de travaux 2,00 $; b) maximum **20 700,00 $;** Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de **21 530,00 $.** Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à	

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
laquelle l'étude préliminaire est produite.	laquelle l'étude préliminaire est produite.	
14. Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : 4 750,00 $.	**14.** Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : **4 845,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
15. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), concernant des travaux extérieurs dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 5 000,00 $: 208,00 $.	**15.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), concernant des travaux extérieurs dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 5 000,00 $: **212,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
16. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un immeuble significatif ou un projet situé dans un des secteurs significatifs soumis **à des normes et** des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), 1° pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure	**16.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un immeuble significatif ou un projet situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes et des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), 1° pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
à 50 000 $: 518,00 $; 2° pour un projet d'agrandissement situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: 518,00 $; 3° pour une nouvelle construction située dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 100 000 $: 776,00 $.	à 50 000 $: **528,00 $;** 2° pour un projet d'agrandissement situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: **528,00 $;** 3° pour une nouvelle construction située dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 100 000 $: **790,00 $.**	
17. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour travaux non conformes à une ou des dispositions normatives visées par un ou plusieurs des articles suivants : 22, 23, 28, 28.1, 28.2, 28.3, 45.2, 48.1, 67, 69, 70, 70.1, 88, 106, 122.5.1 et 544 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 518,00 $. Le tarif prévu à l'article 17 ne s'applique pas lorsque des frais ont déjà été perçus en vertu des articles 15 et 16.	**17.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour travaux non conformes à une ou des dispositions normatives visées par un ou plusieurs des articles suivants : 22, 23, 28, 28.1, 28.2, 28.3, 45.2, 48.1, 67, 69, 70, 70.1, 88, 106, 122.5.1 et 544 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : **528,00 $.** Le tarif prévu à l'article 17 ne s'applique pas lorsque des frais ont déjà été perçus en vertu des articles 15 et 16.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
18. Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : 11,00 $.	**18.** Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : **11,25 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
19. Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande : 1 533,00 $. Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la	**19.** Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande : **1 560,00 $.** Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec.	part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec.	
20. Aux fins du *Règlement sur le logement* (R.R.V.M., c. L-1), en application de l'article 8 dudit règlement, il sera perçu pour l'étude d'une demande de mesure différente : 265,00 $.	**20.** Aux fins du *Règlement sur le logement* (R.R.V.M., c. L-1), en application de l'article 8 dudit règlement, il sera perçu pour l'étude d'une demande de mesure différente : **270,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
21. Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage: 1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : 3 167,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel: 1 015,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 13 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**21.** Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage: 1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : **3 230,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel: **1 035,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 13 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION III AUTRES SERVICES		
57. Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu : 1° lorsque l'inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l'heure :	**57.** Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu : 1° lorsque l'inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l'heure :	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
95,00 $; 2° lorsque l'inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail : a) minimum (3 heures) 286,00 $; b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives 95,00 $; Pour une inspection aux fins de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis : 1° pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : 150,00 $; 2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux : 150,00 $; 3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : 150,00 $.	**97,00 $;** 2° lorsque l'inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail : a) minimum (3 heures) **290,00 $;** b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives **97,00 $;** Pour une inspection aux fins de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis : 1° pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : **155,00 $;** 2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux : **155,00 $;** 3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : **155,00 $.**	Inclus les taxes (services taxables) Inclus les taxes (services taxables)
59. Pour la recherche d'un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : 35,00 $.	**59.** Pour la recherche d'un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : **36,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
61. Pour une recherche de plan de construction sur microfilm, il sera perçu : 49,00 $.	**61.** Pour une recherche de plan de construction sur microfilm, il sera perçu **:** **50,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
CHAPITRE VIII FOURNITURES DE DOCUMENTS		
SECTION I LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLÉMENTÉS		
69. Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 53,00 $.	**69.** Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : **54,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
71. Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : 11,00 $.	**71.** Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : **11,25 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION II CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES		
76. Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : 311,00 $.	**76.** Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : **320,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION III EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES		
78. Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu : 1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (R.R.Q., c. A-2.1, r. 1.1); 2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 106,00 $; 3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A). 158,00 $.	**78.** Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu : 1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (R.R.Q., c. A-2.1, r. 1.1); 2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : **108,00 $;** 3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A). **160,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
81. Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu : 1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction délivrés à l'arrondissement : a) pour l'année 211,00 $; b) pour un mois 19,00 $; 2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de	**81.** Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu : 1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction délivrés à l'arrondissement : a) pour l'année **215,00 $;** b) pour un mois **19,50 $;** 2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2018)	Texte proposé (2019) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
l'arrondissement : a) pour l'année 211,00 $; b) pour un mois 19,00 $.	l'arrondissement : a) pour l'année **215,00 $;** b) pour un mois **19,50 $.**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
CHAPITRE II ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS		
4. Aux fins du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :		
1ºpour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : **25,50 $**	1ºpour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : **26,00 $**	Tarifs majorés en tenant compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Ce commentaire s'applique à l'ensemble des modifications apportées dans ce document.
2º pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé : a) chaussée en enrobé bitumineux i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré **63,00 $** ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré **103,50 $** b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré **188,00 $** c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré **137,00 $** d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré **66,00 $** e) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré **142,00 $** f) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré **264,00 $**	2º pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé : i) chaussée en enrobé bitumineux i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré **64,00 $** ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré **105,00 $** j) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré **191,00 $** k) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré **139,00 $** l) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré **67,00 $** m) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré **144,00 $** n) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré **268,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
g) bordure de béton, le mètre linéaire **132,00 $** h) gazon, le mètre carré **20,50 $**	o) bordure de béton, le mètre linéaire **134,00 $** p) gazon, le mètre carré **21,00 $**	
4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé : a) excavation de moins de 2 m de profondeur **223,50 $** b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique **66,00 $** c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire i) sans tirants, le long de la voie publique **162,50 $** ii) avec tirants, par rangée de tirants **162,50 $**	4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé : d) excavation de moins de 2 m de profondeur **227,00 $** e) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique **67,00 $** f) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire iii) sans tirants, le long de la voie publique **165,00 $** iv) avec tirants, par rangée de tirants **165,00 $**	
22. Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 : 1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **4,05 $** 2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **8,10 $**	**22.** Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 : 1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **4,50 $** 2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **8,50 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
40. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu : 1° délivrance de l'autorisation : **35,50 $** 2° ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : **122,00 $**	**40.** Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu : 1° délivrance de l'autorisation : **36,00 $** 2° ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : **124,00 $**	
41. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu : 1° délivrance du permis : **38,50 $** 2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour : **35,50 $** 3° place de stationnement avec parcomètre ou borne : a) loyer i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour **26,50 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour **30,50 $** iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour **22,50 $** b) en compensation des travaux suivants i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs **44,00 $** ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire **6,10 $** iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) **44,00 $** iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire **6,10 $** v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double **127,00 $** vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire **74,00 $** vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement **274,00 $**	**41**. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu : 1° délivrance du permis : **39,00 $** 2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour : **36,00 $** 3° place de stationnement avec parcomètre ou borne : a) loyer i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour **27,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour **31,00 $** iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour **23,00 $** b) en compensation des travaux suivants i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs **45,00 $** ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire **6,50 $** iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) **45,00 $** iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire **6,50 $** v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double **129,00 $** vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire **75,00 $** vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement **278,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
49. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après : 1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine : a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton i) sur une longueur de 8 m ou moins **472,00 $** ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres **61,00 $** b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir i) en enrobé bitumineux, le mètre carré **132,00 $** ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré **279,00 $** iii) servant de piste cyclable, le mètre carré **147,00 $** 2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir : a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1° b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire **208,00 $**	**49.** Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après : 1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine : a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton i) sur une longueur de 8 m ou moins **479,00 $** ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres **62,00 $** b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir i) en enrobé bitumineux, le mètre carré **134,00 $** ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré **283,00 $** iii) servant de piste cyclable, le mètre carré **149,00 $** 2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir : a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1° b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire **211,00 $**	
50. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir : 1° dans l'axe du drain transversal **1 573,00 $** 2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout **5 735,00 $** Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.	**50.** Pour le déplacement d'un puisard de trottoir : 1° dans l'axe du drain transversal **1597,00 $** 2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout **5 821,00 $** Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
51. Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu : 1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville : **2 614,00 $** 2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal : **6 445,00 $**	**51.** Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu : 1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville : **2 651,00 $** 2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal : **6 542,00 $**	
52. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements : 1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure **: 81,00 $** 2° pour l'exécution des travaux : a) sans camion nacelle, l'heure **183,00 $** b) avec camion nacelle, l'heure **238,50 $** c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure **127,00 $** d) pour le déchiquetage des souches, l'heure **350,00 $** 3° pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires. Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.	**52.** Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements : 1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure **: 83,00 $** 2° pour l'exécution des travaux : a) sans camion nacelle, l'heure **186,00 $** b) avec camion nacelle, l'heure **242,00 $** c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure **129,00 $** d) pour le déchiquetage des souches, l'heure **355,00 $** 3° pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires. Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.	
53. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu : 1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : **3 045,00 $** 2° pour tout autre type de fosse d'arbre : **1 990,00 $** Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 88 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 53.	**53.** Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu : 1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : **3 091,00 $** 2° pour tout autre type de fosse d'arbre : **2020,00 $** Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 88 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 53.	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
58. Pour l'enlèvement par l'arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant : 1° minimum : **254,00 $** 2° pour chaque heure supplémentaire : **254,00 $**	**58.** Pour l'enlèvement par l'arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant : 1° minimum : **260,00 $** 2° pour chaque heure supplémentaire : **260,00 $**	
72. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : **6,10 $**	**72.** Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : **6,50 $**	
73. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : **27,50 $**	**73.** Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : **50,00 $**	
86. Pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible : 1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : **1 320,00 $** 2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : **1 320,00 $**	**86.** Pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible : 1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : **1 340,00 $** 2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : **1 340,00 $**	
87. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu : 1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public : a) aux fins d'une occupation temporaire **38,50 $** b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente **91,50 $** 2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : **558,00 $**	**87.** Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu : 1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public : a) aux fins d'une occupation temporaire **39,00 $** b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente **93,00 $** 2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : **567,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
88. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour : 1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : **46,00 $** 2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est : a) de moins de 50 m2 **56,00 $** b) de 50 m2 à moins de 100 m2 **71,00 $** c) de 100 m2 à moins de 305 m2 : 60,00 $ plus 1,90 $ du mètre carré supérieur à 100 m2; d) de 300 m2 et plus : 305,00 $ plus 1,90 $ du mètre carré supérieur à 300 m2; e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure **26,50 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure **30,50 $** f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 42 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public. 3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe A du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **66,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **223,50 $**	**88**. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour : 1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : **47,00 $** 2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est : a) de moins de 50 m2 **57,00 $** b) de 50 m2 à moins de 100 m2 **72,00 $** c) de 100 m2 à moins de 305 m2 : **61,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 100 m2; d) de 300 m2 et plus : **310,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 300 m2; e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure **27,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure **31,00 $** f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 42 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public. 3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe **1 du *Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale* (02-003)** une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **67,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **227,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 220,00 $, plus 320,00 $ par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **325,00 $** 4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **33,50 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **101,50 $** c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 100,00 $, plus 100,00 $ par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **101,50 $** 5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : **33,50 $**	c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **223,00 $**, plus **325,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **330,00 $** 4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **34,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **103,00 $** c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **102,00 $**, plus **102,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **103,00 $** 5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : **34,00 $**	
90. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 92 est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre; 2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre. Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation; 2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un	**90.** Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 92 est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre; 2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre. Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation; 2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement. Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de **91,50 $.**	exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement. Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de **93,00 $.**	
91. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations : 1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1); 2° minimum : **14,20 $** 3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : **71,00 $**	**91.** Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations : 1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1); 2° minimum : **15,00 $** 3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : **73,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
SECTION I BIBLIOTHÈQUES		
23. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu : 1º résidant ou contribuable de Montréal : 0.00 $ 2º non-résidant de Montréal : a) enfant de 13 ans et moins 44.00$ b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $ c) personne âgée de 65 ans et plus 56.00$ d) employé de la Ville de Montréal 0,00$ e) autre 88,00$ Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu : 1º enfant de 13 ans et moins : 2,00$ 2º personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans : 2,00$ 3º autre : 3,00$ Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.	**23**. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu : 1º résidant ou contribuable de Montréal : 0.00 $ 2º non-résidant de Montréal : a) enfant de 13 ans et moins 44.00$ b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $ c) personne âgée de 65 ans et plus 56.00$ d) employé de la Ville de Montréal 0,00$ e) autre 88,00$ Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu : 1º enfant de 13 ans et moins : 2,00$ 2º personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans : 2,00$ 3º autre : 3,00$ Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
24. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu : 1º prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque : a) best-seller i) tarif de base, par période de 3 semaines 4.50$ ii) Amis de la bibliothèque de Montréal, par période de 3 semaines 2,00$ b) livres autres qu'un best-seller et autres articles 0,00$ 2º mise de côté ou réservation d'un titre, par titre : a) enfant de 13 ans et moins 0,00$ b) autres, à toute bibliothèque du réseau 0,00$ 3º à titre de compensation : a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller • enfant de 13 ans et moins 0,00$ • personne âgée de 65 et plus 0,10$	**24**. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu : 1º prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque : ~~**a) best-seller**~~ ~~**i) tarif de base, par période de 3 semaines 4.50$**~~ ~~**ii) Amis de la bibliothèque de Montréal, par période de 3 semaines 2,00$**~~ **a)** livres autres qu'un best-seller et autres articles 0,00$ 2º mise de côté ou réservation d'un titre, par titre : a) enfant de 13 ans et moins 0,00$ b) autres, à toute bibliothèque du réseau 0,00$ 3º à titre de compensation : a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller • enfant de 13 ans et moins 0,00$ • personne âgée de 65 et plus 0,10$	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
• autres 0,25$ ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre 1,00 $ iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place 1,00 $ iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $ b) pour la perte d'un article emprunté i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $ ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $ • enfant de 13 ans et moins 7,00 $ • autres :	• autres 0,25$ ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre 1,00 $ iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place 1,00 $ iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $ b) pour la perte d'un article emprunté i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $ ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $ • enfant de 13 ans et moins 7,00 $ • autres :	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
pour un livre de poche 7,00 $ pour un autre article 15,00$ c) pour la perte d'une partie d'un ensemble i) boîtier CD Rom 2,00$ ii) boîtier de disque compact 2,00$ iii) boîtier de cassette 2,00$ iv) étui de livre parlant et de CD Rom 2,00$ v) pochette de disque 2,00$ vi) livret d'accompagnement 2,00$ vii) document d'accompagnement 2,00$ d) pour dommage à un article emprunté i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b) ou c) ii) sans perte de contenu • enfant de 13 ans et moins 2,00 $ • autres 2,00 $	pour un livre de poche 7,00 $ pour un autre article 15,00$ ~~**c) pour la perte d'une partie d'un ensemble**~~ ~~**i) boîtier CD Rom 2,00$**~~ ~~**ii) boîtier de disque compact 2,00$**~~ ~~**iii) boîtier de cassette 2,00$**~~ ~~**iv) étui de livre parlant et de CD Rom 2,00$**~~ ~~**v) pochette de disque 2,00$**~~ ~~**vi) livret d'accompagnement 2,00$**~~ ~~**vii) document d'accompagnement 2,00$**~~ **c)** pour dommage à un article emprunté i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b) ou c) ii) sans perte de contenu • enfant de 13 ans et moins 2,00 $ • autres 2,00 $	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document. Les tarifs fixés aux paragraphes 1° et 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres. Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.	Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document. Les tarifs fixés aux paragraphes 1° et 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres. Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.	
SECTION II MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES		

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
25. Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles : 1° Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures :° a) salle d'exposition 36$ b) salle de spectacle 61$ c) scène extérieure 36$ d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). 2o Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire il sera perçu, par jour de location : a) salle d'exposition 36$ b) salle de spectacle 61$ c) scène extérieure 36 $	**25**. Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles : 1° Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures :° a) salle d'exposition **37$** b) salle de spectacle **62$** c) scène extérieure **37$** d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). 2o Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire il sera perçu, par jour de location : a) salle d'exposition **37$** b) salle de spectacle **62$** c) scène extérieure **37$**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas. 3^{o} Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations : a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) - un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : 26 $	d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas. 3^{o} Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations : a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) - un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : **27$**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
26. Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles : 1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $ 2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2$	**26**. Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles : 1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $ 2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2$	
SECTION III CENTRES COMMUNAUTAIRES		

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
27. Pour les frais d'inscription aux activités des centres communautaires offertes par la Ville de Montréal, il sera perçu :	~~**27. Pour les frais d'inscription aux activités des centres communautaires offertes par la Ville de Montréal, il sera perçu :**~~	
1° inscription à un cours, par session :	~~**1° inscription à un cours, par session :**~~	
a) résidant de Montréal	~~**a) résidant de Montréal**~~	
i) enfant de 17 ans et moins 0 $	~~**i) enfant de 17 ans et moins 0 $**~~	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 51 $	~~**ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 51 $**~~	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 33 $	~~**iii) personne âgée de 55 ans et plus 33 $**~~	
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $	~~**iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $**~~	
b) non-résidant de Montréal	~~**b) non-résidant de Montréal**~~	
i) enfant de 17 ans et moins 51 $	~~**i) enfant de 17 ans et moins 51 $**~~	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 102 $	~~**ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 102 $**~~	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 102 $	~~**iii) personne âgée de 55 ans et plus 102 $**~~	
2° inscription à une activité de pratique récréative dans un centre régional, par session :	~~**2° inscription à une activité de pratique récréative dans un centre régional, par session :**~~	
a) résidant de Montréal	~~**a) résidant de Montréal**~~	
i) enfant de 17 ans et moins 0 $	~~**i) enfant de 17 ans et moins 0 $**~~	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 31 $	**~~ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 31 $~~**	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 21 $	**~~iii) personne âgée de 55 ans et plus 21 $~~**	
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $	**~~iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $~~**	
b) non-résidant de Montréal	**~~b) non-résidant de Montréal~~**	
i) enfant de 17 ans et moins 31 $	**~~i) enfant de 17 ans et moins 31 $~~**	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 61 $	**~~ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 61 $~~**	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 61 $	**~~iii) personne âgée de 55 ans et plus 61 $~~**	
3˚ inscription à une activité de pratique récréative dans un centre de quartier, par session :	**~~3˚ inscription à une activité de pratique récréative dans un centre de quartier, par session :~~**	
a) résidant de Montréal	**~~a) résidant de Montréal~~**	
i) enfant de 17 ans et moins 0 $	**~~i) enfant de 17 ans et moins 0 $~~**	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 16 $	**~~ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 16 $~~**	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 11 $	**~~iii) personne âgée de 55 ans et plus 11 $~~**	
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $	**~~iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $~~**	
b) non-résidant de Montréal	**~~b) non-résidant de Montréal~~**	
i) enfant de 17 ans et moins 16 $	**~~i) enfant de 17 ans et moins 16 $~~**	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 31 $	**~~ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 31 $~~**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
iii) personne âgée de 55 ans et plus 31 $	~~**iii) personne âgée de 55 ans et plus 31 $**~~	
28. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires, il sera perçu :	**27**. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires **et des pavillons**, il sera perçu :	
1˚ gymnase simple :	1˚ gymnase simple :	
a) taux de base pour les activités offertes	a) taux de base pour les activités offertes	
i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $	i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $	
ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 51 $	ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente **52 $**	
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 61 $	iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement **62 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 76 $	v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement **62 $**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 61 $	vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) **78 $**	
b) taux réduit	b) taux réduit	
i) compétition de niveau provincial 27 $	i) compétition de niveau provincial **28 $**	
ii) compétition de niveau national 54 $	ii) compétition de niveau national **55 $**	
iii) compétition de niveau international 81 $	iii) compétition de niveau international **83 $**	
c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)	c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)	
d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs.	d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs.	
2˚ gymnase double :	2˚ gymnase double :	
a) taux de base pour les activités offertes	a) taux de base pour les activités offertes	
i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la	i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
programmation annexé à cette entente 0 $	programmation annexé à cette entente 0 $	
ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement mais pour des d'activités non prévues au plan d'action ou dans le programme 101 $	ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement mais pour des d'activités non prévues au plan d'action ou dans le programme **103 $**	
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 122 $	iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement **124 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 152 $	v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement **124 $**	
vi) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités régulières 0 $	vi) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités régulières 0 $	
vii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement mais pour la tenue d'activités non régulières 101 $	vii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement mais pour la tenue d'activités non régulières **103 $**	
viii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à	viii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
vii) 121 $ b) taux réduit i) compétition de niveau provincial 41 $ ii) compétition de niveau national 81 $ iii) compétition de niveau international 122 $ c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)° et b)° : d) Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance de la piste et des installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs. 3 ^{o} salle, l'heure : 31 $	vii) **155 $** b) taux réduit j) compétition de niveau provincial **42 $** ii) compétition de niveau national **83 $** iii) compétition de niveau international **124 $** c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)° et b)° : d) Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance de la piste et des installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs. ~~**3 ^{o} salle, l'heure : 31 $**~~ **3° salle :**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	a) taux de base pour les activités offertes **i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $** **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20 $** **iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25 $** **iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention** **v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 30 $** **vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 32 $** **b) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)** **c) détails des frais de montage, de démontage et de**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs.	
4° auditorium, l'heure : **a)** taux de base : **b)** taux réduit : i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement 31 $ **c)** frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes précédents : **d)** détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de	**4° ~~auditorium, l'heure :~~** **~~a) taux de base :~~** **~~b) taux réduit :~~** **~~i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement 31 $~~** **~~c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes précédents :~~** **~~d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par~~**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	~~**l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs**~~ Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
SECTION IV ARÉNAS		
29. Pour l’usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la location d’une surface de glace, l’heure : a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l’arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse 76 $	**29**. Pour l’usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la location d’une surface de glace, l’heure : a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l’arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse **80 $**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) hockey mineur et ringuette i) entraînement 32 $ ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey 0 $ iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal 32 $ iv) série éliminatoire des ligues municipales 0 $	b) hockey mineur et ringuette i) entraînement 32 $ ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey 0 $ iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal 32 $ iv) série éliminatoire des ligues municipales 0 $ **v) organismes mineurs ~~ligues~~ non-montréalais 80 $**	
c) patinage artistique 32 $	c) patinage artistique **i) clubs montréalais 32 $** **ii) organismes mineurs non-montréalais 80 $**	
d) initiation au patinage du «Programme Canadien de Patinage», pour les enfants de 17 ans et moins 0 $	d) initiation au patinage du «Programme Canadien de Patinage», pour les enfants de 17 ans et moins 0 $	
e) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus 85 $	e) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus 85 $	
f) club de patinage de vitesse pour les jeunes 0$	~~**f) club de patinage de vitesse pour les jeunes 0 $**~~	
g) programme de sport-étude (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement 0 $	**f)** programme de sport-étude **et concentration sport** (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement 0 $	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
h) collège public ou privé 76 $ i) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes 76 $ j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération, sauf pour la période du 15 avril au 31 août i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 152 $ ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 102 $ iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 152 $ iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 152 $ v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 152 $ vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 132 $ vii) vendredi et samedi de 24 h à 8 h 132 $ k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération, sauf pour la période du 15 avril au 31 août	**g) ~~collège public ou privé~~ institution d'enseignement public ou privé** **i) avec entente, selon l'entente** **ii) sans entente 80 $** **h)** organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes **85 $** **~~j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération, sauf pour la période du 15 avril au 31 août~~** **~~i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 152 $~~** **~~ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 102 $~~** **~~iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 152 $~~** **~~iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 152 $~~** **~~v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 152 $~~** **~~vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 132 $~~** **~~vii) vendredi et samedi de 24 h à 8 h 132 $~~** **i)** équipe ou club pour adultes **~~non~~** affilié **ou non** à une fédération, sauf pour la période du **~~15 avril~~** 1er mai au **~~31 août~~ 1er août**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 172 $ ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 81 $ iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 172 $ iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 172 $ v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 172 $ vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 152 $ vii) vendredi et samedi de 24 h à 8 h 152 $ l) équipe ou club pour adultes, du 15 avril au 31 août i) avec glace • affilié à une fédération 102 $ • non affilié à une fédération 112 $ ii) sans glace • affilié à une fédération 64 $ • non affilié à une fédération 71 $ m) organisme pour mineurs i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace 32 $	i) lundi au vendredi de 8 h à 17 h **85 $** ii) toute autre situation **175 $** ~~**iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 172 $**~~ ~~**iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 172 $**~~ ~~**v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 172 $**~~ ~~**vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 152 $**~~ ~~**vii) vendredi et samedi de 24 h à 8 h 152 $**~~ **j)** équipe ou club pour adultes, du ~~**15 avril**~~ **1er mai** au ~~**31 août**~~ **1er août** ~~**i) avec glace**~~ ~~• **affilié à une fédération 102 $**~~ ~~• **non affilié à une fédération 112 $**~~ **i)** sans glace • affilié à une fédération **65 $** • non affilié à une fédération **70 $** **k)** organisme pour mineurs i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace 32 $	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
ii) non montréalais 82 $ n) partie bénéfice i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 86 $ ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 56 $ iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 86 $ iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 86 $ v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 86 $ vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 76 $ vii) vendredi et samedi de 24 h à 8 h 76 $ o) gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage i) taux de base 203 $ ii) taux réduit • compétition locale ou par association régionale 41 $ • compétition par fédération québécoise ou canadienne 81 $ • compétition internationale 122 $	ii) non montréalais, **sans glace 64 $** **l)** partie bénéfice **85 $** ~~**i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 86 $**~~ ~~**ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 56 $**~~ ~~**iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h 86 $**~~ ~~**iv) dimanche au jeudi de 22 h à 24 h 86 $**~~ ~~**v) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 86 $**~~ ~~**vi) dimanche au jeudi de 24 h à 8 h 76 $**~~ ~~**vii)vendredi et samedi de 24 h à 8 h 76 $**~~ **m)** gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage i) taux de base **205 $** ii) taux réduit • compétition locale ou par association régionale 41 $ • compétition par fédération québécoise ou canadienne 81 $ • compétition internationale 122 $	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	n) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulé dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure 32 $	
	o) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulé dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation	
2°pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :	2°pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :	
a) lundi au vendredi de 16 h à 17 h 0 $	a) lundi au vendredi ~~de 16 h à 17 h~~ **avant 18 h** 0 $	
b) lundi au vendredi après 17 h, samedi et dimanche	b) lundi au vendredi ~~après 17 h~~, **après 18 h,** samedi et dimanche	
i) enfant de 17 ans et moins 0 $	i) enfant de 17 ans et moins 0 $	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 2,80 $	ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans **3 $**	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 0 $	iii) personne âgée de 55 ans et plus 0 $	
3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée :	3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée :	
	a) lundi au vendredi avant 18 h 0 $	
	b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
a) enfant de 17 ans et moins 0 $ b) personne âgée de 18 ans et plus 8 $ c) détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $ 4° pour la location d'une salle, l'heure : 30 $	**i)** enfant de 17 ans et moins 0 $ **ii)** personne âgée de 18 ans et plus 8 $ **iii)** détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $ 4° pour la location d'une salle, l'heure **a) taux de base pour les activités offertes** **i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $** **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20 $** **iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25 $** **iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention** **v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 30 $**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 32 $ **vii) local d'appoint lié à une réservation de glace 0 $**	
5° pour la location de locaux d'entreposage : a) équipe ou club pour adultes i) par semaine 26 $ ii) par mois 51 $ b) organisme pour mineurs i) par semaine 13 $ ii) par mois 25 $	5° pour la location de locaux d'entreposage : a) équipe ou club pour adultes i) par semaine **30 $** ii) par mois **55 $** c) organisme pour mineurs **de glace reconnu** **i) du 1er septembre au 31 mars** • **par semaine 13 $** • **par mois 25 $** **ii) du 1er avril au 31 août 0 $/m**	
6° frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous- o) i) et ii) du paragraphe 1o et du paragraphe : a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de	6° frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphe **m)** i) et ii) du paragraphe 1o et du paragraphe 4° : a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location c) l'évaluation du personnel requis est établie, par l'arrondissement, en fonction de la complexité technique des demandes de location. Un minimum d'un responsable technique et d'un surveillant d'installation est obligatoire par période de location Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique	Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location c) l'évaluation du personnel requis est établie, par l'arrondissement, en fonction de la complexité technique des demandes de location. Un minimum d'un responsable technique et d'un surveillant d'installation est obligatoire par période de location Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique	
SECTION V PARCS ET TERRAINS DE JEUX		

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
30. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle ou le baseball ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du	**30.** Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle ou le baseball ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu : 1° sans assistance payante : a) permis saisonnier i) équipe de Montréal 214 $ ii) équipe de l'extérieur de Montréal 428 $ iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal ▪ pour les entraînements 0 $ ▪ pour le calendrier de compétitions ou d'initiation 0 $ ▪ séries éliminatoires des ligues municipales 0 $ ▪ permis pour tournoi 0 $ Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine	territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu : 1° sans assistance payante : a) permis saisonnier i) équipe de Montréal 214 $ ii) équipe de l'extérieur de Montréal 428 $ iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal ▪ pour les entraînements 0 $ ▪ pour le calendrier de compétitions ou d'initiation 0 $ ▪ séries éliminatoires des ligues municipales 0 $ ▪ permis pour tournoi 0 $ Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas les 20 semaines.	selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas les 20 semaines.	
b) permis de location de terrains naturels ou à surface mixte pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure	b) permis de location de terrains naturels ou à surface mixte pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure	
i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) 33 $	i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) 33 $	
ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) 64 $	ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) 64 $	
iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente	iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente	
iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure • pratique régulière 33 $ • compétition de niveau provincial, national ou international 64 $	iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure • pratique régulière 33 $ • compétition de niveau provincial, national ou international 64 $	
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
l'arrondissement 0 $ d)permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-niques 0 $ 2^{o} Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée : a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0 $ b) avec assistance payante, par partie 510 $ c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) 25 $ d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des terrains et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs. Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre	l'arrondissement 0 $ d)permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-niques 0 $ 2^{o} Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée : a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0 $ b) avec assistance payante, par partie 510 $ c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) 25 $ d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des terrains et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs. Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
31. Pour la location d'un terrain synthétique de soccer ou de balle par un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure :	**31**. Pour la location d'un terrain synthétique de soccer ou de balle par un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure :	
1° équipe de Montréal : 107 $	1° équipe de Montréal : 107 $	
2° équipe de l'extérieur de Montréal : 214 $	2° équipe de l'extérieur de Montréal : 214 $	
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	
a) pratique régulière 107$	a) pratique régulière 107$	
b) compétition de niveau provincial, national, et international 214 $	b) compétition de niveau provincial, national, et international 214 $	
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0 $	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0 $	
Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu	Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
32. Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer ou de balle par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :	**32**. Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer ou de balle par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :	
1° équipe de Montréal : 80 $	1° équipe de Montréal : 80 $	
2° équipe de l'extérieur de Montréal : 158 $	2° équipe de l'extérieur de Montréal : 158 $	
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	
a) pratique régulière : 80 $	a) pratique régulière : 80 $	
b) compétition de niveau provincial, national et	b) compétition de niveau provincial, national et	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
international : 158 $	international : 158 $	
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0 $	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0 $	
Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
33. Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :	**33.** Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :	
1° taux de base : 203 $	1° taux de base : 203 $	
2° taux réduit :	2° taux réduit :	
a) compétition de niveau provincial 41 $	a) compétition de niveau provincial 41 $	
b) compétition de niveau national 81 $	b) compétition de niveau national 81 $	
c) compétition de niveau international 122 $	c) compétition de niveau international 122 $	
d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu	d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
par l'arrondissement 0 $ Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique. **34.** Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc disposant de 8 tennis ou plus, il sera perçu, l'heure : 1° détenteur de la carte Accès Montréal : a) enfant de 17 ans et moins i) location avant 18 h 3 $ ii) location après 18 h 8 $ b) personne âgée de 18 à 54 ans i) en tout temps 8 $ c) personne âgée de 55 ans et plus i) location avant 17 h 5 $ ii) location après 17 h 7,50 $ d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de	par l'arrondissement 0 $ Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique. **34.** Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc ~~**disposant de 8 tennis ou plus**~~, il sera perçu, l'heure : 1° détenteur de la carte Accès Montréal : a) enfant de 17 ans et moins i) location avant 18 h 3 $ ii) location après 18 h 8 $ b) personne âgée de 18 à 54 ans i) en tout temps 8 $ c) personne âgée de 55 ans et plus i) location avant **18 h** 5 $ ii) location après **18 h 8 $** d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
location 38 $ e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72 $ 2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12 $ **35.** Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0 $	location 38 $ e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72 $ 2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12 $ **35.** Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0 $	
SECTION VI PISCINES		

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2019
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
36. Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu :	**36.** Pour ~~**l'usage**~~ **la location** d'une piscine, il sera perçu **:**	
1° piscines intérieures :	1° piscines intérieures :	
a) inscription à un cours de natation, de plongeon, de water-polo, de nage synchronisée, de conditionnement physique aquatique ou autre cours offert par la Ville de Montréal, par session	~~**a) inscription à un cours de natation, de plongeon, de water-polo, de nage synchronisée, de conditionnement physique aquatique ou autre cours offert par la Ville de Montréal, par session**~~	
i) résidant de Montréal	~~**i) résidant de Montréal**~~	
enfant de 17 ans et moins 0 $	~~**enfant de 17 ans et moins 0 $**~~	
personne âgée de 18 ans à 54 ans 51 $	~~**personne âgée de 18 ans à 54 ans 51 $**~~	
personne âgée de 55 et plus 33 $	~~**personne âgée de 55 et plus 33 $**~~	
bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $	~~**bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $**~~	
ii) non-résidant de Montréal	~~**ii) non-résidant de Montréal**~~	
enfant de 17 ans et moins 51 $	~~**enfant de 17 ans et moins 51 $**~~	
personne âgée de 18 ans à 54 ans 102 $	~~**personne âgée de 18 ans à 54 ans 102 $**~~	
personne âgée de 55 et plus 102 $	~~**personne âgée de 55 et plus 102 $**~~	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) inscription à un cours spécialisé (instructeur de natation, médaille et croix de bronze, sauveteur national ou autre) offert par la Ville de Montréal, par session	~~**b) inscription à un cours spécialisé (instructeur de natation, médaille et croix de bronze, sauveteur national ou autre) offert par la Ville de Montréal, par session**~~	
i) résidant de Montréal	~~**i) résidant de Montréal**~~	
enfant de 17 ans et moins 51 $	~~**enfant de 17 ans et moins 51 $**~~	
personne âgée de 18 ans à 54 ans 76 $	~~**personne âgée de 18 ans à 54 ans 76 $**~~	
personne âgée de 55 et plus 76 $	~~**personne âgée de 55 et plus 76 $**~~	
bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $	~~**bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0 $**~~	
ii) non-résidant de Montréal : 152 $	~~**ii)non-résidant de Montréal : 152 $**~~	
c) location d'une piscine, l'heure	**a)** ~~location d'une piscine~~, l'heure	
i) taux de base 163 $	i) taux de base 163 $	
ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal 82 $	ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal 82 $	
iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $	iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0 $	
2° piscines extérieures, droit d'entrée : 0 $	2° piscines extérieures, droit d'entrée : 0 $	
3° pataugeoires extérieures, droit d'entrée : 0 $	3° pataugeoires extérieures, droit d'entrée : 0 $	
	4° piscine NDG (Décarie), droit d'entrée : 0 $	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
SECTION VII GRATUITÉS		
37. Les tarifs prévus aux sections II à V du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une Vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.	**37. Le patinage libre dans un aréna visé à l'article 29 et la location d'un tennis extérieur visé à l'article 34 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville.** **La clientèle adulte visée au sous-paragraphe k) (i) du paragraphe 1° de l'article 29 déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra, par ordonnance, disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon les disponibilités dans les plages horaires si son contrat dispose d'au moins 30 séances pour une plage horaire donnée.** **Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale d'un tarif visé aux sections II à V du présent chapitre pour une catégorie de contribuable qu'il définit.**	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	38. Les tarifs prévus aux sections II à V du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.	

1 – Indexation calculée avec un pourcentage de 2%

Projet de règlement



Règl. RCA18 173XX.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 173XX **RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2019)**

VU l'article 145 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4);

VU les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

À sa séance du XX XXXXX 2018, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsque exigibles, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), à moins d'indication contraire à cet effet.

2. À moins d'indication contraire dans un règlement applicable aux tarifs établis en vertu du présent règlement, toute somme exigible est payable avant la délivrance du bien ou du service requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à cette activité sous réserve de l'impossibilité de l'arrondissement de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où l'arrondissement n'a pas été en mesure de percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivant la réception d'une facture à cet effet.

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

3. Aux fins du *Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone* (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° pour l'occupation du domaine public par un téléphone public : 390,00 $

2° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : 265,00 $

3° pour la délivrance du permis : 39,00 $

4. Aux fins du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : 26,00 $

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré 64,00 $

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré 105,00 $

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré 191,00 $

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré 139,00 $

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré 67,00 $

e) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré 144,00 $

f) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré 268,00 $

g) bordure de béton, le mètre linéaire 134,00 $

h) gazon, le mètre carré 21,00 $

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2°;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur 227,00 $

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique 67,00 $

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire

i) sans tirants, le long de la voie publique 165,00 $

ii) avec tirants, par rangée de tirants 165,00 $

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de la Ville de Montréal et à Hydro-Québec.

5. Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 646,00 $

2° pour la dérogation :

a) par logement visé 54,00 $

b) maximum par immeuble 2 690,00 $

6. Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public : 3 230,00 $

2° pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure : 1 035,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 9, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

7. Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot 592,00 $

b) chaque lot additionnel contigu 88,00 $

2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot 324,00 $

b) chaque lot additionnel contigu 88,00 $

3° un tarif additionnel de 324,00 $ lorsque le projet d'opération cadastrale entraîne des frais de parc ou la cession de terrains à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055);

4° un tarif additionnel de 324,00 $ lorsque la demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale mais qui, sans cette rénovation cadastrale aurait occasionné des frais de parc ou la cession de terrain à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 2 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).

8. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu :

1°	pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai :	
	a) dans un secteur autre que l'arrondissement historique et naturel du mont Royal	108,00 $
	b) dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal	215,00 $
2°	pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation :	270,00 $
3°	pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :	
	a) par enseigne	
	i) par mètre carré de superficie	16,50 $
	ii) minimum	270,00 $

b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier

i) par structure 538,00 $

ii) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par mètre carré de superficie 11,50 $

4° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne :

a) par emplacement 325,00 $

b) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne 160,00 $

5° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) : 270,00 $

6° Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé :

a) pour un bâtiment résidentiel

i) par 1 000 $ de travaux 9,80 $

ii) minimum 143,00 $

b) pour bâtiment autre que décrit en a)

i) par 1 000 $ de travaux 9,80 $

ii) minimum 423,00 $

7° Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le *Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles* (RLRQ, c. S-3.1.02) : 418,00 $

9. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 14 540,00 $

2° pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage : 1 035,00 $

Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de 21 530 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

10. Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition :

1°	qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public :	646,00 $
2°	d'une dépendance accessoire à l'habitation :	0,00 $
3°	autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public :	5 280,00 $

11. Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (RLRQ, c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation :

1°	visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication :	2 690,00 $
2°	pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° :	1 035,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

12. Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : 1 035,00 $

Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

13. Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) :

1°	projet particulier d'occupation :	7 530,00 $
2°	projet particulier de construction ou de modification :	
	a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins	7 530,00 $
	b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2	25 450,00 $
	c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2	50 225,00 $
	d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2	71 770,00 $
3°	pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution :	16 160,00 $
4°	pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble :	1 035,00 $
5°	aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes :	
	a) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs	
	b) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès	
6°	en plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de	

permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble :

a) par 1 000 $ de travaux 2,00 $

b) maximum 20 700,00 $

Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de 21 530,00 $.

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

14. Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : 4 845,00 $

15. En plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), concernant des travaux extérieurs dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 5 000,00 $: 212,00 $

16. En plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un immeuble significatif ou un projet situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes et des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)) :

1°	pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 50 000 $:	528,00 $
2°	pour un projet d'agrandissement situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 50 000 $:	528,00 $
3°	pour une nouvelle construction située dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 100 000 $:	790,00 $

17. En plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour travaux non conformes à une ou des dispositions normatives visées par un ou plusieurs des articles suivants : 22, 23, 28, 28.2, 28.3, 45.2, 48.1, 67, 69, 70, 70.1, 88, 106, 122.5.1 et 544 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 528,00 $

Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque des frais ont déjà été perçus en vertu des articles 15 et 16.

18. Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : 11,25 $

19. Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande : 1 560,00 $

Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec ou de tout autre programme municipal ayant les mêmes objectifs.

20. Aux fins du *Règlement sur le logement* (R.R.V.M., c. L-1), en application de l'article 8 dudit règlement, il sera perçu pour l'étude d'une demande de mesure différente : 270,00 $

21. Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage :

1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : 3 230,00 $

2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel : 1 035,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 13 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

22. Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 :

1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : 4,50 $

2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : 8,50 $

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

23. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1º résidant ou contribuable de Montréal : 0,00 $

2º non-résidant de Montréal :

a) enfant de 13 ans et moins 44,00 $

b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $

c) personne âgée de 65 ans et plus 56,00 $

d) employé de la Ville de Montréal 0,00 $

e) autre 88,00 $

Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu :

1º enfant de 13 ans et moins : 2,00 $

2º personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans : 2,00 $

3º autre : 3,00 $

Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.

24. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :

1º prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque :

a) livres et autres articles — 0,00 $

2º mise de côté ou réservation d'un titre, par titre :

a) enfant de 13 ans et moins — 0,00 $

b) autres, à toute bibliothèque du réseau — 0,00 $

3º à titre de compensation :

a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté

i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller

- enfant de 13 ans et moins — 0,00 $
- personne âgée de 65 et plus — 0,10 $
- autres — 0,25 $

ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre — 1,00 $

iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place — 1,00 $

iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $

b) pour la perte d'un article emprunté

i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $

ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $

- enfant de 13 ans et moins 7,00 $
- autres :

  pour un livre de poche 7,00 $

  pour un autre article 15,00 $

c) pour dommage à un article emprunté

i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b)

ii) sans perte de contenu

- enfant de 13 ans et moins 2,00 $
- autres 2,00 $

Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document.

Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville.

Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres.

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

SECTION II
MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES

25. Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles :

1º Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures :

a) salle d'exposition 37,00 $

b) salle de spectacle 62,00 $

c) scène extérieure 37,00 $

d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c).

2° Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire, il sera perçu, par jour de location :

a) salle d'exposition 37,00 $

b) salle de spectacle 62,00 $

c) scène extérieure 37,00 $

d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c)

Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas.

3° Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations :

a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) - un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps

b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %)

Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : 27,00 $

26. Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles :

1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $

2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2,00 $

SECTION III
CENTRES COMMUNAUTAIRES

27. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires et des pavillons, il sera perçu :

1° gymnase simple :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 52,00 $

iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 62,00 $

iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention

v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 62,00 $

vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 78,00 $

b) taux réduit

i) compétition de niveau provincial 28,00 $

ii) compétition de niveau national 55,00 $

iii) compétition de niveau international 83,00 $

c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)

d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs

2° gymnase double :

a) taux de base pour les activités offertes

i)	par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente	0,00 $
ii)	par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans le programme	103,00 $
iii)	par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement	124,00 $
iv)	par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v)	par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement	124,00 $
vi)	par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités régulières	0,00 $
vii)	par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités non régulières	103,00 $
viii)	par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vii)	155,00 $

b) taux réduit

i) compétition de niveau provincial 42,00 $

ii) compétition de niveau national 83,00 $

iii) compétition de niveau international 124,00 $

c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)

d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance de la piste et des installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs

3˚ salle :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $

iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25,00 $

iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention

v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 30,00 $

vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 32,00 $

b) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)

c) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs.

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION IV
ARÉNAS

28. Pour l'usage des arénas, il sera perçu :

1° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l'arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse	80,00 $
b) hockey mineur et ringuette	
i) entraînement	32,00 $
ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey	0,00 $
iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal	32,00 $
iv) série éliminatoire des ligues municipales	0,00 $
v) organismes mineurs non montréalais	80,00 $
c) patinage artistique, entraînements	32,00 $
i) clubs montréalais	32,00 $
ii) organismes mineurs non-montréalais	80,00 $
d) initiation au patinage du « Programme Canadien de Patinage », pour les enfants de 17 ans et moins	0,00 $

e) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus	85,00 $
f) programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement	0,00 $
g) institution d'enseignement public ou privé	
i) avec entente, selon l'entente	
ii) sans entente	80,00 $
h) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes	85,00 $
i) équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération, sauf pour la période du 1er mai au 1er août	
i) lundi au vendredi de 8 h à 17 h	85,00 $
ii) toute autre situation	175,00 $
j) équipe ou club pour adultes, du 1er mai au 1er août	
i) sans glace	
• affilié à une fédération	65,00 $
• non affilié à une fédération	70,00 $
k) organisme pour mineurs	
i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace	32,00 $
ii) non montréalais, sans glace	64,00 $
l) partie bénéfice	85,00 $
m) gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage	
i) taux de base	205,00 $
ii) taux réduit	
• compétition locale ou par association régionale	41,00 $
• compétition par fédération québécoise ou canadienne	81,00 $
• compétition internationale	122,00 $

n) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure 32,00 $

o) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation

2° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :

a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $

b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 3,00 $

iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $

3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée :

a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $

b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans et plus 8,00 $

iii) détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $

4° pour la location d'une salle, l'heure :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $

iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25,00 $

iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention

v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement — 30,00 $

vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) — 32,00 $

vii) local d'appoint lié à une réservation de glace — 0,00 $

5° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes

i) par semaine — 30,00 $

ii) par mois — 55,00 $

b) organisme pour mineurs de glace reconnu

i) du 1er septembre au 31 mars

- par semaine — 13,00 $
- par mois — 25,00 $

ii) du 1er avril au 31 août — 0,00 $

6° frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu au sous-paragraphes i) et ii) du sous-paragraphe m) du paragraphe 1o et du paragraphe 4° :

a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location

b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location

c) l'évaluation du personnel requis est établie, par l'arrondissement, en fonction de la complexité technique des demandes de location. Un minimum d'un responsable technique et d'un surveillant d'installation est obligatoire par période de location

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION V
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

29. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle, le baseball ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier

i) équipe de Montréal	214,00 $
ii) équipe de l'extérieur de Montréal	428,00 $
iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal	
• pour les entraînements	0,00 $
• pour le calendrier de compétitions ou d'initiation	0,00 $
• séries éliminatoires des ligues municipales	0,00 $
• permis pour tournoi	0,00 $

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas 20 semaines.

b) permis de location de terrains naturels ou à surface mixte pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure

i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) 33,00 $

ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) 64,00 $

iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente

iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure

- pratique régulière 33,00 $
- compétition de niveau provincial, national ou international 64,00 $

c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement 0,00 $

d) permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-niques 0,00 $

2° Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée :

a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0,00 $

b) avec assistance payante, par partie 510,00 $

c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)

d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des terrains et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

30. Pour la location d'un terrain synthétique de soccer ou de balle par un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure :

1° équipe de Montréal :	107,00 $
2° équipe de l'extérieur de Montréal :	214,00 $
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	
a) pratique régulière	107,00 $
b) compétition de niveau provincial, national, et international	214,00 $
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement	0,00 $

Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

31. Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer ou de balle par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :

1 ° équipe de Montréal :	80,00 $
2° équipe de l'extérieur de Montréal :	158,00 $
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	

4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :

a) pratique régulière 80,00 $

b) compétition de niveau provincial, national et international 158,00 $

c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $

Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

32. Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :

1° taux de base : 203,00 $

2° taux réduit :

a) compétition de niveau provincial 41,00 $

b) compétition de niveau national 81,00 $

c) compétition de niveau international 122,00 $

d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

33. Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc, il sera perçu, l'heure :

1° détenteur de la carte Accès Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins

i) location avant 18 h 3,00 $

ii) location après 18 h 8,00 $

b) personne âgée de 18 à 54 ans

i) en tout temps 8,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus

i) location avant 18 h 5,00 $

ii) location après 18 h 8,00 $

d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de location 38,00 $

e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72,00 $

2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12,00 $

34. Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0,00 $

SECTION VI
PISCINES

35. Pour la location d'une piscine, il sera perçu :

1° piscines intérieures :

a) l'heure

i) taux de base 163,00 $

ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal 82,00 $

iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

2° piscines extérieures, droit d'entrée : 0,00 $

3° pataugeoires extérieures, droit d'entrée : 0,00 $

4° piscine NDG (Décarie), droit d'entrée : 0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION VII
GRATUITÉS

36. Le patinage libre dans un aréna visé à l'article 28 et la location d'un tennis extérieur visé à l'article 33 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville.

La clientèle adulte visée au sous-paragraphe i) (i) du paragraphe 1° de l'article 28, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra, par ordonnance, disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon les disponibilités dans les plages horaires si son contrat dispose d'au moins 30 séances pour une plage horaire donnée.

Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale d'un tarif visé aux sections II à V du présent chapitre pour une catégorie de contribuable qu'il définit.

37. Les tarifs prévus aux sections II à V du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.

CHAPITRE IV
ACCÈS À CERTAINS SITES

38. Le tarif pour le déversement de la neige aux endroits désignés à cette fin par la Ville, est prévu au règlement sur les tarifs adopté par le conseil municipal.

CHAPITRE V
CIRCULATION ET STATIONNEMENT

39. Aux fins du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu :

1° délivrance de l'autorisation :	36,00 $
2° ouverture du dossier et étude du parcours prescrit :	124,00 $

40. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu :

1° délivrance du permis :	39,00 $

2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour : 36,00 $

3° place de stationnement avec parcomètre ou borne :

a) loyer

i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour 27,00 $

ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour 31,00 $

iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour 23,00 $

b) en compensation des travaux suivants

i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs 45,00 $

ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire 6,50 $

iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) 45,00 $

iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire 6,50 $

v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double 129,00 $

vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire 75,00 $

vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement 278,00 $

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre ou borne est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour l'un des organismes ou corporations énumérés ci-après, le tarif prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° du premier alinéa ne s'applique pas, soit :

1° Bell Canada;

2° Hydro Québec;

3° Gaz Métropolitain;

4° Commission des services électriques de Montréal;

5° Ministère des Transports du Québec;

6° Société de transport de Montréal.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa et au sous-paragraphe iii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3° de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film ou pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées par la Ville.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre ou borne est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou de travaux dont la Ville assume entièrement les coûts, le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas.

41. Aux fins de ce règlement, il sera perçu, pour le stationnement réservé aux résidants :

1°	vignette délivrée entre le 1er janvier et le 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :	60,00 $
2°	vignette délivrée entre le 1er avril et le 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :	30,00 $
3°	vignette délivrée entre le 1er juillet et le 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :	60,00 $
4°	renouvellement annuel :	60,00 $
5°	toute vignette supplémentaire délivrée pour la même adresse :	120,00 $

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas aux permis de stationnement dans les zones réservées aux résidants pour des véhicules utilisés par des intervenants offrant des services à des fins de soins à domicile rattachés à l'un ou l'autre des établissements visés par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2).

42. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (OCA10 17012 (C-4.1)), édictée en vertu de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1), il sera perçu, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1°	délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :	1 354,00 $
2°	délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :	1 354,00 $

43. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement sur rue réservé aux visiteurs, il sera perçu, pour un permis de stationnement sur rue réservé aux visiteurs :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : 120,00 $

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : 120,00 $

44. Sous réserve des articles 40 et 41 et des résolutions du conseil d'arrondissement, les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

45. Le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement, située sur une voie locale, contrôlé soit par un parcomètre, une borne, un horodateur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé est établi comme suit, pour la période du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h :

1° dans la zone délimitée par un trait noir discontinu sur le plan joint au présent règlement comme annexe A et intitulé « Zones tarifaires » : 2,50 $/h

2° dans la zone délimité par un trait noir double sur le dit plan « Zone tarifaires » : 2,00 $/h

CHAPITRE VI
UTILISATION DE BIENS DE LA VILLE

46. Pour l'utilisation des appareils de pesée, il sera perçu, la pesée : 7,00 $

47. Pour la location d'un drapeau, d'une banderole ou d'une bannière, il sera perçu, par jour : 16,88 $

CHAPITRE VII
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

48. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après :

1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :	
a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton	
i) sur une longueur de 8 m ou moins	479,00 $
ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres	62,00 $
b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir	
i) en enrobé bitumineux, le mètre carré	134,00 $
ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré	283,00 $
iii) servant de piste cyclable, le mètre carré	149,00 $
2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir :	
a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°	
b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire	211,00 $

49. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir :

1° dans l'axe du drain transversal :	1 597,00 $
2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout :	5 821,00 $

Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.

50. Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu :

1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville :	2 651,00 $
2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal :	6 542,00 $

51. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements :

1°	pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure :	83,00 $
2°	pour l'exécution des travaux :	
	a) sans camion nacelle, l'heure	186,00 $
	b) avec camion nacelle, l'heure	242,00 $
	c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure	129,00 $
	d) pour le déchiquetage des souches, l'heure	355,00 $
3°	pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires.	

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.

52. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu :

1°	pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue :	3 091,00 $
2°	pour tout autre type de fosse d'arbre :	2 020,00 $

Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 85 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 51.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

53. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu, pour chaque panneau de 0,0929 m^2 (1 pi^2) : 7,52 $

SECTION III
AUTRES SERVICES

54. Pour l’assermentation d’une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5,00 $

55. Pour la célébration du mariage civil ou de l'union civile, il sera perçu, plus les taxes applicables, le tarif prévu à l'article 25 du *Tarif judiciaire en matière civile* (RLRQ, c. T-16, r. 10).

56. Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité, l’entretien et la sécurité des logements* (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu :

1° lorsque l’inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l’heure : 97,00 $

2° lorsque l’inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail :

a) minimum (3 heures) 290,00 $

b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives 97,00 $

Pour une inspection aux fins de l’application du *Règlement sur la salubrité, l’entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis :

1° pour l’inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : 155,00 $

2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l’égard des mêmes travaux : 155,00 $

3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : 155,00 $

57. Pour l’enlèvement par l’arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant :

1° minimum : 260,00 $

2° pour chaque heure supplémentaire : 260,00 $

58. Pour la recherche d’un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : 36,00 $

59. Pour l'inspection et la surveillance des épreuves d'étanchéité lors de l'installation d'un réservoir d'hydrocarbure, il sera perçu : 375,00 $

60. Pour une recherche de plan de construction sur microfilm, il sera perçu : 50,00 $

61. Pour le service de photocopie ou d'impression, il sera perçu, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

62. Pour le service de photocopie ou d'impression d'un plan de construction, il sera perçu, le plan, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

63. Pour la prise d'une photographie pour l'obtention de la carte Accès Montréal, il sera perçu, par photo : 3,00 $

64. Pour la reproduction d'un document sur support cassette, il sera perçu, par cassette : 12,00 $

65. Pour la reproduction d'un document sur support CD Rom, il sera perçu, par CD Rom : 12,25 $

CHAPITRE VIII
FOURNITURES DE DOCUMENTS

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

66. Aux fins du *Règlement sur le contrôle des animaux* (16-060), il sera perçu les tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal.

67. Aux fins du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., c. E-7.1), il sera perçu pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant : 36,00 $

68. Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 54,00 $

69. Pour un procès-verbal d'alignement et niveau, il sera perçu : 0,00 $

70. Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : 11,25 $

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

71. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : 6,50 $

72. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 50,00 $

73. Pour la fourniture d'un rapport d'accident, il sera perçu, l'exemplaire, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

74. Pour la fourniture du certificat de conformité requis aux fins du *Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement*, (RLRQ c. Q-2, r.3), il sera perçu : 214,00 $

75. Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : 320,00 $

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

76. Pour la fourniture d'extraits du registre des permis de l'arrondissement, il sera perçu :

1° minimum : 96,00 $

2° en sus du minimum, les 1 000 inscriptions : 8,00 $

77. Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu :

1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 108,00 $

3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A) : 160,00 $

78. Pour la fourniture de documents de l'arrondissement, il sera perçu, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

Malgré le premier alinéa, une personne à qui le droit d'accès à un document ou à un renseignement personnel est reconnu en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), est exemptée du paiement des frais de transcription, de reproduction et de transmission prévus à ce règlement, jusqu'à concurrence de 20 pages.

79. Pour la fourniture d'extraits de rôles, il sera perçu au propriétaire ou au locataire du terrain ou du bâtiment visé par la demande, les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

Pour toute autre personne requérant les services d'un agent de communication sociale dans un bureau Accès Montréal ou au bureau d'arrondissement pour la fourniture d'un extrait de rôle d'évaluation ou d'un rôle de perception des taxes, il sera perçu par transaction : 5,00 $

80. Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu :

1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction délivrés à l'arrondissement :

a) pour l'année 215,00 $

b) pour un mois 19,50 $

2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de l'arrondissement :

a) pour l'année 215,00 $

b) pour un mois 19,50 $

81. Pour la fourniture de plans de la Ville, cartes de l'arrondissement ou autres, il sera perçu :

1° pour un plan en noir et blanc : 5,00 $

2° pour la publication spéciale de la carte couleur de l'arrondissement (11″ X 17″) : 10,00 $

3° pour un plan couleur grand format de tous les arrondissements de la Ville depuis sa fusion, avec légende détaillée et renseignements complémentaires : 34,00 $

4° pour la carte « Montréal à la carte » : 15,00 $

82. Pour la fourniture d'agrandissements de microfilms, il sera perçu :

1° sur papier 10″ X 13″ : 10,00 $

2° sur papier 20″ X 24″ : 18,00 $

3° sur transparent 12″ X 12″ : 10,00 $

4° sur transparent 24″ X 24″ : 19,00 $

83. Pour la fourniture de documents d'archives, il sera perçu :

1° photocopie de documents, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° photocopie à partir d'un microfilm, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

3° copie d'un microfilm, N & B, 16 mm, la bobine : 26,00 $

4° copie d'un microfilm, N & B, 35 mm, la bobine : 41,75 $

5° copie d'une microfiche, moins de 100, la copie (minimum 5,00 $) : 2,80 $

6° copie d'une microfiche, 100 et plus, la copie : 2,00 $

84. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant des bibliothèques de l'arrondissement :

a) par courrier 3,00 $

b) par télécopieur 4,00 $

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances : 6,90 $

3° pour tout autre document, les frais de poste, de messagerie et de télécopie seront perçus selon le coût encouru.

CHAPITRE IX
COMPENSATIONS

85. Pour l'application de l'article 22 du *Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : 1 340,00 $

2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : 1 340,00 $

CHAPITRE X
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

86. Aux fins du *Règlement sur l'occupation du domaine public* (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire 39,00 $

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente 93,00 $

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : 567,00 $

87. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour :

1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : 47,00 $

2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est :

a) de moins de 50 m^2 57,00 $

b) de 50 m^2 à moins de 100 m^2 72,00 $

c) de 100 m^2 à moins de 305 m^2 : 61,00 $ plus 2,00 $ du mètre carré supérieur à 100 m^2

d) de 300 m^2 et plus : 310,00 $ plus 2,00 $ du mètre carré supérieur à 300 m^2

e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure 27,00 $

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure 31,00 $

f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 40 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public

3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe 1 du *Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale* (02-003), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° :

a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m — 67,00 $

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m — 227,00 $

c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 223,00 $, plus 325,00 $ par tranche de 3 m

d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes — 330,00 $

4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° :

a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m — 34,00 $

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m — 103,00 $

c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 102,00 $, plus 102,00 $ par tranche de 3 m

d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes — 103,00 $

5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : — 34,00 $

88. Aux fins de ce règlement, il sera perçu, pour une occupation périodique ou permanente du domaine public, 15 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

89. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 88 est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre;

2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre.

Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation;

2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 93,00 $.

90. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations :

1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° minimum : 15,00 $

3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : 73,00 $

91. Le tarif prévu aux articles 89 et 90 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées par la Ville;

3° dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts;

4° dans le cadre de travaux exécutés pour l'un des organismes ci-après :

a) Commission des services électriques de Montréal

b) Ministère des Transports du Québec

c) Société de transport de Montréal

92. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), établi selon le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 4 du présent règlement.

93. Le tarif prévu à l'article 89 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le *Règlement sur l'occupation du domaine public* (R.R.V.M., c. O-0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation.

94. Le cas échéant, les tarifs prévus au présent règlement entrent en vigueur au fur et à mesure que les parcomètres, bornes, horodateurs ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé sont modifiés afin de percevoir les nouveaux tarifs.

CHAPITRE XI
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

95. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou des contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement.

96. Pour tout service rendu par l'arrondissement ou pour toute facturation devant être produite par l'arrondissement, lorsque le tarif n'est pas spécifiquement mentionné dans le présent règlement, le tarif applicable sera celui prévu aux règlements tarifant ledit service rendu adoptés par la Ville de Montréal.

CHAPITRE XII
DISPOSITIONS FINALES

97. Le *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018)* (RCA18 17290) et ses amendements cessent d'avoir effet à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ANNEXE A (Article 45)
Tarif proposé des parcomètres de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

GDD 1184570007

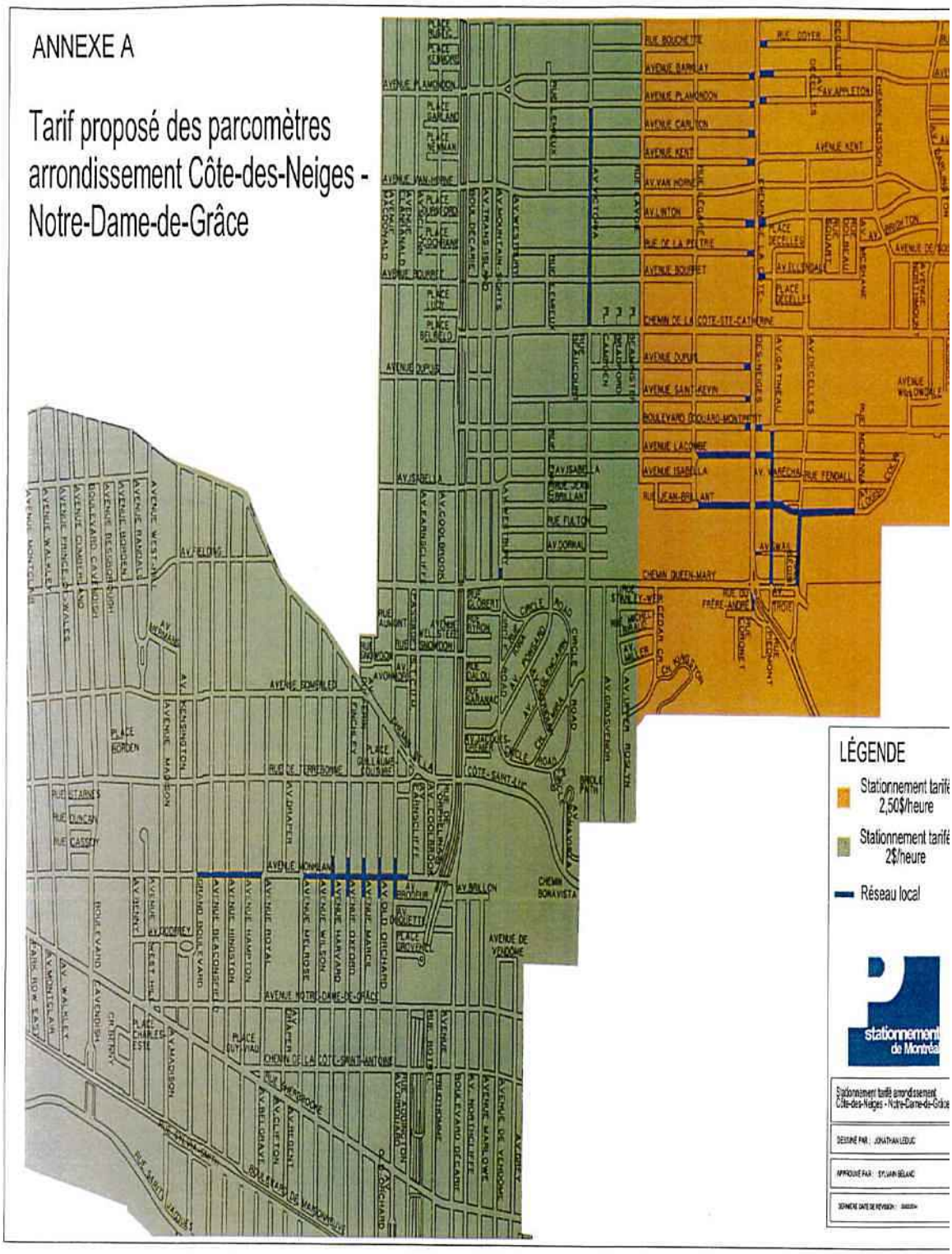
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXX 2018.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

ANNEXE A

Tarif proposé des parcomètres arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce



RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (RCA18 173XX)

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES 1

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS 1

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS 11

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES 11

SECTION II
MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES 13

SECTION III
CENTRE COMMUNAUTAIRES 15

SECTION IV
ARÉNAS 18

SECTION V
PARCS ET TERRAINS DE JEUX 22

SECTION VI
PISCINES 26

SECTION VII
GRATUITÉS 27

CHAPITRE IV
ACCÈS À CERTAINS SITES 27

CHAPITRE V
CIRCULATION ET STATIONNEMENT 27

CHAPITRE VI
UTILISATION DE BIENS DE LA VILLE 30

CHAPITRE VII
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS 30

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN 30

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS 32

SECTION III
AUTRES SERVICES 32

CHAPITRE VIII
FOURNITURE DE DOCUMENTS.....34

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLÉMENTÉS 34

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES 35

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES 35

CHAPITRE IX
COMPENSATIONS.....38

CHAPITRE X
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC 38

CHAPITRE XI
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES 42

CHAPITRE XII
DISPOSITIONS FINALES.....42

ANNEXE A (Article 45).....44

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183558055

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier PP-103, pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment sis aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges - secteur significatif à normes - demandes de permis numéros 3001422372 et 3001463211.

CONSIDÉRANT que le bâtiment situé aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges, est soumis à l'application du Projet particulier PP-103.
CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) formulé lors de la séance du 10 octobre 2018.

CONSIDÉRANT que les travaux proposés, soit le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment situé aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges, sont conformes à l'article 21 du PP-103, ainsi qu'aux articles 579 et 668 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

IL EST RECOMMANDÉ :

D'approuver les travaux proposés aux plans d'architecture préparés par Atelier 21, Architecture verte + design urbain, identifiés « Élévation principale », « Élévation droite », « Élévation gauche », « Implantation », « Plan rez-de-chaussée », « Élévation et coupe garde-corps », aux plans d'affichage préparés par Enseignes Pattison, numérotés 1/7 à 7/7, ainsi qu'aux plans d'aménagement paysager préparés par Groupe Rousseau Lefebvre, architecture de paysage, environnement et urbanisme, identifiés « Esquisse d'aménagement » et « Plan de plantation », tous estampillés le 30 octobre 2018 et annexés au dossier et faisant l'objet des demandes de permis 3001422372 et 3001463211, pour lesquelles l'approbation du conseil est requise, en vertu du Projet particulier PP-103, article 21 et en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), articles 579 et 668.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:11

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558055**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier PP-103, pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment sis aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges - secteur significatif à normes - demandes de permis numéros 3001422372 et 3001463211.

CONTENU

CONTEXTE

Deux demandes de permis distinctes ont été déposées à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour le bâtiment situé aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges et concernent le réaménagement des façades et l'affichage. En vertu du PP-103 et du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), de telles demandes de permis sont assujetties à la préparation de plans qui doivent être étudiés en vertu du titre VIII (Plan d'implantation et d'intégration architecturale – PIIA).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170069 : Le 12 mars 2018, le conseil d'arrondissement adoptait la résolution approuvant le projet particulier PP-103 visant à permettre l'usage « carburant » pour la propriété issue de l'unification des propriétés situées aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DESCRIPTION

Le projet vise le réaménagement des façades et l'installation d'enseignes pour le bâtiment situé aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges.
Comité consultatif d'urbanisme

Le projet a été présenté aux membres du comité consultatif d'urbanisme, lors de la séance du 10 octobre 2018, et a reçu un avis favorable, assorti des conditions suivantes :

· simplifier le traitement de la façade sud;

· augmenter la densité d'arbustes dans les plates-bandes;

· fournir les détails des garde-corps et du verre translucide des vitrines et s'assurer que celui-ci soit sérigraphié.

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme à l'article 21 du PP-103 ainsi qu'aux articles 579 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable au projet pour les raisons suivantes :

- la couverture végétale est maximisée suite à l'élimination de 2 entrées charretières sur le site;
- l'enseigne sur socle, de moindre format, a été déplacée de façon à libérer le coin de la rue (intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Lacombe) et diminuer son impact visuel;
- l'accès aux installations pétrolières offre une largeur suffisante permettant de manœuvrer sécuritairement, en plus d'éviter les conflits de circulation sur la propriété;
- le projet offre, par la qualité de ses matériaux, une qualité d'intégration sur le plan architectural;
- le requérant a répondu adéquatement aux conditions émises par les membres du CCU en simplifiant la façade sud en retirant la matériau Prodema, en augmentant la densité d'arbustes dans les plates-bandes et en fournissant les détails des garde-corps du projet et du verre translucide des vitrines qui sera sérigraphié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-30

Hélène BENOÎT
Conseiller(ere) en amenagement - chef d'équipe

Tél : 514-872-9773
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-10-31

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558055

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier PP-103, pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment sis aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges - secteur significatif à normes - demandes de permis numéros 3001422372 et 3001463211.



2018-10-10_CCU_4.2_5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges.pdf

---

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 10 octobre 2018, à 18 h 30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.2 Approuver les plans en vertu du PP-103 et du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment situé aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges – demandes de permis Nos 3001422372 et 3001463211.

Présentation : Mme Dominique Turcotte, conseillère en aménagement

Délibération du comité

Le comité n'est pas convaincu du choix du placage de bois sur les façades. Bien qu'il s'agisse d'un matériau de qualité, il n'a aucun comparable sur le chemin Côte-des-Neiges et n'a pas une apparence naturelle. Sur la portion de mur en retrait de la façade latérale, l'usage de ce matériau apparaît peu adéquat étant donné l'occupation prévisible de celle-ci par des équipements techniques, le risque de graffiti et l'apparence de l'ensemble.

Par rapport à l'aménagement paysager, le comité est d'avis qu'une plus grande densité d'arbustes serait appropriée compte tenu de l'usage présent sur le site. Les plantes peuvent se faire piétiner n'offrent aucun couvert en hiver. Avec l'espace disponible, une double rangée d'arbustes en quinconce serait à privilégier.

Le comité accueille également la recommandation de la Direction, car on veut effectivement s'assurer que le vitrage en façade soit sérigraphié plutôt que doté d'un film translucide collé.

Attendu que la Direction est favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

D'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- Simplifier le traitement de la façade sud;
- Augmenter la densité d'arbustes dans les plates-bandes;
- Fournir les détails des garde-corps et du verre translucide des vitrines et s'assurer que celui-ci soit sérigraphié.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558055

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier PP-103, pour la délivrance du permis visant le réaménagement des façades et l'affichage pour le bâtiment sis aux 5405-5431, chemin de la Côte-des-Neiges - secteur significatif à normes - demandes de permis numéros 3001422372 et 3001463211.



Plans_architecture_estampillés_2018-10-30.pdf



Plans_affichage_estampillés_2018-10-30.pdf



Plans_aménagement paysager_estampillés_2018-10-30.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

- REVÊTEMENT EN PANNEAUX COMPOSITES AVEC RECOUVREMENT EN BOIS VÉRITABLE TEL QUE MODÈLE "PRODEMA" DE "PRODEX", COULEUR "PALE"
- REVÊTEMENT EN BRIQUE PEINTE EXISTANT À RAGRÉER ET REPEINDRE, COULEUR BENJAMIN MOORE #HC-85 "FAIRVIEW TAUPE"
- NOUVEAUX MURS RIDEAUX, PORTES ET SOLINS EN ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL. TOUS LES VITRAGES SONT REMPLACÉS À NEUF.
- VERRE SÉRIGRAPHIÉ "PREL-DESIGN" DE "PRELCO" AVEC MOTIF DÉGRADÉ EN PARTIE BASSE, COULEUR "IMITATION JET DE SABLE".



ÉLÉVATION PRINCIPALE

2018-10-23

A21 ATELIER 21
ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN

COUCHE-TARD #281

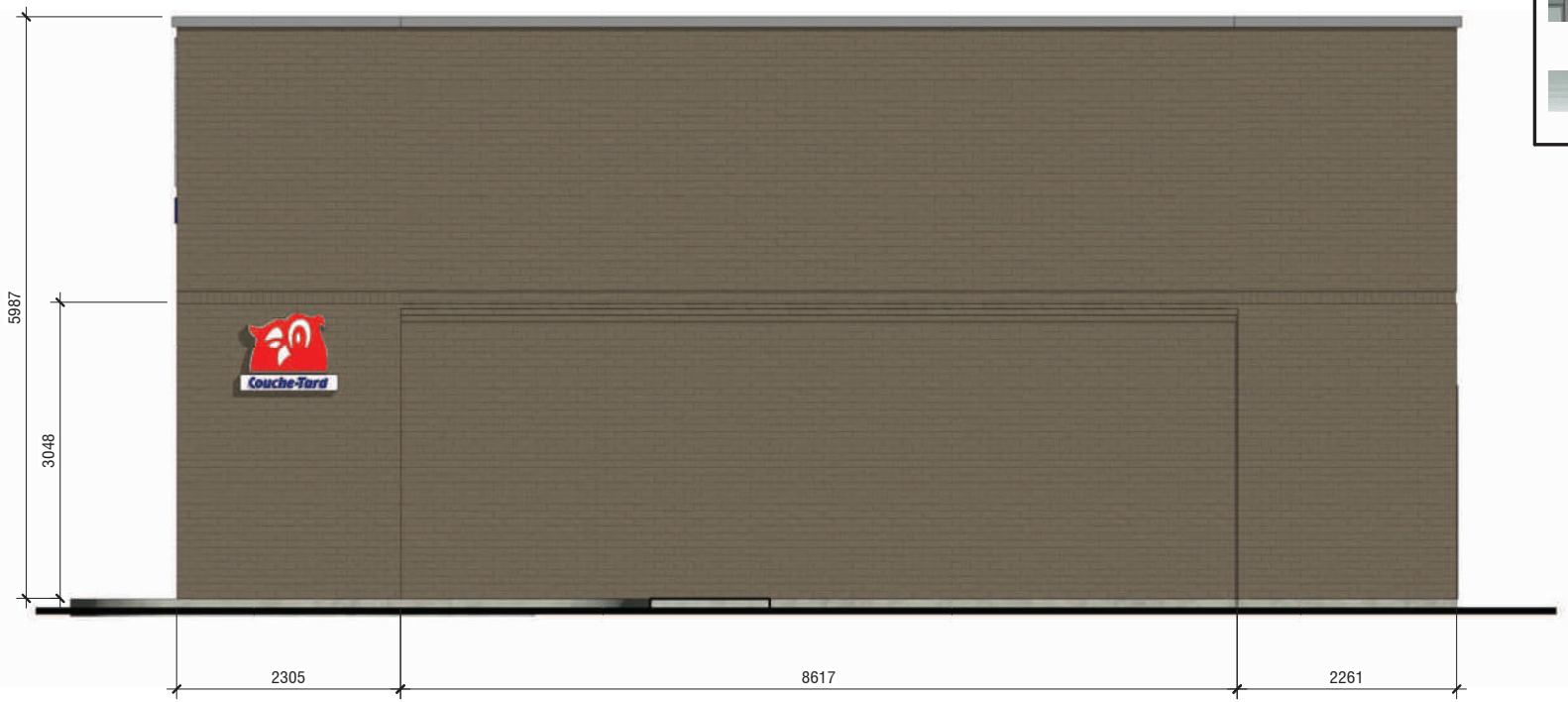
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

- REVÊTEMENT EN PANNEAUX COMPOSITES AVEC RECOUVREMENT EN BOIS VÉRITABLE TEL QUE MODÈLE "PRODEMA" DE "PRODEX", COULEUR "PALE"
- REVÊTEMENT EN BRIQUE PEINTE EXISTANT À RAGRÉER ET REPEINDRE, COULEUR BENJAMIN MOORE #HC-85 "FAIRVIEW TAUPE"
- NOUVEAUX MURS RIDEAUX, PORTES ET SOLINS EN ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL. TOUS LES VITRAGES SONT REMPLACÉS À NEUF.
- VERRE SÉRIGRAPHIÉ "PREL-DESIGN" DE "PRELCO" AVEC MOTIF DÉGRADÉ EN PARTIE BASSE, COULEUR "IMITATION JET DE SABLE".



À L'EMPLACEMENT DES ANCIENNES OUVERTURES À MURER, LE NOUVEAU PAREMENT DE BRIQUE SERA POSÉ DE MANIÈRE À OBTENIR UN MAILLAGE DE BRIQUE SANS INTERRUPTION LORS DU RAGRÉAGE DES FINIS.

ÉLÉVATION DROITE

2018-10-23

A21 ATELIER 21
ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN

COUCHE-TARD #281

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

- REVÊTEMENT EN PANNEAUX COMPOSITES AVEC RECOUVREMENT EN BOIS VÉRITABLE TEL QUE MODÈLE "PRODEMA" DE "PRODEX", COULEUR "PALE"
- REVÊTEMENT EN BRIQUE PEINTE EXISTANT À RAGRÉER ET REPEINDRE, COULEUR BENJAMIN MOORE #HC-85 "FAIRVIEW TAUPE"
- NOUVEAUX MURS RIDEAUX, PORTES ET SOLINS EN ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL. TOUS LES VITRAGES SONT REMPLACÉS À NEUF.
- VERRE SÉRIGRAPHIÉ "PREL-DESIGN" DE "PRELCO" AVEC MOTIF DÉGRADÉ EN PARTIE BASSE, COULEUR "IMITATION JET DE SABLE".

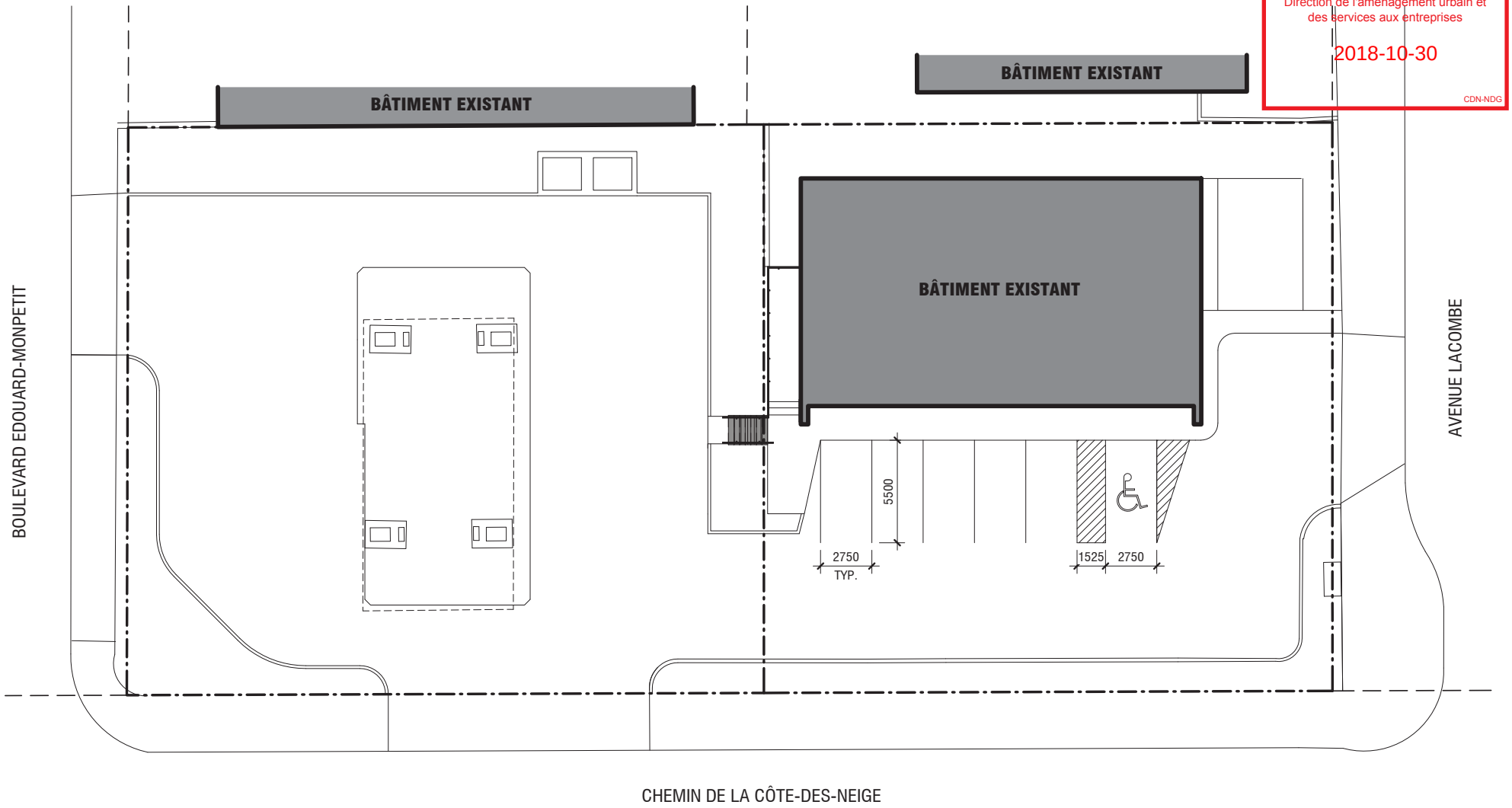


ÉLÉVATION GAUCHE

COUCHE-TARD #281

2018-10-23

A21 ATELIER 21
ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN



IMPLANTATION

2018-10-23

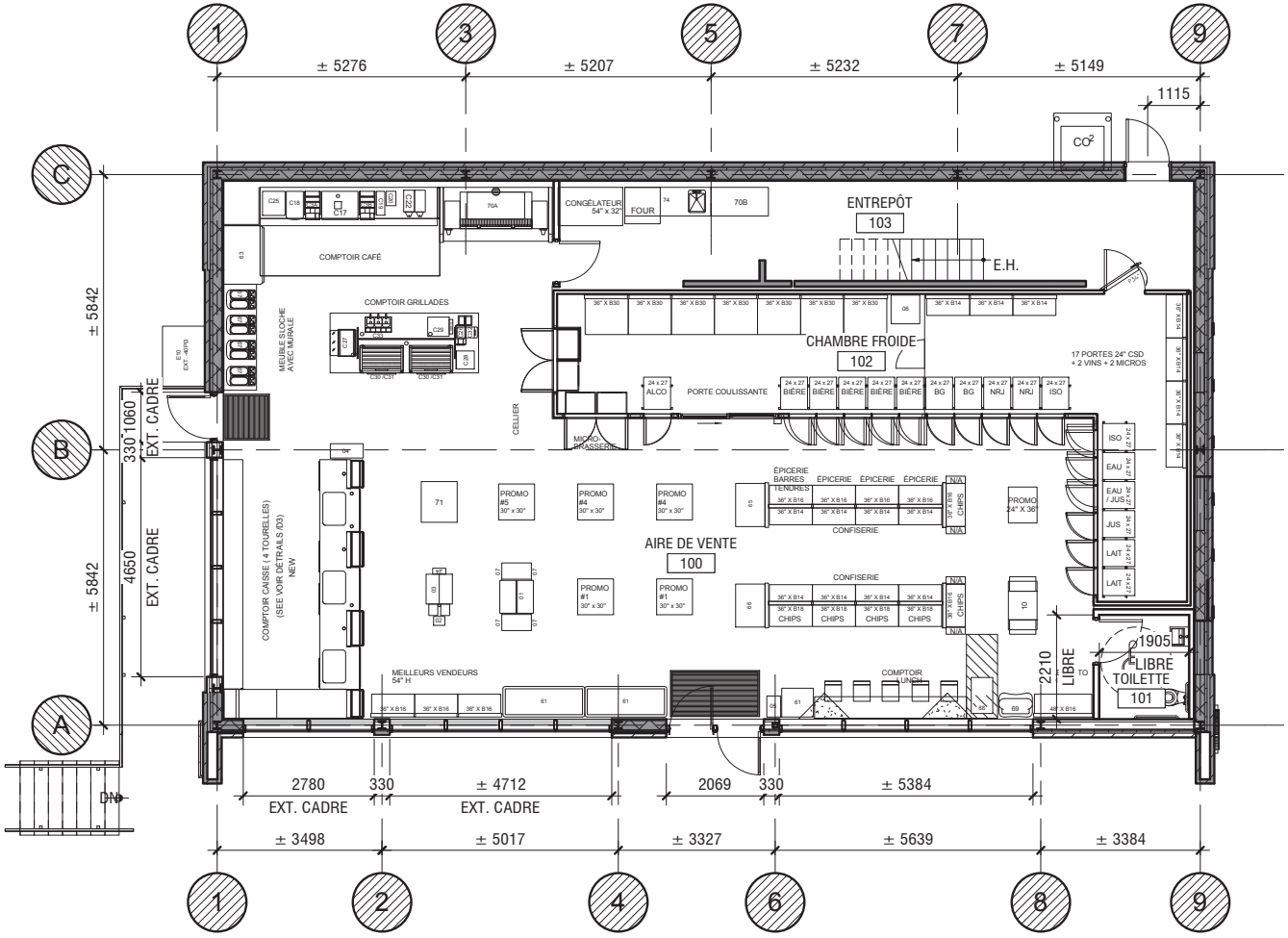
A21 ATELIER 21
ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN

COUCHE-TARD #281

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG



PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE

COUCHE-TARD #281

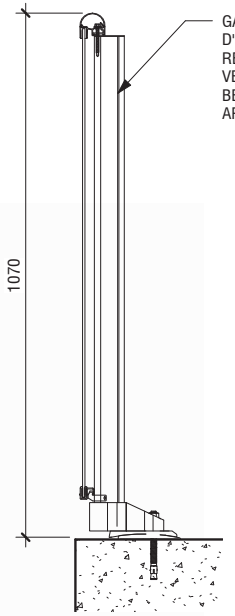
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG



1 ÉLÉVATIONS GARDE-CORPS
1 : 50



2 A001 COUPE GARDE-CORPS
1 : 10

ÉLÉVATION ET COUPE GARDE-CORPS

2018-10-23

A21 ATELIER 21
ARCHITECTURE VERTE + DESIGN URBAIN

COUCHE-TARD #281

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

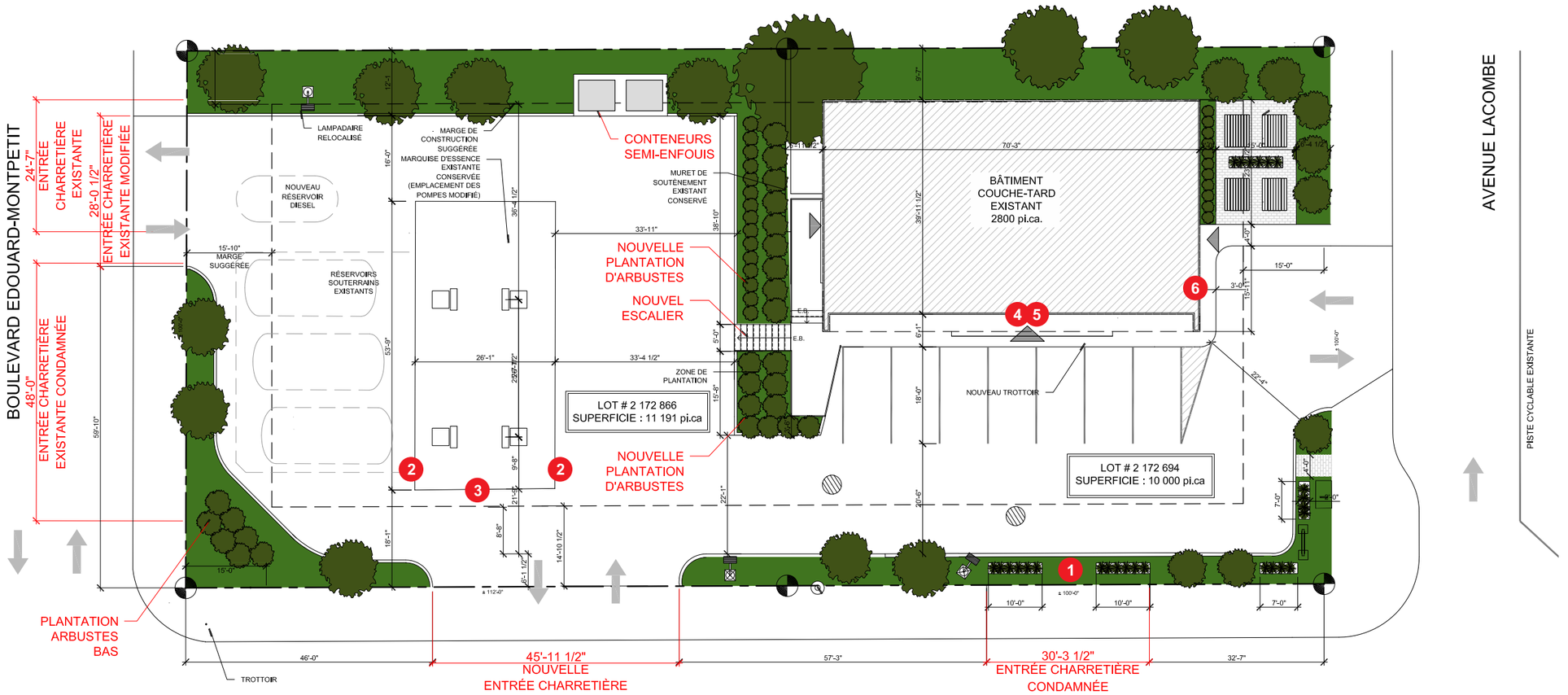
CDN-NDG

KM1-31396H

PLAN D'IMPLANTATION

Installation:	☐ Intérieur:	☑ Extérieur:

#	Descriptions:
1	PYLONE D/F ILUMINÉE VOIR DESSIN PAGE 3
2	MARQUISE ILLUMINÉE VOIR DESSIN PAGE 4
3	F/R POUR MARQUISE VOIR DESSIN PAGE 4
4	LOGO ET LETTRES INDIVIDUELLES ILLUMINÉES VOIR DESSIN PAGE 5
5	DÉCALQUE DE VINYLE VOIR DESSIN PAGE 6
6	ENSEIGNE S/F ILLUMINÉE VOIR DESSIN PAGE 7



#	Révision(s)	Par:	Date:
1	CHANGER L'EMPLACEMENT DU PYLONE	KT	12.14.2017
2	CHANGER L'EMPLACEMENT DU PYLONE	KT	04.18.2018

Date:_____/_____/_____

Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure **(Hg). Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

Client:	COUCHE TARD #281		
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC		
Consultant:	G. FRENETTE		
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU	Date:	12.08.2017
Page: 1/7	Échelle:	N.T.S.	15/23

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

KM1-31396H

DESSIN DE PRÉSENTATION

Installation:	☐ Intérieur:	☑ Extérieur:

#	Descriptions:
1	PYLONE D/F ILUMINÉE VOIR DESSIN PAGE 3
2	MARQUISE ILLUMINÉE VOIR DESSIN PAGE 4
3	F/R POUR MARQUISE VOIR DESSIN PAGE 4
4	LOGO ET LETTRES INDIVIDUELLES ILLUMINÉES VOIR DESSIN PAGE 5
5	DÉCALQUE DE VINYLE VOIR DESSIN PAGE 6
*	LOGO ET LETTRES INDIVIDUELLES ILLUMINÉES VOIR DESSIN PAGE 7



SIGNALISATION EXISTANTE



SIGNALISATION PROPOSÉE

#	Révision(s)	Par:	Date:
1	CHANGER L'EMPLACEMENT DU PYLONE	KT	12.14.2017
2	CHANGER L'EMPLACEMENT DU PYLONE	KT	04.18.2018
2	CHANGER LA PHOTO PROPOSÉE	KT	10.24.2018

Date:_____/_____/_____

Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure **(Hg). Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

www.pattisonsign.com

Entreprise certifiée ISO 9001:2008

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

Client:	COUCHE TARD #281		
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC		
Consultant:	G. FRENETTE		
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU	Date:	12.08.2017
Page: 2/7	Échelle:	N.T.S.	16/23

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

KM1-31396H

PYLONE D/F ILLUMINÉE

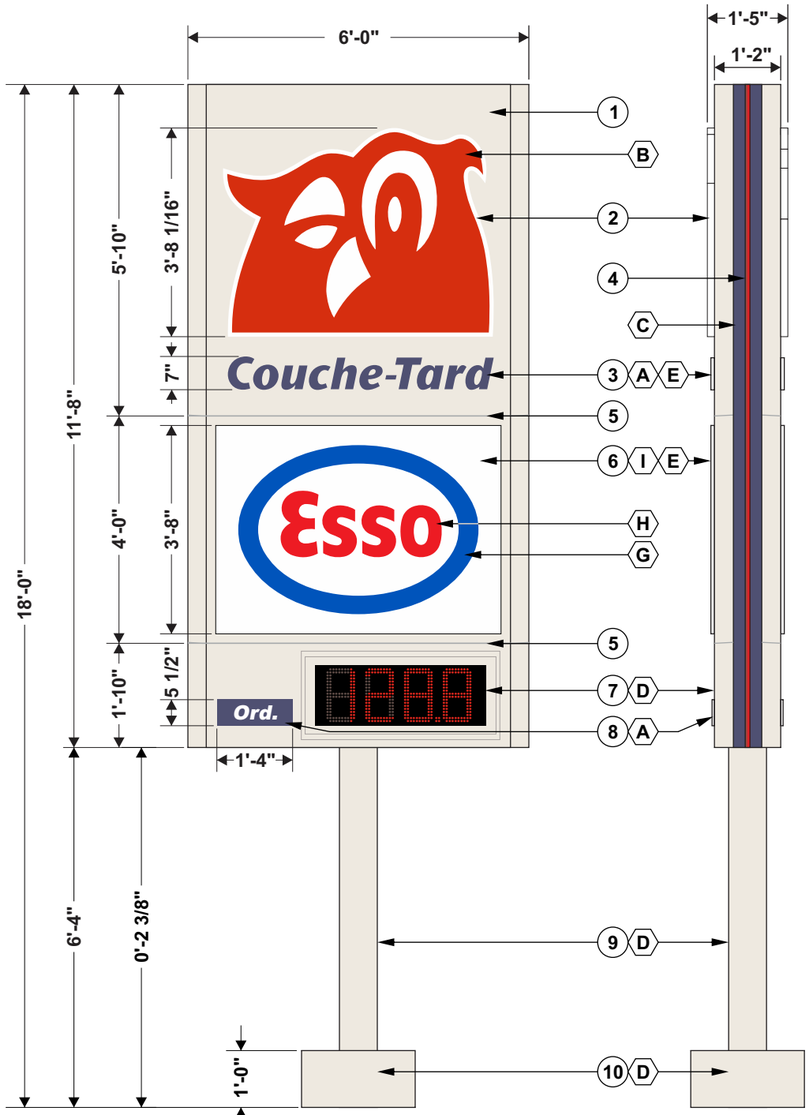
Installation:	☐ Intérieur:	☑ Extérieur:

#	Descriptions:
1	FACE EN ACM PRÉ-PEINT “BONE-WHITE TT-11184"
2	LOGO EN ACRYLIQUE BLANC 3/16" MOULÉ ET INSERÉ (PUSH-THRU) 1 1/2" AVEC VYNILE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE SURFACE
3	LETTRES EN ACRYLIQUE PLAT CLAIR 3/4" INSERÉ (PUSH-THRU) AVEC VINYLE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE ET DEUXIÈME SURFACE
4	LIGNE LED ROUGE
5	JOINTS DANS LA FACE
6	ACRYLIQUE CLAIRE 3/4" INSERÉ (PUSH-THRU) AVEC VINYLE EN 1ÈRE ET 2IÈME SURFACE
7	PRIX ÉLECTRONIQUE ROUGE NUMEDIA FP1200 AVEC BOITIER ET CADRE D’ALUMINIUM (CHIFFRES 12”)
8	GRAPHIQUES EN ACRYLIQUE CLAIRE 1/2” (NON-MOULÉES) INSERÉ (PUSH-THRU) AVEC VINYLE EN PREMIÈRE ET DEUXIÈME SURFACE
9	POTEAU
10	CACHE-BOULON
*	ILLUMINÉE AU LED BLANC

Notes:

- SELON LES NOUVELLES NORMES 06.09.2014

#	Révision(s)	Par:	Date:
1	RÉDUCTION DE LA HAUTEUR DU PYLONE	KT	01.10.2018



VUE DE FACE
CÔTÉ A

VUE DE CÔTÉ



SUPERFICIE:

4'-9 3/16"x 4'-7 5/16"=
21,95 Pi2 / 2,04 M2

4'-2 3/4"x 2'-11 11/16"=
12,57 Pi2 / 1,17 M2

4'-8 13/16"x 1'-0 13/16"=
5,05 Pi2 / 0,47 M2

= 39,57 Pi2 / 3,68 M2

X 2 FACES

= 79,14 Pi2 / 7,36 M2

VUE DE FACE
CÔTÉ B



VUE DE DÉTAIL
NON À L’ÉCH.

#		Couleurs:
A		VINYLE BLEU TRANSLUCIDE VT-7582
B		VINYLE ROUGE 3630-33
C		PEINT APPAREILLANT BLEU VTB-7611
D		PEINT OPAQUE APPAREILLANT ACM ‘BONE-WHITE TT-11184’
E		DIFFUSEUR BLANC #3635-70 (DEUXIÈME SURFACE)
F		DIFFUSEUR BLANC 3630-20 (PREMIÈRE SURFACE)
G		VINYLE BLEU 3632-97
H		VINYLE ROUGE 3632-33
I		VINYLE BLANC 3630-20

Date:_____/_____/_____

Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure (Hg). Recyclez ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÈGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

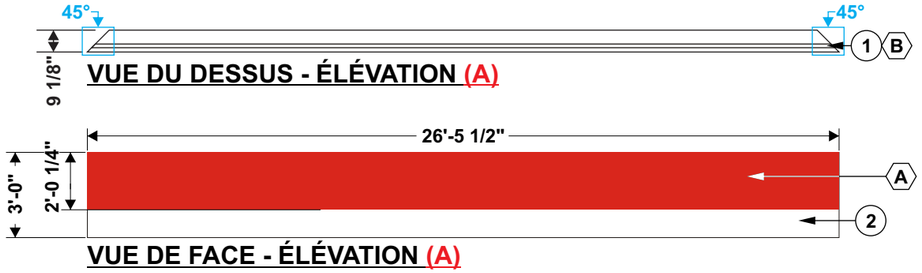
Client:	COUCHE TARD #281		
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC		
Consultant:	G. FRENETTE		
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU	Date:	12.08.2017
Page:	3/7	Échelle:	3/8"=1'-0" 17/23

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

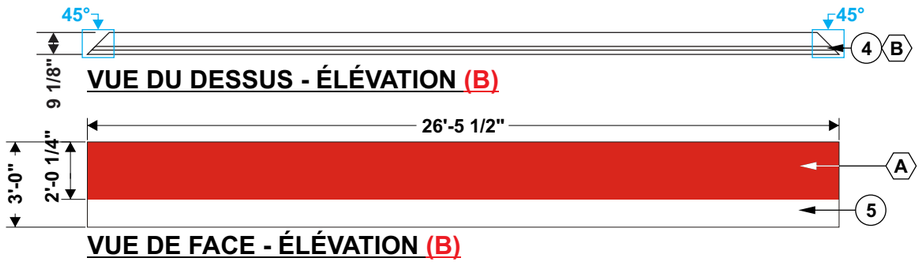
2018-10-30

CDN-NDG



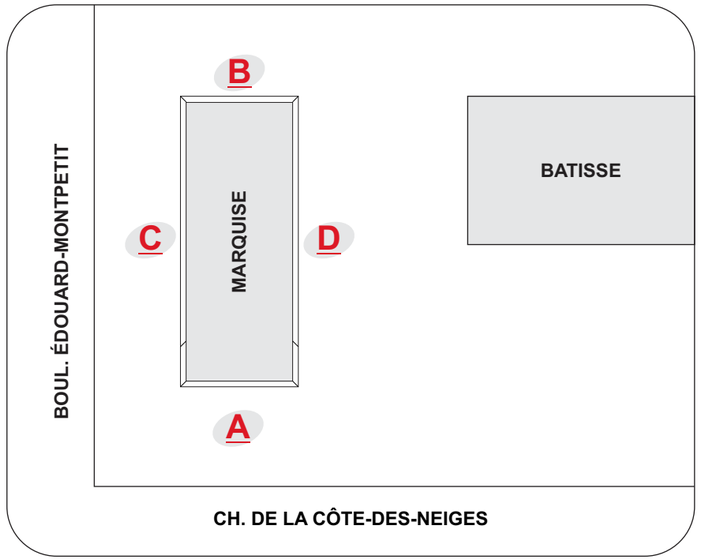
VUE DU DESSUS - ÉLÉVATION (A)

VUE DE FACE - ÉLÉVATION (A)



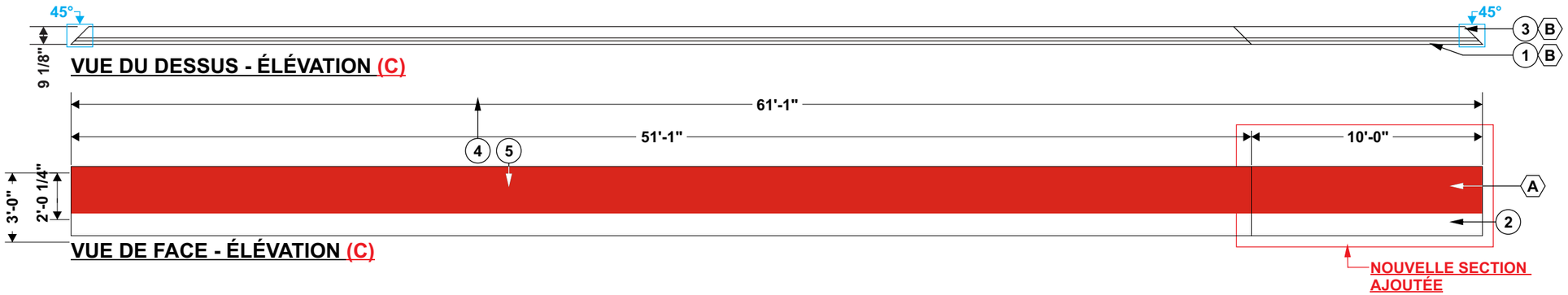
VUE DU DESSUS - ÉLÉVATION (B)

VUE DE FACE - ÉLÉVATION (B)



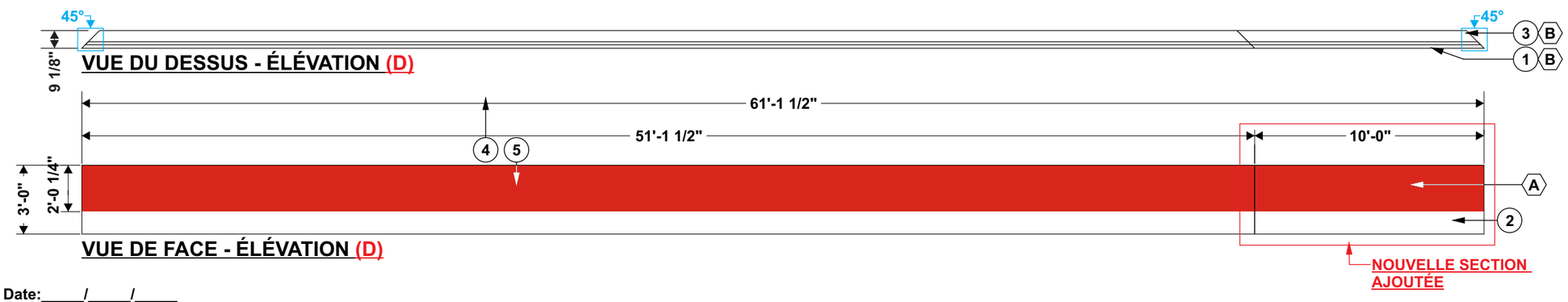
PLAN DE LOCALISATION

ÉCHELLE: N.A.E.



VUE DU DESSUS - ÉLÉVATION (C)

VUE DE FACE - ÉLÉVATION (C)



VUE DU DESSUS - ÉLÉVATION (D)

VUE DE FACE - ÉLÉVATION (D)

Date:_____/_____/_____

Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure **(Hg). Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

KM1-31396H

MARQUISE ILLUMINÉE

Installation:	Intérieur:	☑	Extérieur:

#	Descriptions:
1	CADRES SANS REBORDS APPARENTS
2	FACE DE FLEX AVEC VINYLE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE SURFACE
3	BOÎTIERS EN EXTRUSION D'ALUMINIUM AVEC CADRES SANS REBORDS APPARENTS
4	BOÎTIERS ET CADRES EXISTANTS À CONSERVER
5	FACES EXISTANTS À CONSERVER
*	ILLUMINATION EXISTANTE À CONSERVER
*	NOUVEAUX BOÎTIER ILLUMINÉ PAR LED

Notes:

- LES NOUVEAUX BOITIERS DE 10' SERONT AJOUTÉE À LA MARQUISE EXISTANTE
- NETTOYAGE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR REQUIS

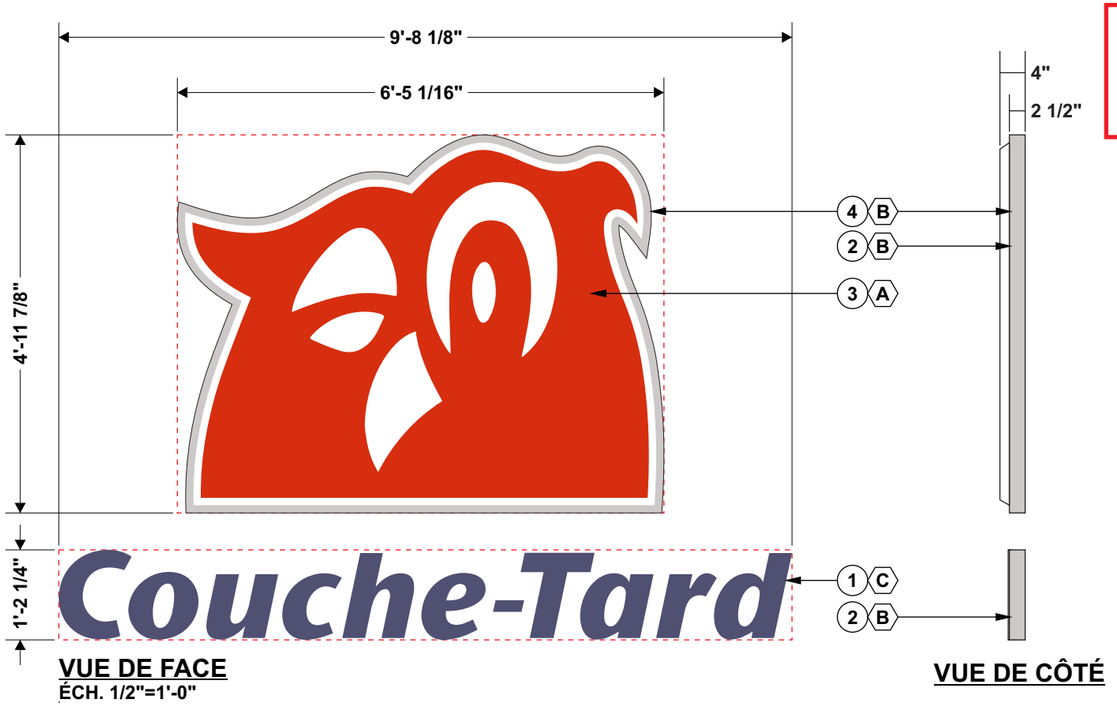
#	Révision(s)	Par:	Date:
1	PAGE AJOUTÉE	KT	01.19.2018
2	AJOUT DES MESURES	KT	05.09.2018
3	RETIRER LE MOT "ESSO"	KT	09.10.2018

#		Couleurs:
A		VINYLE ROUGE 3632-33
B		PEINT BLANC

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

Client:	COUCHE TARD #281		
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC		
Consultant:	G. FRENETTE		
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU	Date:	12.08.2017
Page: 4/7	Échelle:	3/16"=1'-0"	18/23



VUE DE FACE
ÉCH. 1/2"=1'-0"

VUE DE CÔTÉ

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

KM1-31396H

LOGO ET LETTRES INDIVIDUELLES ILLUMINÉES

Installation:	☐ Intérieur:	☑ Extérieur:

#	Descriptions:
1	FACE EN ACRYLIQUE BLANC 3/4" (SANS TRIM) AVEC VINYL APPLIQUÉE ET 1ÈRE SURFACE
2	CÔTÉ ET FOND EN ALUMINIUM
3	LOGO EN ACRYLIQUE BLANC 3/16" MOULÉ 1 1/2" AVEC VINYLE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE SURFACE
4	CADRE EN ALUMINIUM 1"X 1"
*	ILLUMINÉE AU LED

Notes:
- DÉTAILE NON-STANDARD:
- LAYOUT DE HIBOU ET COUCHE-TARD
- SUPERFICIE: 43.55² / 4.04M²

#		Couleurs:
A		VINYLE ROUGE #3630-33
B		PEINT GRIS 838
C		VINYLE TRANSLUCIDE BLEU VT-7582



ÉLÉVATION DE LA FAÇADE EXISTANTE



ÉLÉVATION DE LA FAÇADE PROPOSÉE
SCALE: 1/8"=1'-0"

#	Révision(s)	Par:	Date:
1	MISE A JOUR DES ÉLÉVATIONS & CHANGER POUR UN HIBOU COURBÉ	KT	12.14.2017
2	CHANGER POUR DES LETTRES CHANNELS	KT	09.26.2018
3	MISE A JOUR DES ÉLÉVATIONS & CHANGER LA GRANDEUR DU HIBOU	KT	10.09.2018

Date:_____/_____/_____
Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure (Hg). **Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

Client:	COUCHE TARD #281		
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC		
Consultant:	G. FRENETTE		
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU	Date:	12.08.2017
Page: 5/7	Échelle:	N.T.S.	19/23

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

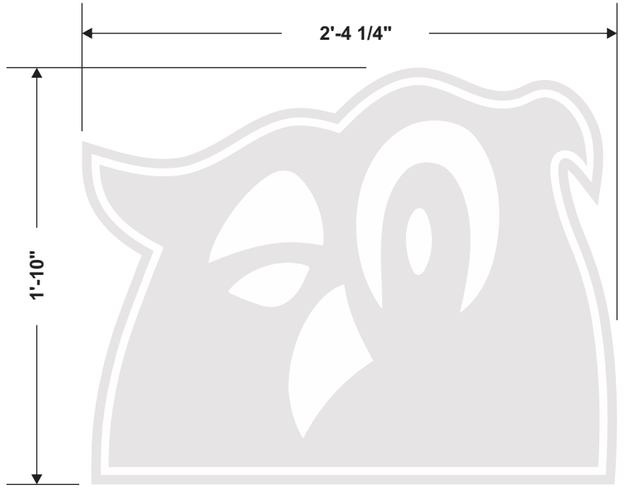
CDN-NDG

KM1-31396H

DÉCALQUE DE VINYLE

Installation:	☐	Intérieur:	☑	Extérieur:

#	Descriptions:
1	DÉCALQUE DE VINYLE APPLIQUÉ EN DEUXIÈME SURFACE



VUE DE FACE
ÉCH.: 1 1/2"=1'-0"

#		Couleurs:
A		VINYLE GIVRÉ #7725-314



ÉLÉVATION DE LA FAÇADE EXISTANTE

#	Révision(s)	Par:	Date:
1	PAGE AJOUTÉE	KT	12.06.2018
2	MISE A JOUR DES ÉLÉVATIONS	KT	10.09.2018



ÉLÉVATION DE LA FAÇADE PROPOSÉE
SCALE: 1/8"=1'-0"

Date:_____/_____/_____
Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure (Hg). **Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

www.pattisonsign.com

Entreprise certifiée ISO 9001:2008

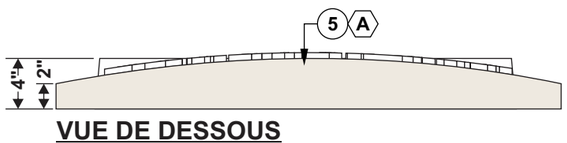
Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

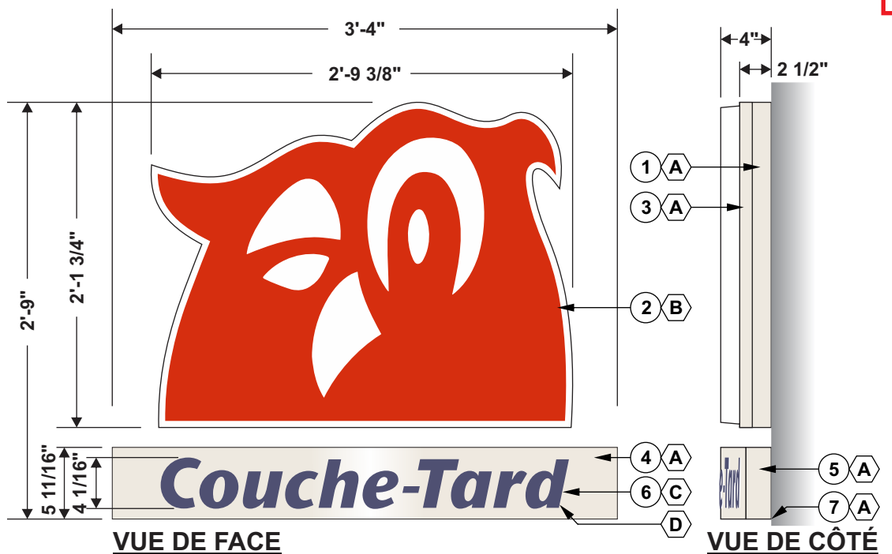
Client:	COUCHE TARD #281
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC
Consultant:	G. FRENETTE
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU
Date:	12.08.2017
Page:	6/7
Échelle:	N.T.S.

20/23

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.



VUE DE DESSOUS



VUE DE FACE

VUE DE CÔTÉ

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

KM1-31396H

ENSEIGNE S/F ILLUMINÉE

Installation:	☐ Intérieur:	☑ Extérieur:

#	Descriptions:
1	FOND & CÔTÉ FABRIQUÉ EN ALUMINIUM
2	LOGO EN ACRYLIQUE BLANC 3/16” MOULÉ 1 1/2” AVEC VINYLE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE SURFACE
3	TRIM
4	FACE EN ALUMINIUM
5	BOÎTIER FABRIQUÉ AVEC ANGLE EN ALUMINIUM ET FOND EN ALUMINIUM
6	LETTRE EN ACRYLIQUE CLAIR 3/4” INSÉRÉ (PUSH-THRU) AVEC VINYLE APPLIQUÉ EN PREMIÈRE ET DEUXIÈME SURFACE
7	PENTURE EN ALUMINIUM
*	ILLUMINÉE AU LED

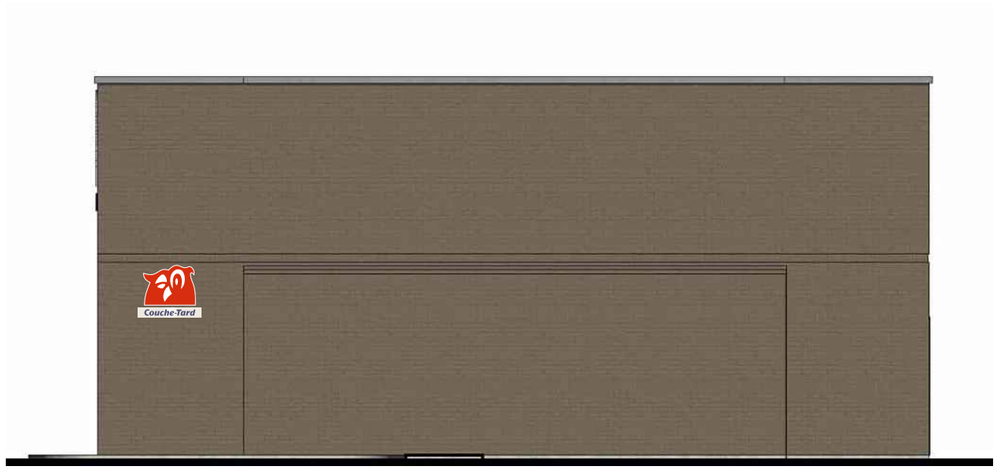
Notes:

- SELON LES NOUVELLES NORMES 06.09.2014
- INTÉRIEUR DE L’ENSEIGNE DOIT ÊTRE PEINT BLANC
- SUPERFICIE: 9.17² / 0.85M²

#	Révision(s)	Par:	Date:
1	MISE A JOUR DES ÉLÉVATIONS	KT	12.14.2017
2	CHANGER POUR DES LETTRES CHANNELS	KT	09.26.2018
3	MISE A JOUR DES ÉLÉVATIONS	KT	10.09.2018
4	MISE A JOUR DE L’ÉLÉVATIONS	KT	10.24.2018



ÉLÉVATION DROITE EXISTANTE



ÉLÉVATION DROITE PROPOSÉE

SCALE: 1/8"=1'-0"

#		Couleurs:
A		VINYLE ROUGE #3630-33
B		VINYLE TRANSLUCIDE BLEU VT-7582
C		PEINT OPAQUE APPAREILLANT ACM ‘BONE-WHITE TT-11184’
D		DIFFUSEUR BLANC #3635-70 (DEUXIÈME SURFACE)

Date:_____/_____/_____

Approbation du client:_____

Cette enseigne doit être installée selon les conditions de l'article 600 du code électrique nationale et section 34 du code électrique Canadien et/ou autres codes locaux applicables. Ceci inclut la liaison et la mise à terre appropriées de l'enseigne.

Les enseignes lumineuses d'Enseignes Pattison Sign Group peuvent contenir des lampes fluorescentes, HID, et/ou néon. Ces lampes contiennent du mercure (Hg). **Recyclez** ces lampes selon les lois locales, provinciales, fédérales et de l'état.

SI LA PRÉSENTE ENTENTE INCLUE LA FABRICATION ET L'INSTALLATION D'UNE (DES) BASE (S) DE BÉTON PAR ENSEIGNES PATTISON POUR L'ENSEIGNE (S) CI-INCLUSE (S), CELLE-CI SERA FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES TELLES QUE PRESCRITES PAR LA LOI ET TOUTES RÉGLEMENTATIONS CONNEXES. DANS L'ÉVENTUALITÉ OU LA BASE DE BÉTON EST FABRIQUÉE ET FOURNIE PAR LE CLIENT, ET NON PAR ENSEIGNES PATTISON, LE CLIENT DOIT S'ASSURER QUE CELLE-CI SOIT FABRIQUÉE CONFORMÉMENT AUX NORMES RÉGIONALES PRESCRITES ET DÉGAGERA ENSEIGNES PATTISON DE TOUTES RESPONSABILITÉS, RÉCLAMATIONS, POURSUITES, PÉNALITÉS, AMENDES AINSI QUE TOUS FRAIS LÉGAUX ENGAGÉS PAR ENSEIGNES PATTISON DÉCOULANT DE TOUT MANQUEMENT ET/OU DÉFAILLANCE DU CLIENT (ET/OU SON AGENT) À L'ÉGARD DE LA (LES) BASE (S) DE BÉTON FOURNIE (S).

Enseignes Pattison

Tel: (506) 735-5506 | Fax: (877) 737-1734 | Sans frais: 1-800-561-9798

Client:	COUCHE TARD #281
Site:	5405 CH DE LA CÔTE-DES-NEIGES MONTRÉAL QC
Consultant:	G. FRENETTE
Dessinateur:	KRISTINE THIBODEAU
Date:	12.08.2017
Page:	7/7
Échelle:	N.T.S.

21/23

© 2016 ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE D'ENSEIGNES PATTISON SIGN GROUP. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST STRICTEMENT INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA COMPAGNIE.

COUCHE-TARD, Côte-des-Neiges
Esquisse d'aménagement

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG

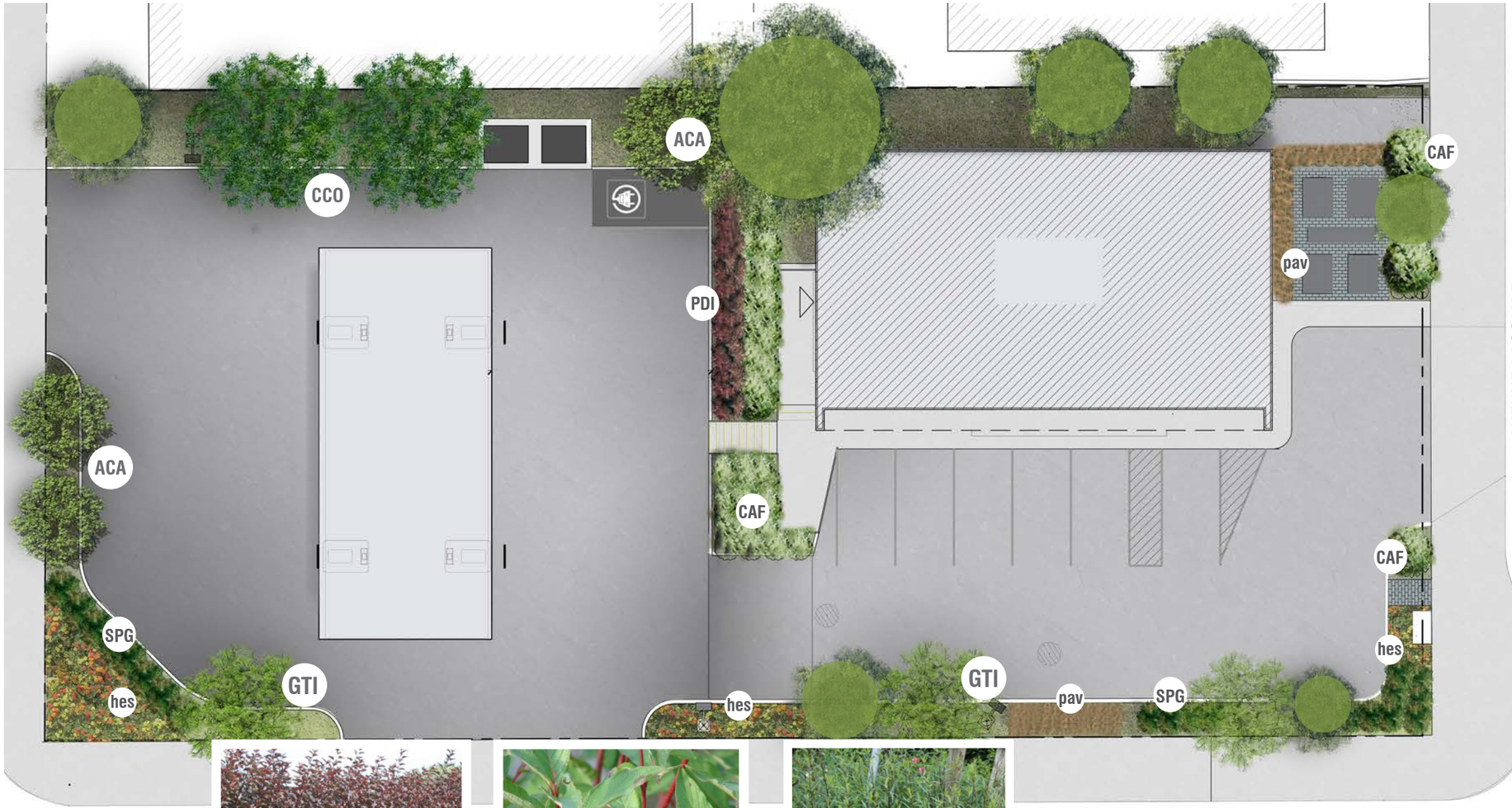
Groupe ROUSSEAU LEFEBVRE
architecture de paysage · environnement · urbanisme



Carpinus caroliniana **CCO**
Charme Américain
H: 8 L: 7
Floraison: -



Gleditsia tricanthos Skyline **GTI**
Févier Inerme
H: 12.5 L: 10.5
Floraison: -



LÉGENDE :

- Arbre existant conservé
- XX Arbre proposé
- XX Arbuste proposé
- XX Vivace proposée



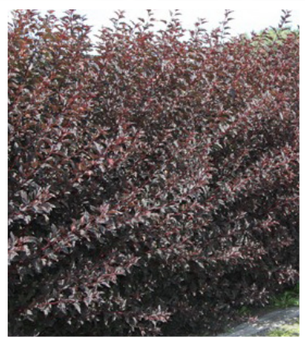
ACA Amélanchier canadensis
Amélanchier du Canada H: 7 L: 4
Floraison: Juin - juillet



pav Panicum virgatum
Panic Raide
H: 0.9 L: 0.6



hes Hemerocallis Stella De oro
Hemerocalles
H: 0.4 L: 0.5
Floraison: Juin -



PDI Physocarpus op. Diablo
Physocarpe à feuilles d'Obier
H: 1.3 L: 1
Floraison: Juin



CAF Cornus stolonifera
Cornouiller
H: 2 L: 2
Floraison: -



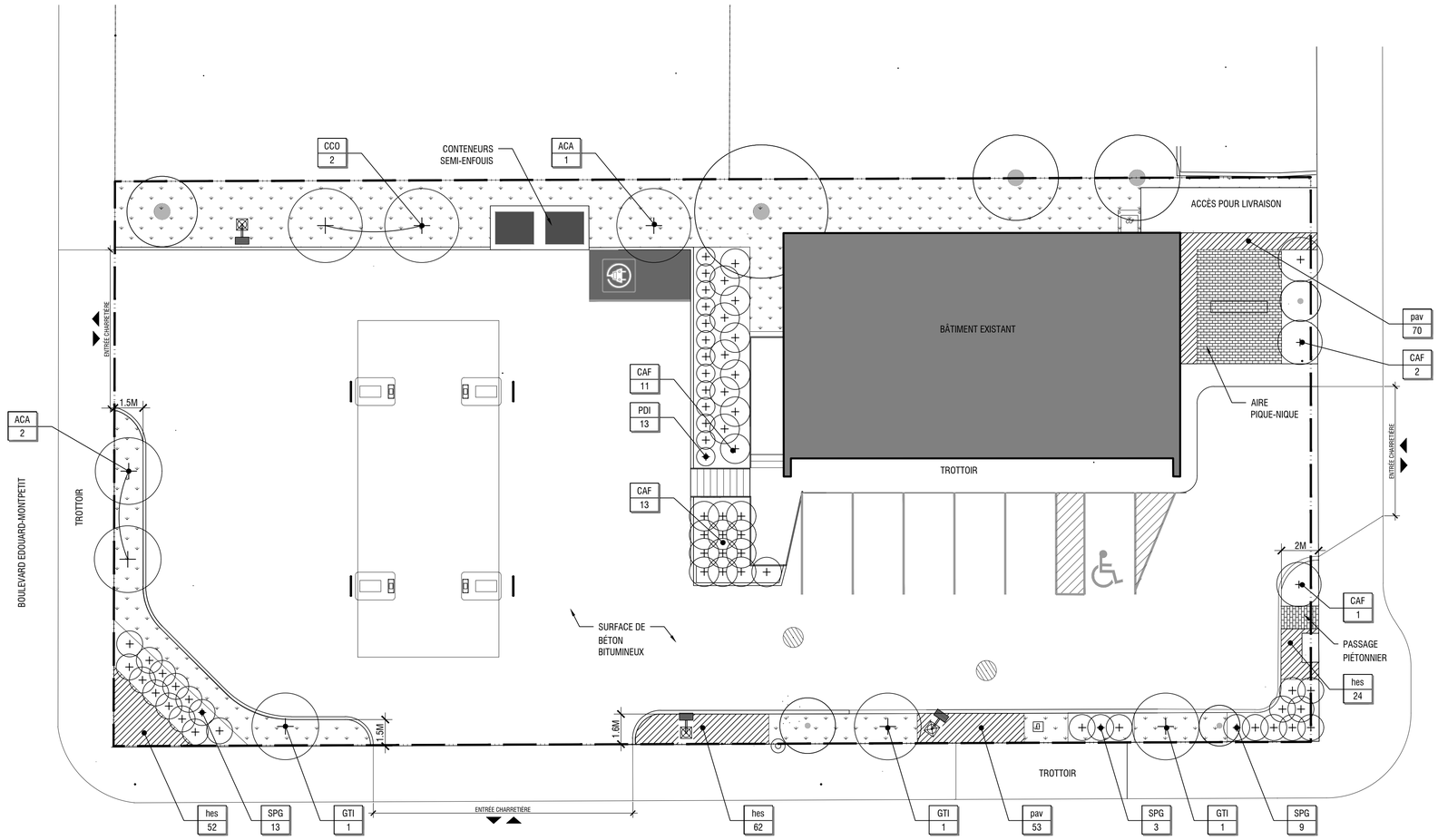
SPG Salix purpurea gracilis
Saule arctique
H: 1.5 L: 1.5
Floraison: -

Aménagement Couche-Tard,
Côte-des-Neiges
Esquisse - 2018-10-22

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-10-30

CDN-NDG



Liste de plantation

Clé	Qté	Nom latin	Nom commun	Calibre	Distance CàC
	ARBRES FEUILLUS				
ACA	3	Amelanchier canadensis sur tige	Amélanchier sur tige	50mm	Voir plan
CCO	2	Carpinus caroliniana	Charme de Caroline	50mm	Voir plan
GTI	2	Gleditsia triacanthos inermis	Févier d'Amérique sans épines	50mm	Voir plan
3	**ARBUSTES FEUILLUS**				
CAF	27	Cornus stolonifera 'Artic Fire'	Cornouiller Artic fire	50cm	1 m
SPG	25	Salix purpurea 'Gracillis'	Saule arctique	50cm	1 m
PDI	13	Physocarpus opul. 'Diabolo'	Physocarpe rouge Diabolo	60cm	90 cm
4	**PLANTES VIVACES**				
hes	138	Hemerocallis 'Stella de Oro'	Petit hémérocalle doré	pot 1 litre	45 cm
pav	123	Panicum virgatum	Panic raide	pot 1 litre	45 cm

1:150
0 1.5 3 6 9m

CLIENT

COUCHE-TARD

PLAN DE LOCALISATION



NOTES

1. IL EN VA DE LA RESPONSABILITÉ DU CLIENT DE VOIR À CE QUE L'ÉTAPE DE VALIDATION TECHNIQUE DES STRATÉGIES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DÉCRITES SUR LES PLANS, SOIT COMPLÉTÉE AVANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
2. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE SITE AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX ET AVISER L'ARCHITECTE PAYSAGISTE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU CONTRADICTION.
3. LES NIVEAUX EXISTANTS INDIQUÉS SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ FOURNI PAR LE PROPRIÉTAIRE.
4. L'ENTREPRENEUR NE DOIT ÉLIMINER AUCUNE VÉGÉTATION EXISTANTE SUR LE SITE SANS L'APPROBATION DE L'ARCHITECTE PAYSAGISTE.
5. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, L'ENTREPRENEUR SERA RESPONSABLE D'IMPLANTER LES OUVRAGES SUR LE SITE À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE, À PARTIR DES PLANS AUTOCAD GÉORÉFÉRENCÉS D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE.
6. L'IMPLANTATION DES OUVRAGES DEVRA ÊTRE APPROUVÉE PAR L'ARCHITECTE PAYSAGISTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
7. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER, AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, TOUTES LES DIMENSIONS DES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER.
8. L'ENTREPRENEUR DOIT, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, FAIRE LOCALISER LES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES AVANT DE CREUSER: INFO-EXCAVATION 1-800-663-9228 www.info-ex.com

LÉGENDE

- ARBRES EXISTANTS
- ARBRE FEUILLU PROPOSÉ
- ARBUSTES PROPOSÉS
- VIVACES ET ANNUELLES PROPOSÉES
- GAZON EXISTANT
- CLEF DE PLANTATION / QUANTITÉ (CLEF / QTÉ)
- LIMITE DE PROPRIÉTÉ

RÉVISIONS

NO	DESCRIPTION	APPR.	DATE
1	ÉMIS POUR CCU	M.C.	2018-10-22

SCEAUX

CONSULTANT

Groupe ROUSSEAU LEFEBVRE

LAVAL
100, rue Tourangeau Est,
Laval (Québec), H7G 1L1
t: 450.663.2145 f: 450.663.2146

MONTRÉAL
2030, Boul. Pie-IX, bureau 403,
Montréal (Québec), H1V 2C8
t: 514.523.9559 f: 450.663.2146
info@rousseau-lefebvre.com
www.rousseau-lefebvre.com

NOM DU PROJET

COUCHE-TARD, CÔTE-DES-NEIGES

TITRE DU DESSIN

PLAN DE PLANTATION

PLAN DE BASE FOURNI PAR LE CLIENT EN DATE DU : 2018-10-06
RELEVÉ FOURNI PAR: -
MINUTE: - DOSSIER: -

DESSINÉ PAR:	APPROUVÉ PAR:	FEUILLE NO:
J.T.	M.C.	01
NO PROJET: 17213	ÉCHELLE: 1:150	

P:\PT_PROJETS EN COURS\17213-Couche-Tard_Cote-des-Neiges_MR\4SD\exports\plans\17213_2SD.dwg

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183930007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat du président, des présidents substituts ainsi que d'une membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme et procéder à la nomination d'une membre suppléante.

IL EST RECOMMANDÉ :
De renouveler les mandats de M. Christian Arseneault, à titre de président et membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme, de M. Marvin Rotrand, à titre de premier président substitut et membre suppléant, et de M. Lionel Perez, à titre de second président substitut et membre suppléant, pour la période du 22 novembre 2018 au 22 novembre 2020.

De renouveler le mandat de Mme Djemila Hadj-Hamou, membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme, pour la période du 5 octobre 2018 au 5 octobre 2020.

De nommer Mme Eliza Rudkowska à titre de membre suppléant du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de deux ans, soit du 5 novembre 2018 au 5 novembre 2020.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:12

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183930007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat du président, des présidents substituts ainsi que d'une membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme et procéder à la nomination d'une membre suppléante.

CONTENU

CONTEXTE

Les mandats de MM. Christiant Arseneault (président/membre titulaire), Marvin Rotrand (président substitut/membre suppléant) et Lionel Perez (second président substitut/membre suppléant) arriveront à échéance le 22 novembre 2018 (CA17 170304), et le mandat de Mme Djemila Hadj-Hamou, membre titulaire, est arrivé à échéance le 5 octobre dernier (CA16 170295).
De plus, un poste de membre suppléant est à combler suivant la démission de Mme Ève Wertheimer. La résolution CA18 170161 confirmait l'inscription de Mme Eliza Rudkowska sur la liste de candidatures prévisionnelles pour le comblement de tout poste à venir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170295 - 5 octobre 2016 - Renouveler le mandat de Mme Djemila Hadj-Hamou, à titre de membre titulaire du CCU pour la période du 5 octobre 2016 au 5 octobre 2018.
CA17 170304 - 22 novembre 2017 - Nommer M. Christian Arseneault, président du comité consultatif d'urbanisme, M. Marvin Rotrand, membre suppléant et président substitut du comité consultatif d'urbanisme, et M. Lionel Perez, membre suppléant et second président substitut du comité consultatif d'urbanisme, pour la période du 22 novembre 2017 au 22 novembre 2018

CA18 170161 - 4 juin 2018 - Renouveler les mandats de M. Bruce Allan, à titre de membre titulaire du CCU, et de Mme Jacqueline Manuel, à titre de membre suppléant, pour la période du 17 mars 2018 au 17 mars 2020, nommer Mmes Ève Wertheimer et Pilar Mora, membres suppléants du CCU pour une période de deux ans, soit du 5 juin au 2018 au 5 juin 2020, et inscrire Mme Eliza Rudkowska sur la banque de candidatures prévisionnelles pour le comblement de tout poste de membre suppléant à venir.

DESCRIPTION

Il est proposé de renouveler, pour une période de deux ans, soit du 22 novembre 2018 au 22 novembre 2020, les mandats respectifs de :

- M. Christian Arseneault, à titre de président et membre titulaire;
- M. Marvin Rotrand, à titre de président substitut et membre suppléant;

- M. Lionel Perez, à titre de second président substitut et membre suppléant;
- Mme Djemila Hadj-Hamou, à titre de membre titulaire.

Il est également proposé de nommer Mme Eliza Rudkowska, à titre de membre suppléant pour une période de deux ans, soit du 5 novembre 2018 au 5 novembre 2020.

JUSTIFICATION

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c.A-19.1), prévoit à l'article 147 que le conseil d'arrondissement peut, par résolution, nommer les membres et officiers du Comité consultatif d'urbanisme. De plus, selon l'article 3 du *Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme* (RCA02 170004), le président du comité est nommé par le conseil d'arrondissement. L'article 7 de ce règlement prévoit que la durée de tout mandat d'un membre est de deux ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Depuis le 23 août 2017, suivant l'entrée en vigueur du *Règlement sur la rémunération des membres de comité qui ne sont pas membres du conseil d'arrondissement* (RCA17 17282), les membres du comité consultatif d'urbanisme qui ne sont pas membres du conseil d'arrondissement ont droit à une rémunération de 75 $ par séance à laquelle ils participent. De plus, conformément au *Règlement sur le traitement des membres du conseil d'arrondissement occupant certaines fonctions* (RCA17 17283), le président du CCU reçoit une rémunération additionnelle de 5 590 $ établit sur une base annuelle (article 1) et les présidents suppléant, une rémunération additionnelle de 200 $ par séance à laquelle il participe, jusqu'à concurrence d'un montant de 1 000 $ établi sur une base annuelle (article 2).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces renouvellement de mandats et nominations sont nécessaires à la poursuite des activités du comité consultatif d'urbanisme afin de garantir le quorum lors des réunions.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Division du greffe

Tél : 514 872-9492
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-22

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1184535013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018.

Il est recommandé de :
Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 08:04

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184535013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-23

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868 3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184535013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2018.



Décisions déléguées Ressources humaines CA novembre (septembre).pdf



Factures non associées à un bon de commande septembre 2018.pdf



Liste des bons de commande approuvés septembre 2018.pdf



Rapport Visa Septembre 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
SEPTEMBRE 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
06,0	Déplacement d'un fonctionnaire	4	DSAG	C/M voirie et parcs	17 septembre 2018	Déplacement
			DSAG	C/M voirie et parcs	17 septembre 2018	Déplacement
			DSAG	C/M voirie et parcs	17 septembre 2018	Déplacement
			DSAG	Conseiller ressources humaines	15 septembre 2018	Embauche
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	18	DSAG	Préposé travaux généraux	25 aout 2018	Titularisation
			DSAG	Maxim'eau en charge	14 juillet 2018	Titularisation
			DSAG	Aide-bibliothécaire	28 juillet 2018	Promotion
			DSAG	Aide-bibliothécaire	5 mai 2018	Promotion
			DSAG	Préposé l'accueil	1 janvier 2018	Déplacement
			DSAG	Préposé l'accueil	1 janvier 2018	Déplacement
			DSAG	Préposé l'accueil	1 janvier 2018	Déplacement
			DSAG	Surveillant d'installations	9 septembre 2018	Déplacement
			DSAG	Inspecteur cadre bati	15 septembre 2018	Déplacement
			DSAG	Chauffeur vehicule motorisé	8 septembre 2018	Titularisation
			DSAG	Inspecteur d'arr.	9 septembre 2018	Embauche
			DSAG	Préposé à l'entretien	25 aout 2018	Titularisation
			DSAG	Chauffeur opérateur	11 aout 2018	Titularisation
			DSAG	Opérateur d'appareils motorisé	21 juillet 2018	Titularisation
			DSAG	Aide-bibliothécaire	26 mai 2018	Déplacement
			DSAG	Parrainage professionnel	15 septembre 2018	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	25 aout 2018	Embauche
			DSAG	Préposé aux travaux	30 aout 2018	Embauche

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
SEPTEMBRE 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
09,0	Résiliation d'un contrat, mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	13	DSAG	Etudiants Cols blancs	25 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants Cols blancs	25 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants Cols bleus	1 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants cols bleus	3 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants cols bleus	18 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants cols blancs	1 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Sauveteur	17 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants - cols bleus	25 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants - Cols bleus	28 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants - Cols bleus	31 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants - cols bleus	27 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants- cols bleus	25 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiants - cols bleus	30 aout 2018	Cessation
10,0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la retrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé est délégué au directeur d'arrondissement.	2	DSAG	Préposé aux travaux	18 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Préposé aux travaux	2 aout 2018	Cessation
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard des dispositions des conventions collectives	10	DSAG	Préposé travaux généraux	25 juin 2018	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Chauffeur opérateur	23 juillet 2018	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Préposé aux travaux	14 mai 2018	Imposer 1 journée de suspension
			DSAG	Chauffeur opérateur	14 mai 2018	Imposer 2 journées de suspension
			DSAG	Chauffeur opérateur	23 juillet 2018	Imposer 1 journée de suspension
			DSAG	Préposé aux travaux généraux	6 juillet 2018	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Chauffeur opérateur d'appareils	24 juillet 2018	Remettre un avis disciplinaire

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
SEPTEMBRE 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard des dispositions des conventions collectives		DSAG	Chauffeur opérateur d'appareils	29 juin 2018	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Préposé travaux généraux	24 mai 2018	Imposer 1 journée de suspension
			DSAG	Élagueur	15 juin 2018	Remettre un avis disciplinaire
12,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	3	DSAG	Aide-bibliothécaire	20 septembre 2018	Interruption d'affectation
			DSAG	Préposé travaux généraux	6 septembre 2018	Interruption d'affectation
			DSAG	_	_	Approuver la transaction et quittance entre la Ville et syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montreal et l'employé ayant no matricule 100020414
13,0	Abolition, transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2() au fonctionnaire de niveau B Concerné, dans les autres cas.	2	DSAG	_	1 janvier 2019	Transférer 0.5 de l'emploi no 763810 à emploi 700370 unité adm. 59-06-02-04 - 1 pa de l'emploi 763810 à l'emploi 700370 dans unité 59-06-02-03 afin de respecter l'organigramme div cult et des biblios
			DSAG	Autoriser création d'une banque d'heure	_	20 heures semaine emploi agent bureau - 20 heures semaine emploi inspecteur en horticulture et arboriculture jusqu'au 14 dec 2018 à la direction T.P.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de septembre 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	10 sept. 2018	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Kilométrage juillet 2018	54,93
	20 sept. 2018	CORPORATION D'URGENCES-SANTE	Transport ambulancier	136,20
	20 sept. 2018	CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE ET PREVENTIVE DU QUEBEC INC.	Vaccin TWINRIX	65,00
				256,13
BAUDIN, CYRIL	29 août 2018	CENTRE DE TRI MELIMAX INC.	Transport des déchets	443,47
	10 sept. 2018	SERVICES MATREC INC.	Location toilette	32,71
				476,18
BEAUCHEMIN, SONIA	20 sept. 2018	LANDREVILLE, SOPHIE	Kilométrage août 2018	14,19
				14,19
BEDARD, LUCIE	14 sept. 2018	EVE WERTHEIMER	Présence CCU sept 2018	75,00
	14 sept. 2018	GENEVIEVE COUTU	Présence CCU juillet-sept 2018	300,00
	14 sept. 2018	MALAKA ACKAOUI	Présence CCU juin à sept.2018	375,00
	14 sept. 2018	ISABELLE DUMAS	Présence CCU juill-sept 2018	150,00
	14 sept. 2018	BRUCE ALLAN	Présence CCU juin-sept 2018	300,00
	14 sept. 2018	JEAN B. DUFRESNE	Présence CCU juin 2018	75,00
	28 août 2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires	18,66
	14 sept. 2018	PILAR MORA	Présence CCU août 2018	75,00
	14 sept. 2018	MARK CALCE	Présence CCU sept 2018	75,00
	14 sept. 2018	KHALIL DIOP	Présence CCU juill-sept 2018	225,00
	14 sept. 2018	DJEMILA HADJ-HAMOU	Présence CCU juin-sept 2018	225,00
				1893,66
BOUTIN, PIERRE	30 août 2018	GAUDREAULT, SONIA	Souper CA 20180626	11,91
				11,91
CARRIER, RAYMOND	13 sept. 2018	GIROUX, ELISABETH	Items pour bricolage	238,23
	13 sept. 2018	GIROUX, ELISABETH	Étagères bout de rangée + coussins bord fenêtres	550,00
	6 sept. 2018	LEMAIRE, MARC	Frais de déplacements ponctuels et suivi de kilométrage du mois de janvier et février 2018	190,77
	14 sept. 2018	HENRI OPPENHEIM	Spectacle "MAGILLAH | UN FESTIN KLESMER" à la Maison de la Culture NDG	1049,87
	11 sept. 2018	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Inscription à la formation ENAP	275,00
	14 sept. 2018	MANTE ENVIRONNEMENTALE INC.	Atelier "Introduction à l'hydroponie" à la bibliothèque CDN le 22 septembre 2018	131,23
	13 sept. 2018	GIROUX, ELISABETH	Items pour bricolage	72,91
	10 sept. 2018	THIBAULT, YANICK	Déplacements ponctuels et suivi du kilométrage du mois d'août 2018 de Yanick Thibault	79,13
	10 sept. 2018	LEMAIRE, MARC	Frais de transport-achat imprimante	107,52
	11 sept. 2018	ROBILLARD, MYLENE	Formation "Organisme de diffusion "	31,74
	11 sept. 2018	ROBILLARD, MYLENE	Cotisation annuelle	120,00
	29 août 2018	AMPLE MAN DANSE	Atelier 23 jeunes du quartier âgé entre 8 et 17 ans	2624,69
	28 août 2018	AMPLE MAN DANSE	Équipement technique pour spectacle Piano Public à la Placette CDN	104,99
	20 sept. 2018	THEATRE TORTUE BERLUE	Deux spectacles à la Maison de la Culture CDN	1081,37
	19 sept. 2018	LES PRODUCTIONS-EDITIONS MARC LABELLE INC.	Spectacle à la Maison de la Culture NDG	2099,75
	19 sept. 2018	RESEAU INDEPENDANT DES DIFFUSEURS D'EVENEMENTS ARTISTIQUES UNIS	Ajustement de cotisation	122,84
	18 sept. 2018	JOSEE BROUILLARD	Exposition à la Maison de la culture NDG	2000,00
	13 sept. 2018	GIROUX, ELISABETH	Items pour bricolage	98,00

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	6 sept. 2018	GROUPE SECURITE C.L.B. INC.	Services d'agents de sécurité	333,86
	6 sept. 2018	GROUPE SAMAJAM INC.	Spectacle SAMAJAM "RYTHMO" à la Maison de la culture NDG	1837,28
	6 sept. 2018	RANDOLPH PUB LUDIQUE INC.	Atelier: "DÉCOUVERTE DE JEUX DE SOCIÉTÉ CONTEMPORAINS" à la bibliothèque CDN	377,95
	6 sept. 2018	STEPHANIE PLAMONDON	Atelier: PARFUMS NATURELS à la bibliothèque CDN	450,00
	6 sept. 2018	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Babar en musique-bibliothèque CDN	183,73
	6 sept. 2018	JEANNE COTE	Spectacle "QUATUOR ANDARA|MOZART ET DEBUSSY : DEUX PÔLES DE LA MUSIQUE EUROPÉENNE"à la Maison de la Culture CDN	300,00
	6 sept. 2018	MARIE-CLAIRE VAILLANCOURT	Spectacle : "QUATUOR ANDARA|MOZART ET DEBUSSY- DEUX PÔLES DE LA MUSIQUE EUROPÉENNE" à la Maison de la culture CDN	300,00
	6 sept. 2018	VINCENT DELORME	Spectacle : "QUATUOR ANDARA|MOZART ET DEBUSSY- DEUX PÔLES DE LA MUSIQUE EUROPÉENNE" à la Maison de la culture CDN	300,00
	6 sept. 2018	LATITUDE 45/ ARTS PROMOTION INC.	Spectacle"ENSEMBLE KAMAAN | DES CHEMINS QUI MÈNENT PARTOUT" à la Maison de la culture CDN	1588,46
	6 sept. 2018	TRYSKELL COMMUNICATION	Spectacle "HALLELUJAH LEONARD" au Centre Culturel NDG	1574,81
	6 sept. 2018	GUILLAUME JABBOUR	Spectacle "JUST WÔAN- A SECOND CHANCE" à la Maison de la culture NDG	1400,00
	6 sept. 2018	PRODUCTIONS PRESTIGO	Spectacle JEUNESSE "SORCIÈRE MALBOUFFA : SUR UN AIR DE CROQUETTES" à la Maison de la culture NDG	2624,69
	6 sept. 2018	BEGUENTCH GUELDYEV	Spectacle "LES RÊVES D'AMOUR" à la Maison de la culture NDG	800,00
				23048,82
	30 août 2018	GIROUX, ELISABETH	Achats divers pour la bibliothèque	97,60
	20 sept. 2018	DUVAL, PEARL	Remboursement activité CDN salon de thé	20,71
	20 sept. 2018	RATEAUD, VERONIQUE	Remboursement signalisation jeune CDN	14,80
	28 août 2018	RATEAUD, VERONIQUE	Remboursement fête du club de lecture	13,75
	20 sept. 2018	DUVAL, PEARL	Remboursement activité CDN salon de thé	21,11
				167,97
DESJARDINS, STEVE	6 sept. 2018	ADI, LOUNES	Achat bouilloire électrique pour l'équipe	52,89
				52,89
GAUDREAULT, GUYLAINE	4 sept. 2018	REEVES, GENEVIEVE	Frais de poste et déplacement taxi	30,58
				30,58
GAUDREAULT, SONIA	13 sept. 2018	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	Formation SST	216,98
	7 sept. 2018	LUMIPRO INC.	Installation drapeau Quebec au Centre Culturel NDG	285,24
	29 août 2018	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage juillet 2018	125,83
				628,05
GAUTHIER, STEPHANE	21 sept. 2018	ANNE-LAURE NADIN	Ateliers d'Arts donnés à la Bibliothèque Interculturelle	555,00
	21 sept. 2018	MARIE-PIERRE NORMAND	Convention de services professionnels-ateliers donnés à la Bibliothèque Interculturelle	1000,00
	21 sept. 2018	STEFANIA SKORYNA	Danse créative pour parents et enfants- Bibliothèque Interculturelle	200,00
	21 sept. 2018	RESEAU TECHNOSCIENCE	Série de 4 Ateliers scientifiques donnés à la Bibliothèque Interculturelle	556,00
	14 sept. 2018	PROVENCHER, CLAUDIE	Achat de bourre de polyester pour bricolage	19,03
				2330,03
HOOPER, CHANTAL	30 août 2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	Paiement pour constats d'infraction pour les parcs à la demande de la cour municipale	40,76
	30 août 2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	Paiement pour constats d'infraction pour les parcs à la demande de la cour municipale	18,81
	30 août 2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	Paiement pour constats d'infraction pour les parcs à la demande de la cour municipale	30,40
	30 août 2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	Constat d'infraction pour les Parcs à la demande de la cour municipale.	63,25
	28 août 2018	GOSSELIN, STEPHANE	Inscription au programme " Préposé à l'aqueduc "	113,00
	27 août 2018	IMPRESSION MULTI-SOURCES	Service d'impression	94,49
				360,71
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	6 sept. 2018	LAVAGE DE VITRES FUTURE INC.	Lavage vitres- Aréna Bill-Durnan	419,95
				419,95

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
OUELLET, MARIE-CLAUDE	31 août 2018	AUTOBUS TRANSCO (1988) INC.	Transport Bill-Durnan-Parc Willibrord	178,48
	31 août 2018	AUTOBUS TRANSCO (1988) INC.	Transport CS CDN-Parc Hayward	178,48
	7 sept. 2018	HILL PAQUIN, MICHAEL	Carte OPUS	85,00
				441,96
REEVES, GENEVIEVE	19 sept. 2018	FARALDO-BOULET, JULIE	Kilométrage et stationnement janvier à sept.2018	184,55
	19 sept. 2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Inscriptions à la séance du conseil	167,56
	30 août 2018	SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	Cartes professionnelles	57,74
				409,85
STINGACIU, IRINEL-MARIA	6 sept. 2018	CEZAR NASR	Cours de crochet à la bibliothèque Benny	100,00
	6 sept. 2018	EDITIONS DU ROGNON	Ateliers "CRÉATION D'UN FANZINE" à la bibliothèque Benny	460,00
	20 sept. 2018	KEINER, TANIS	Achat de fournitures pour activités artistiques pour la bibliothèque Benny	459,73
	20 sept. 2018	KEINER, TANIS	Achat de nourriture et matériaux de bricolage pour la fête de clôture du Club TD de lecture à la bibliothèque Benny	160,93
	6 sept. 2018	SYLVIE THIBODEAU	Ateliers de cuisine à la bibliothèque Benny	350,00
	6 sept. 2018	CARMEN MAROIS	Ateliers d'écriture "MA VIE, MON TRÉSOR" à la bibliothèque Benny	564,00
	28 août 2018	SAVOIE, VERONIQUE	Achats de matériel de peinture	141,48
	28 août 2018	SAVELIOVSKY, DAVID	Achat de pièces pour réparer des écouteurs (prises, détecteur, pince)	89,82
	6 sept. 2018	DEPOT ALIMENTAIRE NDG	Ateliers à la bibliothèque Benny	219,15
	29 août 2018	CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRACE INC.	Ateliers de bricoloages familiaux à la bibliothèque Benny	900,00
	29 août 2018	STEVEN ROSENSTEIN	Ateliers d'échecs à la bibliothèque Benny	595,00
	29 août 2018	VICKI ZORBAS ET NICKOLITSA KARKATZOULIS	Ateliers de labyrinthes méditatifs à la bibliothèque Benny	240,00
	20 sept. 2018	KUMULUS EXPERIENCES CREATIVES	Atelier d'architecture "Maison en sucre" à la bibliothèque Benny	272,97
	20 sept. 2018	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Atelier de création musicale pour les enfants de 3 à 6 ans	262,47
	29 août 2018	LARISSA ANDRUSYSHYN	Ateliers de "Creative Writing for Children" à la bibliothèque Benny	400,00
	6 sept. 2018	STEVEN ROSENSTEIN	Ateliers scientifiques à la bibliothèque Benny	255,00
	17 sept. 2018	SAVOIE, VERONIQUE	Achat d'un ensemble de 70 rouleaux de "TAPEFFITI"	26,44
				5496,99

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de septembre 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
ANGELY, MARION	1252518	09-06-18	ALERTE COURRIER P.M.E.		524,94	Service - Postal, messagerie
	1298331	09-20-18	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES		209,97	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1295502	09-06-18	ARBITRAGE J.P. LUSSIER INC.		301,78	Conseiller en relation de travail
	1282467	09-17-18	CENTRE D'EVALUATION POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES (CEPAT) INC.		157,48	Médecin
	1286314	09-26-18	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)		173,23	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1296213	09-11-18	RICCI, TEASDALE HUISSIERS DE JUSTICE INC.		284,41	Huissier de justice
BAUDIN, CYRIL	1295882	09-07-18	PRODUITS SANY	1048199	163,53	Produit de papier, papier hygiénique
		09-07-18		1048199	41,89	Distributeur de produit nettoyant
		09-07-18		1048199	45,98	Équipement d'entretien manuel
	1295715	09-07-18	TRAFIC INNOVATION INC.		3375,09	Montage et quincaillerie pour signalisation lumineuse et éclairage urbain
		09-07-18			131,23	Service - Transport de colis (Frais de transport)
BEAUCHEMIN, SONIA	1297205	09-14-18	9281-1967 QUEBEC INC.		1706,05	Service - Impression
	1254893	09-07-18	AGENCE DOUBLE XPRESSO INC.		3149,62	Service - Infographie, graphisme
	1280851	09-25-18	BOO! DESIGN INC.		488,19	Service - Impression
		09-20-18			1049,87	Service - Infographie, graphisme
	1296355	09-11-18	CNW-TELBEC INC		227,82	Service - Production multimédia
	1264300	09-07-18	DISTRIBUTIONS LG INC.	1152445	230,45	Service - Distribution
	1295694	09-07-18	JULIA C. JONES		4258,68	Service - Rédaction, révision
	1291804	09-07-18	MARIE-EVE ROULEAU		2500,00	Spécialiste des médias sociaux
	1270324	09-20-18	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		1492,92	Service - Infographie, graphisme
	1272505	09-25-18			6640,45	Service - Infographie, graphisme
BEDARD, LUCIE	1295056	09-04-18	ALERTE COURRIER P.M.E.		188,98	Service - Postal, messagerie
	1295055	09-04-18	AUAMQ (L'ASSOCIATION DES URBANISTES ET DES AMENAGISTES MUNICIPAUX DU QUEBEC)		1730,00	Service - Agence, gestion de voyage
	1297602	09-17-18	AVEC PLAISIRS		226,98	Service - Traiteur
	1296440	09-11-18	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.		194,50	Service - Traiteur
BOUTIN, PIERRE	1298818	09-24-18	ABC ENVIRONNEMENT INC.		22821,65	Service - Vidange de puisards, regards et fosses septiques
	1295044	09-04-18	CONSTRUCTION PIERRE SASSEVILLE		10288,77	Entrepreneur en petits bâtiments
	1295567	09-06-18	DUOSON MULTIMEDIA INC		11160,17	Service - Production multimédia
	1295710	09-07-18	INGETEC, EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENT INC.		3438,34	Ingénieur civil - Structure de bâtiment
	1299591	09-27-18	LES PLANTATIONS LETOURNEAU (PEPINIERE)		3442,54	Végétaux
	1298934	09-25-18	LOCATION LORDBEC INC.		20787,52	Entrepreneur en routes et canalisation
	1299617	09-27-18	PEPINIERE ROUGEMONT ENR		6687,70	Végétaux
	1299595	09-27-18	PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.		3811,05	Végétaux
BROUSSEAU, HELENE	1298827	09-24-18	MARTECH SIGNALISATION INC.		604,20	Clôture, barrière, rampe et balustrade
	1297703	09-26-18	SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.		6236,26	Réparation/Entretien - Outil électrique
CARRIER, RAYMOND	1277147	09-19-18	ACCES COMMUNICATIONS		722,31	Location - Appareil de communication
	1295179	09-05-18	AQUEST DESIGN		1137,64	Chaise et fauteuil ergonomique
	1296034	09-10-18	AUVITEC LTEE		89,20	Équipement de scène
	1296291	09-11-18	COPIBEC		992,13	Frais - Adhésion et cotisation
	1297413	09-17-18	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE		1660,90	Breuvage et nourriture
	1293870	09-26-18	G & L THIVIERGE INC		1731,14	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1296111	09-10-18	LES PAYSAGISTES DAMY & PAT INC.		5669,32	Service - Entretien paysager
	1289558	09-27-18	LOCATION BATTLEFIELD QM		48,19	Service - Transport de colis (Frais de transport)

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
CARRIER, RAYMOND	1250735	09-25-18	MP REPRODUCTIONS INC.		1049,87	Service - Impression
	1295181	09-05-18	R.M. LEDUC & CIE INC.		536,84	Accessoires et équipement de bureau
	1297412	09-17-18	ORSINI ENTREPRISE		2813,66	Service - Déneigement d'accès, stationnement et toiture
	1295185	09-05-18	ROULEAUX DE PAPIER & RUBANS J.L. INC.		705,52	Articles de papeterie
	1295581	09-06-18	SANIVAC		1049,87	Toilette chimique
	1295182	09-05-18	TEKNION ROY ET BRETON INC.	854079	2919,19	Bureau (Mobilier système)
	1274302	09-05-18	TRANSPORT & ACCORD		1574,81	Service - Artiste musical
	1297372	09-17-18	TURCOTTE DESIGN INC.		866,14	Service - Impression
DESJARDINS, STEVE	1295041	09-04-18	ACKLANDS - GRAINGER INC.		1043,58	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1300017	09-28-18	ARBO-DESIGN INC.		8189,02	Service - Abattage, émondage, élagage
	1298419	09-20-18	BOUTY INC		2150,87	Chaise et fauteuil ergonomique
	1295575	09-06-18	BUREAU EN GROS		444,10	Accessoires et pièces de remplacement pour équipement technique
		09-06-18			2774,32	Équipement de détection, inspection
	1297599	09-17-18	EMONDAGE ST-GERMAIN & FRERES LTEE		3779,55	Service - Abattage, émondage, élagage
	1254697	09-06-18	ENVELOPPE LAURENTIDE INC		419,95	Service - Impression
	1252440	09-10-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		314,96	Service - Impression
	1295046	09-04-18	PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIES INC.	1278192	1207,36	Évaluateur agréé
	1299719	09-27-18	SUZANNE LECOMTE		2624,69	Vétérinaire
	1252795	09-12-18	VINACOUSTIK INC.		1102,37	Conseiller - Protection et contrôle de la qualité de l'air
GAUDREAULT, GUYLAINE	1295083	09-04-18	ABC RECREATION QUEBEC INC.		3126,53	Service - Entretien paysager
	1295080	09-04-18	LES CONSTRUCTIONS ARGOZY INC.		1259,85	Service - Entretien paysager
	1298312	09-20-18			15135,00	Entrepreneur en télécommunication, transport, transformation et distribution d'énergie électrique
GAUDREAULT, SONIA	1296560	09-12-18	C.P.U. DESIGN INC.		1078,12	Ordinateur et accessoire
	1297415	09-17-18	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE		1128,62	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1267684	09-04-18	UBA INC.	1177548	5100,29	Traitement de l'eau
GAUTHIER, STEPHANE	1295186	09-05-18	BIBLIO RPL LTEE		470,13	Fourniture d'expédition et étiquette
	1295169	09-05-18	R.M. LEDUC & CIE INC.		423,79	Fourniture d'expédition et étiquette
HOOPER, CHANTAL	1299791	09-28-18	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES		250,00	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1250247	09-27-18	ARBO-DESIGN INC.		776,91	Service - Abattage, émondage, élagage
	1295719	09-07-18	ATMOSPHARE INC.		461,95	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1297672	09-18-18	GESTION NOVAFOR INC.		1194,23	Équipement contre les chutes
	1290811	09-06-18	HERCULES SLR INC.		23,10	Service - Transport de colis (Frais de transport)
	1297343	09-17-18	INOLEC		2328,79	Réparation de conduit d'aqueduc
	1299590	09-27-18			439,14	Réparation/Entretien - Machine et équipement de construction
	1296603	09-12-18	LOCATION GUAY		977,43	Équipement - Véhicule et appareil
	1299779	09-28-18	MULTI-PRESSIONS L.C. INC.		230,98	Réparation/Entretien - Machine et équipement de construction
	1297904	09-18-18	PRODUITS SANY	1048199	681,37	Produit de papier, papier hygiénique
	1299976	09-28-18	ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.		68,24	Palette, caisson, bobine pour manutention
		09-28-18		1191511	1863,53	Puisard, chambre de vanne, trou d'homme et regard
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	1298481	09-21-18	GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC		575,33	Meuble
	1298470	09-21-18	GROUPE LALIBERTE SPORTS INC - SPORTS EXPERTS		897,36	Équipement de sport
	1273281	09-20-18	LES GESTIONS MIRKO LANGLOIS INC.- CANADIAN TIRE		524,94	Accessoires de sport
	1295100	09-04-18	PRODUITS SANY	1048199	191,24	Équipement d'entretien manuel
	1295201	09-05-18		1048199	403,38	Produits d'entretien ménager
	1295707	09-12-18		1048199	2503,31	Produits d'entretien ménager
	1295716	09-07-18			1782,69	Produits d'entretien ménager
	1296771	09-12-18		1048199	436,43	Équipement d'entretien manuel
	1296772	09-12-18		1048199	725,25	Produits d'entretien ménager
	1298503	09-21-18	TENAQUIP LIMITED		881,89	Meuble

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
OUELLET, MARIE-CLAUDE	1298761	09-24-18	ASSOCIATION SAINT-RAYMOND NDG		1989,39	Service - Animation, entraînement
	1297303	09-17-18	BOURASSA SPORT TECHNOLOGIE INC.		8750,71	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1295988	09-10-18	COMPUGEN INC.	1163303	734,08	Ordinateur et accessoire
	1298753	09-24-18	GROUPE TRIUM INC.		4803,18	Vêtement de travail
	1295720	09-07-18	LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.		4477,72	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1280648	09-26-18	LOCATION CELEFETE INC.		19,94	Location - Meuble
	1289527	09-26-18			465,47	Location - Meuble
	1298760	09-24-18	UNIVERSITE DE MONTREAL		2182,99	Location - Équipement de sport
PLANTE, STÉPHANE	1299726	09-27-18	1-800-GOT-JUNK		680,32	Service - Nettoyage place publique
	1296755	09-12-18	ABC RECREATION QUEBEC INC.		0,00	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1299990	09-28-18	BRAC. BUREAU DE RECHERCHE, D'ANIMATION ET DE CONSULTATION		1952,77	Service - Rédaction, révision
	1298055	09-19-18	CATALYSE URBAINE INC		20466,47	Architectes-paysagistes
	1268261	09-10-18	CONSTRUCTION ENCORE LTEE		23129,39	Entrepreneur en électricité
	1255679	09-24-18	CYCLONE SANTE INC.		10498,75	Médecin
	1295713	09-07-18	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC		3630,47	Location - Clôture, barricade
	1298782	09-24-18	G.G. INOX INC.		31170,79	Accessoire de sport
	1298644	09-21-18	INGETEC, EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENT INC.		1364,84	Ingénieur civil - Structure de bâtiment
	1297221	09-14-18	LEBLANC ILLUMINATIONS-CANADA INC.		21075,93	Drapeau, bannière, fanion et décoration temporaire
	1299722	09-27-18	LES CONSTRUCTIONS ARGOZY INC.		22525,07	Service - Aménagement paysager
	1299864	09-28-18			11863,59	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1295711	09-21-18	LES CONSTRUCTIONS TREMCO INC.		4953,32	Entrepreneur en petits bâtiments
	1299069	09-25-18	LES PEPINIERES JASMIN LTEE		3844,12	Végétaux
	1299083	09-25-18	LES PLANTATIONS LETOURNEAU (PEPINIERE)		8194,27	Végétaux
	1300004	09-28-18	MONTREAL STENCIL INC		23,94	Article, accessoire et équipement de bureau
	1299116	09-25-18	PEPINIERE ROUGEMONT ENR		5086,64	Végétaux
	1299075	09-25-18	PEPINIERE ST-NICOLAS		1165,36	Végétaux
	1299106	09-25-18	PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.		2136,50	Végétaux
	1299040	09-25-18	SERRURIER SHAY MONTREAL #1 24/7		365,36	Service - Serrurier
	1262364	09-21-18	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		493,88	Service - Postal, messagerie
	1297225	09-14-18	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		18947,10	Service - Infographie, graphisme
REEVES, GENEVIEVE	1297603	09-17-18	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC		582,68	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1297605	09-17-18			582,68	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1249888	09-04-18	LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.		2099,75	Service - Rédaction, révision
	1295062	09-04-18	THE SUBURBAN NEWSPAPER		8399,00	Service - Placement média d'avis public
	1295059	09-04-18	VINCENT PARTENSKY		131,86	Service - Rédaction, révision
	1295069	09-04-18			369,12	Service - Rédaction, révision
	1299717	09-27-18			710,55	Service - Rédaction, révision
	1295061	09-04-18	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE		751,00	Papier, article de papeterie
SAVOIE, JOSIE-ANNE	1297412	09-17-18	ORSINI ENTREPRISE		2813,66	Service - Déneigement d'accès, stationnement et toiture
TROTTIER, PASCAL	1299707	09-27-18	SOCIETE EN COMMANDITE STATIONNEMENT DE MONTREAL		1837,28	Urbaniste - Aménagement du territoire
	1299253	09-26-18	TRANSOFT SOLUTIONS INC		3013,14	Logiciel et progiciel
	1296550	09-12-18	VELO QUEBEC ASSOCIATION		314,96	Service - Formation en développement organisationnel et technique
			TOTAL		**450927,60**	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de septembre 2018)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	04-09-2018	Gazette	Frais d'abonnement mensuel (DA)		31,49 $
2	06-09-2018	iStock	Achat d'images en ligne		243,00 $
3	09-09-2018	Facebook	Publications Facebook		254,66 $
4	17-09-2018	Postes Canada	Envoi de 12 lettres recommandés		125,99 $
5	24-09-2018	Metro Queen-Mary	Achat de plateaux de fruits et de viennoiseries	Lancement de la nouvelle identité visuelle	126,69 $
6	24-09-2018	Tim Hortons	Achat de café		62,20 $
7	26-09-2018	McDonald	Achat de café		16,79 $
8	28-09-2018	Journal de Montréal	Frais d'abonnement mensuel (Bureau des Élus)		14,64 $
					875,46 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	10-09-2018	Metro Queen-Mary	Achat de café, de lait, de fruits et de gobelets	Séances de consultation culture et réunion de table de la direction	171,40 $
2	26-09-2018	Metro Côte-des-Neiges	Achat de café, de fruits et d'ustensiles	Visite de la délégation parlementaire française	50,66 $
3	26-09-2018	Première moisson	Achat de viennoiseries		22,83 $
					244,89 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	09-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		9,00 $
					9,00 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	09-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		25,00 $
					25,00 $

1 154,35 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2018/11/05
19:00

Dossier # : 1183571021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion visant l'interdiction de fumer dans les parcs et les espaces verts de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ATTENDU QUE le conseil municipal de Montréal a reconnu les dangers de la consommation du tabac, qui cause 45 000 morts évitables par année au Canada et engendre des coûts d'environ 17 milliards par année en dépenses supplémentaires de santé et en pertes de productivité économique;
ATTENDU QUE le conseil municipal de Montréal a, au cours des cinq dernières années, adopté des motions visant à réduire le taux de tabagisme en demandant que les emballages des produits du tabac soient unis, sans illustrations ni inscriptions, que les taxes sur les produits du tabac soient augmentées et que l'âge minimum légal de vente des produits du tabac soit rehaussé, tout en réclamant que la province augmente le nombre de lieux publics où il est interdit de fumer;

ATTENDU QUE la disposition actuelle de la loi provinciale sur le tabac prévoyant l'interdiction de consommer des produits du tabac dans un rayon de 9 mètres des aires de jeu pour enfants situées dans les parcs est impossible à mettre en application et qu'elle ne permet pas d'offrir aux enfants un environnement sans fumée;

ATTENDU QUE, depuis le 17 octobre 2018, la marijuana est un produit légal au Canada et que sa consommation est autorisée aux mêmes endroits que celle des produits du tabac, ce qui accentue les préoccupations publiques relatives à la fumée secondaire dans les parcs;

ATTENDU QUE, pour protéger le public contre les effets néfastes de la fumée, les villes de New York, Philadelphie, Washington, San Francisco, Chicago, Boston, Dallas, Honolulu et plus de 1000 autres municipalités des États-Unis ont, au cours des dernières années, favorisé une approche de promotion de la santé publique en interdisant de fumer dans les parcs, dans les autres espaces verts municipaux et sur les plages;

ATTENDU QUE, depuis 2011, il est interdit de fumer dans les parcs de Vancouver et que l'expérience montre que cette initiative de santé publique est aussi appréciée par la population que facile à mettre en application;

ATTENDU QUE, particulièrement dans le voisinage de l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce, plusieurs communautés de la région de Montréal, dont celles de Côte-Saint-Luc, Westmount, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest, ont adopté des règlements municipaux pour faire de leurs parcs des zones entièrement sans fumée.

Il est proposé par M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon et appuyé par M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington :

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce exprime son soutien en faveur de l'interdiction de fumer du tabac, de la marijuana ou toute autre herbe ou substance dans tous les parcs et espaces verts se trouvant sur le territoire de l'arrondissement.

Que le conseil mandate les services de l'arrondissement afin qu'ils préparent la version préliminaire d'un règlement municipal interdisant de fumer du tabac, de la marijuana ou toute autre herbe ou substance dans tous les parcs et espaces verts se trouvant sur le territoire de l'arrondissement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-11-01 13:42

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183571021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion visant l'interdiction de fumer dans les parcs et les espaces verts de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Cette motion a été préparée à la demande de M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon et appuyée par M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-17

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538